

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

James Joye Townsend jr reçu par Laurent Mosar



James Joye Townsend jr, adjoint au Ministre de la Défense américain, a été reçu le 30 mars 2010 à la Chambre des Députés par le Président Laurent Mosar. M. Townsend est en charge plus par-

ticulièrement des politiques de défense européenne et transatlantique.

Le Président du Parlement luxembourgeois et le *Deputy Assistant Secretary of Defense for European and NATO Policy* se sont entretenus entre autres sur les situations en Afghanistan et au Moyen-Orient. Ils ont constaté que, concernant ces deux conflits, les positions américaines et européennes se sont rapprochées depuis l'avènement de l'administration Obama.

D'emblée, M. Townsend avait remercié le Président de la Chambre pour l'engagement luxembourgeois dans les différentes régions de crise, notamment en Afghanistan et au Kosovo.

21 ^e séance	mercredi	10 mars 2010
22 ^e séance	jeudi	11 mars 2010
23 ^e séance	mardi	16 mars 2010

Le Secrétaire général de l'OCDE à la Chambre

Fiscalité et environnement



M. José Ángel Gurría et M. Laurent Mosar

«Le Luxembourg est exemplaire», telle a été la conclusion du Secrétaire général de l'OCDE, M. José Ángel Gurría à l'issue de son entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. «Le Luxembourg a pris la décision de transposer l'article 26 du Modèle de convention fiscale sur le revenu et la fortune de l'OCDE. C'est pourquoi je cite souvent le Grand-Duché comme exemple pour dire que s'il y a la volonté nécessaire, on peut le faire.»

La Chambre des Députés a voté le 17 mars dernier, avec 55 voix, le projet de loi 6072. Le texte approuve ou complète 20 conventions tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale. Le Luxembourg s'engage ainsi à un échange de renseignements sur demande.

Le Président de la Chambre des Députés et le Secrétaire général de l'OCDE ont regretté que ce système de l'échange de renseignements sur demande ne fonctionne pas dans tous les pays qui l'ont cependant accepté en théorie. «Ce système devrait réellement fonctionner dans tous les pays», a souligné le Président

Laurent Mosar. «Il faut contrôler et le cas échéant sanctionner», a insisté M. Gurría en ajoutant «there will be no place to hide».

Autre sujet de la visite face à d'autres interlocuteurs: l'examen environnemental du Luxembourg. M. Gurría a présenté les conclusions de l'étude menée par son organisation aux membres de la Commission parlementaire du Développement durable. Le rapport examine les progrès réalisés par le Grand-Duché depuis le dernier examen en 2000 et énumère une quarantaine de recommandations. Il a suggéré par exemple de «réduire l'écart des prix de l'essence entre le Grand-Duché et les pays voisins pour encourager des économies sur la consommation de carburants». Il note (et critique) également la forte production de déchets municipaux (i.e. ménagers) qui, par habitant, est parmi les plus élevées des pays de l'OCDE.

Afin d'éviter tout malentendu, José Ángel Gurría a souligné en guise de conclusion «qu'il ne s'agit pas de donner de leçons au Luxembourg, mais plutôt de montrer aux autorités des pistes qui fonctionnent ailleurs».

Visite turque à la Chambre

Les négociations d'adhésion à l'Union européenne ont été au centre des entretiens que le Ministre d'État de Turquie, négociateur en chef avec l'Union européenne, M. Egemen Bağış a eus, le mardi 23 mars, à la Chambre des Députés. «La Turquie est bien engagée sur la route de l'adhésion à l'Union», a déclaré M. Bağış devant les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes qu'il a rencontrés suite à son entrevue avec le Président de la Chambre Laurent Mosar. En effet, l'histoire aurait montré que

chaque pays ayant entamé des négociations d'adhésion avec l'Union européenne aurait fini par devenir membre à part entière. Les négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie ont débuté en octobre 2005, alors que la demande d'adhésion date déjà de 1987 et qu'un accord d'association avait déjà été conclu en 1963. Dans ce contexte, Egemen Bağış a fait observer que la Turquie est membre de l'OTAN depuis plus de 50 ans, qu'elle fait en outre partie de la BEI et de l'OSCE et qu'elle occupe une po-

sition géostratégique déterminante vis-à-vis du Proche- et Moyen-Orient.

En ce qui concerne la question chypriote, M. Bağış regrette que le plan des Nations unies pour une réunification de l'île ait été rejeté en 2004 par les Chypriotes grecs. Il a encore soulevé que la Constitution de la République de Turquie sera amendée dans un avenir proche afin de répondre à tous les standards d'une démocratie moderne.



M. Egemen Bağış (3^e de droite) et M. Laurent Mosar, avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes

DANS CE NUMÉRO

Infrastructure ferroviaire	p. 312
Pauvreté des jeunes	p. 284
Les femmes dans la vie politique et publique	p. 277
Sommaire des séances publiques N°s 21-23	p. 316
Sommaire des questions parlementaires	p. Q113

Le Ministre des Affaires étrangères serbe au Parlement luxembourgeois



M. Vuk Jeremić (2^e de droite) lors de son entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés

Adhérer à l'Union européenne le plus rapidement possible: voilà le grand dessein du gouvernement de la République de Serbie, ambition d'ailleurs soutenue par plus de 70% de sa population. Au cours d'une entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés, le Ministre des Affaires étrangères serbe Vuk Jeremić a insisté sur la détermination de son pays à remplir tous les critères d'adhésion afin de pouvoir intégrer l'Union dans les meilleurs délais.

«Nous avons déjà réalisé

d'énormes progrès dans ce sens», a-t-il déclaré en citant notamment l'extradition et le renvoi devant le Tribunal pénal international de La Haye de 44 des 46 grands criminels de guerre serbes recherchés pour être jugés. Dans ce même contexte, Vuk Jeremić a informé les députés luxembourgeois d'un «débat historique» sur le massacre de Srebrenica, prévu au parlement serbe. Une résolution condamnant ce massacre et présentant des excuses aux familles des victimes devrait être adoptée à l'issue des discussions.

M. Jeremić a parlé d'un «geste fort», démontrant une fois de plus la volonté et la capacité de son pays de tourner la page des affaires de la guerre.

La question du statut du Kosovo préoccupe toujours les autorités serbes. «Nous ne pouvons pas accepter la déclaration unilatérale d'indépendance de la province», a répété M. Jeremić soulignant toutefois que le gouvernement de Belgrade reste disposé à trouver une solution dans le cadre d'un «dialogue démocratique».

Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Les relations que le Conseil interparlementaire consultatif (en abrégé «Parlement Benelux») entretient avec d'autres groupements analogues de petits pays comme la région de la mer Baltique, le Conseil nordique ou encore avec les pays Visegrád (Pologne, Hongrie, Slovaquie et la République tchèque) ont fait l'objet d'un débat lors de la session plénière de printemps les 19 et 20 mars 2010. En particulier, le Parlement Benelux a accueilli une délégation représentant la «Black Sea Economic Cooperation» (BSEC) qui regroupe les douze pays de la mer Noire, dont trois pays sont membres de l'Union européenne.

Actuellement, c'est la Bulgarie qui exerce la présidence de la BSEC. La BSEC vient de signer un premier accord concernant l'environnement; d'autres priorités de la coopération au sein de cette organisation sont l'expansion des transports par mer et par route, la sécurité, le commerce et la lutte contre le crime organisé.

En matière de sécurité, la délégation bulgare a souligné le rôle précurseur que joue le Benelux dans ce domaine. Il s'agit d'analyser les modèles de meilleure pratique et d'essayer de les traduire en des mesures concrètes entre les États membres de la BSEC. La délégation de la BSEC a suggéré un partenariat euro-mer Noire à l'instar du partenariat euro-méditerranéen. L'Union européenne profiterait d'un tel partenariat aussi bien d'un point de vue de la sécurité d'approvisionnement en énergie que d'un point de vue de la lutte contre le crime organisé. En outre, un tel partenariat serait l'occasion d'élargir l'influence de l'UE au-delà des 27 et d'apporter plus de stabilité dans cette région stratégiquement importante.

À la veille de la présidence belge de l'Union européenne, M. Roegiers (Belgique) a présenté les conclusions d'une rencontre entre la Commission des Problèmes extérieurs du Parlement Benelux et le secrétaire d'État belge aux Affaires européennes. Il estime que les trois partenaires doivent dresser un état des lieux des problèmes sensibles comme l'élargissement, la stratégie 2020, la préparation de la conférence sur le climat au Mexique et le développement du Service européen d'action extérieure en vue de l'adoption d'une position commune ou d'un mémorandum.

Depuis deux ans, la Commission de la Justice et des Affaires intérieures du Parlement Benelux a organisé un nombre d'échanges de vues pour dresser un bilan de la coopération transfrontalière en matière de lutte contre les catastrophes. À la suite de l'établissement de ce bilan, le Parlement Benelux a adopté une recommandation priant les trois gouvernements de présenter dans les meilleurs délais une liste commune des divers obstacles à la coopération transfrontalière. Les gouvernements devront informer annuellement le Parlement Benelux et ceci pour la première fois pendant la session d'été. Le texte recommande également à lever ces obstacles rapidement et de manière efficace, par exemple par le biais de l'extension de la concertation de Senningen.

La maternité de substitution, la pêche maritime, la propriété intellectuelle et l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 aux Pays-Bas et en Belgique ont également fait l'objet d'un débat.

Spanische Präsidentschaft der Europäischen Union

Wirtschaftlicher Aufschwung und Bekämpfung der Armut

Die Europäische Union hat Anfang März 2010 die Ziele für den wirtschaftlichen Aufschwung mittels ihrer Strategie 2020 bekannt gemacht. Mehr denn je muss sie sich im internationalen Wettbewerb mit den Vereinigten Staaten von Amerika, Japan, China und Indien messen. Verbindliche Zielvorgaben in den Bereichen Bildung, Wirtschaft und Bekämpfung des Klimawandels wurden vorgegeben. Mit Blick auf diese Herausforderungen hatte die spanische EU-Präsidentschaft zu einer Tagung nach Madrid eingeladen. Neben den zitierten Schwerpunkten stand noch die Bekämpfung der Armut im Mittelpunkt der Diskussionen.

In ihrer Grußbotschaft zeigte Cristina Garmendia, Ministerin für Wis-

senschaften und Innovation, unterschiedliche Pisten auf, welche es der Europäischen Union erlauben, die angestrebten Ziele der Strategie 2020 zu erreichen. Sie unterstrich die Sorgen bezüglich der mangelnden Bildung der heranwachsenden Jugend und hob die fehlende lebensbegleitende Weiterbildung der Mitarbeiter als eine schwerwiegende Hypothek hervor, vor allem angesichts der aufstrebenden BRIC-Staaten, die den globalen wirtschaftlichen Aufschwung dominieren.

Innovation, Forschung und Wissen sowie deren Umsetzung in neue Produkte stellen die vorrangige Aufgabe der kommenden Jahre dar. Der im Jahr 2000 geschaffene europäische Forschungsraum und das Eu-

ropäische Institut für Technologie sowie die Mobilität der Menschen sind weitere Komponenten für den europaweiten Aufschwung. Ohne die Einbindung der Universitäten und Forschungsstätten sowie der Klein- und Mittelunternehmen kann dieser Prozess jedoch nicht gelingen. Das siebte Forschungsrahmenprogramm mit den vorgesehenen 7,5 Milliarden Euro soll diesen Prozess beflügeln.

In seiner Intervention machte Marcel Oberweis, Mitglied der Kommission für Hochschulwesen und Forschung im luxemburgischen Parlament, auf den zunehmenden Mangel an Wissenschaftlern und Ingenieuren in der Europäischen Union aufmerksam. Als neuen Schwerpunkt der Innovation sieht er die Elektromobilität, die aber nur dann wirtschaftlichen und ökologischen sowie sozialen Sinn mache, wenn die eingesetzte elektrische Energie aus erneuerbaren Energien bereitgestellt wird. Er forderte die Schaffung eines europäischen Megacusters, in welchem einerseits die unterschiedlichen Windenergie-, die Solar- und die Wasserkraftanlagen sowie die Automobilhersteller und die Energieversorgungsunternehmen eingebunden werden. Andererseits müsste im Rahmen der Mittelmeerunion auf das europäische Projekt DESERTEC zurückgegriffen werden. Den Anteil der erneuerbaren Energien auf 20 Prozent bis 2020 anzuheben, bedeute die Schaffung



M. Marcel Oberweis

etwa 2,8 Millionen neuen Arbeitsplätzen in der Europäischen Union und einen Wachstumsschub von 1,1 Prozent.

Im zweiten Teil der Diskussionen wurde auf das Armutsproblem hingewiesen, dies ausgehend von den Millenniumszielen 2015. „Die Wissenschaft sollte sich zur Triebfeder im Kampf gegen die Armut entpuppen“, so María José Alonso, Vizerektorin der Universität Santiago de Compostela. In ihrem Beitrag beschäftigte sie sich weiter mit der Gesundheitsvorsorge, der Bekämpfung der HIV-Krankheit und der Kindersterblichkeit. Dass es derzeit etwa 80 Millionen Menschen in der Europäischen Union gibt, die als „arm“ eingestuft werden, unter-

streicht die Brisanz. Diese Zahl muss um 20 Millionen bis 2020 reduziert werden. Sie forderte deshalb eine stärkere Einbringung der Wissenschaften im Kampf gegen die Ungerechtigkeit. Allein die Tatsache, dass etwa 1,1 Milliarden Menschen in den Drittweltländern unter den Folgen von Tuberkulose, Malaria, HIV und Lepra leiden, zeigt die Wichtigkeit dieses Unterfangens.

Im dritten Beitrag befasste sich Professor Ramón Núñez, Direktor des Nationalen Museums für Wissenschaften und Technologie, mit dem Wandel des aktuellen Weltbildes. Er forderte einen weit gefächerten Dialog zwischen den Wissenschaften, der Ethik, den neuen Technologien, der Wirtschaft und der Kultur. „Nicht mehr die finanziellen Werte müssen im Mittelpunkt des Lebens stehen, sondern die Lust am Neuen, an der Innovation, an dem ethisch vertretbaren Fortschritt. Dies kann nur durch die Bildung eines vernetzten und nachhaltigen Paradigmenwechsels geschehen“, so lautete eine Kernaussage des Professors.

Zum Abschluss der Tagung schälte sich heraus, dass die Schule die heranwachsende Jugend, welche heute das Morgen erlernt und studiert, zu kritischen Menschen erziehen müsse. Gemäß der Aussage von Marie Curie: „Es ist nichts zu fürchten, man muss es nur verstehen“, braucht die Wissenschaft auch eine Kultur des Vertrauens.



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

L'Assemblée européenne de sécurité et de défense rencontre le Comité politique et de sécurité de l'Union européenne

Vers la fin de l'UEO?

M. Robert Walter, le Président de la susdite assemblée, a informé les participants à la rencontre semestrielle conjointe de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense (Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale) et du Comité politique et de sécurité de l'Union européenne (COPS), qui s'est tenue à Bruxelles, les 23 et 24 mars 2010, que le gouvernement britannique

avait l'intention de vouloir dénoncer le traité modifié de Bruxelles de 1954 jusqu'à la fin du mois de mars et que d'autres États membres allaient probablement suivre l'exemple anglais.

La Chambre des Députés était représentée par le président de la délégation à l'Assemblée de l'UEO, M. Norbert Hauptert, et les membres MM. Fernand Boden et Marc Spautz.

Cette démarche mettrait fin à l'existence de l'Union de l'Europe occidentale dans un délai de douze mois. Comme le contrôle parlementaire de la politique européenne de sécurité et de défense incombe aux parlements nationaux et non au Parlement européen, il s'agirait de trouver une nouvelle structure interparlementaire au sein de laquelle ce contrôle puisse s'exercer.



MM. Norbert Hauptert, Fernand Boden et Marc Spautz, membres de l'Assemblée de l'UEO, accompagnés de Mme Michèle Pranchère-Tomassini, Représentante permanente du Luxembourg auprès du COPS

Méi - a besser - communiquéieren!



(v.l.n.r.) John Tanner, President vum NATO-Parlament, Nancy Arendt, Marc Angel

D'NATO wëllt an Zukunft méi a virun allem besser communiquéieren - iwver hir traditionell Aufgaben, hir Aktivitéiten an iwvert déi nei Geforen, mat deenen d'Welt konfrontéiert ass (Cyberkriminalitéit, Terrorismus, Piraterie), an déi nei Erausforderungen, déi op d'Allianz zoukommen (Garantie vun der Energie-Sécherheet, Protektioun géint Massevernichtungswaffen).

Déi nei Ambitioun war een Haaptthema op der Réunioun vun der permanenter Kommission vum NATO-Parlament de 27. an 28. März zu Memphis an den USA. D'Chamber war vertrueden duerch d'Deputéiert Nancy Arendt a Marc Angel.

D'NATO-Parlamentarier kënten - an hirem direkte Kontakt mam Bierger - an Zukunft méi eng grouss Roll spillen, wann et drëm geet, de Populatiounen déi wictheg Roll vun der Allianz ze erklären.

Aner Theme waren dat neit strategesch Konzept vun der NATO, d'Atomwaffen an Europa, d'Rakéitenofwier an de Fraenaspekt an alle militäreschen Diskussiounen: Deem soll an Zukunft méi staark Rechnung gedroe ginn, esou wéi et och an der Resolution 1325 vum UNO-Sécherheetsrot virgesinn ass.

Do dernieft gouf och d'Fréijoerssessioun vum NATO-Parlament, Enn Mee/uganks Juni zu Riga a Lettland, virbereet.

La rumeur devint réalité: l'UEO cesse d'exister

Déclaration de la Présidence du Conseil permanent de l'UEO au nom des Hautes Parties Contractantes au Traité de Bruxelles modifié - Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni

L'Union de l'Europe occidentale a largement contribué à la paix et à la stabilité en Europe ainsi qu'au développement de l'architecture européenne de sécurité et de défense, en favorisant la consultation et la coopération dans ce domaine et en menant des opérations sur plusieurs théâtres, y compris des missions de Petersberg.

Sur la base de l'œuvre accomplie par l'UEO et s'appuyant sur le principe de la solidarité européenne, l'Union européenne a repris depuis 2000 les missions de gestion des crises et développé une politique de sécurité et de défense commune.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne marque le commencement d'une nouvelle phase pour la sécurité et la défense européennes. L'article 42.7 du Traité sur l'Union européenne stipule désormais que si un État membre est l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent

aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, et précise que les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'OTAN qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre.

Dans ce contexte, nous restons fermement attachés au principe de défense mutuelle figurant à l'article V du Traité de Bruxelles modifié.

L'UEO a donc rempli son rôle historique. C'est pourquoi nous, États parties au Traité de Bruxelles modifié, avons collectivement pris la décision de mettre fin au traité et, par conséquent, de fermer l'Organisation. Conformément à l'article XII du traité, nous en informerons l'État dépositaire selon nos procédures nationales.

L'Assemblée de l'UEO a apporté une contribution substantielle au développement d'une culture européenne en matière de sécurité et de défense. Compte tenu du caractère spécifique de la PSDC, nous encourageons le renforcement éventuel du dialogue interparlementaire dans ce domaine, y compris avec les pays candidats à

l'adhésion à l'UE et tous les autres États intéressés. Le Protocole 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, annexé au traité de Lisbonne, peut fournir une base à cet égard.

Les États parties chargent le Conseil permanent de l'UEO d'organiser la cessation des activités de l'Organisation dans le respect du délai prescrit par le Traité de Bruxelles modifié, de préférence pour la fin du mois de juin 2011. À cet égard, le Conseil permanent de l'UEO s'appuiera sur l'expertise et le soutien du Secrétariat général et consultera l'Assemblée au besoin. Il devra notamment se charger des aspects suivants: application du plan social au personnel du Secrétariat général de l'UEO, du Service administratif de Paris et de celui de l'Assemblée de l'UEO, sur la base du Plan social de 2000 et en consultation avec les représentants du personnel; gestion des pensions et règlement des questions liées aux locaux de l'UEO à Bruxelles et Paris.

Les membres associés, les observateurs, les associés partenaires seront dûment informés par la Présidence du Conseil permanent au cours de ce processus.

Conférence des Présidents des Commissions des Affaires étrangères

«Avec le Traité de Lisbonne, la politique commune de sécurité et de défense (PCSD) restera au niveau parlementaire une prérogative des parlements nationaux. Le traité propose que la COSAC pourrait fournir la plateforme pour la discussion et le contrôle interparlementaire de la PCSD, plateforme qu'a constitué jusqu'ici l'Assemblée parlementaire de l'UEO. Pouvez-vous nous donner quelques indications quant à la nouvelle structure interparlementaire de la PCSD et

sur l'avenir de l'UEO?» C'est une question que le représentant luxembourgeois Norbert Hauptert a adressée à la Haute Représentante pour les Affaires étrangères de l'Union européenne Catherine Ashton lors de la Conférence des Présidents des Commissions des Affaires étrangères (COFACC), qui s'est tenue à Madrid, les 25 et 26 février 2010. (M. Hauptert y remplaçait M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés.)

«J'ai à peine commencé à réfléchir à ce sujet et je n'ai pas encore trouvé de réponse, vu sa complexité, mais il est inscrit sur mon carnet de travail et j'informerai la COFACC dès que je l'examinerai.» Lady Ashton était un des orateurs invités à cette conférence qui portait entre autres sur «Les rapports entre l'Union européenne et l'Amérique latine» et «L'Union pour la Méditerranée: institutionnalisation et projets sur le plan régional».

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.



Bettembourg / Roeser

6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser

La modification des limites territoriales qui fait l'objet du projet de loi sous rubrique poursuit trois objectifs:

1. Le premier consiste à garantir que le site de la station d'épuration du syndicat intercommunal STEP, se situant actuellement à cheval entre les communes de Roeser et de Bettembourg, se trouve à l'avenir intégralement sur le territoire de la commune de Roeser.

2. Il s'agit ensuite de transférer un îlot isolé situé au lieu-dit «route de Mondorf» dans la commune de Roeser à la commune de Bettembourg afin d'adapter la situation administrative à la situation réellement existante.

3. De même, un îlot isolé situé aux abords de la route de Livange dans la commune de Roeser est transféré à la commune de Bettembourg.

L'échange porte en tout sur des cessions réciproques de terrains d'une contenance de 5 ha 54 a 65 ca et se fait donc sans soule et dans l'intérêt des deux communes.

critiques formulées par la CJCE. Cette dernière considère que le législateur luxembourgeois a qualifié à tort de dispositions de police relevant de l'ordre public national, les dispositions faisant part du «noyau dur» des réglementations visées par la directive. Il s'agit des dispositions suivantes:

- la législation sur l'adaptation des rémunérations au coût de la vie;
- la législation sur les conventions collectives;
- la législation sur le travail à temps partiel et sur le travail à durée déterminée;
- la législation sur la preuve écrite de la relation de travail.

Ayant trait aux procédures de contrôle, la CJCE critique le législateur national d'entraîner, par un manque de clarté, une insécurité juridique pour les entreprises désirant détacher des travailleurs au Luxembourg. Le fait que toute entreprise souhaitant effectuer un détachement au Luxembourg soit contrainte de rendre accessible à l'ITM les documents nécessaires à un contrôle, et ceci avant le commencement des travaux, entrave, selon la CJCE, la liberté de prestation de services et viole en plus l'article 49 du Traité CE.

Objet du projet de loi 5942

Le présent projet de loi a précisément comme finalité d'assurer la mise en conformité de la législation luxembourgeoise avec l'arrêt C-319/06.

Pour ce faire, dans le domaine de l'ordre public social national, le projet, dans sa teneur amendée finale, maintient inchangée la liste des dispositions minimales de droit du travail qui sont d'ordre public national énumérées à l'article L. 010-1 du Code du Travail et y supprime la référence aux salariés détachés. En revanche, le texte précise dans le cadre du titre IV du Livre 1^{er} du Code du Travail - titre consacré au détachement de travailleurs - et plus précisément au niveau de l'article L. 141-1, quelles sont les dispositions du paragraphe (1) de l'article L. 010-1 du Code qui s'appliquent aux travailleurs détachés conformément à la jurisprudence de la CJCE.

Par conséquent, est biffée au paragraphe (1) de l'article L. 010-1 du Code du Travail la seule référence aux salariés faisant l'objet d'un détachement temporaire, à savoir le bout de phrase «y compris ceux qui font l'objet d'un détachement temporaire, quelle que soit sa durée ou sa nature». En même temps, l'énumération des dispositions d'ordre public sous les points 1 à 14 est maintenue dans la teneur actuelle du Code du Travail.

Le nouveau point 1 de l'article 2 du projet de loi concerne le paragraphe (1) de l'article L. 141-1 du Code du Travail qui dorénavant prévoit expressément dans son alinéa 1^{er} l'application des dispositions d'ordre public aux entreprises détachant des salariés sur le territoire du Grand-Duché, à l'exception des dispositions relatives au contrat de travail écrit (point 1), au travail à temps partiel et à durée déterminée (point 8) et aux conventions collectives (point 11).

À souligner que cette façon de procéder n'enlève rien à la protection des travailleurs détachés, dans la mesure où les normes minimales en question sont déjà prévues par les directives communautaires régissant ces domaines et que les États dont sont originaires les travailleurs détachés sont tenus à garantir.

Le nouvel alinéa 2 du paragraphe (1) de l'article L. 141-1 tient compte du jugement de la CJCE en précisant que l'adaptation automatique des salaires à l'évolution du coût de la vie prévue au point 2. de l'article L. 010-1 s'applique, pour les salariés détachés, uniquement par rapport au salaire social minimum légal ou conventionnel déclaré d'obligation générale.

Le projet rencontre ainsi la CJCE dans ses vues relatives à une interprétation trop extensive de la notion d'ordre public social national par le biais de la loi de transposition incriminée.

En même temps, le projet assure que le noyau dur de notre droit du travail, précisément consacré à l'article L. 010-1 du Code du Travail, reste entièrement intact. Le caractère intangible en est confirmé et les modifications juridiquement incontournables à y apporter en vertu du droit jurisprudentiel européen le sont à l'endroit des dispositions correspondantes du Code du Travail s'appliquant à la seule situation du détachement de travailleurs dans le cadre d'une prestation de services transnationale.

Quant aux procédures de contrôle, le projet remplace l'obligation d'informer l'ITM avant le début des travaux, par l'obligation de l'informer dès le début des travaux; il a ainsi repris la solution suggérée par la CJCE.

La notion de mandataire ad hoc est également remplacée par celle d'une personne morale ou physique présente sur le territoire luxembourgeois, notamment un des travailleurs détachés. Les documents nécessaires à un contrôle de l'ITM doivent être détenus auprès de cette personne pendant la durée du détachement, donc ni avant, ni après celle-ci.

Pour assurer la sécurité juridique, le projet propose d'énumérer, en dehors des documents étayant les informations initiales demandées par l'article L. 142-2 du Code du Travail, également les documents suivants qui doivent être présentés à l'ITM:

- la copie du contrat d'entreprise ou du contrat de mise à disposition à la base du détachement au sens de la directive;
- s'il y a lieu, l'autorisation d'établissement ou l'attestation la remplaçant émises par le Ministère des Classes moyennes;
- le certificat de TVA délivré par l'Administration de l'Enregistrement;
- l'attestation par l'autorité compétente du pays d'origine que les travailleurs détachés sont traités conformément aux directives européennes sur la preuve de la relation de travail, sur le travail à temps partiel et sur le travail à durée déterminée.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 20.03.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

11.02.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

01.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2010

Espace aérien commun européen

5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

L'Accord multilatéral en question a pour objet la création d'un espace aérien européen commun (EACE). Celui-ci inclut tous les États membres de la Communauté européenne; l'Islande et la Norvège en tant que membres de l'Espace écono-

mique européen; ainsi que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM), la Roumanie, la Serbie et le Monténégro et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (UNMIK). L'Espace aérien européen commun (EACE) établira un réseau européen de transport aérien efficace qui reliera les habitants, les pays et les cultures de l'Europe et jouera un rôle essentiel dans l'intégration et le développement de l'ensemble de l'Europe.

L'EACE sera fondé sur deux piliers indissociables, à savoir l'alignement des normes et réglementations aéronautiques en matière de sécurité, de sûreté, de concurrence, de politique sociale et des droits des consommateurs, d'un côté, ainsi que, de l'autre côté, l'ouverture de nouvelles possibilités commerciales pour l'industrie aéronautique de toutes les parties par la création d'un marché unique de services aériens composé de 35 pays comptant plus de 500 millions d'habitants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 31.10.2007

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

23.09.2009 Désignation d'un rapporteur

24.02.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.03.2010

Ordre public social national

5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail

Antécédents

La directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services a été transposée en droit national par la loi du 20 décembre 2002.

Par le biais de cette transposition, le législateur avait saisi l'occasion d'ancrer les droits sociaux des travailleurs dans l'instru-

mentaire juridique et d'accorder à l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) certains moyens de contrôle du droit du travail et ceci pour toutes les personnes travaillant sur le territoire luxembourgeois.

En avril 2004, la Commission européenne a accusé le Grand-Duché de Luxembourg d'avoir manqué de transposer correctement et de manière complète la directive 96/71/CE. Le 19 juin 2008, la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE) a rendu l'arrêt C-319/06 à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg, condamnant notre pays sur plusieurs points.

L'interprétation trop large de la notion d'ordre public national est au milieu des

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.10.2008
Rapporteuse: Mme Vera Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

29.10.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation sommaire du projet de loi

11.02.2010 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation du projet de loi et de ses antécédents
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.02.2010 Présentation, examen et adoption de propositions d'amendements

11.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.03.2010



Infrastructure ferroviaire

6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi 6107 a pour objet l'approbation d'une augmentation de crédit pour l'installation sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois :

- d'un dispositif d'arrêt automatique des trains. Afin de renforcer la sécurité des circulations ferroviaires, il a été prévu d'aménager un dispositif d'arrêt automatique susceptible de commander l'arrêt aux trains. Il a été décidé d'introduire en phase transitoire le système d'aide à la conduite MEMOR II+. L'implémentation de ce système sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois a été achevée en 2004;

- d'un système de contrôle de vitesse. La deuxième phase du projet consiste dans l'implémentation du système de contrôle de vitesse européen ERTMS/ETCS niveau 1 sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois. Ce système correspond le mieux aux exigences du réseau luxembourgeois, qui se trouve confronté à plusieurs autres systèmes utilisés par les réseaux ferroviaires limitrophes. Le système permet de contrôler en permanence la vitesse du train à partir des informations fournies par la signalisation latérale. Dans le cas d'un freinage incorrect à l'approche d'un signal à l'arrêt, le système prend en charge le train de façon automatique et garantit l'arrêt en amont du signal. La mise en service de la ligne pilote a eu lieu le 1^{er} mars 2005. À l'heure actuelle, quelque 60% du réseau ferré luxembourgeois est équipé et l'achèvement des travaux est prévu pour fin 2011.

À cette fin, il est proposé de compléter le deuxième et le troisième alinéas du paragraphe 3 de l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Cette loi règle la police et la gestion du réseau ferré national tout en confiant la gestion technique de ce réseau aux CFL. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 juillet 2000, qui a autorisé une première série de 14 projets d'infrastructure ferroviaire de grande envergure, l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 qui comporte le relevé des projets, est régulièrement mis à jour au rythme de la réalisation du programme d'investissement arrêté par le Gouvernement en matière de maintenance, de sécurisation et d'extension de l'infrastructure ferroviaire. Plusieurs mises à jour du relevé ont été effectuées (loi du 3 juin 2003, loi du 18 décembre 2003, loi du 18 avril 2004, loi du 6 juin 2009).

Le projet tel qu'il a été approuvé par la loi du 3 juin 2003 a dû être réévalué d'un point de vue technique et financier pour diverses raisons, avec certains volets du projet menant à une diminution des investissements et d'autres engendrant une augmentation des investissements. Cette actualisation de l'ensemble des éléments fait ressortir une hausse du coût final avancé, de sorte que les crédits approuvés s'avèrent insuffisants. La hausse du coût final est notamment due aux faits suivants :

- augmentation du nombre de signaux à équiper,
- adaptation, modification et renforcement de l'alimentation des postes de signalisation et certification d'interopérabilité du système,
- équipement matériel roulant avec ETCS.

terne des prisons en confiant celui-ci au médiateur.

4. Le médiateur comme «mécanisme national de prévention»

Aux termes de l'article 3 du Protocole «chaque État Partie met en place, désigne ou administre, à l'échelon national, un ou plusieurs organes de visite chargés de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants» (ci-après dénommés mécanisme national de prévention).

Le Gouvernement propose de désigner le médiateur comme «mécanisme national de prévention» au sens de l'article 3 du Protocole. Cette proposition n'est toutefois pas justifiée ni à l'exposé des motifs ni au commentaire des articles.

Dans son avis du 14 novembre 2008, la Commission consultative des Droits de l'Homme a opiné qu'«il aurait été préférable que le Premier Ministre ait plus fortement motivé la décision de désigner dans le projet de loi» le médiateur en tant que mécanisme national de prévention.

Le Conseil d'État renvoie d'abord à la solution prévue en France où «la loi N°2007-1545 du 30 octobre 2007 a institué une nouvelle autorité administrative indépendante chargée spécifiquement du contrôle des lieux de privation de liberté». Toutefois la Haute Corporation «estime qu'il est raisonnable de ne pas créer une nouvelle instance indépendante chargée de cette mission au Luxembourg, mais de choisir une solution adaptée à notre situation spécifique tout en respectant les prescrits du Protocole. La fonction du médiateur présente une garantie adéquate d'indépendance et d'efficacité».

La loi du 22 août 2003 instituant un médiateur avait déjà donné compétence à cette institution pour recevoir les réclamations de toute personne par rapport au fonctionnement des administrations de l'État.

Aussi, ce dernier n'a pas attendu l'approbation du Protocole du 18 décembre 2002 pour agir conformément aux missions qui lui étaient ainsi formellement attribuées. Dès son entrée en fonction, le médiateur fut saisi de réclamations émanant de prisonniers qui estimaient faire l'objet de discrimination et autres mauvais traitements. Dorénavant, le médiateur pourra procéder à des contrôles des lieux de privation en dehors de toute saisine individuelle».

La Commission juridique qui a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'État du 31 mars 2009 dans ses réunions du 21 octobre, du 28 octobre et du 14 novembre 2009, est d'avis que la mission nouvelle confiée au médiateur consistant à exercer le contrôle externe «des lieux où se trouvent des personnes privées de liberté, afin de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants», va au-delà de la mission du médiateur définie dans la loi du 22 août 2003 et peut comporter le risque d'un conflit d'intérêt.

D'abord la Commission juridique tient à rappeler qu'aux termes des articles 1^{er} et 2 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur celui-ci ne peut intervenir qu'à la suite d'une saisine individuelle.

Le médiateur ne peut se saisir lui-même. Ses interventions auprès des autorités publiques visent à trouver des solutions en faveur de particuliers qui s'estiment lésés. Chaque réclamation «doit porter sur une affaire concrète concernant l'auteur des réclamations».

Cette mission lui confiée par la loi de 2003 se distingue fondamentalement de celle que le présent projet de loi vise lui donner.

La nouvelle mission a une portée générale: le médiateur est l'organe de contrôle externe de tous les lieux où une personne est privée de liberté. Pour exercer ce contrôle, le médiateur dispose de moyens d'action très étendus. Il exerce ce contrôle à sa propre initiative et sans devoir être saisi d'un cas particulier.

Cette nouvelle mission du médiateur a amené la Commission juridique à soulever la question d'un conflit d'intérêt éventuel dans le chef du médiateur appelé d'une part à exercer un contrôle général et à faire des recommandations et propositions en vertu de l'article 19 du Protocole et d'autre part, à intervenir auprès des autorités contrôlées dans l'intérêt d'une personne le saisissant sur la base de la loi du 22 août 2003.

Enfin, la Commission juridique a encore relevé que le médiateur, tout en étant rattaché à la Chambre des Députés, ne reçoit, dans l'exercice de ses fonctions, d'instructions d'aucune autorité. Aux termes de l'article 8 de la loi du 22 août 2003 il «présente annuellement à la Chambre des Députés un rapport dans lequel il établit le bilan de son activité». Il peut également «être entendu soit à sa demande, soit à la demande de la Chambre des Députés».

Les dispositions des articles 9 et 10 de la même loi de 2003 sur la nomination et la révocation du médiateur établissent d'une façon évidente les liens particuliers entre le médiateur et la Chambre des Députés.

Or, en vertu des articles 17 et 18 du Protocole des États Parties «garantissent l'indépendance des mécanismes nationaux de prévention dans l'exercice de leurs fonctions et l'indépendance de leur personnel».

Le médiateur doit pouvoir exercer en toute indépendance la mission lui confiée en vertu du présent projet de loi. Les obligations qui lui sont imposées par la loi du 22 août 2003 dans ses relations avec la Chambre des Députés ne peuvent être invoquées dans l'exercice de sa mission nouvelle prévue par le présent projet de loi.

Toutes ces considérations ont amené la Commission juridique à modifier d'une manière significative le projet initial. Pour éviter une confusion ou une méprise sur les différentes missions du médiateur prévues d'un côté dans la loi du 22 août 2003 et d'un autre côté dans le présent projet de loi, la Commission a proposé de supprimer dans le présent projet de loi les dispositions visant à intégrer dans la loi du 22 août 2003 les missions nouvelles du médiateur en relation avec le contrôle des lieux de privation de liberté. Cette dernière mission du médiateur est fondamentalement différente de celle lui conférée par la loi de 2003. Du point de vue juridique et politique il n'est pas opportun de les réunir dans un même texte de loi. Par ailleurs, le contrôle des lieux de privation de liberté est une mission qui ne doit pas nécessairement et indéfiniment rester de la seule compétence du médiateur.

L'approche retenue par la Commission juridique a fait l'objet d'un volet d'amendements qui, dans leur orientation générale, ont trouvé l'accord du Conseil d'État qui, à la suite de son avis complémentaire du 15 décembre 2009, a proposé un nouveau texte coordonné.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.01.2010

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

24.02.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.03.2010

Prévention de la torture

5849 - Projet de loi:

(1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et;

(2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions

1. Objet du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002.

Le projet a encore pour objet de désigner le «mécanisme national» chargé, conformément à l'article 2 du Protocole, de «prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants».

2. Le Protocole facultatif de 2002

L'adoption, en 2002, du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants marque une nouvelle étape décisive du combat universel en faveur de la dignité humaine. Ce Protocole met l'accent sur la protection des personnes privées de liberté contre la torture et les autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. En partant du constat que

d'autres mesures sont nécessaires pour atteindre les objectifs de la Convention, le Protocole prévoit la mise en place d'un système de visites régulières, effectuées par des organismes internationaux et nationaux indépendants, sur les lieux où se trouvent des personnes privées de liberté, afin de prévenir la torture et les autres mauvais traitements. Plus précisément, le Protocole impose aux États la création de mécanismes nationaux de visites régulières des lieux de détention par des experts indépendants, auxquelles s'ajoutent des visites occasionnelles par le Sous-comité international pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, également établi par le Protocole.

Une surveillance régulière de tous les lieux de détention permet à la fois de dissuader les tortionnaires potentiels de recourir à la torture ou d'infliger de mauvais traitements aux personnes détenues et de s'assurer que les systèmes en place respectent la dignité de tous les détenus.

3. Mise en conformité de notre législation

L'approbation du Protocole facultatif sous rubrique rend nécessaire une mise en conformité de notre législation aux obligations qui découlent dudit Protocole. Le projet de loi sous rubrique entend ainsi désigner un mécanisme national de prévention, en l'occurrence le médiateur.

Ce faisant, le projet de loi sous rubrique matérialise la déclaration du Premier Ministre Jean-Claude Juncker lors de sa déclaration annuelle sur l'état de la nation du 9 mai 2007 selon laquelle le Gouvernement entendait approuver le Protocole submentionné et mettre en place un contrôle ex-

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

21.10.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2009 Échange de vues avec M. Marc Fischbach, Médiateur

Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

11.11.2009 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.01.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

03.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010



Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle

6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver le Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008, (ci-après le nouveau Protocole).

Ce nouveau Protocole vise à donner compétence à la Cour de Justice Benelux pour statuer sur tout litige entre l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) et ses agents en ce qui concerne la relation de travail.

Le nouveau Protocole tend en particulier à moderniser la protection juridictionnelle du personnel de l'OBPI en adaptant les conditions d'ouverture des voies de recours aux évolutions du droit du travail et à la jurisprudence en matière de droits de l'Homme.

D'un point de vue historique, le Luxembourg a adopté le 16 mai 2006 la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle signée à La Haye, le 25 février 2005. Cette Convention a institué l'OBPI (marques et dessins ou modèles) qui remplace les Bureaux Benelux des Marques et des Dessins ou Modèles.

Le régime de protection du personnel des Bureaux Benelux était fondé jusqu'ici sur le Protocole de 1974 concernant la protection juridictionnelle des personnes au service du Bureau Benelux des marques et du Bureau Benelux des dessins ou modèles, approuvé au Luxembourg par une loi du 26 novembre 1976.

Ce Protocole rendait applicable aux personnes travaillant pour le service des Bureaux Benelux, le Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969.

Suite à la Convention Benelux du 25 février 2005, le régime de protection institué par les Protocoles de 1969 et de 1974 fit l'objet d'une réévaluation aux termes de

laquelle apparurent certaines déficiences au niveau du régime de protection du personnel de l'OBPI au regard des évolutions du droit du travail et de la jurisprudence en matière de protection des droits de l'Homme.

C'est à ces fins que le nouveau Protocole, dont l'approbation constitue l'objet du projet de loi sous rubrique, remplace le Protocole de 1974 concernant la protection juridictionnelle des personnes au service du Bureau Benelux des Marques et du Bureau Benelux des Dessins ou Modèles.

Les principaux changements introduits par le projet loi sont les suivants:

- tous les agents, y compris le Directeur général et les Directeurs généraux adjoints, seront désormais sur un pied d'égalité en ce qui concerne les conditions d'ouverture des voies de recours devant la Cour de Justice Benelux. Le nouveau protocole abolit ainsi les distinctions complexes, quant aux possibilités de recours et quant à l'objet des demandes introduites, entre les différentes catégories d'agents prévues à l'article 3 du Protocole de 1969 tel que modifié par le Protocole de 1974;

- la protection juridictionnelle vise toute décision de l'autorité qui affecte la situation juridique de l'agent, étant précisé que le litige doit concerner la relation de travail;

- le Protocole n'énumère plus les moyens de droit susceptibles d'être invoqués à l'appui des recours ce qui n'a cependant pas d'influence sur l'étendue du contrôle juridictionnel;

- tout recours juridictionnel est obligatoirement précédé d'un recours interne préalable lequel est avisé par une commission consultative. La composition de cette commission consultative est modifiée dans le sens qu'elle comptera, en nombre égal, des fonctionnaires nationaux de chacun des trois pays du Benelux et sera présidée par un juge de l'ordre judiciaire d'un de ces trois pays. La représentation du personnel de l'OBPI pourra également, par l'intermédiaire d'une disposition spécifique à introduire dans le règlement d'ordre intérieur de la commission, influencer sur la procédure de nomination des membres de la commission consultative. La décision rendue par la commission consultative est toujours susceptible d'un recours devant la Cour de Justice Benelux statuant tant au contentieux de l'annulation qu'au contentieux de pleine juridiction;

- la procédure devant la Cour de Justice Benelux sera en principe écrite, impliquant l'échange de mémoires. La possibilité d'exposer leur point de vue oralement est néanmoins réservée aux parties ou peut même être ordonnée d'office par la Cour.

Dépôt par MM. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, et Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 30.04.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):

11.11.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

25.11.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

Élaboration d'amendements

11.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Conventions contre la double imposition

6072 - Projet de loi

portant

1. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume du Bahreïn tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 6 mai 2009;

2. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatifs, signés à Luxembourg, le 23 juin 2009;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Qatar tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 3 juillet 2009;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 juillet 2009;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Liechtenstein tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Vaduz, le 26 août 2009;

6. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 20 mai 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 3 avril 1996;

7. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à La Haye, le 29 mai 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à La Haye, le 8 mai 1968;

8. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Paris, le 3 juin 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg

et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1^{er} avril 1958, modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970 et par un Avenant signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006;

9. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 4 juin 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 17 novembre 1980;

10. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009, en vue de modifier la Convention entre le Luxembourg et la Finlande tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 1^{er} mars 1982;

11. approbation du Troisième Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Londres, le 2 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Londres, le 24 mai 1967;

12. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962;

13. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Norvège tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, le Protocole final et le Protocole additionnel y relatifs, signés à Oslo, le 6 mai 1983;

14. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 16 juillet 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg, le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'Avenant, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2002;

15. approbation de l'Avenant, signé à Berne, le 25 août 2009, modifiant

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.03.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

27.01.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Titre de journaliste

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal la modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias. La loi précitée avait comme objectif primaire de remplacer le cadre légal existant en matière de liberté d'expression par un texte moderne, adapté aux réalités du XXI^e siècle.

Même si de façon générale la nouvelle législation a fait ses preuves, il échet de procéder, pratiquement 5 ans après l'entrée

en vigueur de celle-ci, à quelques adaptations ponctuelles au niveau de la définition du journaliste, de la protection du titre de journaliste ainsi qu'au niveau de l'articulation des recours en matière de délivrance ou plutôt de refus de délivrance de la carte de presse. Il y a de même lieu de doter le Conseil de presse de la personnalité civile et de procéder à l'une ou l'autre adaptation additionnelle.

La modification de la définition du journaliste dans la loi modifiée du 8 juin 2004 a une implication sur la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite. Dans un souci de cohérence, le présent projet de loi a donc également pour objet d'adapter une disposition de la loi du 3 août 1998.



la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Berne, le 21 janvier 1993;

16. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 28 août 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 4 octobre 1999;

17. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 30 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003;

18. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 7 octobre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis Mexicains tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 7 février 2001;

19. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 10 novembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, signée à Madrid, le 3 juin 1986;

20. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 11 décembre 2009, modifiant la Convention du 23 août 1958 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et en matière d'impôt commercial et d'impôt foncier

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

À la lumière des développements internationaux concernant le renforcement de la coopération internationale en matière fiscale, le Luxembourg a décidé, en date du 13 mars 2009, d'adopter entièrement le standard défini par le modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune de l'OCDE en matière d'échange de renseignements sur demande entre administrations fiscales.

Depuis cette date et jusqu'au dépôt du projet de loi, le Gouvernement luxembourgeois avait signé un avenant modifiant les conventions fiscales en vigueur avec une douzaine d'États (États-Unis d'Amérique, Pays-Bas, France, Danemark, Finlande, Royaume-Uni, Autriche, Norvège, Belgique, Suisse, Islande, Turquie), afin de mettre à jour la clause de ces conventions traitant de l'échange de renseignements

en suivant la formulation de l'article 26, paragraphe 5 du Modèle de Convention de l'OCDE en sa version de 2005.

En outre, le Gouvernement luxembourgeois avait signé une convention avec cinq États qui n'étaient jusqu'ici pas liés à notre pays par une convention fiscale (Bahreïn, Arménie, Qatar, Monaco, Liechtenstein). Ces traités suivent également les standards de la convention modèle en matière d'échange d'informations.

Les conventions nouvelles et les avenants aux conventions existantes soumis à approbation avaient été complétés par des échanges de lettres. Ces échanges apportent des précisions quant à l'application des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'échange de renseignements.

Les mêmes règles en matière d'échange de renseignements sur demande s'appliquent dorénavant également envers l'Inde en vertu du Protocole de la Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signé à New Delhi, le 2 juin 2008.

Depuis le dépôt du projet de loi N°6072 en date du 1^{er} octobre 2009, des négociations ont pu être menées à bien avec le Mexique, l'Espagne et l'Allemagne aboutissant chaque fois à la signature d'un Protocole modificatif et à un échange de lettres afférent. L'approbation de ces Protocoles a fait l'objet d'un amendement gouvernemental en date du 14 décembre 2009.

De ce fait, le Grand-Duché compte à l'heure actuelle 20 conventions prévoyant un échange de renseignements conforme au modèle de l'OCDE et figure ainsi sur la liste de l'OCDE des juridictions appliquant l'ensemble des standards internationaux en matière de coopération fiscale transfrontalière.

En ce qui concerne les conventions fiscales conclues par le Luxembourg avec l'Arménie, le Bahreïn, le Qatar, Monaco et le Liechtenstein, il y a lieu de noter que celles-ci s'inscrivent dans le cadre des efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter progressivement son réseau de conventions fiscales, qui couvre actuellement 57 pays et qui constitue un élément indispensable pour le développement économique du Luxembourg.

Il importe de relever que de manière générale, une telle Convention a pour objet, d'une part, l'élimination de la double imposition juridique, à savoir celle résultant du fait qu'un même contribuable serait imposé au titre d'un même revenu ou d'une même fortune par plus d'un État, et d'autre part, de prévenir la fraude fiscale.

Ces conventions serviront ainsi à renforcer la compétitivité économique du Luxembourg dans divers domaines: industrie, construction, transports, finance et assurance, pour ne citer que les plus importants.

Afin d'assurer que l'échange de renseignements auquel l'État luxembourgeois s'est engagé dans ces conventions puisse être exécuté de façon efficace et dans un cadre légal précis, une adaptation tant des procédures internes des administrations fiscales concernées par l'échange de renseignements que des voies de recours contre les décisions prises au courant de ces procédures s'est avérée nécessaire.

Code d'instruction criminelle

6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

Le projet a pour objet une rectification purement matérielle de l'article 127, paragraphe (6) du Code d'instruction criminelle dans sa rédaction issue de la loi du 27 juin 2008 portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code.

Conformément aux travaux parlementaires, qui ont abouti à la loi du 27 juin 2008, la modification de l'article 127, paragraphe (6), était le résultat de l'abandon de l'exigence d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction. Ainsi la loi précitée du 27 juin 2008 poursuivait-elle l'objectif

de supprimer la référence à ce rapport à l'endroit de l'alinéa 1^{er} du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

La jurisprudence quant à elle a interprété l'article 127, paragraphe (6) nouveau comme ne prévoyant plus que les formalités prévues audit paragraphe sont à observer à peine de nullité, «les alinéas 2 et 3 de l'ancien texte de ce paragraphe n'ayant pas été reproduits dans le texte législatif qui a modifié le paragraphe (6) dudit article et qui a été publié au Mémorial» (Chambre du conseil de la Cour d'appel, arrêt N°484/08 du 3 octobre 2008).

Étant donné que cette approche ne reflète pas l'intention du législateur, le projet de loi sous rubrique entend rétablir les dispositions des alinéas 2 et 3 du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle, tels qu'en vigueur avant l'adoption de la loi du 27 juin 2008.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 13.10.2009

Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

27.01.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Luxembourg-Inde (sécurité sociale)

6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009

Le présent projet a pour objet d'approuver la Convention de sécurité sociale signée le 30 septembre 2009 entre l'Inde et le Luxembourg.

La convention suit largement l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Grand-Duché et s'applique aux législations relatives à l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie et, pour la deuxième partie de la convention, aux législations concernant la sécurité sociale des personnes salariées (assurance maladie, assurance accidents du travail et maladies professionnelles, prestations de chômage et prestations familiales), mais non pas aux législations relatives à l'assistance sociale et à l'assurance dépendance.

En ce qui concerne le champ d'application personnel, la convention s'applique à toutes les personnes, sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation d'un des deux États ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

La première partie de la convention énonce les principes fondamentaux en matière de coordination internationale des régimes de sécurité sociale, à savoir l'égalité de traitement, l'exportation des prestations et l'admission à l'assurance facultative continuée.

La deuxième partie détermine la législation applicable, le principe étant que le travailleur est soumis à la législation de l'État contractant sur le territoire duquel il exerce son activité professionnelle. La convention retient par ailleurs la dérogation habituelle au principe du pays d'emploi au profit des travailleurs qui sont détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre État pour y effectuer un travail limité par son objet et dans le temps. Dans ce cas de figure, le travailleur reste soumis à la législation à laquelle il est assujéti normalement. Une autre dérogation vise les travailleurs des entreprises de transports pour lesquels la législation applicable est celle de l'État contractant sur le territoire duquel l'entreprise a son siège.

La troisième partie détaille les règles spécifiques aux prestations et la quatrième partie contient des dispositions concernant entre autres l'échange d'informations entre les administrations compétentes pour l'application de la convention, l'entraide administrative, les modalités de paiement des prestations et la procédure à suivre en cas de différend sur l'interprétation et l'application de la convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.01.2010

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

01.03.2010 Désignation d'un rapporteur

08.03.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.10.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

24.11.2009 Désignation d'un rapporteur

01.12.2009 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

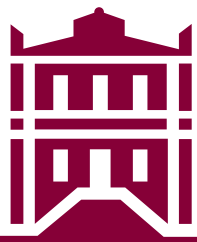
09.02.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

09.03.2010 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010





SÉANCE 21

MERCREDI,
10 MARS 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- M. le Président
2. Communications
- M. le Président
3. 6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»
- Déclaration de recevabilité
4. Ordre du jour
- M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Jean-Louis Schiltz, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, Mme Viviane Loschetter
5. Dépôt de deux motions par M. Henri Kox
- M. Henri Kox
6. Débat d'orientation sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays
- M. le Président (résolution Loschetter déposée le 27.10.2009 déclarée caduque)
- Exposé: M. Jean-Paul Schaaf
- Débat: Mme Lydie Polfer, M. Lucien Lux, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann, Mme Lydie Err
- Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances
- Résolution 1 (déposée le 05.03.2010 par Mme Viviane Loschetter): M. Jean-Paul Schaaf, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, Mme Viviane Loschetter (renvoi en commission)
7. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la pauvreté des jeunes
- Exposé: Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion au sujet de laquelle intervient Mme la Ministre Marie-Josée Jacobs)
- Débat: M. Mill Majerus, M. Eugène Berger, Mme Vera Spautz, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann
- Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Motion 1: Mme la Ministre Marie-Josée Jacobs, Mme Viviane Loschetter (motion déclarée caduque)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen dann elo zum Retrait vum Rôle vun engem Projet de loi an enger Proposition de loi. Op Ufro vun der Regierung huet d'Présidentekonferenz sech dofir ausgeschat, fir den

4356 - *Projet de loi sur les armes et munitions*

vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Des Weideren huet d'Présidentekonferenz op Ufro vun der Commission du Logement décidéiert, d'Dokument Nummer

5309 - *Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber och heimadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les propositions de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6110 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructures ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;

B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;

C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.02.2010

6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 04.02.2010

6112 - Projet de règlement grand-ducal concernant les modalités relatives à l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et fixant les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CE) N°561/2006 du Parlement et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la

législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) N°3821/85 et (CE) N°2135/98 et abrogeant le règlement (CEE) N°3820/85 du Conseil et du règlement (CEE) N°3821/85 modifié du Conseil des Communautés européennes concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route

Dépôt, à la demande de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 08.02.2010

6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 10.02.2010

6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de KYOTO

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 22.02.2010

6115 - Proposition de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes

Dépôt: Mme Viviane Loschetter, le 05.03.2010

6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2010

6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2010

6118 - Projet de loi relatif à la sécurité des jouets portant transposition de la directive 2009/48/CE du Parlement et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 08.03.2010

6119 - Projet de loi instituant les recours en matière de marchés publics

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.03.2010

3) La pétition N°296 pour l'ouverture du mariage aux couples homosexuels a été déposée en date du 22 février 2010 par l'a.s.b.l. Rosa Lëtzebuerg et l'initiative «Och-fir-eis».

3. 6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»

Déclaration de recevabilité

An hiner Réunioun vum 4. März huet sech d'Présidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi Nummer 6111 vum Här Jacques-Yves Henckes fir d'Organisatioun vun engem

Referendum iwwert den Tram an de City-Tunnel.

Schleisst d'Chamber sech deem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

De 4. März huet d'Présidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer, éischens, eng Orientierungsdebat iwwert d'Ofschaf vum alle Forme vun Diskriminatioun vun de Fraen am politeschen an am öffentliche Liewen nom Modell 1; zweetens, eng Resolutioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert den 90. Gebuertsdag vum Fraewahlrecht; drëtens, eng Interpellatioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Aarmut bei deene Jonken nom Modell 1.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer, éischens, de Projet de loi 6018 iwwert d'Ännerung vun den territoriale Limité vun de Gemeng Beetebuerg a Réiser nom Basismodell; zweetens, eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert d'Aschoulung an den Encadrement vu Kanner, déi vun ADHS betraff sinn; d'Konte vun der Chamber fir d'Joer 2008 nom Basismodell, an dann d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2008.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gast Gibéryen freet d'Wuert zum Ordre du jour.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mam Datum vum 24. Februar dëst Joer huet mäi Parteikolleeg Fernand Kartheiser e Bréif un de Chamberspräsident geschriwwen, fir eng Question avec débat hei op den Ordre du jour ze kréien, déi un de Statsminister geriicht ass, am Zesummenhang mat der Gëlle Fra, déi jo bekanntlech fir d'Weltausstellung op Shanghai déplacéiert gëtt.

Mir sinn enttäuscht, datt de Frënd Fernand Kartheiser bis haut weder eng schrëftlech nach eng mündlech Äntwert op seng Ufro kritt huet. A mir sinn och enttäuscht, datt déi Question avec débat dës Woch net um Ordre du jour steet.

Et schéngt eis awer, vu datt et en elementaart Recht ass vun engem Députéierten, opgrond vun eisem Reglement, fir eng Question avec débat ze stellen, d'Héiflechkeet ze sinn, datt éischens emol deen Deputéierten eng Äntwert kritt, wat mat senger Question avec débat geschitt, an zweetens schéngt et eis awer och eng Normalitéit an eng Selbstverständlechkeet ze sinn, datt, wann een esou eng Question stellt, datt se dann och op den Ordre du jour kënn.

Et kann net sinn, datt eist Reglement engem Deputéierten e Recht zouschwätzt, fir esou Questionen ze stellen, a wann e se stellt, da kritt een iwwerhaupt emol keng Äntwert méi drop, geschweige datt se op den Ordre du jour kënn.

Ech mengen, den Ordre du jour vun eiser Woch, wa mer ganz éierlech sinn, dat ass e bëssen e moere Kascht. Mir hunn nëmmen zwee Deeg Sitzung dës Woch. Wa mer kucken, wat fir eng Riedezäit datt mer eise Punkten um Ordre du jour ginn, dann ass et gréisstendeels Modèle de base oder Modell 1. Dat heescht, mer stelle generell fest - an dat ass net nëmmen dës Woch - an deene leschte Wochen, datt hei déi politesch Debatt an der Chamber ëmmer weider ofhëlt.

Mir hu geschwënn nëmme méi Projeten hei um Ordre du jour mat Modell de base

a Modell 1. Et mengt ee grad, mir géifen de politeschen Débat hei an der Öffentlechkeet an der Chamber fuerderen.

Mir hunn heiansdo emol nach Heure-de-questions-en. Dës Woch ass och keng Heure de questions um Ordre du jour. Et wier sécherlech Zäit gewiescht, fir dës Woch eng Heure de questions. Dann hätt een zumindest kéinten d'Fro do stellen. Wann Heure-de-questions sinn, stelle mer ganz fest, datt vill Ministeren iwwerhaapt net präsent sinn, obscho se am Land sinn. Wou mir och der Meenung sinn, wann eng Heure de questions hei ass, misst d'office all Minister present sinn, an datt et am Fong keng Excuse gëtt, fir net hei ze sinn, et sief dee Minister hätt eng obligatoresch Auslandsverpflichtung; wat een da versteet, datt en net kann hei sinn.

Mir hunn datselwecht och mat Interpellatiounen. Ech hunn eng Interpellatioun iwwert d'Sécherheetswiesen, d'Pompjeeswiesen. Déi ass elo méi wéi véier Joer, wou déi an der Prozedur ass an ëmmer erëm, all puer Méint erëm vertaagt gëtt. Déi kënnt einfach net op den Ordre du jour. A mir mengen, datt mer eis als Parlament, wa mer eis seriö huelen, dat awer net kënne gefale loosse, a dann déi Rechter, déi den Deputéierten an eise Reglement zoustinn, datt een déi awer och misst kennen zu honnert Prozent ausüben.

Mir géifen also duerfir en Appel un d'Chamber maachen, a virun allem un d'Präsidentekonferenz, an Zukunft all Kéiers derfir ze suergen, datt eng Heure de questions hei op den Ordre du jour kënnt, datt een déi Heure-de-questions-en och géif iwwert d'Joer scho fixéieren, fir datt d'Ministere sech kënne richten an datt dann och all Minister hei ze sinn huet, et sief, en hätt eng Verpflichtung am Ausland.

An och op där anerer Säit Interpellatiounen, déi missten an engem verstännegem Délai kommen. An et kann net sinn, datt d'Regierung decidéiert, wéini datt eng Interpellatioun kënnt. Et ass un den Deputéierten, fir d'Regierung ze interpelléieren, an d'Regierung huet sech där Diskussioun ze stellen. An et kann net sinn, datt dat iwwer jore verschleeft gëtt.

Hei genau datselwecht mat där Question avec débat, wou déi elo schonn, wéi gesot, viru 14 Deeg ugefrot ginn ass, wou deen Deputéierte emol nach net eng Äntwert kritt huet, ob se op den Ordre du jour kënnt, ob se net op den Ordre du jour kënnt. Da gëtt den Ordre du jour verschéckt, an da stelle mer fest, datt se net dropsteet.

A mir sinn duerfir Demandeur, datt déi Question avec débat dës Woch op den Ordre du jour kënnt. Wann den Här Statsminister selwer net ka kommen, da ka jo en anere Member vun der Regierung a sengem Numm heihinner äntwerte kommen.

► **M. le Président.**- Den Här Jean-Louis Schiltz wëll dozou d'Wuert ergräifen.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Déi Fro do hu mer selbstverständlech an der Präsidentekonferenz diskutéiert. An ech schwätzen och vläicht e bëssen am Numm vun der Präsidentekonferenz, wann ech dat elo hei soen. Mir waren do mat zwou Froen vum Här Kartheiser befaasst. Dat eent war eng Fro iwwert d'Fermeture vun den Ambassaden an dat anert war déi Fro iwwert d'Gëlle Fra.

D'Präsidentekonferenz huet - dat ass richtig - sech haaptsächlech mat där éischter Fro auserneegesat an zréckbehalen, och opgrond vun deene villen Auslandsdéplacementer vum Ausseminister, datt et dach misst méiglech sinn, en Dag ze fannen, wou souwuel den Här Kartheiser disponibel war wéi den Här Ausseminister, an, ech mengen, deenen och opgedroen, deen Datum do ze fannen.

Et war ee Moment ugeduecht, fir déi Fro no der Kooperatiounsdebatt ze huelen. Mä d'Traditioun wëllt, datt no der Kooperatiounsdebatt, nämlech wéi no der aussepolitischen Erklärung an nom État de la nation, näischt soss um Ordre du jour ass.

Mir hunn eis also haaptsächlech mat där éischter Fro ausenanageresat an eigentlech duerno net am Detail iwwert déi zweet Fro geschwat. Well déi zweet Fro, misst ee sech emol froen, ob déi un dee richtige Minister gericht wär. Dat ass eng Fro, déi mer, wann ech mech richtig entsënne, an der Präsidentekonferenz net tranchéiert hunn. An ech géif proposéieren, datt mer den Donneschdeg an der nächster Präsidentekonferenz dat dann nohuelen.

Mä mir hunn d'Froen eng no där anerer geholl, esou wéi se gestallt woren, an eis duerfir fir d'éischt mat där éischter ausenanageresat, an deenen zwee Hären, dem Här Kartheiser op där enger Säit an dem Här Ausseminister op där anerer Säit, un d'Häerz geluecht vu Säite vun der Präsidentekonferenz, datt se sech sollen iwwert den Datum eens ginn.

An wéi gesot, wat déi zweet ubelaangt, huele mer dat den Donneschdeg op den Ordre du jour, well et war och nach ee Moment eng Diskussioun, wat d'Reglement géif virgesi mat deene Questions avec débat. Eng Fro, déi mer och net ultimativ tranchéiert hunn an déi mer dem Greffe opgedroen hunn, eis nach eng Kéier duerzeleeën den Donneschdeg an der Präsidentekonferenz.

Et handelt sech also net ëm schlechte Wëlle vun der Präsidentekonferenz. Mir huelen eng Fro no där anerer a mir maachen dat seriö en conformité mam Reglement.

► **M. le Président.**- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech huelen dat zur Kenntnis. Ech mengen, dat Mannst, wat ee kéint maachen, dat ass, datt deen Deputéierten emol éischters géif doriwwer informéiert ginn an net am Onwësse gelooss ginn. Dat wär dat éischt.

An dat Zweet ass, ech mengen, eng Question avec débat, déi kann een net méintelaang ausschleefen. Duerfir, eng Question avec débat ass jo normalerweis och e Sujet vun enger gewëssener Aktualitéit, an dat kann een net verschleefen. An et ass och net un der Konferenzepresident, fir dann ze soen: „Mir kucken, ob mer déi iergendwann eng Kéier no engem aneren Débat huelen.“

Wann een eng Question avec débat stellt, dann ass et Usus, datt déi esou séier wéi méiglech hei op den Ordre du jour kënnt. An ech géif dann d'Präsidentekonferenz awer invitéieren, fir ze kucken, datt déi zwou Froen d'nächst Woch op den Ordre du jour géife kommen.

► **M. le Président.**- Den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech wëll op en anere Punkt agoen, deen den Här Gibéryen zitéiert huet, dee vun der Froestonn. An ech wär frou, wa mer och, an der nächster Conférence des Présidents oder op d'mannst vun lech, kéinten och en Appel un d'Regierung maachen, dass, wann déi ass och d'Präsenz vun der ganzer Regierung gefrot ass.

Dat, wat den Här Gibéryen gesot huet, ass tatsächlech eppes, wat mer hunn, wou mer net wëssen zwee, dräi Deeg virdrun, u wie mer kënne eng Question stellen, dass mer eng Lëscht kréie mat der Präsenz vun de Ministeren, déi sech nach moies selwer ännert, an dass et zimlech komplizéiert ass.

Ech mengen, et ass net all Woch eng. Mir hunn net oft Froestonnen. A wann déi do sinn, soll och wierklech d'ganz Regierung do sinn, ausser, wéi gesot, wa se Obligationen am Ausland hunn. Et heescht, e waarmen Appel, Här President, dass Der do och kéint vläicht intervenéieren.

► **M. le Président.**- Soss nach eng Interventioun? Ech géif vläicht festhalen, datt emol éischters schonn d'Conférence des Présidents decidéiert huet, datt d'nächst Woch eng Froestonn ass. Den nächsten Dëschdeg ass eng Froestonn scho virgesinn.

Zweetens géif ech déi Proposition vum Här Schiltz hei nach eng Kéier ophuelen, fir datt d'Präsidentekonferenz sech muer nach eng Kéier mat deenen zwou Question-avec-débat beschäftegt an och kuckt se, wa méiglech, op den Ordre du jour vun der nächster Woch ze kréien.

Da waren hei nach zum Ordre du jour zwou Wortmeldungen. Den Här Kox oder d'Madame Loschetter? Madame Loschetter, et ass haut den Dag vun de Fraen. Also kritt d'Madame Loschetter d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här President, ech wollt lech just soen, datt déi Resolutioun, déi um Ordre du jour haut steet, eigentlech sans objet ass. Well op där Resolutioun, déi ech am Oktober ofginn hunn, do huet déi gréng Fraktioun soss näischt gefrot, wéi deen Débat d'orientation ze organiséieren, deen elo direkt wäert stattfannen. Esou datt mer duerno net méi brauchen déi Resolutioun ze stëmmen, well den Débat stattfont huet.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Madame Loschetter, ech hätt dat elo gesot. Dir hutt mer et schonn ewechgeholl. Ech soen lech trotzdem Merci. An da kritt elo nach den Här Kox d'Wuert, fir zwou Motiounen eranzebréngen.

5. Dépôt de deux motions par M. Henri Kox

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Hären, wéi Der wësst, si virun enger Woch zu Bréssel an der Kommissioun e puer genmanipuléiert Organismen nei op de Maart komm oder autoriséiert ginn. Et ass eng Kéier déi Gromper, wou Der héieren hutt, an anerersäits dräi Maisarten, wou mir als Gréng d'Regierung wëllen opfuerderen, alles ze ënnerhuelen, esou wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war, fir déi Organismen hei a Lëtzebuerg net anzeféieren an esou wäit wéi méiglech och op europäeschem Niveau sech staarkzemaache mat anere Länner, fir géint d'Autorisatioun vu weidere genmanipuléierten Organismen ze kämpfen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que lors du Conseil Environnement du 4 décembre 2008, les Ministres de l'Environnement de l'UE adoptèrent à l'unanimité cinq actions prioritaires pour mieux encadrer l'évaluation et l'autorisation des OGM, notamment le renforcement de l'évaluation des impacts environnementaux des OGM, la prise en compte des facteurs d'appréciation socioéconomiques et l'amélioration du fonctionnement de l'expertise scientifique;

- constatant que la nouvelle Commission européenne a autorisé en date du 2 mars 2010 quatre variétés d'OGM: la pomme de terre «Amflora» de la société BASF, ainsi que trois croisements de variétés de maïs transgéniques (MON863xMON810, MON863xNK603 et MON863xMON810xNK603) de la société Monsanto;

- estimant que contrairement aux affirmations du Commissaire européen à la Santé et la Politique des Consommateurs John Dalli, tous les aspects scientifiques et notamment les réserves émises quant à la sécurité n'ont pas été largement pris en compte concernant ces autorisations;

- rappelant que le Programme gouvernemental mentionne que «Le Gouvernement entend affirmer le principe de précaution en matière d'OGM et soutiendra les initiatives „Luxembourg et Grande Région territoriales sans OGM“»;

- déplorant que la Commissaire luxembourgeoise a répondu à des courriers de citoyens et d'ONG luxembourgeoises que sa «position sur la question [des OGM] ne diffère pas de celle du Président José Manuel Barroso»;

- rappelant qu'en date d'aujourd'hui plus de 70 variétés d'OGM attendent leur autorisation ou ré-autorisation dans l'Union européenne;

- consciente qu'une majorité de la population luxembourgeoise est opposée aux OGM;

- affirmant la primauté du principe de précaution en matière de santé et de protection des consommateurs;

- constatant que l'Italie et l'Autriche ont immédiatement annoncé leur intention d'interdire la culture d'«Amflora» et que la France attendra l'avis du Haut conseil des biotech-

nologies pour arrêter sa position,

invite le Gouvernement

- à user de tous les moyens disponibles pour interdire ou rendre impossible la mise en culture, la transformation et la vente au Grand-Duché de Luxembourg des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010;

- à s'opposer à toute autorisation d'OGM avant la conclusion satisfaisante des cinq actions demandées à l'unanimité par les États membres en décembre 2008;

- à soutenir une réforme de la procédure d'autorisation et d'évaluation des OGM pour qu'elle prenne aussi en compte les effets sanitaires et environnementaux à moyen et à long terme, de même que des facteurs socioéconomiques;

- à se coordonner avec d'autres États membres afin de mettre sous pression la Commission européenne et l'Autorité Européenne pour la Sécurité des Aliments (EFSA) pour qu'elles respectent un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'OGM jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation et d'évaluation renforcée.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Et ass awer och eng zweet Motioun, déi vläicht en Novum ka sinn. Ech mengen, dass Europa nom Lissabonner Vertrag nei Instrumenter kritt huet. Europa kann awer och keng Einbahnstrooss sinn. Et kann net sinn, dass mir alles vun der Europäescher Kommissioun sollen esou akzeptéieren, dass souguer explizit am Europäesche Vertrag festgehale gëtt, dass d'Implikatioun vun de Parlamentarier aus deenen eenzelne Länner am Virfeld och soll mat implizéiert ginn.

An dofir ass eng zweet Motioun, déi u sech un d'Europäesche Kommissioun gericht ass, fir se effektiv drop hinzeweisen, dass d'Lëtzebuurger Parlament wierklech entsat ass iwwert déi Prozedur quant à la forme an um Fong, wéi esou Autorisatioun vu genmanipuléierten Organismen an der leschter Zäit duergelouert gi sinn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que lors du Conseil Environnement du 4 décembre 2008, les Ministres de l'Environnement de l'UE adoptèrent à l'unanimité cinq actions prioritaires pour mieux encadrer l'évaluation et l'autorisation des OGM:

• le renforcement de l'évaluation des impacts environnementaux, à moyen et long termes, des OGM cultivés, notamment ceux produisant des pesticides ou résistant à des herbicides,

• le lancement en 2009 d'une réflexion communautaire, par les États membres et la Commission, pour définir et prendre en compte des facteurs d'appréciation socioéconomiques relatifs aux OGM, avec un rapport de la Commission pour 2010,

• l'amélioration du fonctionnement de l'expertise, notamment en associant d'avantage les États membres au processus d'expertise confié à l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (AESA),

• la fixation de seuils communautaires de présence d'OGM dans les semences conventionnelles, seuils qui doivent contribuer à garantir aux utilisateurs un libre choix réel entre semences OGM, conventionnelles et biologiques,

• la protection, au cas par cas, de zones sensibles et/ou protégées, telles que Natura 2000, et la prise en compte des pratiques agricoles spécifiques,

- rappelant qu'en date d'aujourd'hui plus de 70 variétés transgéniques (coton, fleur, maïs, pomme de terre, colza, riz, soja et betteraves) attendent leur autorisation ou ré-autorisation en Europe;

- constatant que la nouvelle Commission européenne a autorisé en date du 2 mars 2010 de nouvelles variétés d'OGM sans avoir attendu les résultats de la réflexion susmentionnés et la mise en place d'une évaluation scientifique plus large et plus poussée;



- rappelant qu'il s'agit d'une autorisation pour la mise en culture à des fins industrielles et en ce qui concerne les produits dérivés aussi pour l'alimentation animale et pour l'alimentation humaine à hauteur d'une contamination de 0,9% d'une pomme de terre transgénique dite «Amflora» de la société BASF, ainsi que de trois croisements de variétés de maïs transgéniques déjà autorisées à titre individuel (MON863xMON810, MON863xNK603 et MON863xMON810xNK603) de la société Monsanto pour l'importation et la transformation à des fins d'alimentation humaine et animale;

- estimant que contrairement aux affirmations du Commissaire européen à la Santé et la Politique des Consommateurs John Dalli, tous les aspects scientifiques et notamment les réserves émises quant à la sécurité n'ont pas été largement pris en compte concernant ces autorisations;

- se référant au Traité de Lisbonne, qui renforce considérablement le rôle des Parlements nationaux dans l'architecture institutionnelle de l'Union européenne en mentionnant notamment leur contribution au «bon fonctionnement» de l'UE et en les impliquant d'avantage dans la procédure législative européenne,

invite le Gouvernement à inviter la Commission européenne

- à respecter un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'organismes génétiquement modifiés jusqu'à la conclusion des réflexions exigées à l'unanimité par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socioéconomiques à moyen et à long terme;

- à respecter le principe de précaution en matière de santé humaine et de protection des consommateurs;

- à garantir une réforme démocratique et transparente des procédures d'autorisation et d'évaluation des OGM en incluant tous les acteurs concernés.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

A mir sollte mat aller Schäerft dat och eng Kéier matdeelen, dass, wéi gesot, d'Europäesch Kommissioun keng Einbahnstrooss ass, mä dass et en Hin an Hier, en Zesummeschaffen ass vun de Lännerparlamenten mat der Kommissioun. Dofir maachen och den Dépôt vun zwou Motiouen.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Kox Merci. A mir kéimen dann elo zur Orientierungsdebat iwwert d'Ofschafe vun all Form vun Diskriminatioun vun de Fraen am politeschen an am öffentleche Liewen.

Als nächste Punkt vum Ordre du jour hate mer effektiv virgesinn, d'Resolutioun vun der Madame Loschetter ze huelen. Dës Resolutioun huet u sech eng Debatt an deem Sënn, wéi mer se elo féieren, gefrot. A wéi d'Madame Loschetter virdu scho richtegerweis ennerstrach huet, ass domadder déi Resolutioun iwwerfälleg ginn. Esou datt mer direkt kënnen hei zur Orientierungsdebat iwwergoen a mer och net méi brauchen iwwert déi Resolutioun herno ofzestëmmen.

D'Riedezäit vun der Orientierungsdebat ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo schon ageschriwwen: den Här Schaaf, d'Madame Polfer, den Här Lux, d'Madame Loschetter, den Här Kartheiser, den Här Hoffmann an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den honorablen Här Jean-Paul Schaaf als Member vun der Familljekommissioun. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

6. Débat d'orientation sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays

Exposé

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Här President, Dir Damme Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter dass virun 100 Joer op der zweeter sozialistescher internationaler Fraekonferenz zu Kopenhagen -

dat war den 8. März 1910 - an op Virschlag vun där däitscher Léierin Clara Zetkin d'Iddi vum internationale Fraendag an d'Liewe geruff ginn ass, ass vill geschitt, awer net genuch.

Deemools war déi prioritär Fuerderung déi vum Wahlrecht fir d'Fra. Haut ass dat eng Fuerderung, déi besonnesch jonke Leit e bëssen absurd virkënt, well hinnen d'Wahlrecht an hirer heiteger Form als evident erschéngt. Kaum ee ka sech iwwerhaupt nach virstellen, dass Männer a Fraen an der Fro vum Wahlrecht net solle gläich sinn. Zu Lëtzebuerg gëtt et dëst Wahlrecht jo zënter 90, geschwënn 91 Joer, an Däitschland 92 Joer, a Frankräich zënter 66 Joer, an an der Schwäiz - fir der just e puer ze nennen - zënter 39 Joer. Et gëtt haut kee Land méi op der Welt, wou nëmme Männer dierfe wile goen.

Et ass méi spéit, vun deem Moment un, wou d'Fraen an deene meeschte Länner an Europa an och an den USA d'Wahlrecht zougesprach kruten, datt den internationale Fraendag zu engem Forum ginn ass, wou Fraen op sozial Problemer a sozial Ongerechtegkeeten opmierksam gemaacht hunn.

Wann d'Iddi vun engem internationale Fraendag schon 100 Joer al ass, esou ass déi international Unerkennung vun dësem Dag awer zimlech rezent. De Fraendag ass eréischt 1977 vun de Vereenten Natiounen offizialiséiert ginn. Zënterhier gëllt dësen Dag als e Moment, fir Bilan ze zéien, fir nozedenken iwwer Chancëgläichheet an iwwer Diskriminéierung géint Fraen an eiser Gesellschaft.

Et ass en Dag, fir opzeruffen, en Dag, fir konkret Verbesserungen an d'Wee ze leeden. Et ass en Dag, dee mer notze sollten, fir eis selwer a Fro ze stellen. Et ass en Dag, dee wichteg ass.

A wa mer eis selwer froen no eiser eegener Toleranz fir diskriminatoire Haltungen oder Aktiounen géint d'Fraen an eiser Métt, dann ass eis Äntwert, déi, dass mer kee Versteesdemech fir esou Haltungen hunn. Kee vun eis huet fir sech selwer den Androck, dass hien Diskriminatioun wëllt, datt e se ennerstëtzt, datt e se erlaabt oder och nëmme zouléist. En typesche Mann laacht jo emol iwwer e Fraewitz, an emgedréint Fraen iwwer e Männerwitz, an domadder ass ee schon um Enn vun deem bewossten Erokucken ukomm.

Awer esou einfach ass et eben net. Et geet net duer, seng Hän an de Schouss ze leeën. Näischt maachen, ass nämlech an dëser Fro och eppes maachen. Näischt maachen an der Fro vun der Chancëgläichheet, heescht esou vill wéi déi aktuell Ongläichheet, déi op verschidde Domäne besteet, matdroen. An där Domäne gëtt et vill: déi ennerscheedlech Carrièreausichten, ongläich Bezuelung fir gläich Aarbecht, Rentenofsécherung, Unerkennung vun der Gesellschaft, Belaaschtung an der Famill - vu Kannererzëiung bis zur Fleeg vun den Elteren an dacks och de Schwéierelteren duerch d'Fraen, Gewalt an der Famill a géint Fraen. Dat sinn alles Themen, déi eng Diskussioun néideg maachen an déi een aktiivt Agräifen erfuerderen.

Zënter 1995 existéiert de Ministère fir Chancëgläichheet, zum Ufank Fraeministère genannt. D'Madame Jacobs huet dëse Ministère mat vill Äifer opgebaut, an haut, mat der Ministesch Françoise Hetto, hält sech dëse Ministère mat vill Energie all dësen Themen un. Et brauch een nëmme de Regierungsprogramm zu deem Sujet ze liesen. D'Fraenorganisatiounen, alle virop de Conseil national des femmes, denkt vir, fuerdert eis op, analyséiert an hält a ganz kloer Wierder Stellung. An awer ass dëse Sujet net ëmmer eng Prioritéit an eisem Denken. Et ass un eis all, fir eppes drausser ze maachen.

Chancëgläichheet ass deemno och eng Fro vun Astellung. Et ass eng Fro vum Denken. Et geet net duer, enger Fra eng Dier opzehalen oder si als éischt ze begrëssen. D'Rollendenken an eiser Gesellschaft esou emzegestalten, dass jiddwerengem seng Fräiheet respektéiert a seng Dreem, sech selwer ze verwierklechen, eng reell Chance hunn, dat verlaangt eng Opmierksamkeet, déi iwwer eng reng Héiflechkeet erausgeet.

Deen Domän, deen et haut op dëser Platz ze kommentéiere gëllt, ass awer dee vun

der politescher Participatioun vun de Fraen. Et ass gutt, dass mer de Sujet vun haut agegrenzt hunn. Dat huet eis erlaabt, konkret ze ginn. Richteg betruecht, solle mer eis eigentlech de Mëtteg mat eis selwer beschäftegen. War et virun honnert Joer dat aktiivt Wahlrecht, dat d'Frae mobiliséiert huet, esou ass et haut, honnert Joer méi spéit, déi aktiv Participatioun vun de Fraen an der Politik. Dat wëllt och heeschen an de politesche Parteien.

Den Artikel 7 vun der CEDAW-Konvention, dëser internationaler Konvention, déi eis verflucht als Land, fir d'Eliminatioun vun alle Forme vun Diskriminéierung vun de Fraen ze suergen, steet haut zur Debatt. Dësen Artikel 7 seet - an ech zitéiere just den Ufankssaz: „Les États prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays.“ Do geet et em de Vote, do geet et em d'Participation politique, em d'Elaboratioun vun der Politik an em d'Participatioun an Organisatiounen an Associatiounen am Land.

Kuerz gesot, dës international Konvention, déi Lëtzebuerg jo ratifizéiert huet, verflucht eis, derfir ze suergen, dass d'Fraen un der Leedung vun eisem Land ugemiese bedeelegt sinn. Dës Konvention engagiert textuell de Stat géint d'Diskriminéierung vun de Fraen am öffentlechen a politesche Liewen. Dat werft jo d'Fro op, ob et dem Stat seng Verantwortung ass an net meng? Oder, anescht ersugedréckt, wien ass de Stat, wann net mir alleguer als Politiker an als politesch Parteien?

Mir kënnen hei net maachen, wéi wa mir aus der Verantwortung eraus wieren an all Verantwortung bei der Regierung wier. Ech hoffen, dass keng politesch Partei mécht, wéi wann déi CEDAW-Konvention si selwer net engagiert an drop waart, dass vun uewen Direktive kommen, déi se da kann emsetzen oder argumentativ bekämpfen, well se ze wäit ginn oder net wäit genuch, oder well se de Frënn vun de Männer den Angschtschweess op d'Stir dreift.

Wa mir, déi eis als politesch Parteien eescht huelen, wa mir d'Politik als en Deel vum Stat gesinn, dann ass dësen Aspekt aus der CEDAW-Konvention eng Selbstverpflichtung un eis politesch Parteien. Eng Selbstverpflichtung fir jiddwer Einzelnen heibannen a fir all Niveau a Gremium vun eise Parteien. Duerfir ass dësen Débat vun haut och en Débat iwwert de partei-internen Émgank mat der Gläichheet tëschent de Geschlechter.

D'CSV versteet den Débat vun haut net als eng Opstellung vun engem Fuerderungskatalog un eis Ministesch. Et ass ze einfach ze soen, et wier der Regierung hir Schold, wa Betriber sech net un d'Gesetz halen, wa manner wéi 60% Frae schaffen, bei wuessenden Zuelen zwar, wa manner Frae wéi Männer gewielt ginn, wann d'Parteien d'Kandidature vun de Fraen net aktiv ennerstëtzen an esou weider. D'CSV versteet dëse Moment och net als eng weider Ronn vu schéine Wierder an algemeng gültege Wouerchten zum Fraendag. Et soll net esou ausgoen, dass hei eng Fraktioun no där anerer probéiert, den Erwaardunge vun de Leit dobausse méiglechst gerecht ze ginn, ouni sech ze wäit aus der Fënster ze leeën oder seng Wielerschaft ze veron-sécheren.

Mir sinn hei, fir zesumme konkret ze erklären, wéi mir selwer bei eis de Sujet upaken. Mir steet et also zou, d'Situatioun vun de Fraen an der CSV ze beliichten. Ech wëll hei erklären, wéi d'CSV, als gréisst Partei am Land, de Sujet vun der Bedeelegung vun de Fraen an der Politik gesäit a wéi d'CSV dëst an den eegene Reien ugepaakt huet. A wann ech soen ugepaakt huet, da ginn ech zréck op ee ganz wichtige Moment fir d'CSV. De 17. März 2001, also virun néng Joer, huet d'CSV op hirem Nationalkongress nei Statuten ugeholl. Munch Kommentatoren hunn deemools vun enger geschichtsräifer Entscheidung, jo souguer vun enger Revolution geschwat. Mat ganz grousser Majoritéit gouf d'CSV d'CSV als Kandidatelschten an all Gremien an hirer Besetzung kee Geschlecht mat manner wéi engem Drëttel d'äerfen ausweisen.

D'CSV huet sech fréi Gedanke gemaach iwwert d'Bedeelegung vun de Fraen an den eegene Reien. D'Kandidatelschte mat

bal nëmme Männer waren net zefridde stellend. Dës Statutenännerung war kee spontanen Afall vun deemolege Generalsekretär Jean-Louis Schiltz oder der Parteipresidentin Erna Hennicot-Schoepges. Et war eng gutt iwwerluechten an eng intern vill diskutéiert Regelung. Déi deemoleg Ministesch Marie-Josée Jacobs, zoustänneg fir de Fraeberäich an de Ministère, ass, wéi vill anerer, matresponsabel un dëser Geschlechterquot. D'Fraen an der Partei, d'CSV, hunn Hiert och dozou bäigedroen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV ass jo net bekannt als e klengt Segelboot, dat bei all Wandstouss seng Richtung ännert. D'CSV ass ee grousst Schëff, dat seng Richtung no internen Diskussiounen op villen Niveaue festleet, an dat sech ëmmer vun engem Mënschebild a vu Wäerter leede léisst. Duerfir war dës Entscheidung och eng, déi eng éierlech Ausenanersetzung vun allen Delegéierten, déi doriwuer ofgestëmmt hunn, verlaangt huet. Vlächht war et och weinst dëser Grondgemeinsamkeet vu Wäerter iwwerhaupt méiglech, e Konsens an der Partei ze kréien zu där Fro. Et war eng Entscheidung, déi dem Mateneen an der Gesellschaft, der Relatioun tëschent de Geschlechter sollt an och konnt en Impuls ginn. Wann d'CSV dës Een-Drëttel-Quot agefouert huet, da kann dat natierlech och en Impuls si fir anerer.

Grad esou ambitiéis a fir dësen Débat gradesou wichtig, war eng aner Neierung, déi d'CSV och 2001 um Kongress agefouert huet. Et gouf en Zil formuliert. Den Artikel 82 vun eise Statute seet zënter März 2001 - an ech zitieren op Däitsch: „Die Partei, ihre Gremien und Organe, sowie ihre Unterorganisationen sind verpflichtet, die Gleichstellung von Frau und Mann in der Partei durchzusetzen.“ D'CSV huet e Parteizil, an als Parteizil déi Gläichstellung verankert.

Um Wee zur Gläichstellung ass d'Quoteregelung en Etappenziel, eng Iwwergangsregelung, wéi de Jean-Louis Schiltz et am März 2001 selwer formuliert huet. De Wee zur Chancëgläichheet gesäit partei-intern bei der CSV also ganz kloer aus: Eng Een-Drëttel-Quot als Minimum an eng Paritéit als Zilsetzung. Et kann ee soen, wann dann esou eng Een-Drëttel-Quot schéngt ganz positiv ze sinn, firwat dann net direkt et zur Pflicht ze maachen, 50% virzeschreien? Just e puer Argumenter wëll ech sträifen, ouni awer weider do-robbier anzegoen.

Zum éischten emol brauchen d'Mënschen Impulser a Richtungen. D'Paritéit ass d'Richtung, een Drëttel ass den Impuls, an de Rescht läit an eiser Hand. Mir bewegen eis an déi richteg Richtung. Et ass besser, Verantwortung ze iwwerhuelen an dee Spillraum mat där Verantwortung ze gestalten. Dann ass et och esou, dass de Reservoir vun de Fraen, déi sech wëlle politesch engagéieren, war an och haut nach ass - de Moment jiddefalls - méi kleng wéi dee vun de Männer. Jiddwereen, dee Kandidatelschten opstellt, dee weess dat. Dëst ze änneren, dat ass de Prozess. An dee léisst sech eben net mat enger Quot kommandéieren.

D'Konsequenz dovunner ass, dass just eng Norm net duergeet. Mir brauchen och Zäit fir Opbauarbecht an Eruféierung un d'Politik. De Spillraum tëschent engem Drëttel Flicht a 50% Zil, erlaabt et, de lokalen an nationale Gegebenheete Rechnung ze droen. 50% hätt 2001 sécherlech, an och haut nach, plazeweis dozou gefouert, dass Frae sech als Quotefra gefüllt hätten. Dësen Aspekt ass och virgëschter Owend an der Table ronde, déi de Ministère zum Sujet organiséiert hat, zur Sprooch komm.

D'CSV ass déi éischt grouss Partei, ausser mir feelt eppes a mengem Wëssen, déi, ausser déi gréng, och iwwert de Wee vun hire Statuten d'Gläichstellung vu Mann a Fra viséiert a verbindlech Regeln un Wee dohinner festgeluecht huet. A well ee gutt Iddi kopéieren d'äerf a soll, steet de Modell zur Verfügung. D'CSV ass der Meenung, dass déi Richtung, déi mir virun néng Joer ageschloen hunn, déi richteg

ass. Mir kënnen jiddwereen invitéieren, bei sech selwer an am Konsens mat senger Mandatairen eng Zilvirgab fir hie selwer ze formuléieren an dorop hingschaffen.

D'LSAP, d'DP an déi gréng an den ADR, déi komme jo selwer heihinner, fir hir Virstellung ze ginn, wéi si sech dozou äusseren. Ech wëll also dat net a menger Ried belichten.

De Sujet vun der Participatioun vun de Fraen an der Gestaltung vum Land, vun de Parteien muss eiser Meenung no vun de Parteien intern selwer gekläert ginn. Et ass dobäi natierlech esou, dass net all Partei fir sech zur selwechter Konklusioun kënn. Awer eng Konklusioun sollt een zéien. Dat ass eng Viraussetzung, fir iwwerhaupt iwwert déi Propos, déi déi gréng gemaach hunn, fir 50/50% virzeschreien, ze diskutieren. An där Gesetzespropos gëtt jo vun uewen erof en Équilibrium quasi opgezongen, tëscht 50% Fraen a 50% Männer op alle Kandidatelschten. Och soll doriwwer diskutiert ginn, fir all Gremien am öffentlechen, sozialen, kulturellen, sportlechen an ökonomesche Beräich strikt paritétesch ze besetzen.

Ob mer esou eng Gesetzespropos iwwerhaupt néideg hunn, hänkt ënner anerem jo och vun eiser Fäegkeet of, mat deem Thema ëmzegoen. Ech kommen nach op dee gréngen Aspekt ee Moment zréck. Bei der DP a beim ADR schéngt menges Wëssens jo och Quote bis elo keen Thema ze sinn, mä dat héiere mer jo hannenno.

Eng wichteg Fro ass awer nach dës: Wat huet sech dann an der Praxis bei der CSV geännert? Déi wichtegst direkt Konsequenz, dat ass d'Opstelle vun de Kandidatelschte selwer. Et huet net jiddwereen arrangéiert, dass en Drëttel Fraen op der Lëscht fir Gemengen- a Landeswahle muss sinn. Dat muss dacks heeschen, dass Frae muss fonnt ginn. Awer grad dat ass eng wäertvoll Saach, besonnesch op Gemengenniveau.

All Sektioneun a Proporzgemenge sichen zënterhier hir Kandidaten net méi eleng no Kriterie vu Kompetenz, Bekanntheetsgrad, Alter, Wunnuert, Interessi, Beruff, an esou weider eraus. Dobäi kënn déi Iwwerleeung vum Geschlecht. An et gëtt bewosst no Frae gesicht, awer net nëmme gesicht. Frae ginn ugeschwat, si gi motivéiert, si ginn agebonnen. D'Zuel vun de Fraen op de Kandidatelschten, an de Comitéen, an de Gemengekommissionen, déi huet sech zënterhier wesentlech vergréssert.

D'Gemengewahlen 2005 ergi folgend Bild vun CSV-Mandater: Vun alle gewielten Gemengeréit sinn 18% Fraen. Bei de Schäfte sinn et der aacht vu 66, oder 12%. Bei de Buergermeeschtere sinn et der véier vu 44 oder just 9%. Mir gesinn also, dass d'Prozenter vu Gemengerot bis Buergermeeschter sech halbéieren. Si fale vun 18 iwwer zwielef op néng. Déi Prozenter weisen awer och, wann ee se anescht liest, dass ee ka soen, mir bauen op. Duerch den Effet vun der fräiwëlleger Quot sinn nei Fraen un d'Politik erugefouert ginn. An dee Prozess, dee mécht intern säi Wee.

Elong d'Käpp op de Lëschten ze hunn, geet ebe jo och net duer, fir Mandater ze kréien. Frae ginn net vum selwe gewielt, grad wéi Männer net vum selwe gewielt ginn. Duerfir huet sech nach eppes Wichtiges geännert. D'Männer op de Lëschte stinn hannert de Fraen op der Lëscht. Eng Fra huet nëmme dann eng Chance, wann och déi bekannte Gesichter op enger Lëscht si visibel, iwwerzeegt a konsequent ënnerstëtzen. Och dat ännert eppes um Wee zur Gläichberechtigung. Zënter der Aféierung vun der Quot ass schliesslech méi e bewossten Émgang mat der Chancëgläichheet komm. Männer freee sech och iwwer Fraen an der Politik an iwwer hiert gutt Ofschneiden.

An der praktescher Aarbecht gesi Männer a Fraen d'Welt net ëmmer mat de selwechten Aen, dacks souguer net. An dat ass gutt fir déi konkret Alldags- a Gesellschaftspolitik. Et kënn een hei konkret Beispiller uféieren. Allerdéngs mat Parteipolitik hu mer weening Afloss, dat ass e

Bémol, deen een an där doten Diskussioun muss nennen, a weening Afloss op d'Majorzgemengen. Mir haten 2005 bei de Gemengewahle 36 Proporzgemengen am Land, awer 81 Majorzgemengen.

Firwat solle mer dann elo keng 50/50-Regelung aféieren? Huele mer d'Beispill vun de Gréngen. Bei de Chamberwahle si 50% Kandidatinnen ugetrueden, an an der Chamber 15% direkt gewielt ginn. Bei der CSV waren een Drëttel Fraen op de Lëschten, an et si 27% direkt an d'Chamber gewielt ginn. Eng paritétesch Lëscht ass also net onbedéngt e Garant duerfir, dass eng paritétesch Mandatsverdeelung, wéi och de Conseil national des Femmes se fuerdert, kënn.

Als Mëttel zum Zweck geet dat eleng net duer a lenkt och of vun der Eegeverantwortung, déi all Partei fir hiert eegent Bild vun der Gesellschaft huet. Eng Partei soll muss selwer Faarf bekennen a sech selwer Ziler setzen, amplaz se vum Législateur opgezongene kréien. Wa mer wierklech géifen e Parlament vu 50% Männer a 50% Frae wëllen, da géif dat jo nëmme goen, wa mer exakt 30 Männer an 30 Frae géife wielen. Eise Wahlsystem an eist Wahlgesetz an esou eng Richtung ze änneren, mengen ech, ass keen, deen dat wierklech wëllt, an ech mengen och net, dass dat machbar ass.

An da wësse mer och all, dass Famill, Kannererzéiung a Politik nëmme gutt ze maache sinn, wann de Partner vum Politiker sech ëm déi dote Beräicher këmmert. Mir müssen also net nëmme Frae fannen, déi politikverbasse sinn, mir müssen och Partner fannen, déi hinnen d'Aarbecht an der Famill ofhuelen. Vollzäitpolitiker ass kee 40-Stonnen-Job an huet kee geregelten Horaire. Mam Verantwortungsgrad klëmmt den Zäitopwand, klëmmt och d'Kritik, där ee permanent ausgesat ass, klëmmt d'Erwaardung vun de Leit a klëmmt den Drock, deem een ausgesat ass.

Ouni Ënnerstëtzung ass et ganz schwierig als Fra, fréi an der Politik Fouss ze faassen. D'Männer sinn also och gefuerdert, wa mer eng besser Verdeelung vun der Verantwortung wëllen. Et sinn net d'Fraen eleng, déi sech solle bewegen, fir méi Fraen an d'Politik ze kréien, mir müssen eis all mat bewegen. Et ass eng gesellschaftlech Erausforderung, op déi mer müssen hischaffen. Aus all dese Grënn ass eng 50/50-Regelung e gutt internt Zil, awer eng falsch extern Oplag.

Nach e puer Konklusiounen: Éischtens emol, méi eng héich an équilibréiert Bedeelegung vun de Fraen un der Leedung vum Land ass en Zil, dat mir ënnerstëtzen. Zweetens, d'CSV ass géint eng legislativ virgeschriwwe Quot, mä fir eng fräiwëlleg Quot, déi all Partei sech selwer soll ginn. D'Verantwortung duerfir soll net ewech delegéiert ginn. Drëttens, d'CSV zitt e positive Bilan vun der eegener Drëttel-Quot. Véiertens, dat Zil, wat mer wëllen, erreche mer net eleng duerch eng Quot vu Kandidaten. Mir brauchen eng positiv Vermëttlung vun der Politik, eng Motivatioun vun de Fraen, eng parteiintern Ënnerstëtzung an eng Erféierung un d'Politik. A fënneftens brauche mer och e gesellschaftlecht Ëmfeld, dat fir d'Fraepolitik frëndlech ass, Toleranz an Ënnerstëtzung vu Männer, an net zulescht och vun de Frae vis-à-vis vun de Fraen, déi hir Kompetenz an den Déngscht vun eis all stelle wëllen.

Zum Beispill därefer mer net nëmme vu flexiblen Aarbechtszäite fir d'Fraen, mä och fir d'Männer schwätzen, wa si sollen d'Zäit fannen, fir d'Chargen an der Koppel matzedoen a se am gemeinsamen Averstännis anescht opzedeele. Do ass Iwwerzeegungsarbecht néideg, op ganz velle Pläng. Schliesslech muss ee soen, den Débat vun haut ass jo keen Ofschloss. D'Diskussioun geet weider op villen Niveaun a fir eis all. Eng méi héich Bedeelegung vun de Fraen an der Politik ass wünschenswäert.

Wa mer diesen Aspekt, zesumme mat engem positive Bild vun der Politikerin an dem Politiker, well och dat ass net ëmmer einfach, dobaussen ass de Politiker an d'Politikerin net ëmmer e Positiven, well et gëtt vill Kritik un der Politik an un deenen, déi se ausféieren, mä mir müssen och dat fäerdeg bréngen, fir och de Leit eng Moti-

vatioun matzeginn an e positivt Bild vun der Politik als eng nobel Aufgab dobaussen ze vermëttelen. Wa mer dat fäerdeg bréngen, mä och an eisen eegene Reie förderen, da komme mer progressiv méi wäit, wéi mer haut mengen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Schaaf Merci, an als nächste Riedner ass déi honorabel Madame Lydie Polfer age-droen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Debat

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Merci, Här President. Léif Kollegen, wéi scho gesot, virun zwee Deeg hu mer fir d'honnertste Kéier un de Fraendag geduecht, quitte datt mer gesot kruten, zënter '77 eréischt gëtt en international gefeiert, mä et ass awer e markante Moment: 100 Joer. Mir hunn och gëschter 100 Joer vun dem éischte Meedercherslycée gefeiert. Et muss ee sech ëmmer nees an d'Zäit versetzen, wéi laang d'Fraen net wierklech iwwerhaupt emol déi éischt Chance kruten, fir matzehalen, dat heescht wierklech och kënnen sech weiderzebilden. 100 Joer.

90 Joer waren et d'lescht Joer, datt d'Lëtzebuerger Fraen d'Wahlrecht kruten. Dat klängt ganz gutt, well mir waren domat effektiv eent vun den éischte Länner, europäesche Länner, wat de Fraen d'Wahlrecht ginn huet, virun 91 Joer. Mä wann een dann awer bedenkt, datt et dee Moment, 1919, nëmme eng Fra, an nëmme fir e puer Joer, an der Chamber ginn ass, an datt mer dunn hu misse bis '65 waarden - bis '65, also 46 Joer - bis nees eng Kéier déi éischt Fra an d'Chamber komm ass...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - ...an zwar - a wéi eng! -, d'Madame Lulling, déi dunn awer och dat Joer drop, also bei deene Wahle drop gewielt ginn ass, '68. '68! Eng Fra an der Chamber! '74 - et ass du lues ugaang! - dräi; '79 véier - Do hunn ech och dozou gehéiert. Do hu mer zesummen ugefaangen. -; '84 néng; '89 zéng a vun do un zwëschen zwielef a 14.

Et huet also laang gedauert, bis eppes an der Situatioun vun der Fra geännert huet, an dat ass wierklech am Fong eréischt ugaang an de 70er Joren. Bis dohinner war - an dat muss een ëmmer nees bedenken, well et ze vill liicht vergiess gëtt -, bis '72, bis den Eugène Schaus, e liberale Justizminister, eng entspreichend Gesetzesvirlag agereicht huet, déi och ugeholl ginn ass. Bis dohin ass eng Fra, deen Dag, wou se bestuet ginn ass, mannerjähreg ginn, konnt kee Beruff ausüben ouni d'Autorisation vum Mann, konnt kee Bankkonto opmaachen ouni d'Autorisation vum Mann.

(Interruptions)

Dat ass also nach net esou laang hier. An et ass eréischt an de 70er Joren, wou dunn effektiv konsequent duerchgezu ginn ass, datt op d'mannst d'legal Gläichstellung vu Fra a Mann an deene verschiddene Beräicher an d'Gesetzter ageschriwwe ginn ass. Ech zielen déi Gesetzter elo net alle-guerten hei op, mä ech erënneren nëmme un déi wichtegst.

Dat war effektiv dee vun der Capacité juridique vun der Fra, datt se also net mannerjähreg ginn ass, deen Dag, wou se sech bestuet huet, datt se net méi d'Autorisation vun hirem Mann gebraucht huet, fir e Beruff auszeüben. Datt och d'Elteren an hirer elterlecher Gewalt gläichgestallt gi sinn. Och dat krute mer eréischt '74, an eng ganz Rei aner Gesetzter: d'Gläichstellung vum Loun, gläiche Loun bei gläicher Aarbecht.

All déi Saache sinn an de 70er an 80er Jore komm, mä mir wëssen, dat eent ass den Text, dat heescht d'gesetzlech Grondlag, an dat anert ass d'Praxis. An déi léisst heiansdo méi laang op sech waarden. Well, an der Praxis, dat ass dat, wat an de Käpp muss änneren. A fir Käpp ze änneren, fir Gefiller ze änneren, fir Schemaen, fir Denkschemaen, fir Gesellschaftsstrukturen ze änneren, dat dauert leider oft méi laang.

An dofir ass et och gutt, datt mer all Joers nees eng Bestandsopnahm maachen a kucken, wou mer da stinn, mat deem, wat mer wëllen. Well haut - mir hunn et elo

just nees héieren -, haut fënnt jo jiddwereen dann normal, oder et gëtt gesot, et wier normal, datt d'Fraen déi nämlech Rechter a Flichten hätte wéi d'Männer. Dat war awer, an et ass nach net esou laang hier, guer net de Fall. Virdrun huet den Här Schaaf vu senger Partei geschwat, ech brauch mech hei net ze schomme fir dat, wat meng Partei an där doter Hinsicht am Laf vun deene leschten 30 Joer, souwuel op legalem Plang wéi och an der Praxis, mat deene Fraen, déi sech engagéiert hunn, gemaach huet. Mä ech wäert nach dorop zréckkommen.

Wéi ass haut... Wou si mer haut ukomm mat all deem, wat mer wëllen errechen, wat mer an den Texter engersäits hunn, mä wat an der Praxis net ëmmer onbedéngt esou ass?

Mir hate virun e puer Wochen hei an der Chamber eng ausgiebig Debatt iwwert d'Situatioun vun der Fra an der Aarbechtswelt, iwwer hir Aarbechtskonditiounen, iwwert d'Problematik „gläiche Loun fir gläich Aarbecht“. Ech ginn also net méi am Detail op déi Froen an.

Et ass just festgehal ginn, datt am Duerchschnëtt 55% vun de Fraen um Aarbechtsmaart sinn. Do leie mer net gutt am europäesche Verglach, mä - an ech deelen do dem Minister Schmit seng Duerleeung - ech mengen, et soll een d'Saach vun där positiver Säit kucken. Well 55%, dat ass den Duerchschnëtt, an do gehéiere souwuel déi méi eeler Joergäng derzou wéi déi jonk. Or, déi eeler Joergäng, dat sinn déi, déi eben nach aus deene méi ale Gesellschaftsstrukturen, Gedankengäng kommen. Während déi Jonk, dat sinn déi, déi eis weisen, wouhin des Gesellschaft geet. A wann ech déi Zuele kucken, da sinn ech vill méi optimistesesch.

Zum Beispill wann een den Duerchschnëtt hält vun de Fraen zwëschent 25 an 49 Joer, dat sinn also déi jonk Generatiounen, do sinn 71% vun de Fraen um Aarbechtsmaart. An dat sinn dann Zuelen, wou mer nees vill besser dostinn. Während déi Fraen zwëschent 50 a 64 nëmme zu 40% sinn. Wann ech also d'Direktioun, an déi mer ginn, kucken, sti mer positiv do.

Ee vun deene Constaten, déi dee Moment gemaach gi sinn, ass den Ënnerschied an der Pai vu minus 12% am Duerchschnëtt, nees eng Kéier fir d'Fraen, och do ginn ech net an all déi Konklusiounen an an hale just fest, datt dat natierlech net akzeptabel ass an datt et rechtlech Base gëtt, fir do virzegoen. An dat, wat dozou d'Madame Minister gesot huet, wéi ee misst virgoen, deelen ech ganz.

Dat do gëtt och besser, wann d'Fraen endlech och de Courage hunn, zu hirer Formatioun ze stoen an déi Plazen eranze-goen, fir déi se d'Formatioun hunn.

Well eis Fraen, d'Lëtzebuerger Fraen, d'Lëtzebuerger Meedercher, muss ech soen, also déi jonk Frae sinn hautdésdags besser, wäit besser ausgebild wéi d'Jongen. Nëmme e puer Zuelen, déi engem wierklech, wéi gesot, Hoffnung ginn, an anerer müssen ze denke ginn.

Wann een de Joergang 95/96 hält an et hält een den Examen de fin d'études secondaires, also de Premièresexamen, dann hate mer dee Moment 47% vu Jongen, déi dee gemaach hunn, an 53% Meedercher. Joergang 2006/2007, zéng Joer drop, waren et nëmme nach 43% vu Jongen, déi also am leschte Joer waren, an also op där anerer Säit 57% Meedercher. An da kënn derbäi, datt d'Meedercher nach vill besser ofschneiden. Datt déi eng Réussitequot vu bal 90% hunn, während d'Jongen nëmme eng vun 81% hunn.

Dat ass eng Zuel, déi weist, datt déi jonk Meedercher hautdésdags eng besser Ausbildung kréien. An et ass nëmme ze hoffen, dass se eben dat och als Basis huelen, fir hiert zukünftigt Berufsliewen ze preparéieren.

D'Diskussioun iwwert d'Plaz vun der Frau an der Aarbechtswelt war also hei an der Chamber, an ech wëll also do net weider drop agoen. Ech wëll mech elo virun allem op dat konzentréieren, wat mer haut solle kucken: d'Präsenz vun de Fraen an dem öffentleche Liewen a besonnesch eben um Plang vum politesche Liewen.

Och do gesäit een, datt mer eben an deene leschten 30 Joer eng enorm Ver-

ännerung haten. An der Madame Loschetter hirer Motioun, déi mer zwar elo net zur Ofstëmmung kréien, gëtt drop higewisen, datt sech net vill an deene leschte Jore geännert hätt. Dat ass richtig, wann een d'Zuel vun den Deputéierten hei an der Chamber kuckt. Déi huet zënter '89 bal net geännert an déi oscilléiert zwëschen zweief a 14. Mä wou sech enorm vill geännert huet, dat ass um Niveau vun der Participatioun vun de Fraen an de Gemengewahlen. Do huet sech enorm vill geännert.

Gi mer mol nëmmen zréck bis op '81. '81 waren nëmmen 9,4% vun de Kandidaten Fraen. Bei deene leschte Gemengewahlen, dat war also 2005, waren der awer schon 28,9%. Dat ass also eng enorm Steigerung. Eng Steigerung, déi an déi richteg Richtung geet.

A wann een dat dann nach e bësse méi am Detail analyséiert, da gesäit ee ganz kloer déi ënnerschiddlech Attitüden zu deene gesellschaftleche Verännerungen. Mir hunn hei aner Zuelen, ob een am Zentrum ass, am Süden, am Norden oder am Osten. An ouni lech elo mat ze vill Zuele wellen ze beläschten, well ech lech awer just soen, datt mer am Norden déi niddregst Zuel vu Fraen - an ech huelen elo d'Wahle vun 2005 - haten, déi Kandidaten fir d'Gemengewahle waren, an zwar 21,9%. Während mer am Zentrum déi meescht hunn, 34,8%.

Dat weist eben op déi ënnerschiddlech Aart a Weis hin, wéi ee mat deenen Ännerungen an onser Gesellschaft ëmgeet. Et si Bezierker, déi do méi schnell deen neie Wandel matmaachen; anerer, déi dat manner schnell maachen.

Mä de Fait ass, datt an alle Bezierker d'Zuel vun de Fraen, déi Kandidatinne waren an de Gemengewahlen, konsequent, wierklech konsequent an d'Luucht gaangen ass. An dat ass och ze begrëssen.

Virun hu mer Zuele gehéiert, wéi vill Fraen dann elo finalement gewielt gi sinn an de Gemengewahle vun 2005. Dat waren eben déi lescht, déi mer op dem Gemengeplang haten. Mir haten also eng Participatioun vu bal 30% Fraen als Kandidatinnen. Et waren der awer nëmmen 20%, an dat sinn déi Zuelen, déi de Conseil national des femmes erausginn huet - ech ginn also dovun aus, datt déi richteg sinn -, et sinn awer nëmmen 20,6% Frae gewielt ginn. Ech kommen herno a menger Analys zu de Quoten dorop zréck.

Well ech géif vläicht just direkt eppes festhalen: Quoten, wann ee vu Kandidaten schwätzt - Kandidat sinn, ass gutt, mä gewielt ginn, ass awer besser.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - An dofir kann een dat eent net onbedéngt mat deem anere gläichstellen. An et geet net nëmmen drëm, Kandidatinnen ze hunn. Et geet och drëm Leit ze hunn, déi gewielt ginn.

Well nëmmen, wann d'Frae mat um Dësch sëtzen, do wou d'Décisiounen preparéiert ginn an do wou se geholl ginn, kënnen se wierklech Afloss op eben déi Décisiounen huelen. An dat ass extrem wichteg, datt mer do esou eng ausgeglache wéi méiglech Situatioun hunn. Mä fir dohinner ze kommen, do ass et effektiv nach e laange Wee.

Ech hu vun de Gemenge geschwat, an ech ginn net op déi verschidde Gemengen an: Et géif ze wäit féieren. Mä kommt, mir kucken awer nach, wéi mer op deenen anere Plaze stinn. Mir stinn also an de Gemengen net ganz gutt do mat 20% gewielte Fraen. Grad wéi mer hei an der Chamber net ganz gutt sti mat och nëmmen 20%. An egal ob mer dann 30% Kandidatinnen hunn oder 35% Kandidatinnen oder och 50% Kandidatinnen, wéi verschidde Lëschtchen hunn, d'Resultat ënner dem Stréch ass awer net zefridde stellend. Dofir kann dat eleng net d'Léisung sinn.

Wéi sti mer do an der Regierung? Och do huet sech an deene leschte Jorzéngte villes geännert, mä et weist awer och, datt et laang gebraucht huet, ier sech eppes geännert huet. Mir hunn haut an dëser Regierung véier Fraen. Véier Fraen an eelef Männer. Do kann ee soen, dat ass grosso

modo 30%. Dat Nämlecht war wouer an där Regierung virun an dat Nämlecht war och wouer an där Regierung nach virun. Do war de Pourcentage ganz e bësse besser, well et waren zwar och nëmme véier Fraen, mä et waren awer manner Männer, dofir war do de Pourcentage méi héich. Mä loosse mer soen, an der Regierung hu mer awer zënter op d'mannst 15 Joer e Pourcentage vun 30%. Mä, wéi gesot, et hat laang gedauert, ganz laang gedauert, bis et dozou komm ass.

'67 eng eenzeg Fra; eng eenzeg Fra an néng Männer. Vun '72 bis '80 iwwerhaapt keng Fra an der Regierung. An dunn '80/'84 eng Fra, '89 eng, '94 zwou, '95 dräi an - well do kumt eng derbäi, d'Madame Hennicot - vun '99 un also véier Fraen.

(**Interruption**)

Mä, wéi gesot, denkt drun a vergiesse mer net, wéi laang et gedauert huet, bis sech awer hei wierklech d'Fraen eben an der Regierung, wat awer eng extrem wichteg Schaltstell an enger Gesellschaft ass, bis d'Fraen do derbäi waren.

Dat nämlecht am Conseil d'État. Am Conseil d'État war, wann ech nëmme '95 huelen, bis viru kuerzem also nëmmen eng Fra. Nëmme eng Fra! Haut sinn et der sechs. Très bien. Tant mieux. Och hei si mer elo bei 30%. Et ass nach net 50%, mä et sinn der awer schon 30% an et ass besser wéi hei an der Chamber.

Wann ech dat Ganzt zesummen huelen, déi verschidde Zuelen, da kann een nëmmen eppes feststellen: D'Zuel vun de Fraen, d'Participatioun vun de Fraen am politesche Liewen ass net zefridde stellend. Et mussen Effortë gemaach ginn, fir datt d'Fraen, wat awer d'Halschent vun eisem Vollek ausmécht, datt déi besser a méi an dem politesche Geschehen derbäi sinn.

Mä, déi grouss Fro: Wéi? Sinn et dann elo d'Quoten, déi esou oft an de Mond geholl ginn, déi wierklech kënnen hei den Allheilmittel sinn?

Ech soen do ganz kloer Neen. Neen. Firwat? Mä well se, esou wéi se hei gehandhaabt ginn a wéi se elo de Mëtteg och schon déi ganzen Zäit duergestallt gi sinn, einfach ineffikass sinn. Ech ginn lech nëmmen ee Beispill, am et ass scho genannt ginn. Et geet net duer 50% oder nach 30% Fraen op enger Lëscht ze hunn, wa se net gewielt ginn. Da gesäit dat zwar no bausse schéin aus, mä wa se net gewielt ginn, da si se herno och net bei den Décisiounen derbäi.

► **Une voix.** - Dat ass wouer!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - An ech ginn lech ee Beispill. Gewëss, Dir sot mer, et ass dat, wat ech am beschte kennen, mä wat effektiv och ganz significativ ass. Ech huelen déi lescht Gemengewahlen an der Stad Lëtzebuerg.

(**Interruption**)

D'sozialistesche Aarbechterpartei hat bal eng paritétesch Lëscht. Wonnerbar. 13/14. 13 Fraen, 14 Männer. Wat kumt awer derbäi eraus, bei véier Gewielten? Eng eenzeg Fra an dräi Männer. A souguer, wann ech déi zéng éischt géif huelen, ware bei Ären zéng éischten nëmmen zwou Fraen.

Ech kucken dann d'Demokratesch Partei. D'Demokratesch Partei, déi, wéi den Här Schaaf virun zwar gesot huet, keng Quoten an hire Statuten huet, mä déi awer dat zënter ëmmer a ganz effikass gemaach huet, ouni vill driwwer ze schwätzen.

Mir haten an de Gemengewahle vun 2005 eelef Gewielten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - A vun deenen eelef Gewielten, wie war et? Aacht Fraen an dräi Männer. Wa mer do vu Quote schwätzen, da misste mer scho geschwënn et ëmgekiert maachen.

(**Interruption**)

A souguer, wann ee mer elo seet, mir hätten der nëmmen nach zéng, wat och wouer ass, da ware vun deenen zéng nawell aacht Fraen an nëmmen zwéi Männer. Mir hunn also 80% Frae gehat an 20% Männer, bei enger Lëscht, wou awer nëmmen eelef Frae Kandidat waren. Eelef Fraen a 16 Männer.

Dofir, datt Quoten op der Lëscht sinn, ass gutt, mä gewielt ginn, ass awer nach besser. Ech wëll heimat nëmme soen: D'Quoten, esou wéi se hei gefrot ginn, kënnen net effikass sinn.

Fir se effikass ze maachen, da misst ee wierklech blockéiert Lëschtchen maachen, wou ee wierklech eng Fra, e Mann, eng Fra, e Mann géif opstellen, wéi et eben an eisen Nopeschlänner oft ass. Mä wie géif dann d'Lëschtchen opstellen a wie géif da soen, wien deen éischten a wien deen zweeten an deen drëtten, dee véierten ass? Da wiere mer bei de Parteien. An ech mengen net, an dat hu jo och x Etüde gewisen, datt et hei an dësem Land géif eng Majoritéit ginn, fir onse Wahlsystem esou op d'Kopp ze geheien, fir wierklech de Parteien dee Pouvoir ze ginn, deen elo beim Wieler läit.

Well et ass eng formidabel Saach, datt de Wieler kann decidéieren, wien e wierklech wëllt, wem hie Vertraue schenkt. An engem klengen Land wéi onsem, muss dat awer nach e ganz wichtegt Element sinn.

All déi Reformen, déi duerghefouert gi sinn, fir d'Gläichberechtigung vun der Fra ze garantéieren oder hir op d'mannst méi no ze kommen, déi hu sech jo ëmmer géint eppes gewiert, an zwar géint d'Bevormundung. D'Bevormundung vun deem enge Geschlecht op dat anert. Wa mer dat als Fraen net wellen, dann dierfe mer awer och net déi Bevormundung dem Wieler zomudden.

De Wieler huet an onsem Land, wat effektiv e klengt Land ass, d'Méiglechkeet, säi Choix, säi ganz perséinleche Choix wierklech ze maachen.

An hei ass och, a wann ech elo ob dat Konkret kommen, wat mer da musse maachen, hei läit natierlech déi gréissten Erausforderung un eis alleguerten. Net nëmmen d'Kandidatelëschtchen - an ech ka garantéieren, datt meng Partei, och an der Zukunft, esou wéi se dat an der Vergaangenheet ëmmer gemaach huet,...

► **M. le Président.** - Madame Polfer, Dir misst elo lues, awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, ech wäert mech elo ganz kuerz faassen. Well ech mengen, ech hunn dat Wichtigst gesot.

Ons Partei wäert also an der Zukunft wéi an der Vergaangenheet ëmmer fir équilibréiert Lëschtchen stoen. Well mir brauchen an enger Gesellschaft, déi wëllt harmonesch zesummeliewen, déi zwou Komponenten, déi weiblech an déi männlech, fir déi Problemer zesummen ze diskutéieren a méiglechst richteg Décisiounen ze huelen, déi ons Zukunft, déi vun eise Kanner, wierklech organiséiert.

Dofir, ech ka mer nëmme wënschen, datt mer eis och nach an Zukunft géint déi Bevormundung, déi ëmmer nees versicht gëtt ze maachen a verschidde Domänen, datt mer eis do dergéint wieren, mir all zesummen, well wa mer dat net fäerdeg bréngen, dann hu vill Fraen an deene leschten 100 Joer fir näischt gekämpft.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Polfer Merci, an als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Madame Alice Schwarzer, bekannten däitsch Feministin, huet de leschte Méindeg an der „Frankfurter Rundschau“ plädéiert fir d'Ofschaffung vum Internationale Fraendag. Si huet gemengt, ech zitieren hiert Wuert, deen „gönnnerhaften 8. März“ soll een ofschafen an aus engem Fraendag am Joer 365 Deeg fir Mënschen, Fraen a Männer, maachen.

Mir wëssen och aus der Erfahrung, och heibannen, a souguer scho bal de Mëtteg, dass d'Gefor, dass esou consacréiert Débat, esou Traditiounen uséieren, dass se ufänken, eidel, jo bal e bësse langweilig ze ginn, dass se ausarten zu Ritualen, wou, wéi op anere Plazen, Frae mat Fraen a Präsenz vu Fraen iwwer Frae rieden, a meeschtens d'Männer frou sinn, wann et

erëm eng Kéier eriwuer ass fir ee Joer, dass déi Gefor grouss ass. An dofir, wann ech géif wëssen, dass der Madame Schwarzer hir Propositionen eng Chance hätt, ëmgesat ze ginn, da géif ech och plädéieren, fir 365 Deeg sech mat Problemer a Suerge vu Fraen ze beschäftegen. Soulaang dat net de Fall ass, hale mer emol dee Fokus eemol am Joer, fir ze kucken, wat fir eng Problemer effektiv uewe leien.

Mir diskutéieren haut zum x-te Mol och iwwert d'Representatioun vun de Fraen an der Politik, am soziale Liewen, am ökonomesche Liewen, an dat aus guddem Grund, well déi Representatioun bleift schlecht, ënnerentwéckelt, an déi gesetzlech a reglementaresch Léisungen, déi schon haut de Mëtteg undiskutéiert gi sinn an nach wäerten diskutéiert ginn, sinn alleguer schwierig. D'Quotefrou dividéiert oft an de Parteien Fraen an och Männer ënnereneen an hirer Meenung, an d'Madame Err, eis Kollegin Lydie Err, wäert no mir herno versichen, och d'Meenung vun der LSAP-Fraktioun an och d'Virschléi fir déi nächst Wochen a Méint heihinnerzeleien.

Iwwert d'Quoten an iwwer gesetzlech Regeln eraus, iwwer Paritéite mam Briechen mengetwegen, ass awer d'Iwwerzeugung vun eiser Fraktioun, an dat ass dee Plädoyer, deen ech de Mëtteg hei wëll maachen, déi, dass et net eleng op déi Fro ukënnt. Et kënn virun allem och op d'Fro un, wéi mer d'Liewens- an d'Aarbechtsbedéngunge vu Fraen an engem Mooss verbesseren, dass et de Frae méiglech gëtt, fir iwwerhaapt uerdentlech am politeschen, am sozialen, am ökonomeschen, am intellektuellen, am kulturelle Liewe sech kënnen ze bedeelegen.

Wéi bréngt mer et also fäerdeg, 365 Deeg am Joer d'Fraen esou ze stäerken, dass se iwwerhaapt an der Lag sinn, Politik ze maachen, dass se iwwerhaapt an der Lag sinn, an enger Gewerkschaft matzeschaffen, dass se iwwerhaapt an der Lag sinn, an enger ONG, an enger Ëmweltschutzorganisatioun oder wou och ëmmer hir Fra kënnen ze stellen? Dofir plädéiere mir de Mëtteg hei, dass mer 365 Deeg am Joer Stéck fir Stéck d'Liewens- an d'Aarbechtsbedéngunge vu Fraen an engem Mooss verbesseren, dass dat soll méiglech ginn.

Dass dobäi vill ze maache bleift, e puer Zuelen, déi ëmmer genant ginn: Bei de schlechte Léin, déi ausbezuelt ginn; dobaussen am Soziale sinn d'Fraen ëmmer ganz staark representéiert, am Géigendeel zum politesche Liewe si se do ganz staark vertrauten; 15% vu Frae schaffen um Mindestloun; an insgesamt och, wann een d'Situatioun kuckt vun enger Botzfra, déi Dag fir Dag owes spéit, heiansdo bis Mëtternuecht an enger Bank muss botzen, an dann heemgeet a kuckt nach dräi Kanner esou ze versuergen, esou ze erzéien, hinne bei der Schoul ze hëllefen, da kann een ongeféier sech virstellen, wéi onméiglech, egal ob mer iwwer Quoten oder Netquote schwätzen, et esou enger Fra gemaach gëtt, fir iwwerhaapt an enger Partei, an der Politik oder soss am Liewe sech kënnen ze bedeelegen.

An iwwert d'Lounënnerscheeder ass och schon esou vill geschwat ginn, ob et 15 oder 20% Ënnerscheeder sinn, déi mer an der Situatioun an de Betriber dobausse fannen. Dat ass eng Situatioun, un där mer, an dat ass wierklech en Appel un net nëmmen déi hei Ministesch, mä un déi 15 Membere vun der Regierung, fir an deenen nächste Wochen a Méint ze soen, mat der Kommissioun, hu mer héieren, wierklech derfir ze suergen, dass mer dee Fléau do, deen am 21. Jorhonnert net méi ka sinn, dass mer deen attackéieren.

Firwat ass et esou, dass an de Supermarchéen ëmmer d'Caissière Frae sinn, dass ëmmer déi, déi d'Rayonen afüllen, Frae sinn, mä dass d'Gérenten ëmmer Männer sinn? Och dat ass, mengen ech, eng Situatioun, iwwert déi mer mussen nodenken. Firwat fanne mer just an deene Beruffer schlecht bezuelt, schlecht Konditiounen, a firwat ass et esou, dass an deene berühmt-berüchtigte Fäll, déi mer

an Däitschland erlieft hunn - Lidl, fir nëmmen dee Fall ze nennen -, firwat waren et ëmmer Fraen, déi erausgehët gi sinn, déi iwwerwaacht gi si mat Kamerae vun der éischter bis zur leschter Minutt vun hirer Schicht, a fir herno zwee Pfand-tickete vun engem Euro 30 virun d'Dier gesat ginn? Och do fanne mer komescherweis, oder och vläicht net komescherweis ëmmer, dass et Frae sinn, déi dovunner betraff sinn.

An d'Précaritéit hunn ech un den Zuelen an deene leschte Stonne gekuckt, dass et och do net onschëlleg ass, dass beim Aarmuttsrisiko effektiv 44% vun eleng erzéiende Fraen, 44% liewen um Rand vum Aarmuttsrisiko! Och dat ass net onschëlleg an de Liewens- an Aarbechtskonditiounen, déi mer och hei zu Lëtzebuerg virfannen, dass dat virun allem d'Frae sinn, déi dovunner betraff sinn.

Dofir ass de Plädoyer deen, dass besonnesch an dëser sougenannter Wirtschaft- a Finanzkris, déi a Wierklechkeet eng Sozial- an Aarbechtsmaarktkris ass, de Motto muss gëllen: Vergiesse mer d'Fraen net! Well et kéint sinn, an et gëtt éischt Tendenzen dozou, dass et d'Frae wäerten héchstwahrscheinlech sinn, déi aus där sozialer Kris do als déi grouss Perdantë wäerten erausgoen, an dofir ass et noutwendeg, dass, esou wéi d'Madame Schwarzer dat gemengt huet, an deenen 365 Deeg, déi virun eis leien, ech am Numm vun eiser Fraktioun véier Chantiere géif proposéieren, wou mer alleguerten an de Fraktiounen, an der Regierung, an natierlech och d'Ministesch, déi dofir zoustänneg ass, sollte kucken, dass d'Liewens- an d'Aarbechtskonditiounen vu Frae verbessert ginn.

Deen éischten ass dee vun der Rente-reform, déi usteet. De Sozialminister huet eis opgefuerdert, e Bilan ze zéien, nozedenken, ënner anerem och iwwer Ersatzzäiten hin zu reelle Versécherungsjoren. An deem Débat, mengen ech, muss de Fraenthema, och dee vum Splitting an dee vun der Individualiséierung, ganz präsent sinn, an et wär gutt, wa vun alle Säite konkret Virschléi géife kommen, fir dat ze maachen.

Zweetens, d'Diskussioun iwwert de Chômage. An der Tripartite wär et noutwendeg, dass bei der Evaluéierung vun alle Beschäftigungsmaassnahmen, déi elo virgeholl gëtt, gekuckt gëtt, Congé parental, d'Actions positives aus dem PAN-Gesetz vun 1999 ofgeklappt ginn, ob se wierklech zu deene Resultater gefouert hunn, déi mer gären hätten, a konkret och hei Aarbechts-, Liewens- a Lounkonditiounen vu Frae verbessert hunn.

Drëttens hu mer en Débat, deen all Dag méi grouss gëtt, iwwert d'Qualitéit vun all deene Plazen, déi mer ubidden an de Structures d'accueil, an de Crèches. Hei schwätze mer vill iwwer eis Kanner, an dat ass gutt esou, well et un éischer Stell em si geet. Mä mir mussen och kucken op där anerer Säit, ob all déi Joben, déi mer do ubidde vun zéng Stonnen d'Woch, vun aacht Stonnen d'Woch, vun zwielef Stonnen d'Woch, ob dat fir Fraen eng Chance oder vläicht eng Sakgaass ass. An och dat, mengen ech, ass am Zesammenhang mat hire Renterechter an iwwerhaapt hirer sozialer Situatioun, déi besonnesch dann, wann eng Scheedung emol eng Kéier leider Gottes an d'Haus steet, ganz dramatesch ka ginn, eng Diskussioun, déi mer muss féieren, wat mer hei wierklech wëllen.

A véierte Chantier ass ouni Zweifel deen, dass mer dëst Joer eis virgeholl hunn, an den Aarbechtsminister huet dat hei op der Tribün nach eng Kéier d'lescht Kéier bekräftegt, dëst Joer eng Reform ze maache vum Gesetz vun der Cogestioun, vun der Matbestëmmung. Ech mengen, wa mer eng Kéier d'Geleeënheet hunn, wierklech ze kucken, wéi mer konkret am Gesetz iwwert d'Matbestëmmung derfir suergen, dass Froe vu Lounënnerscheed an de Kollektivverträge zu Resultater féieren, dass mer konkret kucken, wéi mer eng Obligation de résultat a Kollektivvertrags-

verhandlungen kënnen kréien, fir dass Lounënnerscheeder net méi esou op der Dagesuerdnung stinn, wéi dat haut de Fall ass, dann ass dat eng gutt Geleeënheet, vun alle Fraktiounen an aus der Regierung Virschléi ze kréien, déi et erlaben, dass och dee Chantier wierklech zu konkrete Resultater féiert.

Dat si véier Chantieren, wou mer an deenen nächsten 365 Deeg bis deen nächsten Internationale Fraendag d'Geleeënheet kréien, derfir ze suergen, dass d'Fraen de Bagage kréien, dass d'Fraen d'Konditiounen kréien, dass d'Fraen d'Méiglechkeet kréien, esou gestärkt ze ginn an der Gesellschaft an och am soziale Liewen, fir dann och wierklech kënnen Politik ze maachen, Gewerkschaftspolitik ze maachen, Parteipolitik ze maachen an iwwerhaapt dobaussen aktiv kënnen ze sinn.

Dofir ass de Plädoyer vun eiser Fraktioun de Mëtteg deen, an deenen nächsten Deeg, an deenen nächste Wochen am gudde Sënn vum Wuert ze schaffen, fir dass mer deen nächsten Internationale Fraendag e bessere Bilan op enger ganzer Rei vu wesentleche Punkte kënnen zéien, wéi mer dat haut kënnen maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Lucien Lux Merci, an als nächste Riedner ass d'Madame Viviane Loschetter age-droen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vum 8. März sinn eng Rei vu Manifestatiounen, wéi et schonn hei gesot ginn ass, Konferenzen, akademesch Feieren, Table-ronden, jo souguer Cabareten organiséiert ginn. Erlaabt mer trotzdeem am Ufank vu menger Ried e puer préliminaire Remarquen ze maachen an nach eng Kéier op dat zrëckzekommen, wat d'Madame Polfer och e bëssen ugestraift huet.

Wat ass d'Origine vum 8. März? Effektiv 1910, also viru genau 100 Joer, hunn déi sozialistesche Fraen op enger internationaler Konferenz decidéiert, all Joers en Internationalen Dag vun der Fra ze organiséieren. Deemoos wollte si opmierksam maachen, dass d'Frae kee Wahlrecht haten, keen Zougank zu Studien, keng gläich Rechter virun der Justiz, vu datt si nach an deene meeschte Länner als bestuete Fra souguer onmündeg waren, dat heescht schlicht an einfach ënner der Tutelle vun hirem Mann.

Ab 1911 dunn huet sech dësen Dag an anere Länner verbreet, ënnerstëtzt vu Milliounen Fraen a Männer. An et ass nëmmen duerch esou Mouvementer, et ass schonn hei gesot ginn, wou et iwwerhaapt méiglech ginn ass, dass d'Fraen eng Plaz an der öffentlecher Welt kritt hunn, an de Schoulen, um Aarbechtsmaart, an der Politik. Et ass och, dass se iwwerhaapt déiselwecht Rechter a Flichte kritt hunn, och hei zu Lëtzebuerg. Et ass nëmmen duerch esou Mouvementer, wou et méiglech ginn ass, dass Gesetzer geschriwwen a gestëmmt gi sinn, déi der Fra déiselwecht Rechter a Flichten iwwerhaapt emol erlaabt hunn.

Déiselwecht Rechter a Flichte fir d'Fra a fir de Mann sinn och elo garantéiert an onser Verfassung. Mä tëscht der Égalité des droits an der Égalité de fait gëtt et nach munchmol e wäite Wee. Firwat? Vläicht well gemengt ginn ass, dass et duergeet, Gesetzer ze schreiwen an ze stëmmen, fir dass jiddwereen, ob Mann oder Fra, déiselwecht Rechter a Flichten huet, fir dass dat och an der Praxis esou ass. Vläicht gëtt net genuch considéiert, dass, wann een d'Dispositiounen dozou net schaaft, dann d'Ëmsetzung vu Gesetzer schwierig ass, voire heiansdo net méiglech ass.

Natierlech spillt dann och deen ëmmer erëm genannte Mentalitéitswiessel seng Roll. Vläicht gëtt deen ëmmer erëm genannte Mentalitéitswiessel als Ursach geholl, fir schlechte Wëllen ze verstoppen a fir net méi proaktiv virzegoen.

Dann nach e kuerzt Wuert, zum Schluss vu menger préliminärer Remarque, zu de Männer an zum Männerdag. Et si Gott sei Dank, dès la première heure an dat bis elo, Männer ginn, an nawell ganz vill Männer,

dei sech mat engagéiert hu fir eng effektiv Gläichheet tëscht Männer a Fraen. Ouni si wier wahrscheinlech ganz weineg méiglech gewiescht a séier weineg emgesat ginn. An hiert Uleies ass et, eng Gesellschaft ze promovéieren, wou jiddwereen déi gläich Rechter an déi gläich Flichten huet, wou zum Beispill eng équilibréiert Representatioun vu Fraen a Führungspositionen a vu Männer an der Kannererzëiung oder Kannerbetreierung ass.

Déi Männer hunn nach ëmmer matmanifestéiert den 8. März, wann et em Acquisitiounen vu Rechter fir d'Fra gaangen ass. D'Zil ass eng gläichheetlech a gläichwärtig Opdeelung vu Fra a Mann an onser Gesellschaft, an alle Sparten an op allen Niveauen. An deen nei agefouerte Männerdag ass eigentlech eng Reaktioun op den Internationale Fraendag. Et ass een Dag, wou een eigentlech net richtig versteet, wou a wat fir eng nei Ziler dovunner kënnen sinn. Well, an den Här Lux huet et och scho gesot, wa mer all Revendicatiounen, déi Joer fir Joer fir den 8. März kommen oder an deem Esprit, emgesat hätten, wiere mer an enger Gesellschaft, wou et effektiv Gläichheet gëtt, iwwerall, op allen Niveauen, och an der Politik, och a Führungspositionen an der ekonomescher Welt, an da bräichte mer keng aner Deeg, déi éischer enger Lobby noginn, wéi en Ustriewe vu Gläichheet a Gerechtegkeet.

Vill Männer setze sech a fir eng aner Gestaltung vun onser Gesellschaft, en anert Bild vun hinne selwer wéi dat klassescht an eenzegt Bild, wat Jorzéngten net onbedéngt fir d'Wuelbefannen a fir d'Liewensqualität vun de Fraen a vun de Männer gesuergt huet. Dat ass en interessante Prozess, deen an onsen Aen eng gerecht Genderpolitik weiderdreiw kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eigentlech traureg, dass mer an onser Gesellschaft nach musse kämpfen, fir Mesuren anzeféieren, déi zum Zil eng nei gläichberechtigt Opdeelung hunn! En Zil, wat vu jiddweringem gedeelt gëtt, mä wou et oft kee Wee dozou gëtt. Dee Wee dozou mécht d'Zil iwwerhaapt errechbar. De ganze Rescht ass Beschäftegung, fir ofzelenken. Natierlech kréie mer en neien, en aneren Équilibrium tëscht Männer a Fraen op allen Niveauen. Wahrscheinlech gëtt dofir och esou weineg iwwer Quoten an der Politik oder a Führungspositionen nogeduecht. Well dat heescht konkret, dass an Zukunft méi Fraen dës Positionen anhuelen a wahrscheinlech dann och manner Männer. Dat schéngt mer jo och logesch.

Mä vläicht kréie mer och dann, an ech hunn et scho gesot, méi Männer, déi zum Beispill méi Zäit hunn, fir sech och oder fir sech méi em d'Kanner ze këmmern, vläicht hir eege Kanner, e Wonsch, deen iwwerall och ausgedréckt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een eng Politik wëllt praktesch ëmsetzen an duerno och kënnen moossen, ob se emgesat ginn ass, muss ee sech d'Moyenen dozou ginn. Och an der Gläichheitspolitik zielt dat, vläicht souguer nach méi a Froe vu Gesellschaftspolitik. Wann een ons Gesellschaft wëllt organiséieren, an et huet een de politesche Wëllen dozou, da muss et méiglech sinn oder ginn, sech d'Moyenen ze ginn, fir dass et och tatsächlech emgesat gëtt. Wann ee sech déi Moyenen net gëtt, bleiwe mer bei de Sonndesrieden.

Ech wëll och e Wuert zu deem volontairen Aspekt vun de Mesurë soen. Vill Actions positives baséieren op fräiwëlleger Basis. Dat heescht oft, dass ee souguer nach ka finanziell oder logistesche op eng Hëllefstellung zrëckgräifen, wann ee gewëllt ass, en Effort ze maachen. Souguer fir ze detektéieren, ob een e Gesetz anhält oder net - zum Beispill den „pay gap“ -, kann een op staatlech Hëllef zrëckgräifen. A wann een erausfonnt huet, dass ee sech eigentlech net un d'Gesetz hält, kann een, wann ee wëllt, nach eng Kéier op staatlech Ënnerstëtzung zrëckgräifen, fir deem entgéintzewierken. Stellt lech vir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen dës Prozeduren applizéieren op aner Gesetzer, déi net agehale ginn, Code de la route oder Ähnlech.

An dann, wat ech net versti bei der CSV an och bei eigentlech deem, wat den Här

Schaaf elo just gesot huet: D'Madame Reding huet virun zwee Deeg zu Bréissel awer ganz kloer gesot, wou et misst higoen, fir deem Écart des salaires tëscht Männer a Fraen entgéintzewierken, a si huet ganz kloer vu Sanktiounen geschwat, déi missten agefouert ginn, fir deem, wat eigentlech inakzeptabel ass, endlech um politeschen Niveau entgéintzewierken.

Hei hu mer am Koalitionsaccord vun der Regierung éischer de Wëllen, fir finanziell Hëllef unzëbitten, wann een deem Netanhale vun engem Gesetz, dat heescht gläich Pai bei gläicher Aarbecht, anzeféieren. Dat ass eng Contradictioun. Ech wollt dat hei emol ënnersträichen. Vläicht kann d'Ministesch ons herno dozou eppen soen.

Mir hunn entre-temps zu Lëtzebuerg, Gott sei Dank, eng CEDAW-Konventioun ratifizéiert oder eng Rei wesentlech Direktiven, déi mer hu missen an en nationaalt Gesetz iwwerschreiwen a stëmmen. Wa mer déi extern a munchmol contraignant Mesurë mat obligatoreschem Charakter net gehat hätten, net hätten, wiere mer wahrscheinlech nach méi aarmséileg drun hei an dësem Land a Saache Gläichheet tëscht Männer a Fraen. Et ass scho gesot ginn, zwielef Frae vu 60 an der Chamber, sechs Frae vun 21 am Statsrot, knapp 20% gewielte Fraen an de Gemengen, zwielef Buergermeeschtesch an 116 Gemengen.

An ech zitieren an de Recommandatiounen vum Comité CEDAW 2008 zum leschte Rapport vu Lëtzebuerg: «Tout en relevant que les femmes sont désormais plus nombreuses au Parlement et dans les conseils municipaux élus, le Comité exprime sa préoccupation devant la sousreprésentation des femmes dans ces organes et devant le fait que la représentation des femmes dans la vie politique évolue lentement.»

Do hu mir eng konkret Propositioun, Här President. Mir géifen der Regierung gäre recommandéieren, op déi finanziell Ënnerstëtzung ze verzichten, déi se den eenzelne Parteie wëllt ginn, an als éischtent Zil vun enger besserer Verriedung vun de Fraen op de Kandidatinnelëschten éischer op de legislative Wee zrëckzegräifen. Et ass méi bälleg an et ass méi effikass. An et ass iwwerengens och méi éierlech.

An et ass richtig, d'CSV ass et ganz interessant Beispill. Duerch hir Quoteregulung, déi se sech selwer ginn hu vun 33%, sinn effektiv schonn 2004 Fraen an d'Chamber gewielt ginn, wou kee Mënsch vläicht vir-drun dru geduecht hätt, éischstens, se iwwerhaapt emol als Kandidat matzehuelen, an zweetens, se hei an der Chamber erëmfannen.

Et ass och richtig, dass an de Gemeengewahlen d'CSV 33% Kandidatinnen hat, der 18, déi gewielt waren. Esou ass et de Gréngen och um kommunalen Niveau gelongen, wat se säit Jore probéieren, mat hire paritéitesche Lëschten. Mir haten 48% Kandidatinnen. Mir hunn der 42% gewielt kritt.

Mir kënnen net ëmmer net méi iwwer Representatioun vun de Fraen a Führungspositionen schwätzen, ouni dass mer effektiv da konkret Propositiounen maachen. An et ass scho gesot ginn, et ass schonn driwwer geschwat ginn. Dofir huet déi gréng Fraktioun eng Proposition de loi agereecht, wou mer lech eigentlech incitéieren, iwwert de legislative Wee dat an d'Praxis ëmzesetzen, wat Der lech jo alleguerten an Äre Riede wënscht. Just dass d'Zäit wahrscheinlech - an d'Exemple vun der CSV a vun deene Gréngeweisen et - do sech géif verkierzen.

Mir kënnen awer net méi iwwert d'Representatioun vun de Fraen a Führungspositionen schwätzen an net iwwert de Milieu vun der Wirtschaft schwätzen, d'Wirtschaft ernimmen. Dëst ass säit enger Rei vu Joren eng konkret politesch Diskussioun. Et ass en Diskussiounsthema an onsen Nopeschlänner an um europäesche Niveau.

Ongeféier 11% Frae fanne mer als europäesch Moyenne an de Verwaltungsréit, am Monde économique, an der Wirtschaft. Mir hu keng kloer Analys, wéi et hei zu Lëtzebuerg reell ass. Mir hu just eng Etüd vun der Europäescher Kommissioun aus dem Joer 2006. Déi schätzt de Prozentsaz vun de Fraen an deene 50 déckste cotéierten nationalen Entrepreneuren zu Lëtze-



buerg op grad 1%. Deemoos, 2006, ware mer an Norwegen op 32%, a Schweden op 24%.

De leschten Dezember - just, fir lech ze ënnersträchen, datt mir net hei mat verreckten Iddie kommen - hunn ons Noperen, dat heescht d'Fransousen - d'politisch Majoritéit, d'CSV-Cousinen: d'UMP - e Gesetzesprojet an der Assemblée générale déposiert, wat nach dëst Joer gestëmmt gëtt. Si hunn dobäi just dat gemaacht, wat zum Beispill déi Norweger schonn 2003 gestëmmt hunn, d'Spuenier am Joer 2007.

D'Zil vun deene Projets de loi ass all Kéiers, net vun uewen erof 50% Paritéit ze imposéieren, Här Schaaf, mä eng Mindestquot vu 40% vun engem Sexe an de Conseil d'administration vun de cotéierte Betriber anzeféieren. A mat Succès.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hätte mir gären eng breet Diskussioun lancéiert zu Lëtzebuerg zu deem Thema, an och hei an der Chamber. Och mir sollen hei zu Lëtzebuerg iwwer e Prozentsaz vun de Fraen diskutéieren an de Verwaltungsréit, vun den Acteure vun der Wirtschaft, vun onsen Établissement-publiques, vun onsen Associatiounen, déi am kulturellen, sozialen, Gesondheets- a sportleche Secteur aktiv sinn.

All Analys an Etüd beweist, datt mer an Europa an hei zu Lëtzebuerg en enorme Potenzial u Wëssen a Kompetenzen an onse Lycéeën an Unien hunn, se awer herno net méi an der Wirtschaft erëm-fannen. Déi jonk Meedercher hu besser Resultater wéi déi jonk Männer; et ass scho gesot ginn. Si sinn och besser an zu méi op den Unie vertraueden.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gi mir hei eng Resolutioun of. Déi huet bis elo just meng Ënnerschréft, donc avis aux amateurs et aux amatrices. Mir wëllen en Débat d'orientation mat Rapport organiséieren iwwer eng besser Representatioun vun de Fraen an de Verwaltungsréit oder fir méi eng équilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer an de Verwaltungsréit.

Här President, voilà meng Resolutioun, déi nach op véier Ënnerschréfte waart.

Résolution

La Chambre des Députés, considérant que

- les jeunes filles au Grand-Duché de Luxembourg ont, à l'instar des pays de l'Union Européenne, rattrapé, voire dépassé leurs jeunes collègues masculins en terme de réussite collaire et universitaire.

Il y a à peine dix ans, le pourcentage de jeunes femmes âgées entre 20 et 24 ans ayant atteint au moins le niveau d'éducation secondaire supérieur était encore de 53% et identique à celui des jeunes hommes. Il atteint désormais 76% contre 66% pour ces derniers.

Les jeunes femmes sont également plus nombreuses à poursuivre des études universitaires, à savoir 54% de la population universitaire étudiante sont de sexe féminin.

- malgré cela, le Grand-Duché n'atteindra les objectifs de Lisbonne, objectifs qui stipulaient la participation de 60% de femmes sur le marché de l'emploi en 2010. En effet, la part des femmes dans l'emploi représente quelque 45% contre 37% il y a dix ans.

Il y a donc lieu de signaler un progrès en termes quantitatifs. Cela n'est malheureusement pas (encore) le cas en ce qui concerne l'aspect qualitatif. (source: statnews du 05.03.2009)

- il est d'autant plus regrettable de ne point retrouver dans des proportions appropriées les compétences de ces jeunes femmes sur le marché de l'emploi en général et sur des postes à responsabilités et décisions en particulier.

Il y a une disproportion frappante entre le pourcentage de jeunes femmes hautement qualifiées et diplômées d'une part et le pourcentage de femmes notamment dans les organes de gouvernance d'entreprise.

On estime à quelque 11% la représentation des femmes au sein des conseils d'administration en Union Européenne. Faute d'analyses fiables, on peut admettre que ce pourcentage général peut s'appliquer à la situation au Grand-Duché.

Une statistique publiée par la Commission Européenne estime le pourcentage des femmes dans les 50 premières entreprises nationales cotées en 2006 au Luxembourg à 1%, contre 32% en Norvège ou 24% en Suède. (source: Commission européenne, statistiques européennes sur les 50 premières entreprises cotées en 2006)

- les femmes doivent être mieux représentées au sein de conseils d'administration, constate également l'Institut Français des Administrateurs (IFA), l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises en France (ORSE) ainsi que l'European Professional Women's Network - Paris dans une récente étude de réflexion et d'état des lieux qu'ils ont entamée. L'étude en question rappelle les conclusions de nombreuses enquêtes qui ont mis l'accent sur les difficultés d'accès liées à des barrières culturelles, organisationnelles et comportementales (prépondérance des hommes aux postes clé, culture d'entreprise favorisant l'ambition et la disponibilité, discrimination,...). (source: Elodie Wittling dans l'hebdomadaire financier AGEFI du 16.09.2009)

- l'institut de consultance bien connu dans les milieux financiers McKinsey met en relation dans une analyse intitulé «WOMEN MATTER, la mixité, levier de performance de l'entreprise» le pourcentage des jeunes filles diplômées avec celui des femmes aux postes de gouvernance. Selon l'institut «si on ne s'attaque pas aux racines du problème, le fameux „plafond de verre“ n'est pas prêt d'être brisé et la participation des femmes aux instances de direction au cours des 30 prochaines années restera faible». Dans une analyse réalisée par ce même institut, les entreprises ayant trois femmes ou plus dans l'équipe de direction sont mieux notées dans les neuf dimensions de l'excellence organisationnelles, la différence variant de +3 points à +7 points pour les valeurs et l'environnement de travail et +6 pour la direction. Finalement ils démontrent également que les entreprises qui ont une plus grande proportion de femmes dans leur comité de direction, sont également celles qui ont les meilleurs rendements financiers. (source: McKinsey&Co WOMEN MATTER 2007)

- face au déséquilibre hommes/femmes dans les organes de gouvernance, certains pays ont entamé des mesures législatives afin d'y prévenir. Le Parlement norvégien a voté en 2003 une loi qui a imposé l'égalité hommes-femmes dans les conseils à partir du 1^{er} janvier 2008. Les députés espagnols ont adopté en 2007 un texte qui impose 40% de femmes à partir de 2015. En Finlande, une recommandation a été émise pour que dès janvier 2010, les entreprises cotées comptent au moins une femme dans leur conseil d'administration.

En France et en Belgique, des propositions de loi ont été déposées pour promouvoir l'accès aux femmes aux conseils d'administration par l'introduction d'un quota de 40%.

- au-delà des analyses et arguments en terme de productivité qui intéresseront certainement le monde économique et financier, il n'en reste pas moins qu'une représentation équilibrée entre hommes et femmes au sein des comités dirigeants et un objectif déclaré, notamment dans notre constitution et la déclaration y relative de promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre hommes et femmes.

- les observations faites par le comité CEDAW concernant le 5^e rapport périodique du Luxembourg qui notamment en son point 24 «insiste sur le fait que l'État partie est tenu, en vertu de la Convention, d'assurer l'égalité de fait des femmes et des hommes sur le marché du travail, y compris dans le secteur privé, conformément à l'article 11 de la Convention. Il invite l'État partie à adopter les politiques et à prendre toutes les mesures qui s'imposent y compris des mesures temporaires spéciales conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et à la recommandation générale N°25, en se fixant des délais à respecter, pour éliminer la ségrégation dans l'emploi, tant horizontale que verticale.»

décide

- d'organiser un débat d'orientation avec rapport sur le sujet d'une meilleure représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de conseils d'administration d'établissements publics et des institutions du

monde économique, culturel, social et sportif afin de lancer un large débat et de réaliser une analyse approfondie sur le thème qui aboutira à des conclusions politiques.

(s.) Viviane Loschetter.

(La résolution n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, François Bausch, Jean Huss, Henri Kox.)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vun der équilibréierter Gesellschaft tëscht Männer a Fraen, ass net nëmmen eng Fro vu philosophescher Gesellschaftspolitik a Gerechtegkeet, et ass och eng eminent Fro vu Wirtschaftspolitik. Mir kënnen ons net weider erlaben, an Ausbildung, Formation a Studien ze investéieren, dat mat Succès, an duerno d'Wirtschaft vun deenen Efforten net profitéiere loossen. Dëst war an ass och en Zil vun der Lissabonner Strategie a vun der Kompetitivitéit an Europa.

Dat wär, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir den 8. Mäerz onse politesche Bäitrag, wou mer mengen, datt deen net iwwerflësseg wier, fir eng reell Avancée an der Gläichheetspolitik ze bewierken. Dir wäert kënnen op déi gréng Fraktioun zielen, fir deenen Ziler méi no ze kommen.

Ech wollt nach eng Remarque maachen, well et ons hei alleguerten eppes ueget, an den Här Schaaf huet et gutt beschriwwen. Hien huet gesot, mir schwätzen haut an deeser Debatt iwwer onsen eegene partei-internen Émgang hei an der Chamber. An do muss ech soen, datt ech selwer, awer och meng Fraktioun, et äusserst bedauern, datt déi organiséiert Formation continue vun der Gläichheetskommissioun, déi hätt sollen hei an der Chamber stattfannen, fir d'Gläichheetskommissioun, vum Büro ofgelehnt ginn ass. An dat aus den Ursachen, well gesot ginn ass, dat géif ze deier ginn.

Or, war dat just e minimale Präis, fir eng eminent Damm vu Bréssel kommen ze loossen, déi eis dräi Stonnen en Nomëtteg referéiert hätt iwwer Gläichheetspolitik, iwwert d'Gender-Politik. Mir fannen dat äusserst bedauerlech. Dat huet näischt mat Quoten ze dinn. Dat huet mat enger interner Weiterbildung ze dinn, déi mir ons selwer schlussendlech net ginn. An dat fanne mir bedauerlech.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Loschetter Merci, an als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa vill vu menge Virriedner iwwer ganz aner Sujete geschwat hunn, ass d'Basis vun eiser Debatt vun haut awer den Artikel 7 vun der UNO-Konventioun fir d'Ofschaffung vun all Form vun Diskriminierung vun de Fraen. An ech mengen, datt mer zesummen an zefridden hei kënnen feststellen, datt Lëtzebuerg all Dispositione vun deem Artikel erfëllt.

Bei eis am Land kënnen d'Fraen - an ech paraphraséieren den Artikel - bei alle Wahlen a Referende wielen, a kënnen an all Funktiounen gewielt ginn, déi duerch Wahlen ze besetze sinn.

(Interruption)

Si kënnen un der Gestaltung vun der staatlécher Politik deelhuefen a kënnen öffentlech Ämter op all Regierungsniveauen exercéieren. A si kënnen un allen Associatiounen deelhuefen, déi sech mat dem öffentlechen a politesche Liewen am Land beschäftegen.

Zu Lëtzebuerg hu mir also all eis international Verpflichtungen an deem Zesummenhang a vollem Émfang erfëllt, an dat scho ganz laang. Dorivver freeë mir eis, a mir hoffen, datt dat och geschwënn eng Kéier an allen anere Länner op der Welt wäert de Fall sinn.

Eigentlech bräichte mir also eng Diskussioun, wéi déi heiten, hei am Land net méi ze féieren. Wann awer nawell haut eng Debatt zu deem Thema am lëtzebueresche Parlament stattfënt, da muss ee sech froen: Firwat eigentlech? Mir wëssen alleguer, wat d'Frae virun allem dovun

ofhält, fir an d'Politik ze goen. Déi Table ronde vum 8. Mäerz huet nees eng Rei vun deene Grënn jo och eng Kéier genannt. Do wore genannt ginn: net vill Interessi un der Politik, net genuch Selbstvertrauen oder och aner Prioritéiten am Liewen.

D'Fro, déi mir hei an der Chamber um politesche Plang sollen diskutéieren, ass awer déi, ob d'Fraen an eisem Land benodelegt sinn. D'Frae soen, Verschiddener wäeren ënnerrepresentéiert, si missten an der Politik nach weider gefördert ginn, jo souguer eise Wahlsystem misst geännert ginn, fir méi Fraen an d'Politik ze bréngen a fir hir politesch Promotioun ze erméiglechen.

Op esou Iwwerleeunge muss mir also an deeser Diskussioun agoen, an zwar ëmmer mam Bléck op d'Realitéiten an eiser Gesellschaft, mä och a virun allem am Respekt vun eiser Demokratie an der Rechtsstaatlechkeet.

Wa mir vum Konzept vun der Ënnerrepresentéierung schwätzen, da muss mir wëssen, dat mir eis domat an enger numerescher Quotologie befannen. U sech ass awer déi éischt a wichteg Fro net déi vun Zuelen, mä déi, ob d'Fraen, déi sech wëllen an der Politik engagéieren, dat iwwerhaapt kënnen maachen. Éreischt wa mir dorop eng positiv Äntwert hunn, sollte mer iwwer Zuelen a Proportionen diskutéieren.

An d'Äntwert op déi Fro ass e kloer Jo. Et ass souguer esou, datt d'Parteien hei am Land all Méiglech maachen, fir d'Frae fir d'Politik ze motivéieren. Eng Frau, déi haut décidéiert, fir an d'Politik ze goen, huet wahrscheinlech souguer besser Chancë wéi e Mann, fir Carrière ze maachen. All Partei ass frou, wa Frae si wëllen ënnerstëtzen a sech bei hir engagéieren.

Déi behaupten Ënnerrepresentéierung vun de Fraen an der Politik gëtt et net, wann een d'Fro richtig stellt. An déi richtig Fro ass déi hei: Gemooss um respektiven Interessi vun de Fraen a vun de Männer un der Politik an hirer respektiver Bereitschaft, fir sech politesch ze engagéieren, sinn d'Fraen dann ënnerrepresentéiert? D'Äntwert op déi Fro ass en däitlechen Neen, well all Sondage weist, datt d'Frae sech am Duerchschnitt manner fir d'Politik interesséieren wéi d'Männer an och manner dacks wëlle politesch aktiv ginn. D'Parteien hu jo och allgemeng däitlech manner weiblech Membere wéi männlecher.

Wat ass un deem Argument drun, datt d'Fraen net géifen an d'Politik goen, well zum Beispill d'Reuniounen zu net familjefrëndlechen Zäite géife stattfannen? Meeschtens si politesch Réuniounen owes oder um Weekend, fir och deene Leit, déi e Beruff hunn, d'Méiglechkeet ze ginn deelzehuelen.

Trotzdem kann net jiddwereen dohikommen: Leit, déi Schichtaarbecht maachen; Leit, déi Permanencen oder Déngscht hunn; Leit a Féierungspositionen a Fräiberufflecher mat besonnesch laangen an onregelméissegem Aarbechtsszäiten; Mammen a Pappen, déi Kanner versuerge; Leit, déi sech ëm eeler Matbierger oder Kranker këmmere. Si an nach anerer hu Schwierigkeeten, fir um politesche Liewen deelzehuelen. Dat betrëfft souwuel d'Frae wéi och d'Männer. D'Parteien sollte probéieren, fir hei esou flexibel wéi méiglech ze sinn.

Et sief hei drun erënnert, datt ech eng Motioun proposéiert hat, fir den Deputéierte mat Kanner an dem Personal vun der Chamber eng Crèche zur Verfügung ze stellen. Dat hätt och ville jonke Mammen a Pappen de Schratt an eng politesch Carrière vläicht méi lücht gemaach. Leider huet all Partei, ausser der ADR, déi Motioun verworf.

Datt d'Männer de Frae kee Fräiraum an de Parteien géife ginn, ass och einfach net wouer. All grouss Partei, och d'ADR, huet eng eege Fraesection, obwuel ee ka gedeelter Meinung iwwert de Sënn vun esou enger Struktur sinn. Eenzel Parteien hu Fraequoten agefouert. Besser gewielte Männer ginn an deene Parteien zugongschte vu manner gutt gewielte Fraen eliminéiert, wéi zum Beispill an der CSV.

All Partei probéiert och esou vill wéi méiglech Fraen op hire Lëschten ze hunn. Ouni Quoten huet d'ADR 26 weibliche Kandidate vu 60 bei deene leschte Parlamentswale gehat: déi zweethéchten Zuel vun alle Parteien an déi héchsten Zuel vun all deene Parteien, déi ouni déi ondemokratesch Quoten auskommen.

Loosse mer emol e Wuert iwwert d'Quote verléieren. D'Paritéit ass jo just eng 50%-Variant vun deem Quotendenken. D'Quote wëllen der Politik eng Geschlechterlogik opzwéngen. Amplaz datt d'Qualitéit vun engem Kandidat sengen Iddien, sengen Iwwerzeugungen, senger politeschen Ziler, senger Biographie, senger Intelligenz a Glafwierdegkeet, gétt op eemol en eigentlech onwichtige Kritär an d'Méit gestallt: säi biologesch Geschlecht. A mat deem Kritär, deen eigentlech keen ass, soll déi fräi Wahl vum Wieler ageschränkt oder manipuléiert ginn.

D'Quoten hunn nëmmen Nodeeler. Wou fänke se un a wou hale se op? Firwat nëmme Geschlechterquoten an net och aner Kritären? Kuckt lech emol déi soziokulturell Zesummesetzung vun eiser Chamber un. Ass et net schued, datt heibanne bal kee Bauer ass a bal keen Handwierker? Sollte mer net och Quote fir ënnerrepresentéiert Beruffer hunn? Oder Quoten no Relioun a philosopheschen Iwwerzeugungen? Quoten no Schoulbildung? Quoten no Familijsituatiounen? Quoten no der sozialer Origine?

Wou liewe mir dann? An enger parlamentarescher representativer Demokratie oder an engem Ständestaat, wou all Grupp an all Grippche mengt missen am Parlament proportional vertrueden ze sinn. Bei eis vertritt all Deputéierten d'Vollek a senger Gesamtheit. Esou wëllt et eis Verfassung, den Intéret général. Jiddweree vun eis huet un all seng Matbierger ze denken an net Partikularinteressen ze verrieden. Esou ass et gutt an esou muss et och bleiwen.

A loosse mer dach emol éierlech soen, wéi et ass: Déi mannste Quoteleit iwwerzeegen duerch hir Kompetenz. D'Quot huet si zwar an eng Funktioun bruecht, mä dat ass net onbedéngt gutt fir d'Funktioun. An dat ass och dat Eenzegt, wat fir eis Gesellschaft wichtig ass, datt kompetent Leit op de Poste sätzen an net egal wien!

(Interruption)

A schliesslech, déi Leit, déi Quoten esou gär hunn, hätte si dann och gär eng Paritéit bei deene besonnesch schwéieren a geféierleche kierperlechen Aarbechten, déi bis elo virun allem vu Männer gemaach ginn?

(Interruption)

A wéi wär et da mat Männerquoten an der Justiz an an der Éducatioun? Wie Quote wëllt, dee muss sech och konsequent sinn a se dann och iwwerall fuerderen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Quote si keen Instrument, fir Ongerechtegkeeten ze iwwerwannen. Quote schafen nei Ongerechtegkeeten. Si promovéieren d'Médiocritéit an hënneren aner gutt a motivéiert Leit an hirer Carrière.

A virun allem: D'Fraequoten diskriminéieren d'Fraen. Gutt Kandidatinne kënnen sech ganz gutt ouni Quoten duerchsetzen. Gutt Frae brauche keng Quoten a gutt Männer iwwerengs och net!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Jore gouf ëmmer méi an ëmmer nees probéiert, fir eise Wahlsystem ze manipuléieren an de System vun der fräier, geheimer an universeller Wahl ze ënnergrüen. Et gouf fir d'éischt emol proposéiert, de Panachage ofzeschaffen. Wat d'Zesummesetzung an der Chamber ugeet, hätten d'Parteien dann op eemol méi ze soe gehat wéi de Wieler. Dat konnt Gott säi Dank verhënnert ginn.

An duerno huet de Conseil national des femmes déi hærzeg a wonnerbar Proposition gehat, fir zwou Fuerwe vu Wahlziedelen anzeféieren: bloer fir d'Männer a rosaer fir d'Fraen. Domadder hätt een da kënnen besser kontrolléieren, wéi vill Frae fir Männer stëmmen a wéi vill Männer fir

Fraen. A wie weess, als nächste Schrëtt kéint ee jo da soen, datt e bloe Wahlziedel nëmmen da géllt, wann op d'mannst esou an esou vill Fraen ugekräizt goufen, an ëmgekéiert kréichen och d'Fraen esou Virschrëfte gemaach.

Erënnert lech zum Beispill un déi onsënneg Campagne, datt d'Fraen nëmme solle fir Frae stëmmen. A wann dann eng Fra éischer engem männleche Kandidat vertraut, soll si dann net fir hie stëmmen, nëmme well hien e Mann ass? An ëmgekéiert, solle mir Männer dann ieren och nëmme fir Männer stëmmen? Ma bei Leiwen net!

Loosse mer och daitlech ënnersträchen, datt et an eise Wahlsystem och, exklusiv Fraen oder exklusiv Männerlëschten ze presentéieren. D'Méiglechkeet vun all Bierger, fir un enger Wahl deelzehuelen, däerf an engem demokratesche Stat op kee Fall ageschränkt ginn. Och muss et och weiderhi méiglech bleiwen, Lëschte mat just engem Kandidat unzemellen.

Déi neisten Iddi aus dem Fraeministère ass elo déi, fir e Kappgeld op Kandidatinnen auszesetzen. Dat ass emol fir d'alleréischte eng Violatioun vum Gläichheetsprinzip vun de Lëtzebuerger virum Gesetz. Fir d'ADR ass ee Mënsch esou vill wäert wéi en aneren. A wie mat Sue probéiert, fir an der Politik seng Ziler ze errechen, dee muss ganz gutt oppassen, wat e mécht.

Op deem Fall geet d'CSV op de Wee vun der politescher Korruptioun. D'Partei solle kaf ginn, bestach - fir et daitlech ze soen -, fir de Virstellung vum Fraeministère nozokommen. Dat verstéisst géint all politesche Ethik.

Ech wëll nach ee Wuert soen zum Schluss, Här President, well ech net vill Riedezäit hunn, mä ech wollt nach ukënnegen, datt d'ADR dëst Joer och hei eng Interpellatioun zum internationale Männerdag mécht. Et ass gutt, datt eist Parlament dacks iwwert d'Situatioun vun de Fraen hei am Land diskutéiert. Dëst Joer ass et och déi éischte Kéier op eis Initiativ, wou d'Parlament sech och emol mat der Situatioun vun de Männer wäert auserneeetzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an als nächste Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, „La femme est l'avenir de l'homme“, sot de franséische Schrëftsteller Aragon viru scho Jorzéngten. Ech loossen lech den dichteresche Saz interpretéieren. Ech interpretéieren en einfach elo emol relativ banal esou: Mir sinn nach ëmmer an engem Prozess, deen net ofgeschloss ass, wat d'Situatioun vun de Fraen ubetrëfft.

D'Madame Polfer huet ganz treffend drun erënnert, wéi e laange Wee mer an deene leschten dräi, véier Jorzéngten hannerun eis geluecht hunn, fir déi legal Gläichberechtigung vun der Fra e Stéck weiderzebréngen par rapport zu deem, wat nach an de 50er, 60er Jore de Fall war, wat mer haut praktesch net méi verstinn. Mä mir wëssen allegueren - an dat ass e puermol hei ënnerstrach ginn -, dass mer vun enger realer Gläichberechtigung an der Praxis selbstverständlech nach e gutt Stéck ewech sinn an deene verschidde Beräicher.

Dat heescht, déi Ausenanerzung ëm wierklech gläich Rechter vun de Fraen, och an der Praxis, ass net ofgeschloss a wäert wuel vun hinne selwer an hoffentlech och vu Männer nach munchen Engagement verlaangen.

Déi Fro vun de Quoten. Ech mengen, dass een einfach zwou Froe bei de Quote muss ausenanerhalen; an dat ass och un d'Madame Polfer geriicht. Et muss ee sech froen op där enger Säit, ob se nützlich sinn, an et kann ee sech op där anerer Säit froen, ob se duer ginn. Dat sinn awer zwou verschidde Froen.

An ech menge Quote kënnen duerch aus nützlich sinn, well se en Impuls ginn, fir opzufuerderen, sief dat Parteien, sief dat iergendwellech aner Strukturen, sech un-

zestengen, fir en Zil vu gläicher Representatioun ze erechen. Dat ass de Sënn vun de Quoten.

Datt d'Quoten net duer ginn, selbstverständlech. Dat ass fir mech och eng Selbstverständlechkeet, dass een natierlech muss d'Fro stellen: Wat sinn d'Barriären am Moment, déi sech de Fraen entgéintstellen, fir kënnen sech am öffentleche Liewe méi staark ze bedeelegen? Wat muss mer maachen, fir Rolle-Klischeen ofzebauen? Wou ech awer och muss a Klammere soen, wou déi Partei, déi haut hire Grand bond en avant geschildert huet, awer e gudden Deel Verantwortung gedroen huet an der Zäit fir déi Rolle-Klischeen, déi deelweis nach ëmmer wirksam sinn.

A selbstverständlech mat Mentalitéitswissel - an do huet d'Madame Loschetter dat ganz richtig gesot - geet et och net duer. An et kann ee sech och net hannert der Mentalitéitsfro verstoppen. Et geet ëm ganz konkret Mesuren. Et geet ëm flächendeckend Institutiounen, dass Mann a Fra kënnen Kannererzéiung mat Beruff kombinéieren. Et geet drëm, Aarbechtszäiten esou ze kierzten, dass Mann a Fra kënnen berufflech tätég sinn a gläichzäitig hir Kanner erzéien. Et geet drëm, d'sozial Situatiounen vun de Fraen ze verbesseren; den Här Lux huet dat duergestallt.

Et ass awer dann natierlech och elo wichtig, dass an deem do Beräich konkret Saache geschéien an dass och, wann et muss sinn, wéi d'Madame Loschetter gesot huet, wa Gesetzter net agehale ginn, dass dann och wierklech Sanktiounen ergraff ginn.

Also, wéi gesot, mat allgemengen Absichtserklärung geet et an esou enger Diskussioun och net duer. Et mussen an deenen nächste Jore - also, da soe mer virun deem nächsten 8. März - och konkret Mesurë mat konkrete Resultater opweisbar sinn.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an als lescht Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Eng Fra eleng an der Politik, Dir Dammen an Dir Hären, muss sech änneren; vill Fraen zesummen an der Politik änneren d'Politik.

Ech mengen, dass dat eng Wourecht ass, déi misst ee kënnen um Terrain ausprobéieren. Ech perséinlech sinn iwwerzeegt datt de Saz richteg ass an emfannen och déi kleng net wéineg Representatioun vun de Fraen an deem Haus als eng Ongerechtegkeet. Well ech mech vu klengem un ëmmer géint Ongerechtegkeete gewiert hunn, och dann, wann ech et net fäerdig bruecht hunn, se ofzeschaffen.

Ech verstoppen lech net, dass mäin éischte grouse Frustréierung als klengt Meedchen dee war, dass ech net hunn dierfe mat klibbere goen. Deen hunn ech entre-temps iwwerwonnen.

(Hilarité)

Mä deen, dass mer nach ëmmer zu esou wéineg Fraen an deem Haus sinn, deen, mengen ech, huelen ech mat an d'Graf.

D'Politik huet ënner anerem als Missioun d'Organisatioun vun eiser Gesellschaft, mä virun allem och déi, de Fanger dohinner ze leeën, wou et wéideet. Den 8. März ass dofir fir mech eng Geleeënheet, fir de Fanger just dohinner ze leeën.

Wann ee vum 8. März schwätzt, da stellen ech fest, dass mer hannendra sinn:

- Éischstens an der Form.

Mir sinn net nëmmen zwee Deeg hannendran, dat wär u sech net schlëmm, mä mir hunn de Riednermodell 1. Dat ass dee Modell, dee mer normalerweis fir eng Netbesteuerungskonventioun mat engem Land virgesinn, un deem knapps eng Dose Leit am Land interesséiert sinn.

Mir hunn eng Conférence des Présidents, déi et beispillsweis - fir d'éischt säit ech an der Chamber sinn - net derwäert fonnt huet, fir der Kommissioun Bescheid ze soen, dass zu New York déi järelech Konferenz zum 8. März géif stattfannen, déi eigentlech déi Weltfraekonferenz ersetzt, déi zënter 15 Joer net méi stattfënnt. An ech denken, dass d'Ofsoe vun der For-

mation, fir déi ech eise President vun der Kommissioun nach eng Kéier wëll féliciteieren, net en Zeechen ass vun enger staarker Motivatioun an deem Haus fir d'Fraesaach oder fir d'Saach vun der Égalitéit weiderzebréngen.

Ganz aneschtens gesäit et aus an eise Sekretariat, an duerfir wollt ech dat och hei ernimmen. Am Sekretariat vun deem Haus gétt et eng parfaite Paritéit an den Zuelen an och an de Graden. Sou dass een sech géing wënschen, datt de Secrétaire général och kéint Afloss huelen op déi Leit, déi an der Chamber d'Soen hunn, seng perséinlech Iwwerzeugungen afléissen ze loossen, och wann ech weess, dass dat eigentlech net seng Missioun ass. Mir wäeren em awer sécherlech dankbar derfir.

- Zweetens, um Fong:

E puer Zuelen zu den Tatsachen: éischstens, zwielef Fraen an der Chamber, och wann der méi gewielt gi sinn. Well mir d'Fraen, déi gewielt sinn, net eng Kéier bei deene Gewieltenen an dann nach eng Kéier an der Regierung ziele kënnen. Zwielef Fraen, dat sinn 20%. 20% Fraen, dat heescht och am Kloertext 80% Männer.

Wa mer da wëssen, dass mer vu 35 bis 40% bräichten, fir eng Masse critique ze hunn, déi eis et géif erlaben, wierklech Égalitéitspolitik hei ze maachen, a wa mer wëssen, dass mer fir 20% Fraen an deem Haus 90 Joer d'Fraewahlrecht gebraucht hunn, a wa mer dovun ausginn, dass et an deemselwechte Rhythmus géif virugoen, da bräichte mer nach eng Kéier 90 Joer, Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen heibannen. Dat heescht, dann ass et 2100 bis mer d'Masse critique vu 40% errecht hätten.

Ech huelen un, dass wéineg Leit dat géifen an der Rei fannen. Ech fannen et jiddfalls net an der Rei. Ech ka mer virstellen, dass et kammoud ass, esou ze maachen, wéi een et ëmmer gewinnt war. Ech mengen awer, dass et lues a lues ufänkt inakzeptabel ze ginn. Net nëmmen, well d'Zuelen u sech schlecht sinn, mä och well mer Texter hunn um nationale Plang: de Gläichheetsartikel an eiser Verfassung mat der Méiglechkeet vun Action-positiven an d'CEDAW-Konventioun, déi mer zënter 1988 ëmmer schriwwen hunn, an déi mer nach ëmmer op deem Punkt (Artikel 7) do net erfüllen.

Technesch wär et natierlech ganz einfach; et ass kloer, mir missten d'Wahlgesetz änneren. Mä politesch ass et natierlech e grouse Schrëtt. Mä et ass net nëmmen eng grouse Ännerung, et ass och eng Strategie gagnante, well d'Erfahrung weist, dass vill Fraen op de Lëschten, déi d'Parteien opsetzen, deene Partei selwer net schueden, souguer dann oder souguer vläicht, well se dann awer net onbedéngt gewielt gétt.

Eist Wahlgesetz ass net nëmmen net favorabel fir Fraen, mä et ass och net favorabel fir aner nei Kandidaturen, wéi zum Beispill jonk Leit, eeler Leit, oder Leit mat engem Immigratiounshannergrond. Dat ass, mengen ech, aus deenen Ursachen, déi ech schonn uklänge gelooss hunn, evident.

Mir hunn éischstens eng zweet Präferenzstëmm, mir hu kleng Circonscriptions a mir hu keng fest Plazen op eise Lëschten, dat heescht all Argumenter bei engem Wahlgesetz, bei deenen d'Quoten u sech géife maximal kënnen gräifen.

Mir wëssen, Kolleeginnen a Kolleegen, dass souwisou och mat Quoten, mer kee Resultat kënnen erwaarden. Mir wësse just, dass Leit, déi Frae wëlle wielen, d'Méiglechkeet hunn, ze wielen zwëschen enger méi grousser Zuel.

Eng verstärkte Verriedung vum zweete Sexe an der Chamber passt méiglecherweis net jiddwerengem hei an der Krom, well Verännerung ass eppes, wou ee sech muss dru winnen. Verännerung ass awer souwisou permanent. An déi, déi an de leschten Zäiten ëmmer erëm passéiert sinn, hu bewisen, dass och Fortschreiter a positiv Punkte kënnen u Verännerunge fonnt ginn, déi een eigentlech net onbedéngt gewünscht huet.

Duerfir vun hei aus mäin Opruff un d'Kolleegen allegueren, eis Demokratie ze verbesseren an d'Wahlgesetz méi opze-

maache fir Fraen am Interessi net nëmme vun de Fraen, mä vun enger méi équilibréierter Demokratie, mä och, well et eis, menger Meenung no, verdammte Flucht ass, d'Texter, déi hei ofgestëmmt gi sinn, och an d'Praxis ëmzesetzen.

Et ass bekannt, dass all Plaz, déi eng Fra méi an dësem Haus anhëlt, d'Plaz vun engem Mann ass. Mä mir brauche Solidaritéit an eiser Gesellschaft, an zwar net nëmme tëschent de Generatiounen an tëschent verschiddene sozioprofessionelle Kategorien, mä och tëschent Männer a Fraen.

Et kann a mengen Aen net weider esou goen, datt wéi bis elo d'Halschent - oder souguer méi wéi d'Halschent - vun der Bevëlkerung an dësem Haus behandelt gëtt wéi eng Minoritéit. Dofir brauche mer op jidde Fall Paritéit. Dat kënn vu Partnerschaft, dat heescht Egalitéit net nëmme um Pabeier, mä an der Praxis. Dofir brauche mer och a mengen Ae fräiwëlleg - dat heescht um Niveau vun de Parteien - Dispositiounen, déi d'Partei selwer sech ginn, fir an hire Strukturen an op de Wielerlëschte méi Fraen opzesetzen.

Am beschten awer hätte mer natierlech, wa mer wëllen op de Fong kommen, an dat ass dat, wat den André Hoffmann ugeschwat huet, eist Wahlgesetz dohigehend ze änneren, net nëmme, dass mer Quoten aféieren, mä fir e System ze kréien, deen demokratesch méi op mécht.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Ech duecht, Dir hätt déi mannste Fraen, hunn ech héieren.

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Jo, mir sinn awer zueleméisseg net esou schlecht heibannen. Dir hat déi meescht Fraen op de Lëschten an Dir hutt keng hei.

(Interruptions)

Konkret brauche mer op jidde Fall nëmme eppes, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass politesche Wëllen. A wa mer vu Quote schwätzen, da mussen mer wëssen, dass Quoten eigentlech nëmme Krätsche si fir dee politesche Wëllen, wann en an de Partei feelt. Dofir si Quote sécherlech keen Allheilmittel, mä et ass e Pis-aller, eng Iwwergangsléisung op en aneren Zoustand, deen ech mer wierklech wënschen.

Ofschlëndend wollt ech eng Erfahrung ernimmen hei, déi leschte Samschdeg zu Ettelbréck stattfonnt huet, wou d'Egalitéitskommissioun an der Gemeng vun eiem Kolleg Buergermeeschter an Deputéierten d'Initiativ geholl huet, fir den 8. Mäerz net eng honnert Table-ronde ze organiséieren, wou erëm geschafft gëtt, mä wierklech e Festakt, wou een einfach dohinner geet, fir Spaas ze hunn. An dee Festakt war a mengen Aen e Beispill, wéi d'Politik kéint sinn. Dofir wëll ech lech et och kuerz schilderen.

Et war e Concert, deen huet geheescht „Destins parallèles“, dee vun engem klengen Sträichorchester komponéiert war, deen haaptsächlech d'Frae betraff huet, dee vun enger Fra dirigéiert ginn ass an dee Wierker gespilt huet vun dräi bekannte Musiker: Mendelssohn, Schumann a Mahler. Mä net nëmme vun deenen dräi, mä och vun dären zwou Ehefraen, ubestuetener, an och vun enger Schwëster, deenen hir Wierker komplett an de Vergess gerode sinn.

Een, deen dee Concert gesinn huet an de Message verstanen huet, deen hat net nëmme e schéinen Owend, mä ech hu mer op jidde Fall virgestallt, dass dat e Beispill kéint sinn, wéi aneschtens par rapport zu engem normalen Orchester, wou feierlech am Frack dirigéiert gëtt, wou meeschtens eng grouss Majoritéit vu Männer zesumme musizéieren, hei am Fong e klengen Orchester solidaresch zesummegespielt huet, an net nëmme dat, wat supposéiert ass grouss klassesch Musek ze sinn, mä och Wierker, déi a Vergessenheet geroden, wéi esou oft och Fraen an der Vergaangenheet a Vergessenheet gerode sinn.

Fir mech war dat op jidde Fall en erbaulechen Owend, e schéint Beispill. A wa mer dat eng Kéier kéinten an der Politik errechen, dann, mengen ech, hätte mer gutt geschafft. Et gesäit allerdéngs de Moment nach net esou aus.

Ech wëll just ophale mat enger Citatioun vum neie Secrétaire général vum Conseil

de l'Europe, deen anlässlich zum 8. Mäerz folgende Saz gesot huet: «Le statut des femmes s'est amélioré, mais les avancées sont bien trop lentes. Il faut accélérer la cadence.» Ech mengen, deem ass eigentlech näischt méi bäizefügen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Err Merci. An elo kritt d'Wuert d'Chancëgläichheitsministesch, d'Madame Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech emol soen, dass ech d'Iddi vun der zoustänneger Chamberskommissioun, fir deen Débat hei ze organiséieren, wierklech ausdrécklech begreissen. En Débat, deen de Mëtteg ganz vill Ureegung bruecht huet. Ech freeë mech awer virun allem, dass och esou vill Männer zu deem Thema geschwat hunn, wat beweist, dass se sech mam Sujet auserneeetzen.

Lëtzebuerg steet op europäeschem an och op internationalem Niveau net ganz gutt do, wat d'Representatioun vun de Fraen an de politesche Gremien ugeet. Och wann et elo bei eis keng legal Barrière gëtt, déi verhënnern, dass d'Frae sech politesch engagéieren, stellt een awer fest, dass d'Frae quasi iwwerall prozentual ganz schlecht vertruede sinn.

Eng ausgeglache Participatioun vu Fraen a Männer un den Décisiounen am politeschen an och am gesellschaftleche Liewen ass awer d'Kärstéck vun enger Demokratie, déi soll gutt funktionéieren, an et ass och dat, wat am Artikel 7 vun der CEDAW-Konventioun steet, op déi den Här Schaaf am Detail agaang war.

50,4% vun der Lëtzebuurger Populatioun si Fraen. D'Frae stellen awer nëmme, et ass schon e puermol gesot ginn, 20% vun den Deputéierten, 26,7% vun der Regierung, 23,6% vun de Gemengeconseillären a souguer nëmme 11,2% vun de Buergermeeschteren duer. D'Évolutioun an der Zäit vun deem ganze Prozentsaz ass awer positiv, mä ganz lues. D'Fro, déi sech also stellt, ass déi, wéi mer dee ganzen Trend kënnen e bëssen accélérieren.

Dacks gëtt hei d'Afféierung vun de Quoten als Wonnermittel duergestallt. Komme mer also zu de Quoten. De Programm vun där heiter Regierung gesäit keng Afféierung vun enger gesetzlecher Quot vir. Déi nordesch Länner wéi Schweden, Finnland an Norwegen sinn des Öftere schon an d'Fenster gestallt ginn, wann et ëm d'gläich Representatioun vu Fraen a Männer an der Politik geet. Mat Prozentsaz tëschent 39,6% an Norwegen a 46,4% a Schweden Fraen am Parlament a souguer tëschent 45% a Schweden an 63,2% a Finnland Fraen an der Regierung ass d'Paritéit jo och scho bal erreecht.

Vill Leit wëssen allerdéngs net, dass et a kengem vun deenen dräi Länner eng gesetzlech fixéiert Fraequot gëtt. Déi héich Zuel vu Fraen an deenen ieweschte politesche Gremien an deenen nordesche Länner ass ganz einfach d'Resultat vun engem ganz laangen historiesche Prozess, deen d'Partei vu bannen iwwert de Wee vu fräiwëllege Quoten zënter den 80er an den 90er Joren agefouert hunn.

Aner Instrumenter hunn déi fräiwëlleg Quoten och nach ergänz, wéi zum Beispill dee sougenannten Tirtétsystem - ech mengen, Madame Polfer, Dir hat dovunner geschwat -, no deem d'Lëschten dann opgestallt ginn, ofwiessend eng Fra an e Mann.

Fir dass mir eng équilibréiert Participatioun vu Fraen a Männer an der Politik errechen, sinn also alleguerten d'politesch Partei gefuerdert. D'Partei sollen awer hei selwer hir Responsabilitéit iwwerhuelen a sech eng parteiintern fräiwëlleg Quot ginn, esou wéi mir dat an der CSV an eise Statute gemaach hunn.

Et ass sech d'Saach e bësselchen ze einfach gemaach, des Verantwortung wëllen un d'Regierung ofzeginn, well niewent de Quote gëtt et jo och nach aner Instrumenter. Mir sinn eis eens: Eng besser Vertriebung vu Fraen an der Politik ass d'Zil vun eisen Ustrengungen. Fräiwëlleg Quote

kënnen een Instrument sinn, déi zu deem Zil féieren. Si sinn awer net dat eenzeg.

Do geet et emol un éischer Stell och ëm d'Sensibilisatioun. Informatioun a Sensibilisatioun sinn enorm wichteg, an dat esou fréi wéi méiglech. Wéi an esou ville Beräicher soll een also och schon an der Schoul domadder ufänken, Stereotypen ofbauen an de Kanner weisen, dass Fraen a Männer kënnen Aufgaben an der Politik iwwerhuelen.

D'Frae selwer mussen och heiansdo iwwerzeegt ginn, sech politesch ze engagéieren, well si ganz dacks dee Schrëtt net eleng woen.

Ech maachen also hei en Opruff un all Parteien, d'Frae laang am Virfeld an onofhängeg vun de Wahle geziilt opzebauen an och bekannt ze maachen. D'Kandidatinnen däerfen net d'Impressioun kréien, dass si Lëschte solle vollmaachen, mä si mussen d'Geleeenheet kréien, sech lues a lues an dat politescht Geschäft anzeschaffen.

Et wär wënschenswäert, dass zum Beispill d'Chancëgläichheitskommissiounen an de Gemenge géife Coursen ubidden. Ech weess, dass de Syvicol dat och mécht, mä ech géif et méi flott fannen, wann dat am Kader vun de Gemengen nach kéint gemaach ginn, well all Gemeng jo och en anert Bautereglement huet, fir eben d'Leit, déi sech fir Politik interesséieren, sech wëllen engagéieren, mam Fonctionnement an och mam Alldag vun der Gemeng vertraut ze maachen an hinnen doduerjer och d'Angscht virun deem Onbekannten ze huelen.

De Regierungsprogramm gesäit iwwregens an deem Kontext vir, esou Formatiounen fir Fraen ze finanzéieren, déi kandidéieren oder déi och schon esou e politescht Mandat ausüben.

Schlussendlech däerf een awer eng Kategorie vu Leit net vergiessen, déi bei där Sensibilisatioun besonnesch wichteg ass, wann net déi allerwichtigst. Dat sinn d'Wieler an d'Wielerinnen. Schliesslech si si et, déi an eiem Wahlsystem, ob paritétesch Lëschten oder net, bestëmmen, wéi eng Leit déi verschidde Parteien an der Chamber respektiv an de Gemengeréit vertrieben. D'Frae sinn am Vollek an der Majoritéit, a wa si géifen déi weiblech Kandidatinne besser ënnerstëtzen, da bräichte mer am Fong geholl déi Diskussioun, déi mer haut de Mëtteg hei hunn, iwwerhaupt net ze féieren.

déi gréng sinn och e gutt Beispill dofir, dass mer mat Quoten och net alles errechen. Obwuel si paritétesch Lëschten hunn, ass mat engem Prozentsaz vu 14,3% vun alle Gréngen-Deputéierten nëmme eng Fra an der Chamber vertrueden.

Een anert Instrument, wat mer sollten notzen, dat ass d'Begleede vun de Kandidatinnen. Ech war virun e puer Wochen um Lancement vun der Initiativ „Business-Mentoring“ an der Chambre de Commerce. Mentoring ass e ganz gudd Wee, fir nei Talenter ze förderen.

De Mentor, deen zitt eng gewëssen Zefriddenheet aus deem Modell, well hie säi Wëssen a seng Erfahrung, déi e gemaach huet, ka weiderginn, an de Mentee, dee fillt sech net eleng an huet zu all Moment en Usprechpartner, fir iwwer seng Suergen a Bedenken ze schwätzen, mä och fir säin Erfolg mat engem ze deelen.

Dee Modell vum Mentoring, dee kënn eent zu eent an der Politik ëmgesat ginn. D'Fraenorganisatioun vu menger Partei, d'CSF, huet sech iwwregens schon am Juli 2008 an esou e Projet lancéiert, an dat mat grousem Erfolg.

Wat mer hei awer och besonnesch um Häerz läit, ass, dass mer mussen d'Männer mat esou enger Approche mat abannen. Och vun hinne muss de Message kommen, dass si Fraen an der Politik wëllen an dass si bereet sinn, Fraen an hirem Engagement ze ënnerstëtzen.

D'Diskussiounen am Krees vu Frae si gutt an nützlich. Et ass awer genausou wichteg, dass d'Parteigremien, déi nu méi dacks vu Männer besat sinn, sech deem Thema Gläichstellung unhuelen an et virun allem eescht huelen an och wëlle weiderdriewen.

En drëtt Instrument sinn dann déi finanziell Incitatiounen - wéi hat den Här

Kartheiser gemengt? - d'Kappgeld. An iwwregens, Här Kartheiser, et ass net „Fraeministère“. Et heescht ewell Ministère... Égalité des chances femmes/hommes, net méi „promotion féminine“, just zu Ärer Informatioun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et ass net wichteg, wéi Der lech nennt, et ass wichteg, wat Der sidd, an Dir sidd...

(Interruption)

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.**- ...a mir si ganz sécher e Ministère Égalité des chances femmes/hommes.

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, Dir hutt elo net d'Wuert. Dir kënn eng Fro stellen, mä Dir hutt am Moment net d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.**- Also zum Kappgeld steet dann an der Regierungserklärung: «Le Gouvernement réfléchira sur les moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision, et notamment sur la création d'un incitatif financier dans le cadre des lois afférentes pour amener les partis politiques à faire figurer plus de femmes sur les listes électorales.»

Ech ka mer virstellen, déi Diskussioun do ze féieren, wann iergendwann d'Parteifinanzéierungsgesetz iwwerschaft gëtt. Vu dass dat Gesetz vun Dezember 2007 awer op engem Konsens tëschent alle Partei baséiert, géif ech hei déiselwecht Prozedur proposéieren, dat heescht e breede Gedankenaustausch iwwer dat Thema tëschent alle politesche Parteien, mam Zil, e Modell auszeschaffen, deen herno och vu jiddwerengem ka gedroe ginn.

E weidert Instrument ass, en adequat Ëmfeld schafen, an ech mengen, dat ass hei scho vu verschiddene Säiten och gesot ginn. Op der Table ronde, déi mer de Méindeg hate mat der zoustänneger Chamberskommissioun zum Thema „Sech als Fra politesch engagéieren, firwat net?“, ass gesot ginn, dass d'politescht Engagement mat villen anere Liewensberäicher zesammenhängt. Virun allem mussen d'Opdeelung vun de Responsabilitéiten an der Famili, an dozou gehéieren d'Fraen an d'Männer, an d'Organisatioun vum Aarbechtsweg flexibel a gutt openeen ofgestëmmt sinn. Abee, déi zoustänneg Kollegen aus der Regierung, déi schaffen u flexibile Modeller vun Aarbechtsorganisatioun an och un zousätzleche Betreibungsmeiglechkeete fir Kanner a Schoukanner.

Am Résumé: Fir dass Fraen a Männer gläich a gerecht an der Politik vertruede sinn, gëtt et a mengen Ae keng Wonnermittel, mä vill Acteure mussen sech fir dat Zil engagéieren. Un alleréischer Stell d'Partei selwer, awer och d'Kandidaten, Fraen a Männer, déi bereet sinn, Verantwortung ze iwwerhuelen, Wieler a Wielerinnen, déi bereet sinn, Fraen a Männer hiert Vertrauen ze schenken, an eis ganz Gesellschaft, well d'Gläichgewicht an der Politik nëmme een Element ass um Wee zu der Gläichstellung vu Männer a Fraen.

Jiddweree vun eis muss a sengem Beräich eng Hand mat upaken a mam gudd Beispill virgoen. Ech hunn a leschter Zäit och vill Betribschefe begéint, déi eng ganz gutt Erfahrung mat eisen Actions positives gemaach hunn. Och si spillen eng Roll vu Multiplicateurs a ginn de Message un hir Kollege weider, dass eng gesond Mëschung vu Fraen a Männer an den Décisiounsgremien hirer Entreprise wierklech eppes bréngt, an dat beleeden och aner Studien.

Mir loosse och elo eng grouss Action positive an der Fonction publique ulafen, wou mer eis iwwert de Wee vun enger Enquête méi Detailler erhoffen, a wéi enge Beräicher a Positione Fraen a Männer beim Stat ze fanne sinn. Dozou gehéiert zum Beispill den Télétravail, a wuel och de Compte épargne-temps, wou d'Ministesch Octavie Modert amgaangen ass drop ze schaffen.

Mir däerfen hei keen Débat Frae géint Männer féieren, well Fraen a Männer si

complémentaire. Si ergänze sech an hiren Iddien, an dat gëllt fir all Beräicher vum Liewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Instrumenter zum politesche Gläichgewiicht tëschent Fraen a Männer kënnen ganz verschidde sinn. Am effikaste schéngt mer awer eng Kombinatioun vun deenen, déi ech elo grad opgezielt hunn. Déi Opzielung war selbstverständlech net limitativ; och an der Politik kënnen a sollen nei Weeër getest ginn.

Wa sech awer mittelfristeg weist, dass den Asaz vun all dësen Instrumenter keng konkret Resultater bréngt, da mengen ech, dass spéitstens no de Wahlen vum 2014 nach eng Kéier iwwert d'Afëierung vu gesetzleche Quote sollt diskutéiert ginn.

Ech wëll zum Schluss awer och nach e puer Erklärungen ginn zu Froen, déi hei opgeworf goufen, notament den Här Lux, deen hat d'Gehälterdifferenzen ugeschwat. Abee, mir hate jo e laangen Débat och iwwert d'Gehälterdifferenzen „Gläiche Loun fir gläich Aarbecht“. Den Dénschdeg aacht Deeg hunn ech mam Nicolas Schmit, mam Aarbechtsminister, eng Réunion, fir ebe genau iwwert déi Pisten ze schwätzen, déi mer deemools opgezeechent haten, ënner anerem och Sanktiounen, déi een eventuell muss ergräifen, wa sech net dorunner gehale gëtt.

Da war d'Thema opkomm, jo, mir hunn an de Supermarché meeschtens Caisières a Fraen, déi d'Regaler opfëllen, an d'Häre si Gérenten. Ech mengen, do ass d'Schoul concernéiert, an do muss een och déi Jonk haaptsächlech motivéieren a sensibiliséieren. Eis Campagne vum Ministère - Madame Loschetter, dat wäert lech vläicht interesséieren -, déi viséiert haaptsächlech Jonk an ënner anerem och hiren Engagement am Berufsliewen.

Da wollt ech lech nach just zu Ärer Informatioun soen, Action positive beschränkt sech wierklech net nëmme op eng Gehälteranalys, mä do gëtt eng komplett Enquête gemaach mam Personal, eng Enquête de satisfaction, wou et och drëms geet: Wéi kënnt Dir lech virstellen an eisem Betrib den Encadrement vun de Kanner besser ze organiséieren? Wéi missten d'Aarbechtszäite sinn, dass Dir lech besser kéint organiséieren? An et geet och dorëms, fir ze kucken eng Paritéit an den Décisionsgremien tëschent Fraen a Männer ze kréien.

Voilà, ech mengen, dat wär et elo emol gewiescht mengersäits aus fir deen Débat. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- An ech soen der Madame Chancéglichheitsministeresch Françoise Hetto-Gaasch Merci. Domadder wär mer um Enn vun der Diskussioun.

Résolution 1

Ech hunn elo nach hei eng Resolutioun, iwwert déi mer nach missten ofstëmmen. Wëllt zu där Resolutioun een d'Wuert huelen?

Den Här Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

(Interruption)

Den Här Jean-Paul Schaaf ass et.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Jo, ech wollt zu där Resolutioun vun der Madame Loschetter just e puer Saache soen. Fir d'éischt ass et jo e bëssen delikat, wann ee fir all gutt Iddi, a mir hunn haut iwwer e wichtegt Thema diskutéiert, mä fir all gutt Iddi, déi zousätzlech dozou nach ka sinn, och erëm en neien Débat d'orientation mécht. Haut hate mer jo, mengen ech, Zäit fir... Ënner anerem hätt een och nach kënnen op dat doten Thema agoen; dat hu mer vläicht nëmme gesträift an net genuch gemaach. Dat ass déi éischt generell Remarque.

Déi zweet ass awer déi, dass ech denken, dass et awer e wichtige Sujet ass. An et sollt een en an der Kommissioun diskutéieren. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn.

An dann nach eppes, wat ech net direkt verstane hunn, well et eigentlech zwee Volete betrëfft, an de Schlussaz ass dee

vun enger Analys, vun enger Enquête approfondie, an dat schéngt mer awer e Bësschen dat ze sinn, wat éischer an de Ressort vun eiser Ministesch erafält a kaum als Resolutioun déngt un eis selwer.

Dofir géife mir proposéieren, wéi gesot, entweder ofzelehnen oder un d'Kommissioun et weiderzeginn.

► **M. le Président.**- D'Madame Ministesch freet och nach dozou d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.**- Jo, also mir hu jo wëllen, dat steet och am Regierungsprogramm, eng Bestandsopnahm ze maache vun de Männer a vun de Fraen, déi an de Conseils d'administration souwuel beim Stat wéi och an den Établissements publics vertruede sinn, fir déi ze maachen. An ech géif mengen, wa mer déi Bestandsopnahm gemaach hunn, wa mer déi Zuelen um Dësch leien hunn, da géif ech proposéieren, dass ech domadder an d'Chamberskommissioun kommen, dass mer dann doriwuer diskutéieren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Madame Loschetter, sidd Der d'accord? Ech hu verstan eng Propositioun, fir déi Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun ze renvoyéieren.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Jo, ech géif denken, dat wär dee richtege Wee.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Okay, da schéngt mer do e grouse Konsensus driwwer ze bestoen. Da géif also déi Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun verweise ginn.

Da kéime mer elo zur Interpellatioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Aarmut bei deene Jonken. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Majerus, den Här Berger, d'Madame Spautz, d'Madame Loschetter an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madame Viviane Loschetter.

7. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la pauvreté des jeunes

Exposé

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), interpellatrice.**- Voilà, nach eng Kéier Merci, Här President, fir d'Wuert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi leschte Kéier wou mer hei an dësem Haus op eng ganzheetlech Manéier iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg geschwat hunn, dat war am Februar 2007, also genau virun zwee Joer. Ulass war deemools och eng Interpellatioun vun der grénger Fraktioun.

Mir sinn dëst Joer am Europäesche Joer vun der Bekämpfung vun der Aarmut a vun der sozialer Ausgrenzung. Et ass zwar e sarkasteschen Zoufall: An engem Moment, wou d'ganz Welt a ganz Europa struewart, fir aus der Finanzkris de Kapp aus dem Waasser ze halen an d'Wirtschaftskris a Grenzen ze halen, si mir am Europäesche Joer vun der Bekämpfung vun der Aarmut. Natierlech ass d'Bekämpfung vun der Aarmut e Facteur de gêrance vun der aktueller Wirtschaftskris a selbstverständlech ass d'Bekämpfung vun der Aarmut e Bestanddeel vun der Lissabonner Strategie. Bis 2010 sollte mer jo d'Aarmut an Europa ëm en Deel erofgesat hunn.

Awer emol kalbliddeg formuléiert: Et ass gewosst, et ass souguer duerchcalculéiert zum Deel, datt duerch d'Finanzkris an d'Wirtschaftskris de Chômage an d'Kuerzaarbecht wäerten an d'Luucht goen, an d'Luucht gaange sinn, d'Iwwerscholdunge wäerten net esou séier ofhuelen, d'Faillite wäert zouhuelen an zu Massentloossunge féieren, Leit a Famillje wäerten insolvelabel ginn.

(Interruption)

Zum Deel sinn och wichteg a richteg Direktmesuren agefouert ginn, fir deem entgéintzewierken. Alles dréint sech dës Méint ronderëm Stabilitéitsplang, Spuerprogramm, Tripartite an esou weider. Et

gëllt d'Wirtschaftskris ze ënnerbannen, de Wirtschaftswuesstum ze retten, och wa mir ons Gewunnechte mussen adaptéieren. Iwwert d'Erhale vu verschiddenen Acquisé muss haart nogeduecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech muss mer haart iwwert d'Zukunftsgestaltung vun dësem Land, vun Europa a vun der Welt nodenken; iwwregens och handelen. Jo, mir mussen ons Zukunft anescht plangen. Jo, mir mussen vun dëser Kris profitéieren, fir nei Jalonen ze setzen, ekonomescher, ekologescher a sozialer Natur, fir der Zukunftsfäegkeet vun dësem Land, vun Europa a vun der Welt iwwerhaupt emol eng Chance ze ginn. A mir wäerten an deenen nächste Méint nach vill a wahrscheinlech kontrovers iwwert dës Themen diskutéieren.

Mä eent steet elo scho fest: Déi beschten opgestallten Zukunftsplang, deen optimalste Stabilitéitspakt huet keng Chance, wa mir der nächster Generatioun, voire den nächste Generatiounen d'Méiglechekeet net ginn, dat, wat mir preparéiert hunn, weiderzeféieren a weider ëmzesetzen.

Eng elementairst Viraussetzung ass, vläicht muer méi wéi haut, datt mer an enger Gesellschaft liewen, déi zesummenhält, déi solidaresch ass an déi d'Cohésion sociale weiderhi garantéiere kann. Ouni dës Viraussetzung kréie mir an dësem Land näischt Gréisseres ëmgesat.

D'Cohésion sociale huet wuel eppes mat Liewensqualität ze dinn; dat ass d'Corrélatioun, déi mir ons bis elo ëmmer tëscht dësen zwee Wierder gemaach hunn. Et war bis elo souguer e Standuertsfaktor zu Lëtzebuerg. Dat heescht, d'Cohésion sociale ass gläich: Et léisst sech gutt a gutt zesummeliwwen zu Lëtzebuerg.

Ass dat wierklech nach ëmmer esou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären? Oder fänke mer net un, ons e bëssen an d'Täsch ze léien, Verschiddenes net ze considéieren? Vläch well mer ons direkt och net am Alldag domadder ofginn.

Ech géif gären eng Bemierkung zu dëser Interpellatioun maachen, Här President. Kloer ass d'Familljeministesche hei och stellvertredend fir déi ganz Regierung. Et ass kloer, datt villes vun deem, wat hei geschwat gëtt, an hire Kompetenzen ass. Onser Meinung no sprengt trotzdem eng Diskussioun, an dësen Zäiten, iwwert d'Aarmut de Kader vum Ressort just vun der Familljeministesche.

Iwwer Aarmut an den Zoustand vun der Aarmut am Joer 2010 an dësem Land ze diskutéieren, ass an onsen Ae vun esou enger prioritärer Wichtigkeet, datt eigentlech wäit méi Ressortministere missten hei nolauschteren; iwwregens vläch och méi vu menge Kolleegen heibanne misste sinn an nolauschteren.

Eng Gesellschaft, déi aarm ass, ka kee Stabilitéitspakt anhalen, ka keng Wirtschaftsprioritéiten anhalen, ka keng Zukunftsgestaltung géréieren. Dir kënnt dee beschten Auto produzéieren, wann Dir kee Bensin dofir hutt, da kommt Dir net vum Fleck.

Wat ass Aarmut zu Lëtzebuerg iwwerhaupt? Engersäits ass et wuel eng Additioun vun eenzel Schicksaler a Misär, anersäits sinn et knallhaart Zuelen a Statistiken, Médiannen a Moyenné vun Akommes.

Fänke mer emol bei där zweeter Kategorie un. 2008 hate mer e Risque de pauvreté zu Lëtzebuerg vun 13,40% gerechent, op enger Médiante vu 60%. Ech ginn elo net op den Detail an, wéi een dat rechent. Setze mer awer d'Médiante erof op 50%, fanne mer e Pourcentage de pauvreté dës Kéier vu 7%. Setze mer d'Médiante nach eng Kéier erof op 40%, si mer op 4% vun extrem aarme Leit hei an dësem Land.

Mir haten am Joer 2008 relativ weineg Mënschen zu Lëtzebuerg, déi an enger grousser Aarmut gelieft oder iwwerlieft hunn. 4%. Den Ënnerschied awer tëschent 7% an 13,40%, dat heescht vun de Leit, déi aarm sinn, an déi Leit, déi am Risque de pauvreté sinn, deen ass grouss. Dat heescht, mir hunn eng relativ grouss Zuel vu Mënschen, déi no derbäi sinn, an d'Aarmut ze falen.

Ech weess, well mer schonns Diskussiounen doriwuer zesumme gefouert hunn, datt d'Madame Familljeministesche

oft drun erënnert, datt Risque de pauvreté net gläich Pauvreté ass. Dat ass richtig. Mir schwätzen hei vun 13,40% vu Mënschen, déi am Joer 2008 aarmutsgefährdet waren. Mä mir schwätzen awer och vu siwe plus véier, dat heescht nach eng Kéier esou vill Leit, déi an deemselwechte Joer carrément aarm waren. Mir haten also am Joer 2008 en zimlech grouse Prozentsaz u Mënschen, déi esou just um Rand, au bord du gouffre vun der Aarmut sech befont hunn.

Wat wäerten dann ons Statistike vum Statec 2009 aussoen? Dat heescht, an der Zäit nom Ausbroch vun der Kris. Wéi vill vun dësen 13,40% Mënschen hunn et net gepackt, fir weider nëmme am Risque de pauvreté ze bleiwen?

Mä komme mer emol kuerz nach eng Kéier op déi lescht Joren zrëck: 2003 hate mer 10,20% Leit am Risque de pauvreté, 2004 11,40%, 2005 13% Leit am Risque de pauvreté, 2006 14%, 2007 13,50%. Dëst sinn Zuelen aus deene Joren, wou kee Mënsch heibanne schonn eng Finanz- oder Wirtschaftskris geduecht huet, bien au contraire. An trotzdem ass den Aarmutrisiko hei zu Lëtzebuerg konstant eropgaangen.

Komme mer dann an deeneselwechte fette Jore vum wirtschaftleche Wuesstum op d'Kanner a Jugendlecher vun null bis 15 Joer ze schwätzen, déi dem Aarmutrisiko ausgesat waren: 2003 11,60%, 2004 17,60%, 2005 20%, 2006 19,60%, 2007 20% Kanner tëschent null a 15 Joer am Risque de pauvreté.

D'Zuele vun 2008 bei de Kanner tëschent null a 15 Joer leien ons net vir, louchen net vir beim Statec. Firwat hu mer keng Statistiken iwwert déi Kanner vun null bis 15 Joer aus der Kategorie am Joer 2008?

Just fir e Beispill ze ginn: An der Belsch hate mer 2007 en Aarmutrisiko vu 15%, bei de Kanner vun null bis 15 Joer och vu 15%. A Schweden hate mer am Joer 2007 en Aarmutrisiko vun 11% a bei de Kanner vun 12%. A véier Joer, déi véier lescht Joren an trotz Wirtschaftswuesstum ass den Aarmutrisiko bei Kanner ëm d'Halbschent eropgaangen, vun 11% op 20%. Dat muss emol eng Kéier hei kloer gesot ginn. Dat sinn d'Zuele vum Statec.

(Interruption)

Wa mir elo an onser Gesellschaft, onser spezifescher Populatioun, wa mer där Rechnung droen, da stelle mer fest, oder de Statec stellt fest, datt mer am Joer 2007 7,20% Lëtzebuerger haten, déi am Aarmutrisiko waren, an am Joer 2008 6,20% Lëtzebuerger. Dat ass ëm 1% erofgaangen. Bei den Netlëtzebuerger hate mer am Joer 2007 19,50% - Netlëtzebuerger -, am Joer 2008 20,40%. Dat ass 1% eropgaangen.

A wa mer dann de Bildungsniveau considéieren, fanne mer folgend Resultater: Beim héije Bildungsniveau am Joer 2007 4,5%, am Joer 2008 5,4%. Beim niddrege Bildungsniveau 17,10% 2007, 17,16% 2008.

Ech denken, dës lescht Statistik wonnert jo kee vun lech, kee vun eis. Et ass gewosst, datt de Bildungsniveau respektiv de Wëssensniveau en corrélatioun ze setzen ass mam Aarmutrisiko, voire mat der Aarmut selwer.

An do läit de Problem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dee Problem, deen ass ons net mat der Finanzkris op de Kapp gefall. E gëtt just vläch méi siichtlech, wann ee sech allerdéngs d'Méi mécht. Mir zillen ons selwer ganz Generatiounen erop, déi muer eng prekär Gesellschaft wäerten oder kënnen duerstellen. D'Kanner vum Joer 2003 si vläch schonns déi Schoulofbriecher vun haut 2010. An d'Kanner vun haut, an et sinn der duebel esou vill, wat sinn déi dann a fënnf Joer?

Wéi wëllt Dir, wéi solle mir d'Zukunftspolitik gestalten, ouni dat Elementairst - dat heescht, deene Mënschen, déi se sollen an e puer Joer ëmsetzen, haut eng reell Chance ze ginn?

Vun deenen 13,40% Mënschen, déi am Aarmutrisiko virun zwee Joer gelieft hunn, waren et, ech hunn eng Zuel vun 49%, mä virun ass gesot gi 44, ech wëll mech also net drop behapten. Ech hunn hei nogesicht, 49% monoparental Familljen, wahrscheinlech zum groussen Deel Netlëtzebuerger, wahrscheinlech och Net-



wieler oder Netwielerinnen - well et jo meeschtens Mamme sinn.

Dës Leit sinn heibannen net vertraueden, well se net dierfe viele goen. Mä hir Kanner, déi wuessen awer hei zu Lëtzebuerg op. Dës lescht sechs Méint ass d'Zuel vun den RMG-Empfänger mat Kanner ëm 1.000 Mënsche gestiegen. Dat sinn dramatesch Zuelen. A wahrscheinlech gehéieren dës Leit zu där Kategorie vu Mënschen, déi d'lescht Joer nach am Aarmutsrisiko waren.

Mir sinn e Land - an d'Statistike soen et, net ech -, mir sinn e Land, wou et manifestement net ëmmer gutt ass, e Kand ze sinn. A mir sinn e Land, wat trotz senge Finanzleeschungen net kann zu den Top-Ten-Länner zielen an der EU, emol net zu där éischter Halschent vu Länner, déi eng proaktiv Familljepolitik bedriewen. Op alle Fall gräift déi Familljepolitik, wéi se déi lescht zéng Joer bedriewen ginn ass, manifestement net, oder gräift vläicht d'Schoulpolitik net.

Mir hunn all Joers, an dat Joer fir Joer, dat heescht additionnell ongeféier 300 Jugendlecher, meeschtens Jongen, déi Schouloffbriecher sinn. Onqualifizéiert jonk Mënschen, déi hiert Gléck oder Ongléck fir d'éischt emol um Aarbechtsmaart versichen, beschtefalls awer leider nach ëmmer vill ze vill vun Aléatoiren an zoufallsorientéierte Propose guidéiert ginn. Wann dat hinnen net geléngt, befanne si sech an der Nout.

Dat och beweisen d'Zuelen, notament déi vun den Obdachlosen oder wunnengslose Jugendlechen oder jonken Erwuessenen tëschent 18 a 25 Joer. Net nëmme hält déi Zuel vun de Clientë vum Foyer Ulysse zou - d'Madame Ministesch weess et, well se jo viru kuerzem do op Besuch war -, dës lescht Joer ass d'Zuel vun de Clienten ëm 45% eropgaangen. Dovunner, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn een Drëttel jonk Mënschen tëschent 18 a 25 Joer. Een Drëttel vun der Clientèle vum Foyer Ulysse si Jugendlecher tëscht 18 a 25 Joer.

An déiselwecht Tendenz fanne mer an de Statistike vun der Stëmm vun der Strooss erëm; jonk Mënschen tëscht 18 a 24 Joer. 2007 waren et der 9,32%, 2008 war et 11,16%, 2009 15%. 170 jonk Mënschen; 117 Jongen, 53 Meedercher. Vun 2008 op 2009 hu mer eng Progressioun vun 23% an der Stëmm vun der Strooss bei där Kategorie vu jonke Mënschen.

Déi zwou Institutione bestätegen och eng nette Tendence croissante vu jonke Mënschen an hiren Institutionen. Iwwert den Nuechtsfoyer vun der Fixerstuff, dee virun allem jonk Mënschen opfängt, wéll ech hei net agoen, well déi Problematik d'Thema vun der Aarmut bei wäitem iwwerschritt huet, obwuel d'Nout vun dëser Populatioun den Ausgangspunkt war.

Rechne mer den Aarmutsrisiko vun de Jugendlechen tëschent 15 an 18 Joer oder 16 an 18 Joer, esou si mer séier fäerdeg, well mer séier weéng Informatiounsmaterial hunn iwwert dës Kategorie vu jonke Mënschen, ausser iwwert déi, déi d'Schouloffbriechen. D'Action locale pour jeunes reecht an enger prekärer, awer trotzdem aussoräichender Analys, datt mer all Joers, wéi gesot, ongeféier 300 Jugendlecher hunn, déi si klassifizéieren als „ne font rien“.

Dat ass an onsen Aen eng Bombe à retardement. Vun deenen ass wuel net jiddwereen direkt op der Strooss, mä hir Zukunft ass enorm hypothekéiert. Dat ass eng Evidenz.

Eng Zuel vun dëse Jugendlecher, an dës widderholl all Joers, sinn an engem soziale Konflikt, lafe munchmol doheem oder aus engem Heem fort, oder ginn doheem net considéiert. Fir déi Jugendlecher, déi tëschent 15, 16 Joer, dat heescht, déi déi net méi schoufflichteg sinn an déi nach net groussjäreg sinn, gëtt et séier weéng.

Fir déi jonk Erwuessen tëschent 18 a 24 Joer, déi wuel kënnen op Opfangstrukture wéi de Foyer Ulysse zréckgräifen oder Ähnlech, ass et awer och ähnlech dramatesch. De Foyer Ulysse hat schonns jonk Mënschen, déi an der Téistuff geléiert hunn, well se net direkt d'Schoul wollte schmässen. Ech perséinlech kennen e jonkt Meedchen, wat dat erlieft huet; et

ass herno vun enger Famill opgefaange ginn.

Wéi kuerz ass de Wee vun dëse jonke Mënschen, fir ofzerutschen an den Däiwelskrees vu Klauen, Drogen, Prostitutioun an esou weider? Sozial Institutione schloen Alarm op deem Punkt, genau op deem Punkt. An och an de post-primairé Schoule gëtt Alarm geschloen. Net onbedéngt am Enseignement classique, mä éischter am Régime préparatoire.

Am Régime préparatoire sätze fënnef Sechstel Netlëtzebuurger Jugendlecher, meeschtens ouni Lobby. Zweek Drëttel si Jongen. Och dat muss ons zu denke ginn an och do misste méi „gender“-spezifesch Moosnamen an Hëllefstellung consideredéiert ginn.

Hei hu mer Jongen a jonk Männer an Nout. Wéi kréie mer dës jonk Mënschen op den Aarbechtsmaart, iwwerhaupt emol op den Aarbechtsmaart integréiert? Emol net direkt ze schwätze vun där noutwender Qualifikatioun. Wie këmmert sech ëm hire Savoir-faire an hire Savoir-vivre? Zwou Komponenten, déi och d'Employeuren als eminent wichtig ënnersträchen. Praktesch eng Konditioun, fir se iwwerhaupt an e Stage oder an eng Léier ze integréieren.

Wann dës all fënneft Kand betrëfft oder betreffe kann, oft aus enger monoparentaler Famill, meeschtens Netlëtzebuurger Hierkunft: Wéi kann d'Politik sech déi zur Prioritéit deklaréieren? Déi all Joers cumuléiert 20% vun haut. 20% Kanner, déi armutgefährdet sinn, cumuléiere méi wéi 20% vun der Gesellschaft vu muer.

Mir denken, dat misst dach och déi aner 80% haut interesséieren. Wa mer ons organiséieren, fir eng aner Wirtschaft fir muer opzestellen - an doriwwer wäerte mer och vill hei schwätzen an nächster Zukunft -, wou notament de Solidaritéitsprinzip weider geltend sollt bleiwen, riskéiere mer net nëmme e soziale Konflikt zum Beispill mat der Fonction publique ze kréien, mä e soziale Konflikt tout court an onser Gesellschaft ze kréien.

Elo sinn eng Rei legislativ Mesuren, notament dat lescht Joer, a vläicht am Äifer vun den nationale Wahlen, déi virun der Dier stoungen, geholl ginn: um Niveau vum Logement, um Niveau vun der sozialer Hëllef, um regionalen Niveau, um Niveau vun de Betreiuungsstrukture fir Kanner oder an enger Schoulreform. Et sinn och Moosnamen am Aarbechtsmilieu geholl ginn.

Här President, ech huelen d'Zäit vu menger Fraktioun direkt mat.

► **M. le Président.**- Dir kënnt dat maachen. Et ass notéiert, Madame Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), interpellatrice.**- Verschiede vun deene Moosnamen hu mir als Gréng matgedroen, anerer hu mer net matgedroen. Eent hu mer awer an all Kéiers hei op dëser Tribün deklaréiert: All dës Mesurë riskéieren net ze gräifen, wa se éischters net mateneen ofgestëmmt sinn an zweetens net mindestens mëttelfristeg oder besser laangfristeg duerchduecht sinn.

Déi zwou Prémissë sinn haut nach net garantéiert, an dat wier och schonns ons haaptpolitesch Fuerderung un déi gesamt Regierung. Éischters: D'Schoul an d'Maisons relais hu per Gesetz keng oder weéng Méiglechkeeten, sech mateneen ofzestëmme, an et sinn och dofir keng konkret Mesurë virgesinn. Zweetens, d'Gesetz iwwert d'Aide à l'enfance, wat sécherlech engem Besoin sollt nokommen, ass amgaangen, d'Kand respektiv de Mënsch ze segmentéieren.

Dozou wollt ech matdeelen, datt déi gréng Fraktioun d'Ministesch opfuert, déi eenzel Règlements grand-ducaux, déi an der Maach sinn, an déi eigentlech d'Essenz vum Gesetz duerstellen, an der zoustänneger Kommissioun virstellen ze kommen.

Dozou wollt ech och eng Motioun ofginn, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- la loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille du 16 décembre 2008;

- le fait qu'aucun règlement grand-ducal n'était disponible lors du vote de cette loi;

- que les règlements grand-ducaux déterminent de manière substantielle les grandes lignes de la mise en pratique de la loi susmentionnée;

- que les règlements grand-ducaux ont un impact considérable quant au développement de la politique familiale,

invite le Gouvernement

- à présenter les règlements grand-ducaux en relation avec la loi «aide à l'enfance» au sein de la Commission de la Famille dans les meilleurs délais.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Drëtens...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Dat braucht Der iwwerhaupt net, well ech hu mech ewell an der Kommissioun engagéiert, datt mer dat géife maachen.

Dobäi wéll ech nach eng Kéier soen, datt eigentlech d'Chamber..., dat kann ee Minister maachen, mä d'Chamber ka kee Minister opfuere, fir et ze maachen. Si kann ee froen, datt ee kënnt. Mä et kann een net eng Motioun hei eraginn, fir een opzefuerden, fir e Règlement virzestellen. Dat ass an der Kompetenz vun der Regierung eigentlech an net déi vun der Chamber. Wann een dat gentillerweis mécht, da mécht een dat. Mä et kann een net dofir opgefuerdert ginn!

(Interruptions)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), interpellatrice.**- Pst! Roueg. Ee Moment.

Merci, Madame Ministesch. Dofir hu mir och an eiser Motioun geschriwwen, datt mer lech invitéieren, an dofir hunn ech och elo...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Dir hat elo grad opgefuerdert gesot! Dofir hunn ech drop reagiert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), interpellatrice.**- An dofir hunn ech a menger Ried gesot, datt déi gréng Fraktioun lech opfuert. Ech maachen also hei kloer den Ennerscheid.

Mir géifen lech opfuere, mä an der Motioun steet selbsterständlech, datt mer lech invitéieren.

Voilà, dës gesot. Mir kënnen...

Drëtens, wéi kënne mir d'Gesondheet vun onse Kanner effikass a méi effizient garantéieren, ouni datt mir an enger Panoplie vu Broschüren an Aktiounen ënnerginn, déi schlussendlech zu kengem konkrete Resultat féieren?

Firwat gëtt dru geduecht, zum Beispill d'Médecine scolaire éischter anzeschränken, anstatt hir dee Budget ze ginn, dee se brauch, fir ze schaffen a fir ze koordinéieren?

Wier et net méi sënnvoll, den Aktivismus vum gesonden lessen, zum Beispill, mat all senge Lobbyen, seriö ze regruppéieren an en eenheetleche Plang auszuschaffen, wäit ewech vun enger kaum verstoppte Publizitéit fir dat eent oder anert Produkt, mä hin zu engem regelrechten Aktiounsplang fir d'Gesondheet a géint d'Iwwergewicht oder d'Obésitéit vun onse Kanner a Jugendlecher?

Wéi ass et mat der Deklaratioun vun der Wahl vum Gesondheitsminister, dee gesot hat, de Prinzip vum Tiers payant misst eigentlech och fir Doktersvisiten agefuert ginn, zumindest fir déi Leit, déi manner bemëttelt sinn?

Véiertens, mir, déi gréng Fraktioun, fuerderen d'Regierung op, iwwert d'Erofsetze vun Alter, fir den RMG ze kréien, nozedenken. Den RMG ass jo souwisou konditionéiert un enger Rei vu Bedingungen, déi ee muss erfëllen, fir e Recht drop ze hunn. Et wier wichtig, och iwwert dës Moosname bei Jugendlechen nozedenken. Mir kënnen de Jugendlechen an Nout net sech selwer iwwerloossen, ugewise loossen.

Fënneftens, an der Logementspolitik ass wuel nach vill an enger méi effikasser Kohärenz ze setzen. Eenzel Aktiounen si wuel luewenswäert; ech denken do net nëmme un eenzel Elementer aus dem

Wunnungspakt, mä och un déi nei geschafene AIS, Agence immobilière sociale, déi an d'Liewe geruff ginn ass. Wichtig bei all dësen Eenzelaktiounen ass, datt se den Terrain vun der pragmatescher an effizienter Sozialhëllef net verléieren. D'Wunnen ass d'Basis vun der sozialer Hëllef. Nëmme wann een eng Wunnung huet a se och behale kann, kann een déi nächst Schrëtt maachen, fir aus der Exclusion sociale erauszekomme respektiv garantéieren, datt een net drarutsch. Vill ze vill laang ass dës Politik eleng engem Minister iwwerlooss ginn, woubäi et grad d'Wunnungspolitik ass, déi op all aner Politiken, zumindest an der sozialer Politik, awierkt.

Sechstens, d'Aarbechtspolitik vun de Jugendlecher ass eng reng Katastroph, an dat net säit der Kris, mä säit laangem. Et ass e puer Mol d'Chance verpasst ginn, Schoul an Aarbecht mateneen ze verbannen. Elo gëtt versicht, de Retard op eng reaktiv Manéier nozehuelen. Ëmmerhin geschitt elo eppes. Mir mengen awer, datt et eminent wichtig ass, an haut vläicht nach méi, datt de Wirtschaftsministère mat an dës Beméiungen erageholl gëtt. Et kann net sinn, datt den Erziehungsministère an den Aarbechtsministère sech elo endlech zesummendinn an net vum Wirtschaftsministère regelrecht orientéiert ginn. Dës ass iwwerregens och eng Demande vun de Leit, déi am Alldag mat Jugendlecher an der Orientatioun schaffen. Och do sinn laangfristeg Léisungen an Zesummenaarbecht eng absolut Noutwendegkeet.

Siwents, et kann net sinn, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, datt mer no enger Reform vun der Formation professionnelle, a wa mer den héije Prozentsaz pertinence wësse vun den Netlëtzebuurger onqualifizéierte jonk Leit, Schouloffbriecher a Familljen am Aarmutsrisiko, datt mer vun enger ronn 110 Ausbildungsméiglechkeeten der maximal zéng op Franséisch ubidden, an dat nach ëmmer nom Zoufallsprinzip.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mënsch léisst sech net segmentéieren. Wann e sech an enger prekärer Situatioun befënt, muss him a senger Ganzheet gehollef ginn, net nëmme aus Respekt, mä och aus Effikasitéit. Dës zielt virun allem beim jonke Mënsch. Et gëtt mëttlerweil haart iwwert de Guichet unique social nogeduecht. Am Norden hu sech 14 Gemengen zesummedoen ënner engem Leaderprojet, fir esou eng Offer an d'Praxis ëmzesetzen. Dës ass eng gutt Approche, a mir hoffen, datt se nohalte wierkt a kann och dann op aner Plazen ëmgesat ginn.

D'Bekämpfung vun der Aarmut muss..., ass net nëmme eng Saach vu Käschtepunkt, et ass och oder vläicht virun allem eng Saach vu Lobbyaarbecht oder politescher Prioritéit.

D'Bekämpfung vun der Aarmut kënnt net nëmme de Mënschen zegutt, déi aarm sinn. All eenzelne Mënsch an onser Gesellschaft ass concernéiert, well en duersch d'Existenz vun der Aarmut a senger Gesellschaft säin eegene Bien-être gefährdet; de soziale Bien-être an och den ekonomesche Bien-être.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Zuel an e Verglach: 17 Milliounen Euro stellt d'Europäesch Unioun zur Verfügung an d'Nationalstaaten zesummen nach eng Kéier néng Milliounen. Dat sinn am Ganze 27 Milliounen Euro fir dat Joer vun der Bekämpfung vun der Aarmut an der sozialer Ausgrenzung. Wéi vill huet d'Europäesch Unioun schonns op den Dësch geluecht, fir d'Banken ze retten?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Loschetter Merci, an als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Mill Majerus agedroen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Mill Majerus (CSV).** - „Ein Tag, den die Seele damit verbringt, den Tod der Rechte des Armen zu beklagen und den Verlust der Gerechtigkeit zu beweinen, ist wertvoller als ein Leben, das ein Mensch damit zubringt, seine Begierden und Wünsche zu befriedigen.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Zitat vum libanesesche Poet Khalil Gibran wëll ech den héije Stellwäert vun dem Débat haut de Mëtteg ënnersträchen. Ech géif gäre kuerz op d'Analys vun der Situatioun zrëckkommen, an zwar a véier Punkten.

Den éischte Punkt ass, fir dat ze soen, wat och schonn ënnerstrach ginn ass. Mir hunn Aarmut am räiche Lëtzebuerg, an dat ass och eng Aarmut, déi Kanner a Jonker betrëfft.

Déi Aarmut huet ënnerschiddlech Gesichter. Eent dovun ass finanziell Aarmut, an ech wëll mat der Madame Loschetter iwwer hir vill Zuelen net streiden. Ech hunn zum Deel anerer och fonnt bei der OECD.

(Interruption)

D'Gesamtbevölkerung: Et gëtt geschwat vun engem Risiko vu 14%; bei de Kanner vu 17%. Et ass awer richteg, och ze kucken an ze soen, an Haushalter mat méi, mat op d'mannst dräi Kanner a méi Kanner, si mer bei 25%, a bei Familljen, déi monoconjugual sinn, läit dee Prozentsaz bei 44%.

Ech kommen herno nach eng Kéier op déi Zuel zrëck, well d'Zuele sinn ëmmer interessant, och wann ee se vergläicht, a beispillsweis ass den Aarmutsrisiko bei ale Leit hei zu Lëtzebuerg, vu 65 a méi, läit e bei 5 bis 6%.

Ech mengen awer och, dass mer déi Zuele mussen richteg interpretéieren. De Rapport zum mëttleren Akommes, dee mer hei moossen, ass selbstverständlech och e Stéck doduerch geprägt, an net, et kann ee soe gefälscht, wann ee seet, dass dat mëttelt Akommes zu Lëtzebuerg en héijen Akommes ass. Also muss een oppassen, wat fir eng Äppel a Biren dass ee wëll matenaner vergläichen. An dat Zweet ass, dass déi Zuelen do deene Sachleeschungen, déi agefouert ginn, fir eben och Kanner an der Précaritéit ze hëlfechen, net Rechnung dréit.

Den europäesche Verglach ass hei e bësse gefrot ginn. Da soen ech, dass laut der OECD, am Joer 2008, den Aarmutsrisiko vu Kanner zu Lëtzebuerg 17% war, Belsch 17%, Däitschland 15, Frankräich 17, Italien 21, Schweden 16%. Wann een d'Zuele wëllt beméien, soll een dat maachen, mä ech sinn awer nach eng Kéier der Meenung, dass déi Zuelen net alles aussoen. An da soen ech och, wa 17% vun de Kanner am Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg sinn, dann ass dat sécherlech kee Grond, fir ganz houfreg ze sinn.

En anert Gesiicht vun der Aarmut vu Kanner a Jonken, ass d'Gewalt, notament sexuell Gewalt, vun där gesot gëtt, dass se op d'mannst ee Kand vun zéng betrëfft, a wou och gesot gëtt, dass et riskéiert ee Meedche vu véier ze betreffen. D'Alupse 2008 hat 128 Dossiere vu Kanner, déi virstelleg goufe wéinst Gewalt a Mëssbrauch, dovun 48% sexuelle Mëssbrauch.

En anert Gesiicht vun der Aarmut sinn d'Familljen, déi Asyl sichen zu Lëtzebuerg. An de Joren 1999, 2004 waren dat ganz héich Zuelen, duerno sinn déi Zuelen erofgaangen. 2008 si 463 Leit op Lëtzebuerg komm, déi déi Asyl gesicht hunn, an an de Foyere fir Asylbewerber hunn 1.100 Mënsche gelieft. Et kann een dat weider deklinéieren: Kanner, déi psychesch gestéiert sinn, Kanner, déi schoulesch benodelegt sinn, Kanner a Jugendlech, déi verbalensopfälleg sinn, déi delinquent Verhale weisen, Jugendlech, déi am Alkohol- an am Drogekonsum sinn.

Placement vu Jugendlechen. Beim Placement muss ee kloer soen, dass de Placement vun de Kanner net de Problem ass, mä éischer schonn d'Äntwert op e Problem. Mä trotzdem ass d'Zuel vun de placéierte Kanner e Révélateur dovun, vun

Nout a Misär, déi Kanner och hei zu Lëtzebuerg erliewen. An an deem Rapport, dee mer d'lescht Joer vum Familljeministère virgeluecht kruten, do waren um 31. Dezember 2008 1.063 Kanner, 1% vun alle Kanner a Jonken, an Heimer an a Fleegefamilljen ënnerbruecht, an net doheem bei sech selwer.

Wa mer déi Anlays maache vun der Aarmut vu Kanner a Jonken, da mussen mer soen, dass déi Aarmut polyfaktoriell a multikausal ass. Polyfaktoriell, well d'Précaritéit sech meeschtens op ville Pläng gläichzäiteg weist. Si ass finanziell, si betrëfft d'Wunneng, de Chômage vun den Elteren - 6,4% am Moment, riskéiert an d'Luucht ze goen - dat ass scho beonrougend, d'Iwwerverscheldung, schoulesch Problemer. Si ass och multikausal, well ganz oft eng Rei vun Ursaache gläichzäiteg zesummespillen, an dann hu mer en Effet cumulatif, an dacks genuch och eng transgenerationnell Ierfschaft.

Ech géif gären nach eng Kéier ënnersträchen, wa mer vun der Aarmut vu Kanner a Jonken haut de Mëtteg schwätzen, da si Kanner vum Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg signifikativ méi héich betrëfft wéi d'Senioren, an ech denken, dass, wa mer iwwer Politik an der Aarmutsbekämpfung nodenken, dass selbstverständlech och en Aspekt ass, deen eis muss mat an eisem Handeln orientéieren.

An dee véierte Punkt, deen ech bei där Anlays gäre géif soen, mir kënnen d'Aarmut vun de Kanner net kucken onni gläichzäiteg d'Situatioun vun hire Familljen, beides geet zesummen, an duerfir ass et och wichteg, dass déi Aktiounen, déi mer huelen, vernetzt sinn. An ech géif dann awer hei als positivi Beispill - ech kommen nach eng Kéier herno drop zrëck - Betreuungsstrukturen nennen, déi gläichzäiteg den Elteren d'Méiglechkeet ginn, a besonnesch den alleinerziehenden Elteren d'Méiglechkeet ginn, engem Beruff nozegoen, Beruff a Famill matenaner an Aklang ze bréngen, also en Akommes ze kréien an hir Situatioun ze stabiliséieren, mä awer och d'Chance ginn, Kanner vu kleng u mat ze förderen.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

An engem zweete Punkt géif ech gären e puer Handlungsprinzipien ënnersträchen, déi fir meng Partei wichteg sinn. Ech géif der néng nennen. En éischte Punkt ass, wa mer haut de Mëtteg iwwer d'Aarmut vu Kanner a Jonke schwätzen, schwätze mer vun engem ganz komplexe Problem, a mer sollen oppassen, dass mer keng simplistesche Äntwerte mengen ze ginn. Selbstverständlech ass e globaalt Handeln erfuerdert, op ënnerschiddlechen Ebenen. Mir müssen eng Diversifikatioun hu vun deene Mëttelen, déi mer asetzen. An ech si mat der Madame Loschetter d'accord, dass dat selbstverständlech net ee Ministère betrëfft, mä dass dat eng Regierung betrëfft, an esou wéi eis Ministeren ëmmer soen, ass et de toute façon eng Regierung, déi handelt. Dat betrëfft Ausbildung, Aarbechtsplazen, Wunnengen, Rot an Ënnerstützung, Betreuungsstrukturen, Transfertleeschungen, Geldmëttel, sozial Kontakter, an domadder soen ech, dass selbstverständlech säitens dem Stat - mä ech kommen och dorobber nach eng Kéier zrëck - net eng Instanz, mä vill Instanze mat gefuerdert sinn.

Den zweete Prinzip ass deen, dass ee selbstverständlech kuerzfristeg Äntwerten a laangfristeg Programmer brauch. Déi kuerzfristeg Äntwerten, déi ee gëtt, hunn den Avantage, dass se séier an direkt sinn, dass se d'Symptomer behandelen, mä net un d'Ursaache vun der Aarmut eruginn. An dat laangfristeg Handeln ass néideg, well just dass d'Chance gëtt, d'Mënschen an d'Gemeinschaft ze integréieren an hir Participatiounschancen ze förderen. Dir kennt all deen ale Sproch: „Schenke einem Menschen einen Fisch, und du wirst ihn einen Tag lang satt machen. Lehre ihn das Fischen, und er wird sein Leben lang zu essen haben.“

Drëtte Prinzip, mir brauchen sécherlech individuell a strukturell Léisungen. Individuell Léisungen, well mer domadder hëlfechen, Mënsche fit ze maache fir déi Welt, an där mer liewen, an do ass selbstverständlech d'Formatioun e ganz wichtige Aspekt. Dat anert ass och, dass mer eis Gesellschaft

müssen esou gestalten, dass der net ëmmer méi op der Streck bleiwen. An där Hisiicht ass selbstverständlech bei eisem Débat vun haut e wichtige Punkt d'Preventioun vun der Aarmut, der Précaritéit an der Exklusivitéit.

Véierte Prinzip ass, transgenerationnell Aarmutsspiralen ze duerchbriechen. Et ass ëmmer erëm erschreckend feststellen, dass mer Familljegeschichten hu vun Aarmut, an dass et heiansdo extrem schwierig ass, aus deene Spirale mat erauszubriechen.

Fënneftens, mir denken, dass mer an engem Land sinn, wou mer kee wëllen a kee kënnen op der Streck loosson. Dat ass engersäits e Gebot vun der Solidaritéit, an déi Solidaritéit ass eng Grondtugend vun engem fräien an demokratesche Stat, fir d'CSV en onverzichtbaart Basiselement vun hirer politescher Aarbecht. Mä ech denken, dass, doriwwer eraus, eng attraktiv a kompetent a kompetitiv Gesellschaft d'Mataarbecht an den Apport vu jiddwerengem vun hire Membere brauch. All Schëllere gi gebraucht, fir dass eis Gesellschaften deem Usproch weiderhi genügen.

Sechste Prinzip - ech kommen herno op deen zrëck - ass dee vun der sozialer Selektivitéit.

Siwentens, denken ech, dass mer an eiser Partei vill méi staark drun interesséiert sinn iwwer de Sënn an iwwer d'Opportunitéit vun de Sachleeschungen nozedenken, an also vläicht manner tabléieren op Geldleeschungen, besonnesch dann, wa mer am Kampf géint d'Aarmut vun de Kanner a vun de Jonke wëllen effikass reagieren. D'Sachleeschung huet den Avantage par rapport zur Geldleeschung, dass et méiglech ass, de Bénéficiaire op engem direkte Wee selwer ze errechen, huet och den Avantage, an dat beweist d'Aféierung vun Chèque -ervice, dass ech eng diskret Stafelung vun deenen Avantagé ka gestalten, déi accordéiert ginn.

Aachte Prinzip, just bei de Kanner ass et wichteg, méiglechst fréi ze intervenéieren. Beispiller heifir sinn déi kognitiv, motoresch a sproochlech Förderung vun de Kanner an de Crèchen an an de Maisons relais, an ech géif jiddwereen - als Beispill ënner villen aneren - eng Kéier invitieren, e Besuch an der Maison relais an der Fiels ze maachen.

Eng aner Saach ass d'Fréierkennung vun de Problemer, schonn am éischten, zweete Liewensjoer, an d'Propos vun entsprecheden orthopedagogesche Moosnamen. An ech mengen hei ass e Beispill, wat och an deem Haus scho genannt ginn ass, dee flotte Projet vun der Stad Déifferdeng, wou am éischten Liewensjoer d'Kanner systematesch opgesicht ginn, an dann, wa Problemer sinn, och Hëllef direkt mat ugebuede kréien. E Projet, deen zesumme leeft téscht der Stad Déifferdeng, der Maison relais an der Initiativ Liewensufank.

Néngte Prinzip, komplex Problemer mat ënnerschiddleche Facetten a vielfältegen Ursaachen hunn ech gesot, an dat erfuerdert selbstverständlech och e koordinéiert Zesummespill vun villen ënnerschiddlechen Acteuren. Gefuerdert si selbstverständlech de Stat an d'Gemengen, mä awer och d'Patronen an d'Gewerkschaften, eis ONGen, a stellvertriedend wëll ech einfach d'Caritas an d'Croix-Rouge als Beispill nennen. Mä ech géif awer och gären hiweisen op d'Importanz vun Bénévolat an deem Beräich. Ech denken, dass just déi bénévol Leit ganz oft eng ganz tatkrafter Lobby sinn, an Interessi vun deene Leit, déi an der Nout sinn. An ech géif och hei gären e Beispill nennen, dass sinn déi Fraen a Männer, déi bénévol Hausaufgabe leeschten, beispillsweis an de Foyere fir Asylanten.

An engem drëtte Punkt géif ech gären awer eng Partie Aktiounen ënnersträchen, déi fir eis Kanner an hir Familljen do sinn. Accès op den Aarbechtsmaart, Accès zu enger adequater Wunneng, beispillsweis d'Agence immobilière sociale, Revenu minimum garanti, spezialiséiert Servicer, beispillsweis Surendettement, d'Gesetz vun der Aide sociale vum 18. Dezember 2009, sinn eng ganz Rei vu Beispiller, an ech mengen, ech kenne kee Gesetz, dat esou dacks op de Leescht geholl ginn ass wéi d'RMG-Gesetz, an ech mengen, dass

dat tipptopp ass. Ech mengen net, dass d'Chamber sech do géiert hätt, well si huet dat Gesetz lues a lues ugepasst an der Entwécklung vun deem, wat an deem Land geschitt, an och fir der Entwécklung vun den Erkenntnisser op eng flott Manéier Rechnung ze droen.

Den 31. Dezember 2008 ware 7.606 Stéit Bénéficiaire vum RMG, dat ware 14.528 Leit, dovun betraff 3.812 ënner 18 Joer, dat heescht iwwer 26%.

Bei de Kanner kann een aacht Aktiounen eraussträchen - dat si se net all, dass sinn der aacht fir vill anerer -, d'Betreuungsstrukturen als éischt. Ech soe bewosst net Maisons relais, ech soe Betreuungsstrukturen. Si hunn de Moment eng flott Ambitioun, an déi ass wichteg, an do sinn ech mat mengem Frënd, dem Här Kartheiser, net averstanen, wann e géif soen, mir hätte gären eng Maison relais fir d'Chamber. Ech mengen, dass d'Maison relais soll flächendeckend sinn, méiglechst no bei doheem a bei der Schoul, an ech denken, dass et éischer riskéiert e Facteur vun Exklusivitéit ze sinn, wann ech géif higoen a Kanner aus bestëmmte Betriber zesummenhuelen.

Dat Zweet ass Flexibilitéit am Accueil, dass ass e grousst Uleies vun de Maisons relais. Dat Drëtt ass eng präisgëschtege Offer, an dat Véiert dobäi ass d'Qualitéit vun der Prestatioun. Déi Betreuungsstrukturen däre keng Ofstellplaz sinn, wou Kanner den Dag iwwer geparkt ginn. D'Maisons relaisen an déi aner Betreuungsstrukturen sinn haut wichtig Bildungsinstitutiounen, nieft der Schoul, nieft der Famill, an nieft och deenen Angeboter vun eise Kanner- a Jugendveräiner.

Et ass wichteg, dass d'Kanner do global stimuliert ginn, phisesch, motoresch, mental, sproochlech, psychesch, sozial, kulturell. Et ass wichteg, dass do eng Éducation à la citoyenneté derzou gehéiert, d'Kanner léieren an der Gemeinschaft ze liewen, Regeln anzehalen, léiere sech duerchzesetzen, léiere Respekt ee virum aneren ze hunn, Grenzen ze gesinn, mat Differenzen ëmzegoen, Verantwortung mat ze iwwerhuelen. Mir hunn hei virum e puer Wochen iwwer Medienerzéiung geschwat, dass ass e wichtige Aspekt, Multikulti-Ambiance hei zu Lëtzebuerg erfueren an ausprobieren, gestalte léieren. Dann awer och e ganz wichtige Aspekt: d'Fréierkennung vu potenzielle Problemer an d'Berodung vun den Elteren.

Eng zweet Realisatioun, déi ech gäre géif nennen, sinn d'Internater fir Kanner. Laang Zäit hu mer gemengt, esou Internater brächte mer net. An der Zwëschenzäit wësse mer, dass dat noutwendeg ass. Mir hu ganz flott Erfahrungen, denken ech, kënnen sammelen, zu Elwen an an der Sainte-Marie um Lampertsbiereg. Weider Internater sinn amgang fir Kanner geplangt ze ginn. An dat ass begrëssenswäert, well d'Internat op eng ganz subdiaresch Aart a Weis den Elteren zur Säit steet, besonnesch och Elengerzéier, Famille monoconjugale, a se begleet an hirem Erzéiungsoptag.

Dat Drëtt sinn déi vill Services de guidance en milieu ouvert. Deen eelste vun all deenen ass d'„Aide familiale“, mä dann awer och „Families first“. E véiert Angebot, wat ech haut de Mëtteg gäre géif nennen, vun deem just och Kanner a Jugendlecher profitieren, deenen et net esou gutt geet, sinn eis Vakanzangebot vum eise Vakanzservicer: Service national de la jeunesse, Caritas, Croix-Rouge, Foyer de la femme. Ech géif awer gären derbäi och nennen d'Guiden- a Scoutverbänn, an eis Jugendpompjeeën. Hei goufe flott, wertvoll pedagogesch Konzepter entwéckelt: Wéi kann ech op eng kreativ Aart a Weis meng Fräizäit gestalten, Plaze schafen, wou ech ka spillen, rolzen, Abenteuer erliewen? A virum allem an der Fräizäit och zesummeliewen am Grupp mat aneren, wou sozial Grenzen opgehewe ginn, a wou grad wéi an der Schoul, grad wéi an der Maison relais, Kanner aus alle gesellschaftleche Klassen, aus alle Familljen, aus alle Kulturen, aus allen ethnische Gruppen zesummen eppes erliewen. Och hei géif ech gäre soen an ënnersträchen deen onbezielbaren an onverzichtbaren Apport vun Bénévolat an deenen Servicer.

Fënneftens, d'Therapieangebot fir Kanner, d'psychomotesch Förderung, den Air



Tramp, d'Psychotherapie, an hei och e ganz positivt Beispill erausträichen, wat mer all kennen, wat al ass a wat sech bewährt huet, dat sinn d'Services de guidance de l'enfance, déi flächendeckend duerch dëst Land existéieren.

Sechste Punkt, d'Berodung vu Kanner, beispillsweis um Kanner- a Jugendtelefon. Och dee gëtt realiséiert mat dem Apport vun enger ganzer Rei héich kompetenten, gutt forméierte bénévoles Mataarbechter.

De siwente Punkt, de Placement vun de Kanner. An hei muss ee soen, dass mer selbstverständlech an deem Beräich eng wichteg Entwécklung hunn, vun de Weeskanner si mer zu Sozialfäll gaangen. Vun de Sozialfäll zu de Kanner mat de psychesche Problemer, an ech denken, dass mer haut ganz staark aus den Haiser eraus héieren, dass mer eriwwekome bei Kanner a Jonker, déi zum Deel schwéier psychesch gestéiert sinn. D'Entwécklung an deem Beräich ass, dass den Openthalt an engem Haus, an engem Heim, an engem Foyer zäitlech vill méi begrenzt ass wéi soss, dass d'Haiser sech spezialiséieren a méi a méi och derzou iwwerginn, fir spezifesche Therapieangebote ze maachen, dass eng ganz intensiv Elterenaarbecht um Programm steet, an dass ganz heefeg och an deenen Haiser nei Forme gesicht gi vun deem, wat d'Madame Loschetter gefuerdert huet: enger optimaler Zesummenaarbecht tëscht de Beräicher vun der Medezin, der Schoul, dem Parquet, der Santé, an dass dat vun der zoustänneger Ministesch nachhaltegt gewënscht a gefuerdert gëtt.

An da géif ech och e ganz positivt Wuert soen als Aacht zum Office national de l'enfance. Et ass eng staatlech Institutioon, och wann an déi staatlech Institutioon am Gesetz scho virgesinn ass, dass zäitweilig oder och méi definitiv Leit aus private Servicer kënnen dohinner détachéiert ginn. Dat huet enner anerem dee Virdeel, dass ee sech dann och an deem Office eng ganz héich fachlech Kompetenz ka mat eranhuelen. Ech denken, dass dat, wat dat eise Kanner a Jonke ka bréngen, dat ass, éischters, hiert Recht op Hëllef ennersträichen, an zweetens géif ech mer och erwaarden, dass den ONE villes derzou bäidréit zu enger besserer Koordinatioun vun den Intervenanten.

Déi Jonk, wann een do wëllt e puer Beispiller opzielen, da kënnst een déi flott Initiative vun eise Jugendhaiser nennen, a Kollaboratioun mam Service National de la Jeunesse, d'SPOSen an eise sämtleche Lycéeën, dann awer och d'Gesetz vum 11. November 2009 iwwert d'Mesures temporaires pour l'emploi des jeunes, dat ech als e ganz wichteg a gutt Gesetz ugesinn. Sozial Servicer: Mir hunn e gutt ausgebaut Netz vu villen ennerschiddleche Servicer, an ech denken, dass een hei muss de Mérite ennersträiche vun deene successive Familljeministère. Mir hunn och an deem Beräich e staarke Modell vun Zesummenaarbecht an och en originelle Modell vun Zesummenaarbecht tëscht dem Stat an den ONGen. An deem Spill do gëtt et en neie Partner, dee besonnesch mat de Jugendhaiser an de Maisons relais derbäikomm ass, dat sinn eis 116 Gemengen.

Dat, wat ee monéiere kann a sech wënsche misst, dat ass, dass all déi Servicer nach besser vernetzt sinn, dass se méi koordinéiert zesummeschaffen, an ech denken, dass dat eng wichteg Erwaardung just ass un den Office national de l'enfance. An dann ass an deene Servicer eng vun de grouse Thematiken, déi de Moment an der Diskussioun sinn, d'Qualitéitssécherung.

D'Qualitéit vun enger Prestatioun, Dir Dammen an Dir Hären, hänkt net nëmme of vun den Effektiver a vum Ausbildungsniveau vum Personal, se hänkt mat dovunner of, mä se ass sécher och mat bedéngt duerch Weiterbildung a Supervisioun, duerch d'Erschaffe vu Konzepter, duerch eng anständig Dokumentatioun, duerch d'Erschaffe vu Codes déontologiques, déi konform si mat der Kannerrechtskonventioun, a selbstverständlech duerch d'Evaluatioun. An déi Evaluatioun brauch och de Bléck vu baussen, an an deem Bléck vu baussen ass et flott, wann och do d'Kanner an déi Jonk e Wuert matzschwätzen hunn.

Dat, wat ech gäre géif bei de Realisatiounen nach soen, dass ass esou eppes, wat mer heiansdo vergiessen, dass ass déi kulturell Integriatioun a Participatioun vun deene Familljen, déi an der Nout sinn. Déi Aarbecht gëtt a ganz ville Länner geleescht duerch eng Associatioun, déi heescht ATD Quart Monde. Déi Associatioun ass och hei zu Lëtzebuerg aktiv. De Grënner dovunner ass de Père Joseph Wresinski, deen zu Paräis geschafft huet, an deen 1988 gestuerwen ass. De Père Wresinski huet d'Wichtigkeet vun dem Matsproocherecht vun deenen Aarmen ennerstrach an huet drop insistéiert, dass een Aarmutsbekämpfung net nëmme fir, mä virun allem och mat deene Betreffene mécht.

De Père Wresinski huet gefuerdert, dass een d'Dier fir déi Aarm géif opmaachen, d'Dier vum Elysée, vum Conseil de l'Europe zu Stroosbuerg, vun der UNO zu New York.

An da kéint ee sech och d'Fro stellen, ob mer d'Dier vun der Chamber net kéinten opmaachen. Sief et, dass mer als Deputéierten emol eng Kéier géifen an d'Université Quart Monde op Besuch goen, sief et, dass mer un deene flotten Initiativen - de 17. Oktober 2010 ass déi nächste Kéier, wou mer deen Dag feieren - mat hinne zesumme géife begoen, sief et selbstverständlech, dass mer se och eng Kéier géifen an eis Familljekommissioun invitéieren.

Vum Père Wresinski gëtt et en Zitat, wat ech eis gäre géif mat op de Wee ginn: «Les malentendus surgissent et les bonnes volontés s'usent vite, quand il s'agit de faire cause commune avec une population très pauvre dont nous ignorons l'expérience de vie. Les instruits se laissent emporter par leurs propres idées, ils finissent toujours par penser à la place des autres.»

Den Ausbléck, a fir mech an dräi Punkten, deen éischte Punkt ass, dass déi wirtschaftlech a finanziell Kris, déi selbstverständlech och eng sozial Kris mat sech zitt, un en duebele Risiko gebonnen ass fir déi Kanner, vun deene mer haut schwätzen. Dat éischt ass, dass hir Familljen als éischt getraff gi vun deem, wat d'Rezessioun ass. D'Beispill ass hei genant ginn, och scho vun der Madame Loschetter: den Aarbechtsmaart. An den zweete Risiko wier, dass, wa mer musse spueren - an ech denken, dass dat jo de Message ass, dee mer all verstanen hunn, dass mer musse spueren -, dass mer net spueren, oder dass de Risiko ass, dass mer géife spueren op Käschte vun deene Moosnamen, déi ech elo grad opgezielt hunn. Dat ass de Risiko.

Duerfir och ass et fir mech kloer, dass mer an eiser Partei staark nodenken iwwer sozial Selektivitéit. Da si mer beim schéinen Thema vun de schmuelen an de breede Schélleren, wat eisem Premierminister en Häerzesuleies ass, an duerfir géif ech hien och zitieren, den 28. Dezember 2009 um DNR: „Ech hunn als Suerg, dass déi Moosnamen, déi geholl ginn, gerecht sinn, dass déi, déi méi kënnen droen, och méi müssen op hir Schélleren huelen“. Den Dag virdrun huet deeselwechte Premier um Radio Latina gesot: «Je crois qu'il faut...» Ech fänken nach eng Kéier un: «Je crois qu'il faut reprioriser l'accent social de l'État en assistant à ceux qui, de par leurs propres moyens, n'arrivent pas à organiser leur vie, y compris leur vie de famille, et qu'il ne faut pas traiter des situations différentes avec les mêmes remèdes. Et donc, la politique sociale, sur certains aspects, doit devenir plus sélective.»

Mäi leschte Punkt ass: D'Solidaritéit zu Lëtzebuerg ass och eng Solidaritéit iwwer eis Grenzen eraus. D'Solidaritéit mat de Kanner an eiser Zäit ass net deelbar. Mir brauche just och an Zäiten, wou et weltwäit wirtschaftlech a finanziell schlecht geet, eng staark an eng generéis Politique de coopération. D'Kanner op Haiti, an Thailand, am Chile oder am Mali sinn och eis Kanner.

Ech wëll schlësse mat engem weideren Zitat vum Père Joseph Wresinski: «Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré.»

Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Majerus. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et klängt ewéi e Paradox, dass mer an engem vun deene räichste Länner vun der Welt iwwer Kannerarmut diskutieren, an awer gëtt et se zu Lëtzebuerg. Kanner si per se net aarm, wa se op d'Welt kommen, wa se kleng sinn, mä wa mer vu Kannerarmut schwätzen, dann ass dat ganz enk verbonne mat der Aarmut vun den Erwuessenen, méi speziell vun hiren Elteren.

D'Joer 2010 ass zum Europäesche Joer fir de Kampf géint d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung dekretéiert ginn, an duerfir kënnst dësen Débat an dese Sujet och sécher zupaass, fir hei an der Chamber diskutéiert ze ginn, an ech wëllt der Madame Loschetter Merci fir hir Initiativ soen. Si huet och wierklech ganz detailléiert déi Problematik hei analyséiert an ass op ganz vill Facetten agaang. Ech wäert dat herno net maachen, ech wäert mech méi op e puer prezis Punkten duerfir beschränken. Ech wëll awer och besonnesch d'Aarbecht an de Rapport vum ORK ervirsträichen, deen des Thematik ganz detailléiert an hirem Rapport vun 2009 opgegraff huet an op d'Existenz an op d'Problematik vun der Kannerarmut zu Lëtzebuerg higewisen huet.

Laut den Zuelen, déi déi Europäesch Kommissioun 2006 erhuewen huet - also ier d'Kris ugaangen ass, déi also wahrscheinlech elo net méi esou richtig sinn, déi sech wahrscheinlech negativ verännert hunn - sinn hei zu Lëtzebuerg ëmmerhi 14% vun de Kanner a Gefor, fir an d'Aarmut ze rëtschen. Dat géif heeschen, wann ee sech dat e bësse bildlech virstellt, dass praktesch an der Moyenne, oder statistesch an der Moyenne an all Schouklass mindestens ee Kand a Fro géif kommen.

Wéi schonns gesot, hänkt dësen Aarmutsrisiko ganz enk mat der Situatioun vun den Elteren zesummen. Wat fir eng Eltere sinn dat? Et sinn dëst virun allem déi elengzeiend Famillje mat méi wéi zwee Kanner, dräi, véier Kanner an esou weider, Refugiéefamilljen a Famillje vun Demandeurs d'asile.

Dernieft muss een awer och déi emgedrëite Feststellung maachen. De Fait, Kanner ze hunn oder ze kréien, gëtt och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi zu engem Risiko, fir dann doduerjer an d'Aarmut erofzerutschen, och fir Leit, déi au départ net direkt an enger sozial méi schwiereger Lag waren.

Et gëtt verschidden Ursaache fir d'Unhuelen oder d'Zouhuele vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Ech kann och net onbedéngt esou den zefriddene Bilan, deen ech elo grad zum gréissten Deel hei héieren hu vu menge Virriedner, deelen. Ech géif mech virun allem och op zwou, dräi Ursaache beschränken, déi e bësse méi kloer analyséieren, op déi och besonnesch den ORK a sengem Rapport drop hiweist.

Wat sinn d'Ursaachen? Zum enge sinn dat héich Wunningspräisser hei zu Lëtzebuerg. Famillje mat Kanner brauche méi eng grouss Wunnfläch a sinn duerfir méi staark betraff vun de Wunningspräisser, déi an de vergaangene Joren, Jorzéngte regelrecht explodéiert sinn. Dat ass och wierklech eng absolut negativ Bilanz vun der aler oder viraler, an der neier Regierung, a mir kënnen eis jo all nach drun erënneren, dass de Premier gesot huet, dass hien an der Wunningspolitik versot huet. Déi Selbsterkenntnis ass zwar ganz löblich, mä et huet säitdeem nach net ganz vill un der Situatioun um Terrain geännert. D'Zuelen, déi lescht Zuelen, déi mer vum Observatoire de l'habitat kruten, ennersträichen dat.

Méi wéi 15.000 Lëtzebuurger si mëttlerweil schonn dowéinst iwwert d'Grenz ausgewandert, well do d'Wunnengen, awer och wahrscheinlech d'Liewenskäschte méi niddreg ginn, an et duerfir am Grenzgebitt méi einfach ass fir Familljen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Et wier och interessant, fir ze wëssen, wéi vill Familljen, déi do op déi aner Säit vun de Grenze wunne ginn, wéi vill dat der mat Kanner sinn, wéi vill Kanner se hunn. Egal wéi, d'Regierung bleift am Dossier Wunnengen, bëllege

Wunnengsraum ze schaffe weiderhi gefuerdert, a mir si gespaant, oder mir müssen dann elo och suivieren, wat deen neie Wunnengsbauminister do wäert kënnen an een, zwee oder dräi Joer opweisen.

Ech wëll awer an deem Kontext och nach eng Kéier d'Propose vun der Demokratiescher Partei rappeliieren, fir duerfir Wunnegeld anzefieren, e sozial gestaffelt Wunnegeld, dat d'Kannergeld zum Deel ersetze soll. Doduerjer solle virun allem sozial schwach Familljen a Famillje mat Kanner méi staark ennerstëtzt gi wéi bis elo. D'Leit sollen doduerch d'Méiglechkeet kréien, zu Lëtzebuerg wunnen ze bleiwen, a keen, dee bis elo dat bestehend Kannergeld kritt, soll eppes ewechgeholl kréien. Ech wëll dat nach eng Kéier betounen. Et geet drëms, dass mer hei net de Leit d'Liewe schwéier maachen, dass se müssen an d'Ausland goen, fir e bezuelbare Wunnengsraum ze fannen, an et geet drëms, fir méi selektiv mat den öffentleche Gelder ëmzuegoen. A virun allem soll domat verhënnert ginn, dass d'Leit hei zu Lëtzebuerg riskieren, an d'Aarmut ze geroden, well se Kanner hunn an duerfir zousätzlech Käschten hunn, fir hei zu Lëtzebuerg ze wunnen.

Mir sti mat eiser Fuerderung jo net eleng. Mir ginn ennerstëtzt doranner duerch d'Position vum der Caritas, déi dat an hirem Sozialalmanach 2007 gesot huet. Mir ginn ennerstëtzt, respektiv hunn ech héieren, dass och verschidden honorabel Deputéierten hei aus der Chamber sech an déi Richtung ausgeschwat hunn, déi net an eiser Fraktioun sinn, zum Beispill den Deputéierte Paul-Henri Meyers, deen a senger Funktioun als Direkter vun der Kannergeldskeess op des Problematik higewisen huet, oder och aner Deputéierten, wéi zum Beispill eise President, dee fréier als Budgetsrapporteur och des Iddi ennerstëtzt huet. Mir brauchen also e Paradigmewissel an eiser Sozial- a Wunnengshëllefpolitik, fir eppes kënnen géint de Problem vum Zouhuele vun der Aarmut an och der Kannerarmut hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

En anere Punkt, deen d'Kannerhunn hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi zu engem Problemfaktor mécht an de Risiko vun Aarmut erhéicht, ass dee vun der Vereenbarkeet respektiv vun der Netvereenbarkeet vu Famill a Beruff. Och den ORK geet op des Problematik méi detailléiert an. Oft ass een an der Quëtsch, well wann een zu zwee schaffe geet, fënnst ee keng adequat Betreuung, a wann een da wëllt doheim bleiwe fir d'Kanner, feelt eng Pai, fir Wunneng an Ennerhalt kënnen fir d'Kanner a fir d'Famill ze bezuelen. A weiderhi gëtt et awer hei zu Lëtzebuerg Problemer, fir eng adequat Kannerbetreuung ze fannen.

Mir hu weiderhi keng flächendeckend a qualitativ héichwäerteg Kannerbetreuung zu Lëtzebuerg, trotz a wéinst de Chèques-services. Den ORK schwätzt vun de Chèques-services als „Lettre morte“, als Wahlcadeau. Schnell virun de Wahlen agefouert, Madame Minister, feelt et zum Deel u qualifiziertem Personal an adequaten Infrastrukturen. D'Gemengen, déi müssen elo kucken, dass se dann domadder iwwert d'Ronne kommen.

ob déi sozial Schwaach a Famillje mat Migratiounshannergrond op d'Chèques-services zrëckgräifen. Dat schéngt net de Fall ze sinn. Firwat ass dat esou? Dofir wier et och da gutt, wa mer schnellstens eng Evaluatioun vun de Chèque-service géife maachen.

Och am Beräich vun der Kannerbetreuung muss mer vill méi konsequent ëmdenken. Lëtzebuerg ass net nëmme eent vun deene räichste Länner vun der Welt, mä och eent vun deene Länner mat den héchsten direkte Geldleeschunge fir Kanner. Op där anerer Säit feelt et awer dann un adequater Kannerbetreuung, u Sachleeschungen.

Wéi ass et mat enger Evaluatioun vun der Effizienz vum Kannergeld a vum Kannerbonus? Hëllef den Mesurë Kannerarmut ze verhënnern? Si erméiglechen et vläicht, och wann een net méi esou gutt

drun ass, fir nach de Statussymbol ze erhalen, wann een nach méi en deieren Auto wëllt kafen oder de Kanner nach Gameboye keeft. Mä dat Kannergeld, dat bezuelt gëtt, ass dat wierklech sënnavoll fir eng adequat Kannerbetreuung, eng Kannerförderung?

An dat bestehend Zuelematerial, ob da wierklech déi aktuell Geldleeschungen esou effikass sinn, léisst just eng Äntwert zou. Dat ass, datt déi net effikass sinn. Dat ass am Fong geholl eng Géisskanepolitik vun der Regierung an huet näischt un der Situatioun geännert. De Statec seet, datt den Taux vum Aarmutsrisiko säit 2003 stabil bleift, also net no ënne geet. An d'Caritas geet an hirem Sozialalmanach souguer nach e Schratt méi wäit a schwätzt vun enger Tendenz no uewen. An dëst trotz ëmmer neie Geldleeschungen, déi d'Regierung agefouert huet.

Dat weist elo, datt d'Politik vun der Regierung, fir d'Problemer mat Sueverdeelen ze léisen, versot huet. Och hei wëll ech op eis Proposen erënneren, fir nei Weeër an der Familljepolitik ze goen. Ewech vu Geldleeschungen, hin zu Sachleeschungen. Dir kennt d'Positioun vun der Demokratescher Partei an dësem Punkt. An ech soen lech och direkt: Et ass méi eng sozial Approche, dat, wat mir proposéieren, wéi déi vun der chrëschtlech-sozialer Regierung.

D'DP wëllt amplaz vun de Chèques-services an eng flächendeckend a qualitativ héichwäerteg Kannerbetreuung investéieren. D'Veereenbarkeet vu Famill a Beruff sinn eng Prioritéit fir eis. Mir soen och, datt d'Kannerbetreuung soll gratis ginn, fir datt jiddweree soll dovunner kënne profitéieren, och déi sozial Schwaach, déi besonnesch dem Risiko vun Aarmut a Kannerarmut ausgat ginn. Dat soll een net iwwert de Knéi brieche kuerz viru Wahlen, mä et soll ee sech Zäit ginn - mir hate gesot bis 2014 -, fir dat konsequent a gutt preparéiert anzeféieren.

(Interruption)

D'Fro vum fréieren Zougang zu enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreuung vum jéngsten Alter un ass och eng Fro vu Chancégerechtigkeit. Mir wëssen haut, wéi wichteg d'Fréiförderung ass. Wa mer wëllen, datt d'Aarmut sech net weider regelrecht verierft - well et si jo oft oder ganz oft Kanner aus sozial schlechtgestallte Milieuen, déi net an de Genoss vu Fréiförderung kommen, déi da weider direkt a Situatiounen kommen, wou se benodelegt sinn -, wann een also wëllt eppes dogéint maachen, muss mer sécherstellen, datt all Kand Zougang zu enger - ech widderhuelen et nach eng kéier - qualitativ héichwäerteger Kannerbetreuung muss kréien.

Fir Kanner also eng optimal Kannerbetreuung oder eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreuung ze ginn, ass och fir si ganz oft déi eenzeg Méiglechkeet, fir - wéi een et nennt - de soziale Lift ze erwächen. Wa mer hinne vu klengem un, an dem Précolaire an nach virun, herno an der Schoul, wierklech all Chancé ginn, dann hu si och d'Méiglechkeet eventuell, fir herno aus där Fal erauszekommen a sech sozial ze verbessern.

Wa mer also géifen elo op déi Aart a Weis, wéi d'Demokratesch Partei dat proposéiert, och an eis Kanner investéieren, da kann een natierlech froen oder soen: Dat kascht natierlech och vill Geld. Mä dat mécht sech awer nohalte bezuelt, well wa mer elo an eis Kanner investéieren, wa mer elo kucken, datt mer se staark maachen, dann hu mer domadder vläicht, wahrscheinlech herno ganz vill Sue gespuert, well mer dann herno vill aner Sozialleeschungen als Stat kënne spueren, well mer se dann net an d'Précaritéit an an de Chômage ofruitsche brauchen ze loosse.

Dat ass och eng konkret an nohalte Measure géint d'Kannerarmut. Och hei ass d'DP net eleng mat dese Fuerderungen no enger grater a qualitativ héichwäerteger Kannerbetreuung. Ee vun de bedeitende Fuerscher am Beräich vun der Kannerförderung, den John Bennett, huet der

d'DP an dësem Punkt Recht ginn. Hien huet an engem Virtrag op der Uni Lëtzebuerg d'Regierungspolitik kuerz a bündeg als ineffikass duergestallt.

Ech wëllt nach e Punkt opgräifen, deen och e wesentleche Faktor fir d'zouhuelend Aarmut an dofir och d'Kannerarmut ass, an zwar den erschreckenden Uwuess vun der Aarbechtslosigkeit hei zu Lëtzebuerg. Een, dee keng Aarbecht huet oder dee se verléiert, deem feelt et ganz schnell hei am Land um Minimum, fir sech kënne bei deene Liewenshaltungskäschen, déi mer hei hunn, iwwer Waasser ze halen. Dat géllt ëmsou méi, wann een dann och nach Kanner huet.

Mëttlerweil hu mer hei zu Lëtzebuerg iwwer 16.000 Aarbechtsloser. En absolute Rekord; an d'Tendenz leider nach steigend. Hei muss dréngend ugepaakt ginn. Den Här Gibéryen huet et och elo grad - hunn ech héieren - gesot: „Mir paken et un.“ Jo, dat erënnert eis un eppes.

(Interruption)

Ech mengen, virun 2004 konnt een dat iwwerall op de Plakater liesen. Deemoos waren...

(Interruption)

...mer bei 8.000 Chômeuren. Et gouf also zolidd ugepak, well haut hu mer der praktesch 99% méi. Et ass also an déi falsch Richtung gaangen. Et ass natierlech kloer, datt een hei eng besser Ausbildung brauch, e bessere Schoulsystem brauch, well virun allem d'Schoulbriecher - et ass och viru scho gesot ginn - si predestiniert, fir an de Chômage ze rutschen.

Mä virun allem brauche mer och e besseren Encadrement bei der Sich vun de Leit no Aarbecht, méi Effikasitéit bei der ADEM. An och hei huet de fréieren Aarbechtsminister, den Här Biltgen, e wierklech - géif ech soen - dramatesch Schiebelekoop hannerloos. Mëttlerweil huet e jo déi waarm Gromper ofginn, an elo kann dann de Koalitionspartner kucken, domadder eens ze ginn.

Och hei wëll ech soen, datt mer als Demokratesch Partei eng Rei Proposen ëmmer erëm gemaach hunn. Mir sinn net midd ginn, fir ze fuerderen, fir d'ADEM ze reforméieren, d'Aarbechtsvermittlung ze verbessern, se ze professionaliséieren, op déi nei Erausforderung unzupassen. Virun allem hatt missen d'ADEM oder d'Aarbechtsamt ganz vill an d'Weiterbildung investéieren respektiv sech do spezialiséieren, well bei eis ass et jo, datt mer awer ëmmer nach nei Aarbechtsplaz kreéieren, mä datt mer d'Leit net op déi Aarbechte kënne plazéieren.

Och a schwierigen Zäite si ronn 7.000 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschaf ginn. An déi Leit konnten net plazéiert ginn. Duerfir geet et also net duer, datt een op der ADEM einfach nëmmen de Chômage verwalt, e Stempel drop mécht an den Nächsten an de Büro rufft, mä et muss ee wierklech kucken, datt een deene Leit weiderhëllef, datt een hinnen eng Weiterbildung gëtt, datt ee proaktiv mat hinne kuckt nei Aarbechten oder eng nei Aarbecht ze fannen.

Wa mer d'Uklamme vum Chômage net gebremst kréien, da wäert dat sécherlech ee vun den Haaptfaktoren gi vum Uklamme vun der Aarmut an der Kannerarmut hei zu Lëtzebuerg.

Här President, ech wollt mech op déi dräi Domänen do beschränken, well vill aner Aspekter schonn hei haut de Mëtteg vun anere Riedner belicht gi si respektiv vläicht och nach Riedner duerno dat wäerte maachen.

Ech hat meng Ried ugefaangen, andeems ech gesot hunn, datt et e Paradox wier, an engem vun de räichste Länner op der Welt iwwer Kannerarmut ze schwätzen. Wann een awer d'Analys mécht a kuckt, wéi sech jo och hei am Land wesentlech Faktoren - ech hunn der elo dräi genannt - änneren, muss ee feststellen, datt mer och an dem Beräich vun der Kannerarmut hei zu Lëtzebuerg net méi op enger Insel liewen.

Duerfir géllt et also elo, konkret a konsequent dës Problematik unzegoen, nei Weeër ze goen, ënner anerem an de Wunnengshëllef, nei Weeër ze goen an der Familljepolitik, an der Kannerbetreuung an nei Weeër bei der Bekämpfung vun der

Aarbechtslosigkeit. Nëmme wa mer déi Domänen resolut ugin, da kënne mer och konkret a laangfristeg eppes géint d'Uwuesse vun der Kannerarmut hei zu Lëtzebuerg maachen.

Ech soen lech Merci. Ech wëllt och nach eng kéier... oder ech wëllt och nach ganz kuerz e Wuert soen zu där Motioun vun deene Gréngen, déi si eraginn hunn: Mir kënne déi als Demokratesch Partei och ënnerstetzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Berger. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Spautz.

► **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, virun dräi Joer hate mir schonn en Débat hei an der Chamber iwwert d'Aarmut an all hir Konsequenzen, déi hei zu Lëtzebuerg domadder verbonne sinn. Haut hu mer eng Interpellatioun iwwert d'Aarmut vun de Kanner vun null bis 17 Joer.

Den Eurostat huet festgehalten, dass 20% vun eise Kanner hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Aarmutsgrenz falen. 20%, dat ass e Fénneftel vun eise Kanner. Dat sinn eppes ëm 22.000 Kanner. Am Verglach mat Dänemark 9%, Norwegen 10% an Island 11%, sti mir do zu Lëtzebuerg net gutt do. Lëtzebuerg ass also wäit ewech vu sengem Usproch, de Musterschüler an der EU ze sinn, an dat an engem ganz sensibelen Dossier: der Zukunft vun eise Kanner. Schonns virun dräi Joer ass hei an der Chamber vu verschidde Riedner a Riederinnen op de steigenden Aarmutsrisiko, virun allem bei Kanner a Jugendlechen, opmierksam gemaach ginn, an et ass gewarnt ginn. Dëst gesäit elo natierlech um Hannergronn vun der aktueller Kris nach eng kéier ganz anescht aus. D'Situatioun huet sech verschäerft a si bréngt nach méi Misär fir déi Betraffe mat, virun allem fir d'Kanner a fir déi Jugendlechen.

Wéi gesot, virun dräi Joer hate mir en Débat iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg an um Hannergrond vun den Informatiounen, déi mir elo hunn, wär et wichteg, dass dëst Thema regelméisseg, dat heescht all Joer, hei op d'Dagesuerdnung sollt gesat ginn. Mir muss kucken: Wou sti mir an eiser Sozialpolitik? Wat huet sech verbessert oder verschlechtert? Sinn déi Messuren, déi a mengen Aen nëmme punktuell geholl gi sinn, gutt? Gräife se, oder wat muss weider ënnerholl ginn? An eigentlech ginn eis d'Zuelen - 20% bei Kanner - schonns d'Äntwerten op déi Froen.

Fir eent vun de räichste Länner vun der Welt hate mir, trotz deem vill geluefene Sozialnetz hei zu Lëtzebuerg, schonns virun der Kris vill ze vill Leit, Familljen a Kanner, déi duerch dat soziaalt Netz gefall sinn. A wann ech vun deem sozialen Netz schwätzen, da mengen ech domadder net eleng de soziale Mindestloun, dee mir hunn, oder den RMG, op deen ech och nach eng kéier wäert kuerz ze schwätze kommen, mä ech schwätze vun all deem, wat zu engem sougenannten dezente Liewe gehéiert.

Mir hunn nach ëmmer grouss Mängel bei der Bekämpfung vun der Aarmut a vun de soziale Benodelegungen, trotz enger Rei Messuren, déi geholl gi sinn. An och wann ab dem 1. Januar d'nächst Joer dat neit Gesetz iwwert d'Aide sociale a Kraaft trëtt, sinn domadder eis Problemer nach laang net geléist. Mir féieren zwar elo d'Recht op Sozialhëllef an, wat ee vun de wichtigste Punkten an deem Gesetz ass, an dat Gesetz ass och gutt, mä wat dängt dat de Leit - e Recht -, wann d'Mëttelen, fir hinnen ze hëllef, ganz einfach net do sinn, wa se feelen?

All Bierger huet an Zukunft d'Recht op d'Grundversuergung, dat heescht d'Gesondheitsversuergung, lessen, Kleeder, Energie- a Waasserversuergung, Mobilitéit a Wunnen.

Ech huelen nëmmen elo emol d'Thema Wunnen eraus, wat och haut de Mëtteg eng Rei vun de Virriedner scho gemaach hunn. Dëst war, ass a bleift, wéi et ausgesäit, ee vun eise flagranteste Problemer, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn. Elo an an deene kommenden zéng bis 15 Joer feele

70.000 Wunnengen. Dat sinn der téschent 3.400 bis 4.800 pro Joer.

Wat maache mir dann elo mat deem Recht vun de Leit, hirem ageschriwwene Recht, op d'Grundversuergung vu wunnen, dëst am Kader vum Gesetz iwwert d'Aide sociale? Et feelt u bezuelbarem Wunnensraum. A fir déi Wunnengen, déi do sinn, mussen d'Leit ëmmer nach en horrente Loyer bezuelen. D'Agence immobilière sociale, wat eng gutt Initiativ ass, ass do awer schonns bal nëmmen eng Dréps op e kale Steen. Mä all Initiativ an deem Sënn ass wichteg.

Wéi sollen all déi Familljen oder Elengerzéier mat engem oder méi Kanner et fäerdeg bréngen, eleng mat hirem RMG oder soziale Mindestloun déi nach ëmmer horrent Loyer hei am Land ze bezuelen? Dëst ass schlicht onméiglech. An déi absolut dramatesch Situatioun op eise Wunnensmaart gëtt dann och weiderhi vu schamlose Profiteuren a Schlofhändler ausgenutzt, déi deene Leit Cafészëmmeren oder Kellere verlounen, déi ënner mënschenonwärdige Konditiounen sinn.

An do hoffen ech, dass eisen neie Wunnensminister säi Versprieche hält, wat en an der leschter Chamberskommissioun vum Logement gemaacht huet, wou mir d'Thema vun de Schlofhändler a Cafészëmmeren op der Dagesuerdnung haten, hei endlech duerchgräifen an deene Verbiecher, där Mafia, endlech d'Handwierk ze leeën, déi esou Zoustänn zouloossen.

Mä ech denken, och domadder ass et eleng net gedoen. Et muss vill méi Soziala Gemengewunnengen op de Wunnensmaart kommen, fir deene Leit, déi wéineg Geld zur Verfügung hunn, ze verlounen, fir dass si aus hire prekäre Situatiounen erauskommen an dezent wunne kënne.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Am Kader vum Gesetz iwwert de Pacte logement hu mir do jo och vill doriwuer diskutéiert. Dréit dat Gesetz dann elo wierklech mat derzou bäi, dass sech endlech eppes deet an deem Beräich Sozial- a Gemengewunnengen? D'Gemenge Lëtzebuerg an Esch weise regelméisseg op dee Problem hin, well si déi zwou eenzeg Gemenge sinn, déi gemengenege Wunnengen hunn. Awer natierlech geet dat net duer. Mir kréien de Problem esou net an de Grëff.

Verschidde Gemengen hunn awer schonns Initiativen oder Moosnamen an d'Weeër geleet. Um lokale Plang ass et méiglech, wann een dat dann och wëllt, op ënnerschiddlechen Niveaue Projeten ze entwécklen, déi engersäits preventiv sinn, an anersäits Leit hëllef, déi aus hirer Nout net méi eleng erauskommen.

Ech wëll der e puer nennen: D'Gemenge kënne am Beräich vum soziale Wunnensbau ganz daitlech Akzenter setzen. Si kënne Projeten, zum Beispill mam Fonds du Logement zesumme realiséieren, wa se et net selwer wëlle maachen. Mä si kënne awer och selwer Gemengewunnengen oder Haiser fir hir eege sozial benodelegt Bierger zur Verfügung stellen a verlounen.

D'Gemenge sollte Konventiounen mat Organisatiounen ofschléissen, wéi zum Beispill der Stëmm vun der Strooss, der Jugend- an Drogenhëllef, dem Réseau Psy, Nuechtsfoyeren oder anerer, fir deene Wunnengen zur Verfügung ze stellen, wou déi Organisatiounen kënne hir Leit drasetzen, an déi dann och an hirem Alldag begleeten oder de Suivi vun deene Leit kënne maachen.

Dat geet alles. Et si kleng Schrëtt, mä si hëllef vill, an et konzentréiert sech net eleng d'Wunnensnout op Esch an op d'Stad.

D'Thema Aarmut, Précaritéit, soziale Fortschrëtt a sozial Gerechtegkeet, déi fuerderen e vernetzt Denken an Handeln, well si betreffe Politikfelder wéi Aarbecht a Chômage, Iwwerverschuldung, Wunnenspolitik a Wunnensnout, Steieren an Taxepolitik, Bildungs- a Schoulpolitik, Familljepolitik a viles méi. An et ass, wéi scho Virriedner gesot hunn, schued, datt haut de Mëtteg nëmmen d'Familljeministesche ass. Et betrëfft méi Ministere an méi Ministere.

Wou si mir zum Beispill dru mat dem neie Gesetz iwwert de Surendettement, an



domadder verbonnen der Faillite civile? Wou si mir dru mat dem Tiers payant? Och hei kréie mir regelméisseg Dossieren a Rapporten, wéi zum Beispill vum Ombudscomité vum de Kannerrechter oder der EAPN mat hiren zwielef Organisatiounen oder der Stëmm vun der Strooss oder enger ganzer Rei aneren Organisatiounen. De Ball läit bei eis oder éischter bei der Regierung, datt se mat Projeten hei an d'Chamber kommen. Wéini passéiert do eppes?

Ech hunn hei schonns méi oft gesot, dass Sozialpolitik net eleng vun engem Office social gemaach gëtt. Si sinn déi, déi um Schluss vun der ganzer Kette stinn; a ganz oft, wann alles virdru versot huet. Mir dierfen elo och haut net de Feeler maachen an dovunner ausgoen, dass mat dem Gesetz iwwert d'Aide sociale, wat, wéi gesot, den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft trëtt, an Zukunft all d'Problemer geléist sinn.

D'Sozialpolitik huet vill Aspekter, a verschidden Themen an Diskussiounen mussen vernetzt matenee gefouert ginn. Awer een Haaptthema ass dat vum Wunnen. Wéi mécht e Kand seng Hausaufgaben - an do kann d'Ausbildung esou gutt sinn, wéi se nëmmen ass - an engem Cafészëmmer? Am Foyer Ulysse gëtt et gemaach. A Cafészëmmer ginn Hausaufgabe gemaach. D'Wunnensproblematik ass eent vun den Haaptproblemer.

Wéi gesot, virun dräi Joer hate mir schonns en Débat iwwert d'Aarmut. An eng Rei Saachen, déi ech deemools gesot hunn, zielen nach ëmmer, an dofir widderhuelen se sech och. Ech wollt lech e Beispill vum Terrain soen.

Am Escher Office social hu mir 2008 4.421 Visiteure gehat; Leit, déi dohinner komm sinn. 2009 waren et der 4.915. Dat si bal 500 Visiteure méi wéi d'lescht Joer, innerhalb vun engem Joer. Vun 2008 op 2009 hu mir eng Hausse vu 14% Ménagen, déi eng sozial Hëllef bei eis um Office social gefrot hunn. An ech schwätzen net do vun der Croix-Rouge, déi nach zu Esch aktiv ass, a vun der LIGA, déi zu Esch nach aktiv ass.

D'Waardelëscht fir eng Gemengen-Geegwunnung zu Esch läit bei mëttlerweilen haut de Moien 493, dat heescht d'nächst Woch bei 500 Demanden. Dat sinn iwwer 1.000 Leit, déi op enger Lëscht stinn, an ouni déi Lëscht vum Fonds du Logement emol ze nennen.

An den Escher Caféë lieue mëttlerweil - et ass ëmmer schwéier anzuschätzen - zwi-schent 800, 900, 950 Leit, an de Caféen. Och Famillje mat Kanner. An ech schwätzen net vun de private Schlofhandlender, wou mer keen Iwwerbléck hunn, wou mer net einfach kënnen an d'Haiser eragoen. Ech denken, verschidde Berichter huttt Der matkritt an der Press: 50 Leit an engem Haus am Keller; zwee Kellere, 50 Leit ënnerbruecht. Dat ass e Verbriechen!

Wéi ech mech op d'Interpellatioun vun haut preparéiert hunn, ass mir erëm en Zeitungsartikel an d'Hänn gefall, deen ech och schonns beim Débat virun dräi Joer zitéiert hunn. Den Auteur huet am Kader vun där deemoleger Debatt iwwert d'Aarmut, an déi Zuelen, déi veröffentlecht gi sinn, als Iwwerschrëft geschriwwen: «Sois pauvre et tais-toi!»

An e schreift: «Il ne suffit donc pas de prétendre que tout va bien au Grand-Duché.» En hat dat opgrond vun den Zuelen, déi mer deemools do leien haten. «Faire croire à la population que le Luxembourg est un havre de paix et de bien-être est équivalent à lui jeter de la poudre aux yeux. Il est grand temps que chacun regarde enfin les réalités en face et réagisse.»

Dat war virun dräi Joer. Den Auteur huet mat senger Schlussbemierkung ganz sécher net déi Organisatioun oder ONGen oder eenzel Leit gemengt, déi sech an hirem Alldag ëm déi Leit bekëmmeren, déi an der Précaritéit liewen, déi ausgeschloss sinn an déi isoléiert sinn. Déi Organisatiounen oder eenzel Leit versichen där Populatioun hei zu Lëtzebuerg eng Stëmm ze ginn. Si verrieden déi Leit a si versichen eis, eis als Politiker, dat matzedeelen.

«Il est grand temps que chacun regarde enfin les réalités en face et réagisse.» Domadder si mir gefuereert. Virun allem

mir als Politiker. Als Verantwortlech hei an der Chamber, an der Regierung, an de Gemengen, wou der och vill vun eis heibanne Verantwortung hunn, an op villen anere Plazen a Gremien, wou mer soss och nach engagéiert sinn.

Alles, wat mir hei an der Chamber beschléissen oder ofstëmmen, huet Auswierkungen. An ech soen dat einfach elo emol am Hibleck op d'Tripartitegesprécher, déi d'nächst Woch ufänke wäerten.

Ech wëll domadder soen, dass et net eleng duergeet, hei en eenzelnen isoléierten Débat iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg ze féieren - obwuel déi Initiativ gutt ass, Madame Loschetter! -, et muss all Joers iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn, esou laang, wéi mer dat net am Grëff hunn.

Iwwert dat eraus geet et drëms, iwwer all Parteigrenzen ewech mat de gesellschaftleche Kräften, den Organisatiounen, de Sozialpartner ze diskutieren an no gemeinsame Léisungen ze sichen.

An et geet och net, dass d'Regierung de Gemengen d'Veantwortung fir des Problematiken eleng iwwerléist, an - ëmgedréint - d'Gemenge sech erklären, andeems si soen, si hätte kee Geld fir verschidde Mesuren a Moossmaten ze ergräifen. Ech denken do u Maisons relais, u Wunnensbau an esou weider.

Et geet drëms, politesch Prioritéiten ze definéieren oder nei ze definéieren. An dat géif heeschen, dass mir esou munches un eiser Politik, un den Inhalter an un de Prioritéite verännere missten an och a Fro stelle missten an eppes amplaz setzen.

An da stellt sech och jo nach eng weider Fro. Dat ass trotzdeem déi kruzial Fro fir d'Gemenge vun der Finanzéierung. D'Regierung fuerdert d'Gemengen op, si misste käschendeckend schaffen, a ginn domadder d'Veantwortung - déi finanziell Verantwortung - weider un d'Gemenge respektiv un de Bierger, deen dann nach méi aus sengem Portemonnaie muss bezuelen. Ech denken do just un d'Waasertax, eent vun de Beispiller.

Och d'Regierung a virun allem d'Regierung ass gefuereert, vill méi Geld zur Verfügung ze stellen, fir dass d'Gemengen an och d'sozial Organisatiounen hir Verantwortung iwwerhuelen kënnen an hir Aarbecht um Terrain maache kënnen.

2010 ass d'Joer vun der Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Wann ech verschidden Aussoe vu Politiker an anere Verantwortlechen héieren, da mengen ech, datt si net matkritt hunn, dass d'ës iwwerhaapt en Thema ass.

Ech wëll hei nëmmen un dee populisteschen a geféierlechen Débat erënneren, deen den Här Westerwelle an Däitschland ugestouss huet mat sengen Aussoen iwwer Hartz IV-Empfänger an deen och hei zu Lëtzebuerg, Kolleeginnen a Kolleegen, esou manche Leit passt a bei manche politesche Verantwortlechen och op oppen Ouere stéisst. D'ës besonnesch jo hei am Zesammenhang mat de Leit, déi den RMG kréien.

A fir nach eng Kéier op d'Thema RMG a Paien anzegoen: Net den RMG ass ze héich par rapport zu de Léin, zu de Paien. Et sinn d'Paien, déi adaptéiert mussen ginn.

(Interruption)

Een dee schafft, soll e gerechte Loun kréien.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Vera Spautz (LSAP).**- Eng Journalistin huet geschriwwen iwwert den RMG, d'Ofkierzung: «C'est le revenu miséreux garanti.» An déi huet Recht domadder.

Eng Aarbecht ze hunn, ass haut iwwerhaapt keng Garantie méi, fir net an d'Aarmut ofzerutschen. Dofir gëtt et mëttlerweilen de Begrëff vun den „working poor“. Emitter méi Leit a virun allem d'Fraen, a mir hunn haut den Débat iwwert d'Frae gehat, kréie fir hir Aarbecht nëmmen de soziale Mindestloun. Dat geet vläicht nach heiansdo knapp duer, fir dass si domadder de Loyer oder d'Lesse bezuele kënnen. Et geet awer iwwerhaapt net méi duer, fir sech Kleeder ze kafen oder de Schoulausflug vun de Kanner, den Ticket fir an de Kino, en Hobby an esou weider.

Ech wëll an deem Zesammenhang mat dem RMG nach e weidere Punkt an d'Diskussioun erabringen - mir haten en haut de Mëtteg schon -: Fir den RMG ze kréien, muss ee 25 Joer hunn. Zënter Jore schloen d'Sozialaarbechter a sozial Organisatiounen Alarm. Déi Jugendlech téschent 18 bis 25 Joer hu keen RMG zegutt. D'Argumentatioun war ëmmer déi, dass den RMG ze vill attraktiv wier fir déi Jonk an deem Alter an da géife si sech net ëm eng Aarbecht beméien.

An der Realitéit gesäit et awer aneschtens um Terrain aus. An an eiser Situatioun, an der Krisituatioun, wou mer dra sinn, nach méi dramatesch.

Wann den RMG weiderhin net fir déi Jonk ab 18 Joer ass, mussen awer dringendst begleedend Mesuren an Hëllef kommen, fir déi ze ënnerstëtzen; an do wëll ech nëmmen de Chiffer vun deenen 300 Schoulofgänger ouni Diplom nennen, déi op den Aarbechtsmaart kommen.

Een dee behaupt, dass déi Leit, déi an Däitschland Hartz IV oder hei den RMG kréien, Liederhanesse wieren, well se fir näischt ze schaffen vill Geld géife kréien, dee verkennt schlicht an einfach d'Realiteit oder beweegt sech op engem ganz geféierlechen Terrain ganz bewosst. Een, dee behaupt, den RMG muss par rapport zu de Paien ugepasst ginn - dat heescht erofgesat ginn -, dee lieft net an der Realiteit.

Op Lëtzebuerg bezunn, ass eng Famill mat Kanner, déi den RMG oder déi de soziale Mindestloun kritt, aarmutsbedroht oder si ass aarm. Och Kanner vun Elengerzéier oder Famillje mat ville Kanner si staark dem Risiko vun der Aarmut ausgesat. A wéi et haut de Mëtteg schon am Débat virdru geheescht huet: 44% vun den elengerzéierende Frae sinn aarm. Aarmut ass weiblech.

De Problem vun der Aarmut bei Kanner a Jugendlechen ass net nëmmen e finanzielle Problem. En ass villschichteg an huet vill Facetten. Niewent der finanzieller Aarmut gëtt et déi domadder verbonne sozial a kulturell Aarmut. Dat féiert zur Grenzengung. Et zitt ee sech ëmmer méi zréck, gëtt krank, fillt sech net verstanen, ka sech net méi mat aneren identifzéieren. Besonnesch Kanner, déi ënner Aarmut leiden, fille sech ausgegrenzt. Hiren Elteren oder hirer Mamm, wa se elengerzéierend ass, geet et schlecht, an d'Kanner si ganz staark dovunner betraff.

Mir féieren eis Diskussioun haut och um Hannergrond oder mam Bléck am Virfeld op déi nächst Tripartitegesprécher. A wéi de Fraktiounspresident vun der LSAP, den Här Lux, et richtig gesot huet an engem Interview a richtig formuléiert huet: «D'Kris ass net déi vun den öffentleche Finanzen. Déi eigentlech Kris ass déi sozial Kris, déi op dem Aarbechtsmaart.»

Domadder muss sech d'Tripartite befaassen.

Bei den Tripartitegesprécher sollt et op kee Fall dozou kommen, dass de roude Stëft bei der Familljen- a Kannerpolitik ugesat gëtt. Familljen, a besonnesch Elengerzéier, sinn engem daitlech erhéichten Aarmutsrisiko ausgesat. An nach méi daitlech, an dat kann een nëmmen ënnerstëtzen: Et sinn d'Banken, déi des Kris verursaacht hunn a verantwortlech sinn, an dofir sollt si och mat bezuelen!

(Interruptions)

D'EAPN, déi 12 Organisatiounen, déi sech an hirem „Réseau luxembourgeois de lutte contre la pauvreté et l'exclusion“ hei zu Lëtzebuerg zesummegeeschloss hunn, hu schonns de 17. Oktober 2006, viru véier Joer, e Bréif un eis gericht als Deputéiert, an deem si eis eng Rei Informatiounen an hirem Rapport zoukoume gelooss hunn, an ënner anerem schreibe si: «Pour éviter que les décisions politiques continuent à se répercuter de façon disproportionnelle sur des personnes en situation de pauvreté et multiplient les facteurs d'exclusion et d'injustice sociale, EAPN Lëtzebuerg plaide en faveur de l'introduction d'un mécanisme connu sous le nom de „Sozialverträglichkeitsprüfung“.» Och dat hu mer an dem Débat virun dräi Joer schonns hei gehat.

Et ass héich Zäit, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, aktiv ze ginn an en déif gräifenden Débat ze féieren. Ech

mengen net einfach emol haut e puer Stonnen, an da gi mer e bësse betraff heem, an domadder war d'Saach gehalen.

Et ass absolut dringend an et ass héich Zäit, dass sech all gesellschaftlech Kräften zesummesetzen, Parteien, Gewerkschaften, d'Organisatiounen vum Terrain an déi politesch Verantwortlech, d'Regierung a sech eens géife ginn ëm e Pakt; e Pakt, wou mir eis dozou géife verflüchten, déi sozial Verträglichkeitsprüfung an eis politesch Décisiounen anzeféieren.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Eng Rei Gesetzer, déi mir hei stëmmen, hunn Auswierkungen op d'Liewen an op d'Liewensqualitéit vu ganz ville Leit, dem eenzelne Bierger oder, fir et méi bildlech ze maachen, op ganz Familljen. An ech hat et schonns eng Kéier gesot, mir schwätzen hei vun de Leit dobaussen. Mir heibannen, d'Leit dobaussen, dat si Mënschen, Mammen, Pappen, Kanner, Aler, Jonker, Familljen, eenzel Persounen, Kranker, Ausländer, Asylanten an esou weider, an esou weider. Déi Leit hunn e Gesiicht. Mir schwätzen net vun anonyme Persounen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Ministesch, an och fir de Rescht vun der Regierung, mir sinn all gefuereert elo, haut an an deene wichtegen Décisiounen, déi mir elo an den nächste Wochen huelen, huelle mussen, ze reagéieren. 20% vun eise Kanner sinn aarmutsgefährdet, sinn aarm. 44% vun elengerzéierende Frae sinn aarm. Kee vun eis heibannen a kee vun der Regierung dierf dat dote weider zouloossen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen der Madame Spautz Merci, an als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir huttt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir constatéieren hei zu Lëtzebuerg eng Verlagerung vum Aarmutsrisiko vun der eelerer Generatioun op déi Jonk. Gouf et nach viru kuerzem de Problem vun de sougenannten Hongerrenten, esou ass dee Problem haut geléist, dank der Interaktioun och vum Aktiouncomité fir Demokratie a Rentegerechtegkeet, a mir constatéieren ee Rutsch vun der Aarmut, wéi gesot, op déi jonk Generatiounen.

D'Kannerarmut existéiert och am räiche Lëtzebuerg. Mir schwätzen awer éischter hei vu relativer Aarmut. Grosso modo gëtt et sechs Aarmutsdimensionen: 1. déi materiell Situatioun; 2. Gesondheitsfaktoren, dat sinn zum Beispill d'Kannerstierflechkeet, d'Gewicht vum Kand bei der Gebuert, d'Impfraten; 3. d'Bildung - Stéchwuert PISA -, d'schoulesch Leeschtung, d'Jugendarbeitslosigkeit an déi beruflech Zukunft; 4. d'Beziéung zu den Elteren a Gläichaltregen, dat ass d'Famill, gemeinsam Molzechten, Gesprécher, Beziéungen; 5. d'Liewensweis an d'Risiko wéi Iwwergewicht, Drogemissbrauch, Risiko beim Sexualverhalten, Gewalterfahrungen, sportlech Betätigung; a 6. Selbstaschtzung vun de Kanner ënner Auswärtung zum Thema Gesondheet, Schoul a perséinlech Wuelfannen.

Alles dréint ëm des sechs Punkten. Et geet ganz fréi un. Schonns an der Schwangerschaft hu Kanner vun aarme Frae méi schlecht Chancen. Si kommen ze fréi op d'Welt, mat Ennergewicht, wat spéiderhin zu schwéiere Léierstéierungen, Verhalensopfällegeeten an Intelligenzentwécklungsstéierung feiere kann. An der enneschter sozialer Schicht fëmme 40% vun de Mamma während der Schwangerschaft. Am Haushalt gëtt gefëmmt. D'Kanner kréie keng oder ze weineg Frühförderung an entwécklungsstéierend Therapien.

Aarm Kanner sinn net selten Affer vun Ëmweltverschmutzung, Autogasen, Nikotinvergiftungen, ongesonde Wunnhaiser. Si si méi oft Affer vun Accidenter. Si ernähren sech méi schlecht, iesse Fastfood, kee Vollkornessen, si iesse Chipsen, weineg Uebst, drénke Limonad a Cola, wat zur Folleg huet, datt se Vitaminmangel kréien

an datt se permanent midd sinn, keng Konzentratioun hunn an an lwwergewicht leiden.

Een Deel vun de psychesche Krankheete gëtt duerch Sozialfaktoren an hirer Entstehung an Ausprägung beaflosst. D'Kanneraarmut ass ee Faktor vu schlechter Gesondheet an eng méi lues emotional a kognitiv Entwécklung. D'Kanner bréngen schlecht schoulesch Leeschtungen, komme méi selten an héich Schoulformen eran, ginn am mannerjähregen Alter Elteren, fëmmé méi, benotzen öfters illegal Drogen a sinn als Erwuesse méi oft aarbechtslos.

Dat heescht elo awer net, dass d'Aarmuts-situatiounen am Elterehaus all Kanner negativ géif prägen. Eltere mat Human-kompetenz a mat engem kulturelle Kapital kënnen derzou bäidroen, datt d'Kanner sech trotz Aarmut gutt entwéckelen. Elteren, déi iwwer eng héich Bildung verfügen an déi selwer sozial ofgestige sinn, engagéiere sech ganz staark fir de schoulesche Werdegang vun hire Kanner.

Här President, d'Kanneraarmut muss souwuel opgrond vum Matgefill mat deene betraffene Kanner wéi och wéinst de méigleche laangfristige Wierkungen op d'Gesellschaft, gesellschaftlech ganz eescht geholl ginn. Eng laangfristeg Aarmut féiert zu opstauenden Emotiounen, Wut, Haass, Verzweiflung a ka sech a Klengkriminalitéit an organiséiertem Verbrechen ausdrécken. Wat dozou féiert, datt laangfristeg vill Käschte fir d'Gewalt an d'Drogebekämpfung entstinn.

D'Kanneraarmut ass en Defizit un Zukunftschancen. Hei zu Lëtzebuerg, an engem vun deene räichste Länner vun der Welt, hu mir Kanneraarmut, déi visibel, awer och déi onvisibel Kanneraarmut. Wéi vill Leit loosse hir Kanner net vum Dokter behandelen, obschonn d'Visite vun der Krankekeess oder vun der Gesondheitskeess zréckbezuelt gëtt, rembourséiert gëtt? An dat aus dem einfache Grond, well se déi Suen net kënnen virstrecken. Wéi vill Leit verzichte fir hir Kanner op psychologesch Therapien? A wéi vill Leit verzichten op Medikamenter, well se net total rembourséiert ginn? Dës Tatsaach muss een och bewusst sinn.

Wann et an engem räiche Land Kanneraarmut gëtt, dann ass dat eng strukturell Gewalt. Dat baséiert op Strukture vun engem bestehende Gesellschaftssystem, deen d'Leit drun hënnert, fir hir Fäegkeeten a Méiglecheete voll ze entfalten. Eng strukturell Gewalt gëtt emol net erkannt, well déi ageschränkte Liewensnorme schonns als normal ugesi ginn. Eng strukturell Gewalt ass e politeschen Aarmutszeugnis fir de Stat, fir d'Wirtschaft a fir d'Gesellschaft.

Et kann een dogéint argumentéieren, dass duerch d'Migratioun hei zu Lëtzebuerg, a speziell hei zu Lëtzebuerg, et zu strukturelle Verännerunge komm ass, mat enger sozialer Schicht vu Leit, wou esou Prozesser wéi Aarmutsentwécklung méi staark ervirkommen. Déi Leit, déi schonn an hirem Land aarm woren an doduerch emigréiert sinn, fir hei eng besser Zukunft ze kréien.

Trotzdem, wann de Stat Migrantë wëllt ophuelen, an dat ass ee politesche Choix, da soll een och derfir suergen, datt déi Leit sech hei och optimal entwéckele kënnen.

Da kann ee sech verteidegen a soen: Mir maache vill fir déi sozial schwache Leit, Beispill *Épicerie sociale*, *Agence immobilière sociale*, *Aide sociale*; dat ass alles luewenswäert. Kucke mir elo d'Chèques-services, déi am Prinzip geduecht si fir déi 4.500 Kanner, deenen d'Aarmut an d'sozial Ausgrenzung droht. Mä hei gesi mir, datt déi Kanner aus sozial méi schwache Familjen a méi engem klengen Mooss vun dese Chèques-services Gebrauch maachen. Nëmme een Drëttel profitéiert dovunner, wougéint déi méi héich Schichten, déi alles hunn, aus dem Volle schöpfen an dovunner profitéieren.

Hei, menge mir, misst ganz schnell Remedur geschafe ginn, an, Madame Minister, Dir misst eiser Meenung no des Situatioun an enger Evaluatioun aneschtens upaken.

Nëmme da kann een d'Ofgleisen an d'Aarmutsspiral verhënnere.

Des Weidere si besser Ausbildungsméiglecheete vu grousser Bedeitung. Dat weist sech zum Beispill um Zougang zu de Medien an Informatiounen, esou wéi d'Fäegkeet, mat hinnen ëmzegoen.

Eng sënnavoll Initiativ wär zum Beispill ee PC fir all Kand an Online-Verbindung op Statskäschten, fir eng Virbereedung vun der zukünftiger Berufsgeneratioun, ugesiicht der globaliséierter Welt, ze erlaben, an dat wär och statswirtschaftlech ouni Schwieeregkeeten ze finanzéieren.

Mir brauchen och méi betreite Wunnengen, Unitéiten, déi fënnf bis sechs Jugendlecher opheue kënnen, mat engem Educateur. An do muss de Stat mat hëllefen, d'Gemenge muss mat hëllefen, an och d'Stad Lëtzebuerg zum Beispill, déi de Potenzial dofir huet.

Här President, wann ee Kand am Schoulalter een niddregen Intelligenzquotient huet, wann Defiziter bei der Feinmotorik, bei der graffer Motorik an och bei der Sprachfertegkeet do sinn, da mussen d'Alarmglacken ugoen. Et muss ee wëssen, dass de sozioekonomesche Status vun den Elteren d'Intelligenzentwécklung vum Kand méi wéi all zurzäit erfaassbar prénatal a périnatal Risikofaktore bestëmmt.

Fir dat ze ënnermauern, wëll ech dat heite Beispill elo hei soen, eng Etüd, déi zu Dundee a Schottland op der Universitét gemaach gouf. Do hu Chercheuren erausfonnt, dass de Broschkriibs an enker Verbindung mat der sozialer Aarmut steet. Den Dokter Lee Baker huet festgestallt, dass bei sozialer Aarmut de Gen P53, deen normalerweis zoustänneg ass, fir Broschkriibs ze verhënnere, mutéiert a seng Protektionsfunctioun verléiert, esou dass dese Kriibs méi staark zum Virschäi kënn. Här President, dat sprécht Bänner.

Fir ofzeschléissen, wëllt ech d'Roll vun der Famill nach eng Kéier hei ënnersträchen. D'Roll vun der Famill ass sakrosankt. Näscht kann d'Famill ersetzen, weder eng Crèche nach eng Maison relais nach e Chèque-service. D'Kanner brauchen eng Beziéung zu hiren Elteren, an déi Beziéung muss zolidd sinn. Dat ass den Alpha an den Omega.

Dofir nach eng Kéier eisen Appel un d'Regierung - mir hunn dat scho gesot a mir wäerten dat ëmmer nach betounen a rappeléieren -, een Appel un d'Regierung an een Appel un d'Familljeministesch: Am Numm vun der Gläichheet, fir all Diskriminatiounen ze verhënnere an zum Wuert vun der Gesellschaft, ënnerstëtzt déi Mamm oder dee Papp, déi doheem wëlle bleiwen, fir Kanner ze betreien! Dat ass den Ufank vun der Aarmutsbekämpfung.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Colomera Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, Aarmut ass een Extrem vun der wuessender sozialer Ongläichheet. Um aneren Extrem accumuléiert sech onverschimmte Räichtum. Dir liest jo och d'Wirtschaftssäite vun Ären Zeitungen, huelen ech un. An ech mengen, dass een d'Thematik Aarmut net ka behandelen, ouni de Kontext vun der allgemenger Ongläichheet oder Ongläichheet an der Gesellschaft, also och net ka lassléise vun der allgemenger Verdeelungsfro.

Ech widderhuelen dofir nach eng Kéier meng Fuerderung, déi ech hei zum Ausdrock bruecht hunn, wéi mer iwwert d'Regierungserklärung diskutéiert hunn, dass mer eng systematesch Berichterstattung maachen, wéi et se och deelweis am Ausland gëtt, iwwert d'Entwécklung vun den Ongläichheeten, inspiréiert zum Beispill um däitschen Armuts- und Reichtumsbericht, wou et net nëmme drëm geet, Statistiken, quantitativ Donnéeën auszedrécken, sondern wou et och drëm geet, qualitativ Analysen, Ursachefuerschung an natierlech och Strategien ze entwéckelen, fir déi wuessend sozial Ongläichheeten erëm ofzebauen an domadder d'Aarmut ze bekämpfen.

Kanneraarmut ass net ze trenne vun der Elterenaarmut. Virun allem wa mir hei

Zuelen nennen, dann ass jo ëmmer gemengt de Revenu vun den Elteren. Wa mir hei vun Aarmutsgrenz schwätzen, da bezitt déi sech ëmmer op Revenuë vun den Elteren, well d'Kanner selwer hu jo keng Revenuen. An ech mengen, dass also déi alleréischte Prioritéit natierlech muss sinn, dass mer d'Elteren aus der Aarmut erauskréien.

Däerf ech drun erënneren, dass hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun ënnert der Aarmutsgrenz läit?

Vun der Aarbechtslosegkeet ass hei geschwat ginn. Däerf ech dann och nach eng Kéier drun erënneren, dass no engem Joer Aarbechtslosegkeet déi betreffend Person keng Aarbechtslosenënnerstëtzung méi kritt? A wat dann?

Däerf ech drun erënneren, dass 10%, och erëm eng Kéier bei deenen Zuele vun der Aarmut, 10% vun deene Leit, déi eng Aarbecht hunn, ënnert der Aarmutsgrenz leien? Dat sinn déi „working poor“, vun deenen och schonn d'Madame Spautz geschwat huet.

Däerf ech och nach eng Kéier drun erënneren, wéi dramatesch d'Wunnensituatioun hei zu Lëtzebuerg ass, fir déi Leit, déi sech um private Maart keng Wunneng kënnen leeschten?

Et gëtt do nëmme eng vernünfteg Léisung, menger Meenung no. An déi vernünfteg Léisung ass de systemateschen, massiven Ausbau vun de soziale Mietwunnengen. Ech mengen, mir misste kuerzfristeg ustriewen, 10% vun eisem gesamte Wunnensbestand misste sozial Mietwunnenge sinn. Dobäi léiche mer nach ënnert deem Prozentsaz, deen an eisen Nopeschlänner besteet.

Däerf ech och nach eng Kéier drun erënneren, wat d'Situatioun vun eiser Schoul betrëfft, dass déi bishereg PISA-Etüden ëmmer erëm drop higewisen hunn, dass eis Schoul - et ass awer net d'Schuld vun der Schoul einfach, net dass ech falsch verstane ginn -, mä dass eis Schoul net dozou bäidreit, déi sozial Ongläichheeten ofzebauen, sondern eigentlech um Enn vun der Ausbildung respektiv Netausbildung déi sozial Ongläichheeten nach eng Kéier méi grouss gi sinn?

Dat ass also déi Reproduktioun dann. An ech mengen, déi negativst Tendenz am Zesammenhang vun der Fro vun enger nohalteger sozialer Entwécklung, dat ass genau déi Situatioun, déi mer am Moment hunn, wat eis Kanner betrëfft.

An ech mengen och, wéi d'Madame Spautz gesot huet, et geet net hei einfach nëmme ëm ee Ministère, et geet ëm eng global vernetzte Strategie, wou déi ganz Regierung a gesellschaftlech Kräften agebonne ginn, fir d'Aarmut an d'sozial Ongläichheeten ofzebauen.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Mir hunn de Mëtteg vill hei héieren iwwert d'Aarmut, an dat och am Kader vum Joer 2010, wat d'Europäescht Joer vun der Bekämpfung vun der Aarmut an der Exklusivatioun ass. An eigentlech mat Ausnahm vun esou Débaten, hunn déi aarm Leit keng ganz grouss Lobby zu Lëtzebuerg. Dat muss een esou gesinn. Et gëtt eng Partie Associatiounen, déi sech dorëmmer këmmere, mä wann iwwer Aarmut Rieds geet, da fanne vill Leit, datt dat eigentlech net si betrëfft an och näscht mat hinnen ze dinn huet.

Ech géif wëllen hei, well mer ewell vill Zuelen héieren hunn, lech och eng Kéier soen, wa mer iwwert de Risiko vun der Aarmut schwätzen, datt de Revenu médian mensuel zu Lëtzebuerg 2.576 Euro de Mount ausmécht, a Frankräich 1.464, an der Belsch ronn 1.500 an an Däitschland 1.521. Dat féiert dozou, datt de Seuil vum Risque de pauvreté zu Lëtzebuerg 1.546 Euro ausmécht, a Frankräich 878, an der Belsch 900 an an Däitschland 913. Einfach och, fir datt ee gesäit, et si ronn 1.000 Euro méi zu Lëtzebuerg, datt een déi méi huet.

Zum Beispill een Adulte mat zwee Kanner ass mat 3.292 Euro zu Lëtzebuerg op dem Seuil vum Risque vun der Pauvreté, woubäi

datt dat da wéi gesot a Frankräich 1.756, a Belgien 1.798 an an Däitschland 1.826 ass.

Här President, ech géif lech wëllen dat hei iwwerreechen, fir datt een dat ka publizéieren. Well et ass ëmmer schwéier, fir esou Zuelen nozelauschten an dann herno nach ze wëssen, iwwer wat datt Rieds goug.

(**Mme Marie-Josée Jacobs dépose une documentation sur le bureau de la présidence.**)

Aus engem Rapport, dee mer amgaange sinn ze maachen an deen ech hoffen emol der Chamber virun der grousser Vakanz kënnen virstellen, iwwert d'Jugend zu Lëtzebuerg, ass ee Kapitel dran, wéi gesot, deen elo nach net publizéiert ass, wou et och ëm den Aarmutsrisiko geet, wou gesot gëtt, datt den Aarmutsrisiko generell zu Lëtzebuerg 14% ass an an der Europäescher Unioun 16%. An da kommen eigentlech interessant Zuelen, déi de Mëtteg nach net genannt goufen. Den Aarmutsrisiko fir déi lëtzebuergesch Bevölkerung ass bei 6,2, fir d'Netlëtzebuerg bei 20,5, fir déi Leit iwwer 65 Joer 7%, 0 bis 18 Joer 20%.

Den EU-Aarmutsrisiko ass vun 0 bis 18 mat 19 vun deene Jonken zu Lëtzebuerg, tèschent 18 a 24 geet et dann erof op 16%. An der EU 18 bis 24 si mer erëm op 20%, zu Lëtzebuerg si mer op 17,6 bei deene Jonken, déi wéineg Formatioun hunn, bei deenen, déi ënner 25 Joer si mat engem Ofschloss am Secondaire 7,8, a mat deenen ënner 25 an engem Uni-Ofschloss si mer op 5,4.

Dir gesitt also, datt dat Zuele sinn, déi relativ ënnerschiddlech sinn a wou een och weist, wéi eigentlech eis Gesellschaft zesummegesat ass. Dat erkläert vläicht e bësselchen och, firwat datt d'Lobby net méi grouss fir déi Leit ass.

Säit längerem huet d'OECD eng Verschlämmerung vun der Aarmut an der Majoritéit vun hire Memberländer festgestallt. Net nëmme zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner betrëfft des Aarmut net méi déi eeler Generatioun, mä et betrëfft virun allem déi Jonk, woubäi och déi Chifferen, déi d'Madame Loschetter genannt huet, awer eng Partie da sinn, 13, 14%, déi eigentlech net elo gewaltig, zueleméisseg net gewaltig an d'Luucht ginn, mä eng relativ Stabilitéit do duerstellen, a wou mer also gesinn, datt et virun allem jonk Leit ënner 25 sinn, Alleinerzieher sinn, Famillje mat Kanner, Netlëtzebuerg, Leit, déi net vollbeschäftegte sinn an déi wéineg qualifizéiert sinn.

Jonk Mënschen, déi an Aarmut liewen, si virun allem och niddreg qualifizéiert Persounen, Schoulofbriecher, Niddreglounempfänger, d'„working poor“, déi Aarbechtslos, iwwerverschëlte Leit, Leit ouni Logement an och zu engem Deel Leit, déi am RMG sinn.

Mir hunn och de Mëtteg ewell des Öfteren héieren, Aarmut gëtt verierft. Dat ass eigentlech e schreckleche Saz, mä deen awer nach ëmmer sech bestätegt. Mënschen, déi an hirer Kandheet a Jugend vun Aarmut betraff sinn, sinn d'est och méi dacks wéi aner am erwuesenen Alter.

Aarmut mécht krank. Eng ganz Partie och vun de Virriedner hunn dorobber higewisen. De Gesondheitszoustand vu Kanner a Jugendlechen, déi vun Aarmut betraff sinn oder am Aarmutsrisiko liewen, ass sougutt objektiv wéi subjektiv méi schlecht wéi fir déi Kanner aus anere soziale Schichten.

Kanner, déi an Aarmut liewen, hu méi dacks psychesch, sozial, emotional, motoresch an aner Opfällgekeiten. Si ernähren sech aneschtens, si ernähren sech méi ongesond, sinn dofir dacks iwwergewichteg, hu manner Bewegung a fëmmen och méi dacks.

D'Aarmut schléisst aus, och dat hu mer de Mëtteg ewell héieren. Fir eng Rei vu sozialen, kulturellen a politeschen Aktivitéiten ass dacks e Minimum vu Ressourcen noutwendeg, déi Jonker, déi an der Aarmut sinn, awer net zur Verfügung hunn.

Dofir sinn ech eigentlech frou, datt mer den nächste Méindeg och kënnen zu Lëtzebuerg, zesumme mat der Associatioun CULTUR'ALL, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg an dem Kulturministère, ee



Kulturpass virstellen an och domadder kucken, datt deen och ënnert d'Leit kënnt, an domadder deene Leit net nëmme Sue ginn, mä awer och d'Méiglechkeet ginn, fir sech eben och kulturell kënnen ze be-
tügen.

Aarm sinn a sech aarm fillen. Mënschen, déi statistesch gesinn aarm sinn, fille sech net onbedéngt aarm. Während 13% statis-
tesch gesinn aarm sinn, soen der just 7%, datt se sech aarm och géife virkommen. Dëst hänkt natierlech och an den Zuelen, wéi an anere Länner och, éischter mat der Héicht vum mëttleren Akommes zesummen. D'Mënsche kucken also éischter dorop, wéi vill si fir ze liewe brauchen a wéi vill dofir och zur Verfügung steet. Während 14% vun de Leit vun der Aarmut betraff sinn, hu just 5% einfach emol Schwieregkeeten, fir finanzielle Verpflich-
tungen nozekommen.

Aarmut a Bildung. Jonker, déi vun Aarmut betraff sinn oder am Aarmutrisiko liewen, sinn iwwerduerchschnëttlech am Régime préparatoire unzetreffen. Méi wéi 50% vun dese Kanner sinn aarm oder dem Aarmutrisiko ausgesat, widderhuelen hir Klasse méi dacks a besichen, wéi gesot, manner usprochsvoll Regimer an der Schoul. Schoulofbriecher si virun allem Jonker aus Familljen, déi an Aarmut oder am Aarmutrisiko liewen, Netlëtzebuerger, a sinn, wéi gesot, och a manner usprochsvolle Schoultypen.

Dofir hu mer eigentlech och déi Chèque-servicen agefouert, net fir domadder iergendengem Hobby nozekommen, mä fir domadder wierklech enger ganzer Partie vu Kanner vu klengem un d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënnen och... An dat hu mer dofir och net nëmme gemaach fir déi Leit, déi aarm sinn, mä fir datt et och fir e Mix vun der ganzer Gesellschaft do ass. An et ass och de Mëtteg hei gesot ginn, datt jiddwereen d'Geleeënheet huet, fir dohinner ze goen, well Kanner och op informell Aart a Weis villes léiere vun anere Kanner, an domadder et wichteg ass, datt och déi eng an déi aner beienee kommen.

An der Statistik sinn et d'„working poor“, do si 14,2% vun deene jonke Salarieën téschent 16 a 24 Joer, déi an dem Aarmutrisiko liewen, an dee Risiko gëtt natierlech nach méi grouss bei deene Jugendlechen, wa se e Kand nach derbäi hunn.

Ënnert dem Surendettement léisst sech nom aktuellen Trend näischt drënner virstellen, d'Zuele schwanken all Joer, mä mir fannen am Fong nëmme bei Jonker ënner 25 Joer manner wéi 3% vun de Fäll, déi iwwerverschëllt sinn.

Leit, déi kee Logement hunn: Vun deenen 1.674 Leit, déi 2008 an den Ariichtunge vun der Stëmm vun der Strooss woren, wore 456 Leit, knapps een Drëttel, ënner 30 Joer al an 13 männerjähreg Jugendlecher derbäi.

Och déi Zuelen hei vun den RMG-Gruppe si genannt ginn, an ech wëll just drop opmierksam maachen, datt eleng téschent Juni 2009 a Februar 2010 1.000 Kanner méi do si vun Elteren, déi am RMG sinn, wéi dat virauer de Fall war. A wann een déi Zuele vun den Aarbechtslosen héiert, a wann eng Kéier och de Chômage ophiéiert - bei deenen engen no engem Joer, bei aneren no zwee Joer, dat hänkt jo dovun of -, dann ass et kloer, datt eng ganz Partie vun deene Leit muss op den RMG zrëckgräifen.

Aarmut, wéi erfirt e Jonken dat? Wann déi Erwuessenen och nach kënnen d'Aarmut zu engem Deel entweder verstoppen oder doduerch, datt se bewusst Verzicht üben, datt se sech aneschtens verhalen, esou geet dat bei deene Jugendlechen natierlech vill méi schwéier. Si hu keen Afloss op hiert Täschengeld. Si kënnen sech net no deenen neieste Moude kleeden a si kréien heiansdo emol net d'Bedelegung fir beim Sport oder bei soss aneren Aktivitéiten an der Schoul matzemaachen. Dat gëtt selbstverständlech als e Mangel emfonnt; de Jugendlechen ass stigmatiséiert an erlieft awer an deem Alter Ausgrenzungen op verschiddenen Niveauen.

Engem jonke Mënsch seng Familljen ass awer och dee Kosmos, an deem de gréissten Deel vu sengem Liewe sech ofspillt. De Jonken erlieft d'Welt vu sengen Elteren a verënnertlech hir Wäerter, hir

Usiichten an och hir Erlebnisse an der Gesellschaft. A bei Jonker, déi vun Aarmut betraff sinn, fanne sech esou an enger ganz wichteger Liewensphas eng ganz Rei vun negativen Erlebnisse, Frustratioun, Ausschloss, Stigmatiséierung, sech net kënnen ze wieren. An eng ganz Rei vu Verhaltensweisen, déi ginn och vun den Elteren iwwerholl, an dat ass d'Beispill eben och vun der Bildung, wou mer si herno erëmfannen a vill méi engen niddrege Formatiounen.

Eent vun deene Mëttele, wat mer an deene leschte Joren agefouert hunn, wat och effikass ass, fir géint d'Jugendaarbeitslosigkeit virzegoen, dat ass de Service volontaire d'orientation, wat e klengt Instrument ass, mä awer e grouse Potenzial huet. D'Erfahrung vun deenen zwee Joer beweist, datt e Jugendleche mat Risiko ka mat Succès reorientéiert ginn, entweder an eng Formatioun, zrëck an d'Schoul oder op eng Aarbecht. Déi Jugendlech gi vun deene regionale Mat-aarbechter gecoached, an dese Coaching ass och ganz erfollegräich, mä en ass awer och bluttnoutwendeg, besonnesch, wann d'Situatioun méi schwierig ass.

Et geet drëm, dee Jugendlechen ze guidéieren duerch déi bestehend Moossnamen, an, esou wäit wéi et méiglech ass, och duerno nach de Suivi vun dem Service volontaire d'orientation virunzemaachen. An Zuelen heescht dat, datt mer 65 Plazen hunn, déi disponibel si fir Jugendlecher, 100 Jugendlecher pro Joer dohinnerginn an 80% och do eng Réussite hunn.

Mir loosse och de Service volontaire d'orientation evaluéieren a mir wäerten 2011, esou wéi mer eis och am Gesetz engagéiert hunn an an enger Motioun hei an der Chamber, och heihinnerkomme mat engem Rapport iwwert de Service volontaire.

Mat dem däitsche Jugendinstitut hu mer e Kontrakt gemaach, deen de Parcours vun 150 Volontairen analyséiert, an de Parcours vun dese Jugendleche wëlle mer besser kenne léieren, fir domadder dann och méi adaptéiert kënnen hannenno e Suivi ze maachen. Duerno wäerte mer e Colloque organiséieren mat alle concernéierten Acteuren aus dem Sozial-, dem Schoul- an och dem Aarbechtsberäich.

De Service National de la Jeunesse ass och ganz aktiv gewiescht, och bei der Kreatioun vum Site Anelo, an et gëtt eng ganz gutt Zesummenaarbecht. Och wann de Mëtteg déi aner Kolleegen net hei sinn, dann ass et esou, wéi de Mil Majerus gesot huet: Et ass eng Regierung an dann ass ee Minister oder méi Ministeren, mä et ass jiddwereen, deen eigentlech datselwecht seet, an och datt jiddweree selbstverständlech hei Responsabilitéit huet, dat ass ganz evident. Et ass also eng gutt Zesummenaarbecht, och mat der Éducatioun a mat dem Ministère du Travail.

Eng wichteg Roll spillen och d'Jugendhaiser. Ech erënnere mech, heiansdo denken ech dorun, wann ech all déi Kritiken héieren, déi gemaach ginn iwwert d'Chèque-servicen: Wéi mer erëm ugefaangen hu mat de Jugendhaiser, du war d'Land ze kleng. Jiddwereen huet gesot: Sidd Der da geckeg, fir esou eppes erëm anzeféieren?! Haut kënnt all Buergermeeschter. Deen, deen nach keng huet, dee muss dréngend eent kréien.

Dofir soen ech mer, alles brauch seng Zäit, mä wann een et eng Kéier ufänkt a wann een eng Kéier de Courage huet, fir Saachen ze maachen, och wann et deemools dann nach net am Mainstream ass, da seet awer no enger Zäit jiddwereen: „Ma et ass gutt, datt Der dat awer gemaach hutt...datt mir dat gemaach hunn.“ Dann ass et nëmme méi nach..., da si mer all derbäi.

D'Jugendhaiser sinn also eng Antenn, wou heiansdo fir déi do Jugendlech déi eenzeg Plaz nach ass, wou se hikommen, an dofir sinn och déi Educateuren an déi Educatrices, déi déi Jugendlech dirigéieren, eben och an deene spezialiséierten Institutioenen. Wa mer bis eng Kéier dee Mariendall renovéiert hunn, da wëllt de Service National de la Jeunesse och de Centre vun Eesebuer als eng Maison du volontaire transforméieren, wou dann déi Jugendlech, déi am Service volontaire sinn, Logementer zu bëllegem Präis zur Verfügung

gestallt kréien. Leider ass dat nach net fir muer.

An Zesummenaarbecht och mam Pärdsatelier bestinn elo ewell am Mariendall Aarbechten, och fir Jugendlecher, déi eben aus dem Pärdsatelier kommen, déi besonnesch och an der Vélosmécanique an och am Gaardebau Formatiounen kréien. Dat soll ausgedehnt ginn, zesumme mat de Jugendherbergen, op Formatiounen fir Kichepersonal.

Dir gesitt, datt dat eng ganz Rei vu praktesche Moossnamen sinn, wou et jo, virun allem och an deem heite Fall mam Pärdsatelier, em Jugendlecher mat Verhalenssteierunge geet, a wou mer, wa mer méi Personal hätten, och nach méi kéinte maachen.

Chèques-services, just e Wuert vun deenen Zuelen, och fir ze soen, datt an deene Kategorien, wou mer gesot hunn, de Risque de pauvreté, do ass et 2.500 Kanner. Dat, wéi gesot, ass déi Zuel elo an d'Luucht gaangen, wou d'Elteren am RMG sinn. Mir hate gerechent 1.500 bis 2.000 Kanner, déi duerch Surendettement oder duerch aner Ursachen am Risque vun der Aarmut wäeren. Just 403 Kaarte sinn erausgaange fir Kanner, déi am Risque de pauvreté sinn, an och nëmme 1.153 fir Kanner an dem RMG. Déi Zuelen awer, déi an der Kategorie vun 1,5-Mol de Mindestloun sinn, sinn dofir awer op 13.628, a bei deene Leit, déi zweemol de Mindestloun hunn, op 5.745.

Dir gesitt also, datt ab engem bestëmmten Niveau och do méi eng grouss Nofro ass.

Internater, doriwwer ass de Mëtteg ewell geschwat ginn, déi jo gestaffelt sinn no dem Akommes. Ech denken och un déi ganz vill sozial Servicer, déi mer hunn, an alles dat, och wéi Chèques-services, kréie mer selbstverständlech och net ugerechent. Ech géif och wëllen de Kolleeginnen an de Kolleegen hei an der Chamber soen, wa mer och d'Kannerbetreierung gratis maachen, da wäerte mer hannenno eng Kéier, wann déi Statistike gemaach ginn, domadder keen hallwe Millimeter bäikommen an deem Ranking do, well d'Sachleistungen net zur Kenntnis geholl ginn. Et gëtt just de médianen Akommes gekuckt, mä all Sachleistungen, déi mer maachen, kréie mer net zeguttgeschriwwen.

Mech stéiert dat net, wa mer heibannen e Konsens hunn, fir ze soen, et ass eis méi wichteg, mir gi Sachleistungen a mir hëllef domadder besser de Kanner an och hire Familljen, wéi doduerch, datt mer 1% erfoginn, well wa mer elo d'Steieren e bëssen eropsetzen, dann ass d'Chance méi grouss, datt domadder eise Prozentsaz bei der Aarmut méi erofgeet. Mä wann Der dat den anere Wee maacht, da sinn déi Leit, déi bis elo net konnten dovunner profitéieren, déi bleiwen um Selwechten an déi verléieren dann also. An domadder geet dann och d'Héicht vun deene Leit, déi an der Aarmut sinn, nach an d'Luucht.

Ech wëll elo just ee Wuert soen, well och am Familljeministère mer eng Rei vu Logementer hunn, déi konventionéiert sinn. Do hu mer 113 Familljen a besonnesch deene Servicer wéi d'Wunnengshëllef an Ennerdaach mat 218 Kanner dran. Ech schlësse mech och hei der Demande un, ëmmer erëm ze kucken, an ëmmer erëm froe mer, wou mer Plaze kéinte fannen, och fir Haiser opzemaache fir Obdachloser. Also, Avis aux amateurs, alles, wat Der eis do ze bidden hutt oder och soss kënnt bidden, si mer selbstverständlech dankbar derfir.

Och Placementer vun de Kanner. Mir hunn 162 Kanner, déi am Ausland placéiert sinn. Dat sinn der e bësselche manner wéi 2008. Du woren et der nach 167, dovunner 123 Jongen a 39 Meedercher. Mir gesinn, datt besonnesch 116 Kanner an Däitschland ginn, der 41 an der Belsch sinn, 59% iwwert de Placement vun de Jugendrichteren, 67 Jugendlecher, wou de Placement volontaire ass, entweder op eng Interventioun am Service vun der Psychiatrie juvénile respektiv vun der Commission médico-psycho-pédagogique oder och vum Service national vun den Assistants sociaux.

Placementer och zu Lëtzebuerg, wou mer 1.153 Kanner placéiert hunn. Dat mécht mat deenen am Ausland am Ganzen 1.315 Kanner aus, déi placéiert sinn.

Mir sinn och amgang, a mir hunn och mëttlerweil e Partner fonnt, well mer ewell zënter laange Joren och sichen, fir esou e Jugendrefuge opzemaachen, fir och Jugendlecher zum Beispill am Wanter, datt déi net missten an de Foyer Ulysse goen. Schwierig mat ganz ville Komplikatoune, wou ech elo net d'Zäit hunn, fir dorobber anzegoen, datt ee muss kucken, datt da Jugendlecher net mat Erwuessenen erëm do zesummekommen. Wann d'Meedche 16 Joer al ass a säi Frënd der 18 huet, dann dierf dee Jong net méi erakommen, da kënnt d'Meedchen och net. Also alleguerten déi Geschichte muss een da kucken, dass een déi op eng Aart a Weis geregelt kritt, wou een dann och net ze vill Sträit och mat anere kritt.

Do wou mer wierklech och nach hannendra sinn, dat sinn déi Servicer, wou mer nach musse virunentwëckelen, wou ebe Kanner och si mat psychiatresche Problemer.

Iwwer all déi Hëllef, déi ech genannt hunn, huet de Familljeministère och e Budget, wou mer am leschte Joer 419.000 Euro entweder duerch Garanties locatives oder Loyereren, Elektrizitéit oder aner Saachen, déi mer bezuelt hunn. Et gëtt also eng ganz Partie vun Hëllef, déi gëtt eng ganz Partie vun ënnerschiddlechen Hëllef, sougutt finanzieller wéi och materieller. Mir awer wëssen a gesinn, datt trotzdem mer awer nach ëmmer och an enger Situatioun sinn, wou eng ganz Partie, an ech ginn do deene Riedner Recht, déi hei gesot hunn, et ass net d'Kanneraarmut, mä et ass och d'Aarmut vun de Familljen, well d'Kanner si jo awer zu engem gudden Deel an hire Familljen dran. Mir hunn eng Kleederstoff, mir hu Miwwelen, déi ee ka kréien, an Haushaltsapparater.

Sozialservicer, déi besser matenee misste schaffen. Do ass guer keen Zweifel drun, wou mer och hoffen, datt sougutt iwwert d'Aide sociale wéi och iwwert d'Gesetz vum ONE dat alles herno wäert besser funktionéieren.

Ech hunn och vun der Madame Delvaux matkritt, datt, wat d'Éducatioun ubelaangt, mer net dierfe vergiessen, datt et Coursé gëtt fir Kanner, déi net méi an der Schoul dra sinn, datt se kënnen an den CNFPC goen; datt amgang ass d'École de la deuxième chance gemaach ze ginn; verschidde Servicer och, fir deene Kanner ze hëllef; d'Classes d'accueil vun de Primar-arrivants sougutt am Primär wéi am Postprimaire, an och do iwwer 400 Élève all Dag kënnen vu gratis lesse profitéieren an och Schoulmaterial kréien, wat zesummen e Montant vun iwwer 1.300.000 Euro ausmécht, plus 130 Jugendlecher, déi net méi doheem sinn, wat ongeféier och eng hallef Millioun pro Joer ausmécht.

De Minister Schmit hat mer gesot, datt et virun allem de Contrat d'appui an de Contrat d'initiation au travail sinn, déi fir déi Jugendlech am Aarbechtsberäich eng Roll spillen. Dir gesitt also, datt op ville verschiddene Plazen och d'Regierung probéiert, ze hëllef.

Ech wëll och op déi verschidde Punkten agoen. Schoul a Maisons relais ass et ganz kloer, a mir hunn och do eng gutt Zesummenaarbecht, och mat der Éducatioun, wou mer och soen, mir musse Kritäre festleeën, wou déi zwee Partner matenee schaffen. D'Gesetz, wéi gesot, iwwert d'Aide à l'enfance ass kloer, an do hu mer eis och engagéiert; da kommt, da maache mer dat och. D'Gesondheet vun de Kanner an den Tiers payant steet an der Regierungserklärung dran, datt dat géif gemaach ginn, fir ebe sozial schwaach Leit.

Den RMG vun deene Jugendlechen ënner 25 Joer ass natierlech eng Décisioun, wou ee muss kucken, wat dat beinhalt. Dofir mengen ech, Dir hat jo net gefrot, et misst een et aféieren, mä et soll een doriwwer diskutéieren. Dofir mengen ech och, datt dat an der Kommissioun sécher och gutt wär, wann een dat eng Kéier kéint maachen.

Formation continue ass ee vun deene wichtige Punkten an och d'Qualitéit sougutt an de Maisons relais wéi och an



deenen aneren. An dofir sinn ech och frou, datt mer mat der Uni an och mat der Stad Lëtzebuerg, Madame Loschetter, jo och eng Crèche zesummen ass, wou och mat der Uni gekuckt gëtt, wéi d'Qualitätsstandarden do sinn.

D'Familljen am Grenzgebitt hat den Här Berger ervirgeruff, an ech muss soen, Här Berger, ech weess net, wéi vill et der sinn. Mä ech weess net, ob d'Leit ëmmer ausrechne bis hannenhin, ob se net besser hätten zu Lëtzebuerg ze bleiwen. Si ginn dohinner, a wa se bis gesinn, wat se alles net kréien, dann hu se zwar vläicht e bëllegt Logement, mä si hunn esou vill aner sozial Leeschtungen net méi, sou datt ech do wierklech e bësse méi virsichteg sinn, wann ech engem géif e Rot ginn, wéi dat ze maachen ass.

Just dem Spaass halber hat Der gesot, Dir hätt lech Zäit gelooss bis 2014, dat anert wier virun de Wahle gewiescht. 2014 ass och erëm virun de Wahlen. Dofir, wann Der et wëllt aféieren, da maacht et e bëssen éischer.

(Interruption)

Ah, ah, dat geet duer.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Ech hat jo gesot, datt mer eis sollen Zäit huelen, dat uerdentlech ze maache fir 2014.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- 2014. Ah gutt.

Also, wéi gesot, et ass awer virun de Wahlen. Mä et ass awer net dat, wat eng Roll spillt. Et ass éischer e bësselchen, well Der dat hei gesot hat.

Vernetzung, d'Madame Spautz hat do-robber insistéiert, an ech denken, datt dat ee vun deene wichtege Facteuren ass an deenen zwee neie Gesetzer, déi mer hunn, datt mer et fäerdeg kréien, datt wierklech d'Leit um Terrain matenee schaffen. Datt net siwen oder aacht Acteure sinn, déi sech ëm eng Famillje këmmere, mä datt dat och besser kéint funktionéieren.

An dann ze hoffen, datt mer och an der Tripartite effektiv, an do iergendeng Kéier kennt jo dann der Moment der Wahrheit,

wou dann och jiddwereen hei muss Faarf bekennen, wéi wäit datt dat heite jiddweregem eescht gemengt ass, oder wéi wäit mer dann awer op eemol ofwaarden, wann et a Kategorië geet, déi eigentlech jo net hei drënnerfalen.

Merci villmools.

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Familljeministesch Merci. Domadder wäere mer um Enn vun eiser Diskussioun.

Motion 1

Mir hunn elo nach eng Motioun, déi vun der Madame Loschetter déposéiert ass, iwwert déi mer nach eventuell mussen ofstëmmen. Wëllt een zu där Motioun Stellung huelen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Ech hat gesot, datt....

(Interruption)

Dofir ass et fir mech kee Problem. Also, ech weess net, ob Der dann nach muss

drivwer ofstëmmen. Mä fir mech ass et evident, datt mer dohinner ginn.

► **M. le Président.**- Madame Loschetter, ass dat esou an der Rei? D'Wuert vun der Madame Familljeministesch, datt se déi Reglementer mat an d'Kommissioun hëlt. Ass domadder Är Motioun...?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), interpellatrice.**- Wann d'Madame Ministesche dat esou seet, dann huele mir dat esou un.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

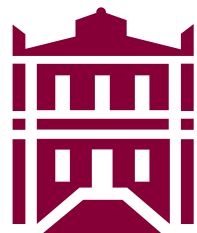
(Hilarité)

► **M. le Président.**- Gutt, da soen ech lech Merci. Domadder wär dese Punkt och ofgeschloss.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer erëm zesummen um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.12 heures)



SÉANCE 22

JEUDI, 11 MARS 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

- 6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Fernand Diederich, M. Gast Gibéryen
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la scolarisation et l'enca-drement des enfants atteints de l'ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrome)
 - Exposé: M. André Bauler
 - Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Jean Colombero
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, M. Jean Colombero (parole après ministre), Mme Mady Delvaux-Stehres
- 6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exer-cice 2008
 - Rapport de la Commission des Comptes: M. Carlo Wagner (dépôt d'une résolution)
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- Résolution concernant les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes
 - Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz
 - Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat ass manifestement net de Fall.

Als éische Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mir de Projet de loi 6018 iwwert d'Ännerung vun den territoriale Limité vun de Gemenge Beetebuerg a Réiser. D'Riedezäit ass nom Basismodell

festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Berger an Diederich. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

1. 6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat

dem Gesetzesprojet 6018 ginn d'Geme-gengrenzen tëschent Beetebuerg a Réiser geännert. Keng vun deenen zwou Ge-menge gëtt dobäi méi grouss a keng Ge-meng gëtt méi kleng.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh! Aaahhh!

► **Une voix.**- Mon Dieu!

(Hilarité)

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Et gëtt ganz einfach e géigesäitegen Tosch gemaach vu jeeweils fënnef ha, 54 a a 65 ca. A wéi et sech bei gudden Noperen esou huet, geet dat Ganzt ouni Soulte iwwert d'Bühn.

Här President, d'Ëmännerung vun dese Gemegegrenzen ass schonns am Dezember 2008 vun de Gemengeréit vu Beetebuerg a Réiser eestëmmeg gutt-geheesch ginn. Si muss awer duerch e Gesetz approvüert ginn, dat verlaangt den Artikel 2 vun eiser Verfassung.

Wat sinn dann elo d'Ursaache fir dese Changement vun de Gemegegrenzen?

Et gëtt der eigentlech dräi un der Zuel.

Éischtens, d'Klärnlag STEP läit op der Ge-mengegrenz tëschent Beetebuerg a Réiser. Dat féiert zu Schwierigkeete bei engem Ausbau, wou da gegebenefalls zwou Baugenehmegunge jee no Lag vun de Gebaier noutwendeg sinn. Dofir ginn elo 5,12 ha Land vun der Gemeng Beetebuerg un d'Gemeng Réiser, fir dass déi ganz Klärnlaginstallatiounen op dem Gebitt vun der Gemeng Réiser leien.

Zweetens, beim Bau vun der Autobunn gouf et deemools verschidden Änne-rungen un der Strooss tëschent Bee-tebuerg a Léiweng. Haut leie véier Haiser un der Beetebuenger Strooss hannert dem Agangsschëld vun der Uertschaft Léiweng, also op dem Gebitt vun der Gemeng Réiser. Dës Haiser sinn un d'Waasser-leitungsréseauë vun der Gemeng Bee-tebuerg ugeschloss. D'Dreckschëchte ginn iwwert d'Gemeng Beetebuerg eidel gemaach an d'Kanner ginn och op Bee-tebuerg an d'Schoul. Praktesch sinn des Leit eigentlech Bierger vun der Gemeng Beetebuerg, mä administrativ gehéiere si awer zur Gemeng Réiser.

Hei gëtt elo d'Gemegegrenz esou ver-réckelt, dass des Insel, dem Kadaster no genannt Route de Livange, zur Gemeng Beetebuerg geschloe gëtt, an dofir d'Ge-meng Réiser 1,71 ha Land oftrëtt.

Drëtens a leschtens, eng ähnlech Situa-tioun hu mir laanscht d'Strooss, déi Richtung Helleng geet, südlech vun dem Beetebuenger Mäerchepark. Hei leien d'Seat-Garage an zwee Haiser op dem Gebitt vun der Gemeng Réiser. D'Müll-abfuhr an d'Waasserversuergung ge-schéien awer iwwert d'Gemeng Bee-tebuerg.

Hei cédéieren déi Réiser deene Beete-buenger 1,82 ha Land, fir déi Situatioun ze regulariséieren.

Fir den Tosch vun den Terrainen insgesamt ze équilibréieren, gëtt dann d'Gemege-grenz tëschent Beetebuerg a Réiser iwwert de Bann nach liicht verréckelt, esou dass keng Soulte méi ufält.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport, deen eestëmmeg an der Intérieurskommissioun ugeholl gouf an dee recommandéiert, dese Gesetzesprojet ze stëmmen. Ech ginn dofir fir mäin Deel och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Gilles Roth Merci, an als éische Riedner ass den Här Eugène Berger age-droen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Merci, Här President. Ech wëilt dem Rapporteur fir säi kuerzen, awer pertinente Rapport Merci soen. Et ass elo sécherlech kee Projet, deen hei wäert d'Chamber grouss bewegen. Mä wann een awer aus där Géigend oder aus där Gemeng ass, da gesäit een, datt dat e ganz sënnavollen a pertinente Projet ass, well wien d'Situa-tioun um Terrain kennt, dee weess och enner anerem, datt d'Route de Livange an och deen Deel hanne bei der Route de Mondorf, deen ass esou wäit ewech, datt déi meescht Leit, wann ee se géif froen an der Gemeng, och guer net sech emol bewosst sinn, datt dat nach ëmmer, oder bis elo vläicht nach zéng Minutten zur Réiser Gemeng gehéiert, an dann zur Bee-tebuenger Gemeng.

Administrativ ass et jo och schonn esou, datt dat scho säit Laangem - mengen ech, de fréiere Beetebuenger Buergermeeschter kuckt mech elo ganz streng -, op alle Fall scho laang do en Accord war, datt eben d'Waasser an esou weider schonn u Bee-



tebuerg ugeschloss war, d'Schüler oder d'Kanner an d'Schoul do gaange sinn. Et ass also am Fong nëmme eng Evidenz, déi mer hei dann och elo entériniere mat engem Gesetzesprojekt.

Ech géif als Réiserbänner an als Deputéierte vu menger Fraktioun hei den Accord zu deem Projet ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Berger Merci, an als Nächste kritt d'Wuert den Här Diederich. Här Diederich, wann ech gelift.

► **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Ech sinn net esou no bái wéi mäi Virriedner, mä ech war awer op d'Plaz kucke bei engem Rendez-vous mam Buergermeeschter vu Réiser.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Fernand Diederich (LSAP).** - An ech kann nëmme soen, datt ech d'Opportunitéit vun deene Korrekturen nëmme ka begrëssen. Déi entspriechende jo och de concordanten Délibératiounen vun deenen zwou Gemengen.

Ech géif hei dann och den Accord bréngen vun eiser Fraktioun no den Délibératiounen, déi geschitt sinn ënnert der Autoritéit vun eisen zwee Kollege Buergermeeschteren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Diederich. An entre-temps fillt och den Här Gibéryen sech erausgefuerdert. Här Gibéryen, wann ech gelift.

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Rapporteur. An ech wëll och soen, datt ech de Buergermeeschter vu Réiser a vu Beetebuerg gutt kennen, an ech och deen Eck do ganz gutt kennen, wou deen Tosch do gemaach gëtt. Als ale Buergermeeschter vun der Gemeng Fréiseng wësse mer, datt mer weder u Beetebuerg nach un Diddeleng ustoussen, mä do läit nach eng kleng Sträif vun der Réiser Gemeng.

D'Reiser Gemeng ass eng Grenzgemeng, déi stéisst mat 150 Meter un d'franséisch Grenz erun, an an deem Stéckelche gëtt elo getosch do. Do gëtt e Stéck vu Réiser Beetebuerg, mä et bleiwen awer nach ëmmer e puer Meter leien, fir datt d'Fréisinger Gemeng nach ëmmer net u Beetebuerg an un Diddeleng ustéisst,...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...wat sécherlech schued ass fir déi zwou Gemengen.

(Hilarité générale)

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Nodeem all Riedner hei esou komplett war, ginn ech dovun aus, datt d'Regierung net méi vill ze soen huet. Trotzdeem nach d'Wuert un den Innenminister.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Merci, Här President. Ech si frou, dass Dir dat esou spiert. Ech spieren dat och esou, dass an deem heite Projet eng grous Unanimitéit war. Ech wollt awer trotzdeem dovu profitieren, fir dem Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport Merci ze soen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitieren, fir feststellen, dass mer an deem heite Projet de loi zwee Problemer léisen, dass et also en einfachen, onproblematisches Projet de loi ass, wou awer, wann ee géif d'Charte de l'autonomie communale oder d'Charte européenne vun der Autonomie communale invoquéieren, wou jo ëmmer gesot gëtt am Volleksmond, do muss elo e Referendum gemaach ginn.

An deem hei Fall ass kee gemaach ginn, well am Text, wann ech dat scho richtig wëll belichten, vun der Charte steet: «Protection des limites territoriales des collectivités locales: Pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être entendues préalablement...» oder «consultées préalablement...» - dat ass jo hei geschitt duerch eng Délibératioun am

Gemengerot - «...éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet.» Hei an deem Fall war dat jo ganz onproblematisches. Dofir ass dat also net geschitt.

Dofir sinn ech frou, dass mer dese Projet konnten esou séier evakuieren am Interesse vun deene Bierger, déi an deene Lotissementer wunnen, respektiv vun de Bierger vun deene Gemengen, wat dee ganze Waassersnetz ugeet, Drénkwaasser an Ofwaasser.

Merci.

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Merci och dem Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 6018 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn, déi d'DP-Fraktioun iwwert d'Aschoung an den Encadrement vu Kanner, déi vun ADHS betraff sinn, ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehal a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véierelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrigh-Duval, den Här Bauler, den Här Fayot, den Här Adam an den Här Colombera. D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la scolarisation et l'encadrement des enfants atteints de l'ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrome)

Exposé

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eise Schoule falen ëmmer méi heefeg Kanner mat Verhalensstéierungen op. Genee Statistike gëtt et zu deem Phenomeen, wéi esou dacks hei zu Lëtzebuerg, net. Gewosst ass just, datt déi betraffen Elteren a Léierpersounen sech dacks mat deem Problem eleng gelooss spieren.

Net all Kand, dat eng Verhalensstéierung opweist, huet ADHS, dat heescht eng Aufmerksamkeitsdefizit-beziewungsweis Hyperaktivitätsstéierung, wéi dat an der Fachsprooch heescht. Verhalensstéierungen kënnen och op Problemer an der Famill zréckgefëiere sinn oder hu mat Ängschten ze dinn, déi ee Kand net eleng bewältigt kritt. ADHS ass keen neie Phenomeen. Dass ADHS awer als Stéierung diagnostizéiert an och deementspreechend behandelt gëtt, ass eng éischter rezent Entwecklung.

ADHS betrafft normalerweis Kanner am Alter tëschent véier a 16 Joer. Et kann een dovunner ausgoen, datt tëschent 3 a 6% vun alle Schoulkanner am Alter tëschent véier a 16 Joer betraff sinn. Och wa sech ADHS dacks scho méi fréi bemierkbar mécht, esou gëtt des Stéierung awer eréischt am schoulesche Kontext zu engem grösseren Problem fir dat betraffe Kand, fir seng Elteren a seng Famill, fir seng Matuschüler a fir d'Léierpersonal.

Aus medezinescher Siicht soll ADHS näischt anescht wéi eng genetesch bedéngten, also ugebuere Stoffwiesselstéierung am Gehir sinn, déi zu Konzentratiounsschwierigkeete féiert. D'Kontroll iwwer sech selwer gëtt a Fro gestallt. Déi primär Symptomer sinn Opmierksamkeitsstéierungen, Impulsivitéit an Hyperaktivitéit. Zu deenen Haptsymptomer kann een nach Niewesymptomer bäifügen, wéi zum Beispill Défaillancen an der Feinmotorik. En aner Symptom ass d'Vergisslecheet, also e schlecht Kuerzzäitgediechtes, wat dozou féiert, datt d'Kand schnell iwwerfuerdert ass.

Hei muss ee ganz kloer betounen, datt dat näischt mat engem niddregen Intelligenzquotient ze dinn huet, mä just mat de Konsequenze vun ADHS, dat heescht mat der Onfäegkeet, fir Informatiounen an Erliefnisse ze verschaffen. Dozou kënn als weider Symptom en niddregt Selbstwäertgefill. Wéinst sengem onpassende Verhale gëtt d'Kand vu senger Schoukollege lénks leie gelooss, de Schoumeeschter muss et zurechtweisen, am Schouloff erwächen aner Léierpersounen et bei Streidereien. Et kënn zum Däiwelskrees.

D'Kand huet sech net am Grëff, weess net, datt säi Verhale vun aneren net kann akzeptéiert ginn. Et weess och net, wéi et et soll besser maachen. Dat féiert nees zu Schoulangsch. An dësem Ängscht féiert hirersäits erëm zu inadäquaten Verhalen.

Opgepasst: Genen erklären net alles! Dacks kritt e Kand d'ADHS-Etikett opgepecht ouni awer ADHS ze hunn. Et heescht dofir och den emotionale Kontext ze kucken, besonnesch doheem an der Famill. Et wier ze einfach, de Problem eleng um Kand festzemaachen. Well den Zappelphilipp kann och e Produkt vu sengem familiären Ëmfeld sinn.

E Kand, dat zum Beispill keng Bewegung doheem huet, dat verschafft se sech an der Schoul an ass entspriechend onroeg. E Kand, dat doheem nëmme wéineg Opmierksamkeet kritt, dat wëllt se an der Klass kréien an dat behëlt sech deementspreechend.

Här President, wann trotz verhaltenstherapeutischen a psychosozialen Agrëffer keng Verbesserung ze verzechnen ass, da ginn am Fall vun ADHS dacks Medikamenter agesat. Methylphenidat, dat een zum Beispill am Ritalin erëmfënt, ass d'Substanz, déi genotzt gëtt. D'Wierkung ass zimlech kuerz. No dräi bis fënnf Stonnen mussen d'Kanner am Laf vun engem Schoulmoien eng zweet Dosis anhuelen.

Mëttlerweil gëtt et och Substanzen, déi d'ADHS-Symptomer virun allem an den éischte sechs Stonnen nom Anhuele vum Medikament bremsen. Dëst Präparat ass fir déi betraffe Kanner eng Hëllef, kënnen si dach esou den Unterrecht an der Schoul besser suivieren.

Et gëtt nieft dem Ritalin och nach aner Medikamenter, fir den ADHS ze behandelen. Do wär ënner anerem de Concerta ze nennen, dee méi eng laang Wirkung huet wéi de Ritalin, deemno also net esou dacks muss ageholl ginn. Bis elo ass et awer esou, datt dese Produkt net vun der Gesondheetskeess rembourséiert gëtt. Firwat eigentlech net? Hei kéint ville betraffene Familljen, déi souwisou scho

finanziell e Kraaftakt mussen op sech huelen, fir hir Kanner an déi néideg Therapië kënnen ze schécken, séier a wirksam gehollef ginn.

D'Behandlung mat Medikamenter léist de Problem net an alle Fäll. Et gëtt ëmmer nees Fäll vun ADHS, déi esou evoluieren, datt et onméiglech gëtt, d'Kand an enger normaler Schouklass ze betreiben. D'Léierpersonal ass wuel mat der Problematik vertraut a versicht och meeschtens alles ze ënnerhuelen, fir datt dat concernéiert Kand sech weider um Unterrecht bedeelege kann, also net direkt an eng aner Institutioun integréiert gëtt. Duerch e speziell Verhale kann d'Léierin oder de Schoumeeschter geziilt op d'Kand agoen an d'Reizer, mat deenen d'Kand net eens gëtt, reduzieren.

Mir als DP mengen awer, datt et grad an deemem Beräich nach Verbesserungspotenzial an der Ausbildung vum Léierpersonal gëtt. Dofir wier ech och frou, wann d'Madame Minister eis géif soen, wéi dese Problem an Zukunft an der Ausbildung vun den Enseignanté soll ugaange ginn.

An etleche Fäll kann d'Situatioun awer esou staark eskalieren, datt d'Léierpersonal sech net méi selwer hëllef kann. D'Klima an der Klass riskéiert dee Moment op d'Kopp ze geroden. En normaal Schoulhal ass dann net méi méiglech. All Ustrengung, fir d'Kand an den Unterrecht ze integréieren, mësslängt, sou datt et mat Momenter oder fir méi laang aus der Klass muss erausgeholl ginn. Spéitstens da stellt sech déi nächst Erausforderung: Wouhin mam Kand?

An der Famill léist sech de Problem net, och d'Eltere sinn an esou enger Situatioun villfach iwwerfuerdert. Dacks landen des Kanner an engem Foyer. Jugendlecher kommen a schlëmme Fäll op Dräibur. Des Aariichtunge sinn awer net op den Traitement vun ADHS spezialiséiert. Hei kann de Problem also net adequat behandelt ginn. Et feelt deemno och hei am Land u gëeegnete Strukturen.

Wann een awer weess, datt tëschent 3 a 6% vun de Schoulkanner am Alter tëschent véier a 16 Joer betraff sinn, dat kënnen hei zu Land graff tëschent 1.000 an 2.000 Kanner respektiv Jugendlecher sinn, da kann een där doter Situatioun net einfach nokucken. Iwwregens, mir sinn eent vun deene wéinege Länner, dat kaum iwwer statistesch Erhiewungen zu deem doten Thema verfügt.

Et heescht also Léisungen ze sichen, déi nohaltig sinn. Déi betraffen Elteren a Kanner brauche Begleedung vu kompetente Spezialisten. Et kann net sinn, datt mer schwierig Fäll einfach op d'Ausland ofwälzen. Dat léist souwisou d'Fäll net alleguer. An doriwwer eraus rappt et Elteren a Kanner raimlech ausernee, wat zu weidere Problemer féiert. Ofgesi vun der raimlecher Trennung vun de Kanner an hiren Eltere stellt sech och d'Fro vum Käschtpunkt, wann ee weess, datt eng Ennerbréngung am Ausland an der Moyenne bis zu 5.000 Euro de Mount kaschte kann.

Mir als Demokratesch Partei verlaangen dofir net nëmme eng breet Debatt iwwert d'ADHS-Problematik an den Ëmgank domat. Mir appellieren doriwwer eraus och un déi zoustänneg Ministèren, fir aktiv ze ginn a gëeegnet Strukturen op d'Been ze stellen, respektiv datt bestehend Strukturen, wéi de Centre thérapeutique zu Zolwer an d'Aariichtung vun der Croix-Rouge zu Bierg, déi eng exzellent Aarbecht maachen, awer nëmme iwwer e Grappvoll Therapieplaze verfügen, ausgebaut ginn.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Wuelwëssend, datt mir hei zu Lëtzebuerg net alles eleng kënnen maachen, kéint een an der Groussregioun eng entspriechend Institutioun op d'Been stellen. Ähnlech wéi bei deem vun der Madame Brasseur initiéierte Schengen-Lycée. Et heescht och, datt mer bestehend Servicer, wéi zum Beispill déi ambulante Pédopsychiatrie an der Kannerklinik, dezentraliséieren. Mir



brächten och esou ee Service zu Ettelbréck am Centre hospitalier du Nord. Et drängt sech och eng Dezentralisatioun vun der Familjetherapie, déi enk mat der Schoul zesummeschaffe muss, op.

Ech froen dofir d'Ministerinne fir Famill a fir d'Schoul, ob si bereet sinn, op dese Wee ze goen? Wat fir Mesurë goufe bis ewell ergraff, fir no Léisungen ze sichen? Wat fir eng Studië goufen iwwert dese Phenomeen hei zu Land gemaach? A wat fir engem Zäitraum kënnen gëeegnet Strukturen entstanen a funktionnéieren? Gëtt dru geduecht, de Familjecoaching, wéi e scho vun „Families First“ gemaach gëtt, auszubauen, fir virun allem esou mannerbemittelte Familjen eng Chance ze ginn, aus dem Chaos an der Iwwerforderung erauszefannen?

Froen iwwer Froen deemno, déi vun den zoustännige staatlechen Instanzen opgegraff musse ginn, fir deene betraffene Familjen ze hëllef, déi sech net méi selwer hëllef kënnen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Andrich.

Débat

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kanner mat engem ADHS-Stéierungsbild, oder sougenannten Zappelphilippe ginn oft zu Onrecht stigmatiséiert. Si ginn en net einfache Leidenswee, grad esou hiert Ëmfeld an hir méi oder manner verzweifelt Elteren, d'Famill, d'Schoul oder de Frëndeskrees. Eng vun de Schwierigkeiten ass sécherlech, fir esou fréi wéi méiglech eng kloer Diagnos vun dieser psychescher Stéierung, déi schon am Kandsalter ufänkt, ze erstellen.

Et handelt sech hei ëm e multifaktoriell a komplext Stéierungsbild mat enger gewëssener ierflecher Virbelaaschtung an engem Dysfonctionnement um Niveau vum neurobiologesche Stoffwiessel, gezechent, wéi mer elo grad héieren hunn, duerch verschidde Symptomer, déi ech net méi opzielen.

Och d'Ëmfeld, d'psychosozial Facture, souwéi relationell a Kommunikatiounsgegebenheiten an der Famill spille mat. Doriwwer eraus kënnen sech awer nach weider psychesch Symptomer entwéckelen, an d'Kanner hunn net ëmmer eng puer ADHS-Symptomatik.

Et kann awer och net einfach all Problem, deen ee bei engem Kand begéint, an den ADHS-Tirang klasséiert ginn. Et ass also äusserst Virsicht a Gewëssenhaftegkeet bei der Diagnos gebueden, wouzou och eng genee Erfassung vun der Virgeschicht, dat heescht eng detailléiert Anamnese gehéiert. Dräi bis fënf Prozent vun alle Kanner weisen Symptomer am Sënn vun ADHS op, an d'Jonge sinn dräi bis véiermol méi heefeg betrafft wéi d'Mee-dercher. Dat ka souguer bis an den Erwuesenenalter undauern.

Jee no Schwéiergrad vun deem Stéierungsbild muss eng multimodal Approche ugewannt ginn, dat heescht eng Therapie, déi sech aus eenzelnen Elementer zesummesetzt, déi jee no Bedarf wéi Bausteng individuell kënnen kombinéiert ginn, déi dem Kand dann esou wäit wéi méiglech soll en normaalt Liewen erméiglechen.

Engersäits hu mer eng medikamentös Therapie, déi awer net fir all betraffent Kand erfuerdert ass, mä déi, jee nodeems, d'Kand eréischt opnahmefähig mécht, fir eng aner Therapie unzegoen. Do gëtt meeschtendeels längerfristeg de Wirkstoff Methylphenidat verschriwwen; fir ëmmerhin ëm déi 1.500 Kanner hei zu Lëtzebuerg. Entre-temps gëtt et nach en neit Medikament, an zwar Strattera, dat net ënnert d'Stupéfiantsgesetz fällt.

Anerersäits hu mer eng ganz Rei Therapien, vun der Spilltherapie iwwert d'Psychomotorik an Ergotherapie bis zur Ver-

haltenstherapie an de soziale Kompetenztraining. D'sozial Kompetenze kënnen awer och iwwer eng Integratioun a verschidde Veräiner gefördert ginn, wéi Gesang, Theater, Museksschoul, Jugendveräiner oder Sport, esou Reiden, Schwammen, Kampfsport. Doduerch fällt d'Kand sech net esou stigmatiséiert.

Wéi steet et mam Schoulparcours? De Schoulparcours vun deene betraffene Kanner ass oft schwierig, wann och déi grouss Majoritéit an hirer Schoul kënnen ageschoult bleiwen. Si falen an der Klass op, stéieren den normalen Ofaf vun der Unterricht. Verschidde Symptomer riskéiere souguer sech ze verstärken.

Am Kader vun der Schoul verfüge mer zënter der Schoulreform iwwert de Réseau vun de multiprofessionellen Équipes, wat jo déi fréier Services de guidance de l'enfance zesumme mam Service rééducatif ambulatoire, besser als SREA bekannt, an nach anerer sinn.

Jee no Schwéiergrad vun de Symptomer a jee no Alter muss gekuckt ginn, ob aner Schoulprojete mam Kand mussen ugaange ginn, an opgrond vun engem Dossier, deem vun der Commission vun der Inclusion scolaire, wou och d'Eltere mat agebonne ginn, kuckt déi national Commission médico-pédagogique, ob d'Kand soll eng Spezialschoul vun differenzierten Unterricht besichen hei zu Lëtzebuerg oder souguer an en Institut an d'Ausland goen, wou de Stat d'Käschte kann iwwerhuelen.

Et ass ganz wichteg, dass d'Lehrpersonal an all déi concernéiert Professionell iwwert d'Kenntnisser zur ADHS-Stéierung verfügen. Ech wëll drun erënneren, datt schon 2003 eng CD „ADS in der Schule“ vum SCAP, dem Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice mat Hëllef vum Éducatiousministère erauskomm ass, dee sech un d'Léierpersonal, dat éducatiiv Personal an un d'Elteren adresséiert.

Wéi kann den Encadrement soss nach garantéiert ginn? Den Encadrement duerch d'Elteren ass e Pilier an deem Ganzen. Hei gehéieren Erzéiungskonzepte, ugefaang mat der Opklärung vum Kand iwwer seng Stéierung, iwwer kloer Erzéiungsregeln mat engem strukturéierten Dagesofaf, ouni d'Kand ze iwwerforderen, eng positiv Approche, déi et him och erméiglecht, emol eng Auszäit ze huelen, wou et sech nees ka berouegen, bis hin zur Förderung vu senger Selbstständigkeit. Eng seriö Informatioun vun den Elteren iwwer ADHS an Elterentraining si grad esou wichteg.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng breet Palett vu Strukturen, wéi zum Beispill Berodungsservice, déi mam Ministère de la Santé respektiv mam Familjeministère conventionnéiert sinn. Och de Service vun der Jugendpsychiatrie um Kierchberg an de Service de pédopsychiatrie am Centre hospitalier huele sech där Problematik un, nieft deene ville Selbststännegen.

Ech wëll awer virun allem op de SCAP hiweisen, dee vum Éducation-nationales-Ministère ënnerstëtzt gëtt, an dee sech besonnesch deene betraffene Kanner zwësche véier an 18 Joer unhëlt, fir d'Diagnos an d'Behandlung; leider mat zimleche Waardendélaien. Deen huet och zwou Antennen zu Tandel an zu Housen.

Ganz oft gëtt den Airtramp als therapeutesch Mëttel agesat. Do gëtt et eng extra Formatioun vun 20 Stonnen iwwert de SCRIPT, de Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ugebueden. Érvirzsträchen ass, dass mer hei am Land entre-temps iwwer e quasi flächendeckend Netz vun Airtramp verfügen, déi entweder vun Stat, de Gemengen oder privaten A.s.b.l.e bedriwwen ginn.

Ofschléissend stelle mer fest, datt et hei also scho vill Méiglechkeete gëtt, fir deene Kanner mat ADHS-Syndrom ënnert d'Äerm ze gräifen. Besonnesch wichteg ass et awer dofir, eng beschtméiglech Koordinatioun vun deene verschidde Hëllefsmoosnamen, Intervenanten an deenen zur Verfügung stellende Lokaler, souwéi d'Vernetzung och vun der schoulescher an der ausserschoulescher Betreierung, mam Zil vun engem schoulescher a sozialer Integratioun.

Weider wär ze iwwerprüfen am Verglach mam Ausland, ob verschidde Leeschtunge

vun hei oder am Ausland net och misste vun der Gesondheitskeess iwwerholl ginn. A sécherlech wäert och d'Reform vun der Schoulmedezin, déi mer deemnächst an der Chamber hei wäerten diskutéieren Hiert derzou bäidroen, dass d'Diagnos vum ADHS wéi vun anere gesondheitleche Problemer méi fréizäiteg a méi differenziert ka getraff ginn, well si setzt op eng verstärkt Zesummenaarbecht vun allen Acteuren an der Schoul.

► **M. le Président.** - Madame Andrich, Dir misst zum Schluss kommen.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Jo, ech hunn nach ee Saz.

D'Formation continue, souwuel vum Léierpersonal, vun den Acteuren vun der Schoulmedezin an deenen anere Professionelle soll onbedéngt verstärkt ginn, an och soll déi wëssenschaftlech Recherche zu deem Thema gefördert ginn an op internationalem Niveau suivéiert ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen lech och Merci, Madame Andrich, a ginn dann d'Wuert weider un den Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, dat Thema, dat den Här Bauler de Mëtteg op den Ordre du jour setze gelooss huet, ass relativ rezent. Hyperaktivitéit mat Opmierksamkeetsdefizit ass laang net systematesch diagnostiquéiert a behandelt ginn, a sécher gëtt et och nach vu Fall zu Fall grouss Ënnerscheeder, wat d'Behandlung ugeet.

Zu Lëtzebuerg kann ee soen, dass fir d'éischt privat Associatiounen, oft ënnert dem Impuls vun Elteren, déi dovunner betrafft waren, a vu Spezialisten, déi sech méi spezifesch dorobber spezialiséiert hunn, sech dorëm bekëmmert hunn. Si maachen dat och haut nach. An et muss een op jidde Fall deen Engagement vun deenen Associatiounen vun ënnen erop dankend zur Kenntnis huelen. Déi hu ganz vill Informatioun verbreet; och mam Internet war dat méiglech. A si hunn och Kontakt zwëschen den Elteren an de Spezialisten hiergestallt. Et ass also eng Manéier, fir vun ënnen erop vun dem Thema op eppes opzebauen. An ech fannen dat relativ exemplaresch.

Wat d'Kanner am Schoulalter ugeet, huet d'öffentlech Hand sécher och eng Verantwortung vis-à-vis vum ADHS, an zwar géif ech mengen op dräi Pläng. Den éischte Plang ass dee vun der Diagnos, den zweeten ass dee vun der therapeutischer Behandlung, an den drëtten ass dee vun der schoulescher Integratioun.

Wat d'Diagnos ugeet, kann ee soen, dass wann den ADHS bei engem Kand net oder schlecht diagnostizéiert gëtt, da kann och keen Traitement verfollegt ginn. An dat ka bleiwend Problemer fir d'Schoulcarrière selbstverständlech fir d'Kand a fir säi ganz Liewen hunn. D'Konsequenzen, zum Beispill, kënnen Depressioun, Verhalensschwierigkeiten, bis hin zu bleiwende kierperleche Schied sinn. Dofir e relativ fréien a wëssenschaftlech exakten Dépistage ass déi éischt an absolut Konditioun, fir dësem chronischen Defizit bäizekommen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg keen allgemenge psychologeschen Text vun alle Kanner virun hirer Scolarisatioun. ADHS kann also gewéinlech nëmmen am Elterenhause oder an der Schoul, eventuell och vum Hausdokter, detektéiert ginn. Ideal läit den Alter dofir zwëschen sechs a siwe Joer. D'Diagnos soll op jidde Fall vu Professionelle virgeholl ginn. An op jidde Fall muss se wëssenschaftlech seriö sinn, a si muss prezis genuch sinn, fir dass eng zilorientéiert a professionell Therapie drop fondéiert ka ginn.

Et ass sécher - do sinn ech mat de Virriedner d'accord - net onwesentlech, dass d'Léierpersonal a senger Formatioun och Elementer vu Wëssen iwwert den ADHS an aneren Handicape bei Kanner huet. Dofir spillt d'Léierpersonal sécher och eng gewësse Roll an där Phas vun der Diagnos.

Wat d'Behandlung ugeet, esou gëtt et sécher net datselwech Allheilmittel fir all Kand, dat ADHS huet. Den Traitement ass sécher individuell. E muss stänneg kontrolléiert an ugepasst ginn. Wat dësen

Traitement ugeet, begräift en och sécher eng Verhalensstherapie net nëmme fir d'Kanner, mä och fir d'Famill, an der Schoul also, an och doheim.

Wat d'Schoulcarrière vun esou engem Kand ugeet, esou ass jo ons allgemeng Approche hei zu Lëtzebuerg, dass Kanner mat engem Handicap net ausgegrenzt ginn, mä dass se an der normaler Schoul integréiert ginn. Dat ass natierlech méi séier gesot wéi gemaach. Dat bedéngt engersäits vum Léierpersonal eng differenziert Approche. Dat heescht, wann e Kand mat ADHS Upassungen am Laf vun Schouldag muss kréien, zum Beispill, wann et Mangel vu laanger Konzentratioun huet.

En anere ganz schwierigen Aspekt ass dee vun der Interventioun vun Institutiounen vu bause respektiv vum Geriicht, wann d'Schoul oder d'Famill net méi eens mat deene Kanner ginn. An extreme Fäll gëtt de Placement vum Jugendgericht ordonnéiert. Dat kann en Drama fir eng Famill sinn, wann Décisiounen iwwert de Kapp vun de Familjen ewech geholl ginn. An dofir ass et wichteg, dass de Kontakt mat den Eltere bestoe bleift. An d'Eltere musse gehollef kréien, fir sech op d'Kand anzustellen a fir seng Erzéiung weider och responsabel ze sinn.

Ech erënneren och drun, dass duerch d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert den Office national de l'enfance d'Kanner an d'Familjen a schwierige Situatiounen gehollef kréien. Et soll do e Guichet age-riicht ginn, wou d'Elteren an d'Kanner sech kënnen riichten.

Här President, onse Stat huet elo schonns verschidde Interventiounsméiglechkeeten. Ech wëll se net hei opzielen, d'Madame Andrich huet der eng ganz Partie dovunner opgeziel. Et ass also net, dass mer näischt hunn. Mä et leeft munches laanschteneen. Et muss also méi zesummege schafft ginn zwëschen de Ministèren. Et sinn der dräi, déi do kënnen a Fro kommen: d'Spezialisten um Terrain, d'Léierpersonal an d'Elteren. D'Ulafstatiounen musse kloer definéiert ginn, a virun allem mussen d'Spezialisten ënnereene eens sinn, wa se eppes iwwer Kanner decidéieren.

Dat wär, Här President, onsen innegste Wunsch un d'Regierung, fir dass déi Koordinatioun esou gutt wéi méiglech geschitt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Här President, wat musse mir, d'Politik, ënnerehuelen, fir den Encadrement vun de Kanner, déi méi oder manner staark Symptomer vun engem Opmierksamkeetsdefizit an/oder vun Hyperaktivitéit opweisen, ze verbessern? Ze verbessern, well dësen Encadrement am Moment net gutt ass.

Éischtens, mir brauchen eng breet Opklärung iwwer ADHS. Dat geschitt duerch esou Aktiounen wéi déi vun haut de Mëtteg. Duerfir Merci un den honorabelen Här Bauler, datt en déi Initiativ hei ergraff huet. Dat geschitt och duerch d'Médien. Dës Woch ass zum Beispill am „Stern“ en interessanten Artikel iwwert d'Kanner: Jongen, déi e Summer zwee Méint laang op enger Alm waren, kee Ritalin oder ähnlech méi geholl hunn an interessant an nohalteg Erfahrungs gemaach hunn. Dësen Dënschdegowend war e Reportage iwwert dëselwech Aktioun um ZDF. Interessant, awer eleng mat esou Aktiounen kréie mer d'Situatioun och net an de Grëff.

Firwat eng breet Opklärung? Et gëtt eng Rei Méiglechkeeten, de Kanner mat ADHS an hiren Elteren ze hëllef. Déi Méiglechkeete solle bekannt gemaach ginn, fir datt d'Gesellschaft am Allgemeng besser op dës Kanner reagiert. ADHS-Kanner sinn, wéi all Kanner, sensibel, brauchen eventuell méi strikt Regeln, wou se sech kënnen am Alldag an an der Schoul drun upaken, brauche vill Empathie.

Wat kënnen mer fir déi Kanner, déi just eng Rei Symptomer vun ADHS opweisen, maachen? Kanner also, déi net richtig nolauschtere kënnen, déi sech immens schnell ofenke loosse, déi ganz viles ver-



giessen, déi sech net konzentréiere kënnen, déi onmoosseg laang fir hir Aarbecht brauchen, an/oder Kanner, déi zappelleg, wibbeleg sinn, déi net waarde kënnen, bis si un der Rei sinn, déi an der Klass opstinn, wou se eigentlech misste sätze bleiwen? Esou Kanner gëtt et ganz vill an eise Schoulen.

D'Léierpersonal misst sech mam Phänomeen ADHS vertraut maachen, souwuel an der Formation initiale wéi an der Formation continue. Esou Kanner brauche ganz vill Struktur, Regelen, eng gutt organiséiert Klass. Och Elterenaarbecht ass hei ganz wichteg. Eltere mussen och léieren, eventuell manner Grenzen ze setzen, déi Grenzen duerfir awer ëmsou méi konsequent anzefuerderen.

D'Madame Minister huet viru Jore gemengt, d'Léierpersonal wär net gutt genuch ausgebild an et misst an der Grondausbildung méi an deem Beräich gemaach ginn.

Ass dat och nach haut Är Meenung, Madame Minister? Ech hu bei der Formation continue vum SCRIPT nogesicht a keng Formation zum Thema ADHS fonnt. Ass keen Interessi beim Léierpersonal do? Dat wär jo eigentlech erstaunlech. Ëmmerhin - a Virriedner hunn et scho gesot - kënne mer dervun ausgoen, datt eng dräi bis fënnf Prozent vun de Schoulkanner mat engem Opmierksamkeitsdefizit mat oder ouni Hyperaktivitéit betraff sinn.

Da gëtt et Kanner, bei deenen d'Symptomer vun ADHS sech zimlech hefteg an der Famill an am schouleschen Ëmfeld weisen. Wa bei der Stuf virdrun Hëllef wellkomm ass, da gëtt an deem Fall Hëllef vu baussen eng Noutwendegkeet. An do gesäit et éischter schlecht aus mat der Hëllef vu baussen. Et gëtt zu Lëtzebuerg nëmme ganz wéineg Méiglechkeeten, wou concernéiert Eltere sech kënnen hiwenden. D'Therapieplazen zu Lëtzebuerg sinn esou rar wéi déi wäiss Mais.

An deem Zesammenhang, Madame Minister, wäere mer frou, wann Der eis géift soen, wéi Der lech d'Zukunft vum SCAP virstellt. Soll de Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice, bekannt ënner anerem och fir seng laang Waardezäiten, weiderhi vum Aktiounskrees fir Psychomotorik géiert ginn? Oder denkt Der drun, de SCAP an d'Édiff ze integréieren? Soll de SCAP ee feste Bestanddeel vun der Grondschoul ginn? Vlächtt hutt Dir och wëlles, de SCAP einfach un de Familljeministère ofzetrieden. Mir fannen all déi Méiglechkeeten net gläichwäerteg gutt, sinn awer haut emol un Ärer Meenung interesséiert.

Da gëtt et nach déi medikamentös Behandlung. Selbstverständlech si mer skeptesch, wat déi medikamentös Behandlung mat Ritalin oder ähnlech vum ADHS-Kanner ugeet. Mir gesinn doran eng Symptombekämpfung, iwwert där hir Nohaltgkeet an Niewewierkunge keng geséchert Erkenntnisser bestinn. Mir wëssen awer och, datt vill Eltere sech hirer Hänn kee Rot wëssen a feststellen, datt mat Hëllef vu Medikamenter hiert Kand besser an eisem Schoulsystem bestoe ka wéi dersonner.

Mir kënnen also Verständnis opbréngen fir deen Einzelnen, kucken awer mat Suergen op déi grouss Zuel vun Kanner, déi mat Ritalin oder ähnlech duerch d'Schoule geschleest ginn. Ritalin ersetzt keng Therapie a mécht och keng Therapie iwwerflësseg.

An deem Kader sief och erlaabt, Madame Minister - an ech sinn och frou, datt de Gesundheitsminister do ass -, un eng scho laang iwwerfällig Reform vun der Schoulmedezin ze erënneren, déi net nëmme fir den Émgang mat der ADHS-Problematik kéint Hëllef bréngen, wou mer schonn eng Zäit drop waarden.

Schlussendlech a véiertens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëtt et nach déi ganz schwéier betraffe Kanner. Ech weess net, ob een hei nach just vun ADHS-Kanner ka schwätzen. Gemengt sinn op alle Fall déi Kanner, deenen hiert Verhalten esou extrem ass, datt si wéinstens zäitweis mussen aus hirer Klass geholl ginn. Och hei besteet en akute Mangel un Therapieplazen. Mir falen der eigentlech just zwou an: de Centre thérapeutique zu Zolwer an de Centre thérapeutique Kannerhaus Jean zu Bierg.

Dës Strukture mussen ausgebaut ginn, a mir bräichte méi esou Strukturen, och op villen anere Plazen am Land. Datselwecht gëllt och fir d'Therapieplaze fir Kanner a Jugendlecher an de Spideeler. Den Här Bauler huet zu Recht vun Ettelbréck geschwat. Mä och doriwwer eraus bräichte mer nach méi esou Plazen, fir Krisensituationen opzefänken. Wéini maache mer, Madame Minister, mat Äre Regierungskolleegen Neel mat Käpp an deem Dossier hei?

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Als nächste Riedner kënnt den Här Colombera.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et kann een hei ganz vill soen iwwer ADHS. Fir d'éischt wëll ech gär feststellen, dass schonn 1848 den Dokter Heinrich Hoffmann a sengem Buch „Struwwelpeter“, dee jiddweree scho gelies huet, den Zappelphilipp beschriwwen huet. De Jong, deen un der Dëschdecken do gezunn huet. Op eemoloung e mat der ganzer Zopp um Buedem. Also, wéi gesot, dee ganze Phänomeen vun ADHS, dee war schonn deemools bekannt. An ech bedauern, dass dat elo hei esou stiliséiert gëtt, dass dat elo stigmatiséiert gëtt. Et war schonn do.

Et gëtt keng Analys, Dir Dammen, Dir Hären, sief et d'Blutanalyse oder d'Röntgenanalyse, déi objektiv op Basis vu Modifikatiounen eng Diagnos vun ADHS zertifizéiert. Dat Eenzezt, op, op wat ee sech baséiert, sinn d'Symptomer. Wéi zum Beispill kee Sätzlieder hunn, keng Konzentration, vill schwätzen, vill mat den Hänn fuchtelen. Ech stellen hei d'Fro: Wéi ass et mat der Akzeptanz?

Wann een d'Italiener hält, Dir Dammen an Dir Hären, déi bei engem Discours mat den Hänn do fuchtele lénks a riets, da muss ee schléissen, dass ganz Italien ADHS huet,...

(**Hilarité**)

...well do gëtt dat akzeptéiert. An hei, wann een e bëssen esou Gestik mécht an der Schoul, dann ass ee schonn direkt etikettéiert. Also passe mer ganz gutt op.

Här Fayot, ech wëll lech soen, et gëtt kee wëssenschaftleche Kritär, fir ADHS als Krankheet oder psychiatresch Krankheet anzestufen. Et gëtt nëmme subjektiv Kriterien, déi drop schléissen, dass ee Kand eng Verhalensversteierung huet. Zum Beispill ee Kand an der Schoul, dat de Cours stéiert, dat gëtt direkt mat ADHS etikettéiert.

Statistesch gesinn, sinn an all Klass eent bis zwee Kanner mat ADHS. Wat bedeit, dass all Enseignant a Psycholog am éducative Beräich an hirer Ausbildung Kompetenze misste kréien, déi se awer net hunn, fir des Kanner am Kader vun engem integrativen an inklusiven Unterrechtskonzept adequat ze betrieen. Et ass d'Prioritéit.

Dës Prise en charge gehéiert net an eng Spezialschoul fir ADHS-Kanner, well hei hir sozial Marginalisierung nëmme nach méi grouss gemaach gëtt. Eng Ausnahm wäere sougenannte Mini-Noutklassen, wou een déi ADHS-Kanner fir den Zäitraum vun enger Kris, wou speziell geschoult Personal géif opfänken, fir d'Reintegratioun an eng normal Klass kënne virzubereeden.

Mir hunn déi lescht Jore bis zu 5.000 Schüler an d'Belsch, an Däitschland a Frankräich do an hir Schoulen exportéiert, an hei läit de Problem, Madame Minister. Wat wëllt Der do gär ënnerehuelen, fir dese Problem ze léisen a fir do aneschtens virzegoen?

Fir hei Remedur ze schafen, mussen mir éischters dese Kannerexodus quantitativ a qualitativ analyséieren an duerch e korrekte pedagogesche Suivi reduzéieren. Mir mussen am Fundamental an am Secondaire déi néideg schoulesch pedagogesch a schoulesch psychologesch Exploratiounen maachen an net privatfinanzierte Pedagogien a Psychologen iwwerloossen. Dat kascht een Heedegeld. Dat muss ech lech hei soen.

► **M. le Président.** - Här Colombera, Dir misst zum Schluss kommen.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Jo, ech kommen, Här President.

Wann d'Medikamenter solle gebraucht ginn, da sollen déi och wann ech gelift vun der Gesondheitskeess rembourséiert ginn. An déi politesch a schoulesch Verantwortlech mussen vill méi oft de Rot vu medezineschen, pedagogeschen a psychologeschen ADHS-Kompetenznetzwerker, déi sech zënter Joren ëm eis Kanner bekëmmere, an Usproch huelen.

Här President, ech bedauern, dass ech hei net méi Zäit hunn, fir ze schwätzen. Ech géif awer héiflech d'Ministesche oder den Här President vun der Éducationskommissioun, den Här Fayot bieden, d'Madame Ministesch eng Kéier ze invitéieren. Mir kéinte méi driwwer schwätzen. Et gëtt méi Léisungen. Leider kann ech hei net weiderschwätzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Dat ass, well mer keng Zäit haut de Mëtteg hunn.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Colombera Merci fir seng Ried a ginn dann d'Wuert weider un d'Regierung. D'Madame Schoulministesch Mady Delvaux-Stehres huet d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng interessant Debatt, déi de Mëtteg lancéiert gëtt, an ech fannen, no deenen éischte véier Interventiounen hunn ech geduecht, majo eigentlech brauch ech näischt méi ze soen, well et besteet e grouse Konsens. Et ginn awer elo e puer Saachen, déi ech wollt richtegstellen an den Aussoen, déi hei gemaach gi sinn.

Mä allgemeng wéilt ech ënnersträichen, dass mer am Ministère vun der Éducation nationale ëmmer méi oft Kanner gemellt kréien, déi an der Schoul opfale, well se Lernbehënnerungen hunn, Verhalensstéierungen, oder well se sech net gutt an der Schoul integréieren. Dat ass, wann ech och mat Experten, och aus dem Ausland schwätzen, dat schéngt e Phänomeen vun der Zäit ze sinn. Mir sinn eng Gesellschaft, déi villiweg ass. D'Strukture sinn net méi esou kloer, an och d'Exigenzen. D'Kanner liewen a méi komplizéierte Verhältnissen, sou dass dat eng Tendenz ass, wat steigend ass.

Et ass also scho richtig, dass mer eis Gedanke maachen. Wat fir eng Schoul a wéi eng Strukture ronderëm mussen mer organiséieren, fir eben de Problemer vun deene Kanner ze begéinen?

Wann ech elo dat, wat ech an deene Joren hei geléiert hunn, iwwer all déi Kanner, da weess ech just, dass et vill Etikette gëtt fir verschidde Saachen, an et ass oft net einfach, sech als Netspezialist zwëschen deene verschidde Definitiounen do erëmzefannen. Well net all Kand, wat eng Lernbehënnerung huet, huet ADHS. A bei all Kand, wat Verhalensstéierungen huet - kënnen och verschidde Ursachen à l'origine dovunner sinn, sou dass ech géif soen, haut behandle mer e ganz klengen Deel vun all deene Froen, déi sech am Zesammenhang mat deene Kanner stellen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Mir soen d'Experten, dass et eigentlech theoretisch op d'mannst relativ einfach wär, fir ADHS ze diagnostizéieren, contrairement zu deem, wat mäi Virriedner hei gesot huet, mä dass ganz oft ADHS mat anere Lernbehënnerungen zesummegeet. An och steet fest, dass, wat d'Intelligenz vun de Kanner méi grouss ass, wat et méi einfach ass, mat de Symptomer vun ADHS ëmzegoen. ADHS kritt ee jo, wéi mer wëssen, net ganz ewech. Et kann een et behandelen, et kann een e Kader schafen, fir dass een domat ëmgeet. A wat d'Kand au départ méi Chancen huet, geet een och méi einfach mat de Symptomer ëm.

Och gëtt gesot, medikamentös Behandlung ass een Instrument, wat agesat gëtt, wat awer net d'Äntwert ass op all Froen, déi et gëtt. An et ass och net all Kand, wat eng Lernbehënnerung huet, wat soll medikamentös behandelt ginn. Dofir ass de richteg Diagnostic scho wichtig, fir dass net à tort et à travers

Medikamenter verschriwwen gi fir Kanner, wou et eigentlech kee Wäert huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Well mir kennen déi Détresse, déi Situatioun vun deene Kanner, déi an der Schoul dann oft eréischt opfale, oder loosse mer soen, wa se ageschoult ginn. Da ginn déi Symptomer, déi se virdrun haten, méi als stéierend emfonnt, well se jo da mussen an enger Communautéit mat anere Leit zesummeleewen.

An ech ka just soen, ech erliewen immens vill Kanner an der Détresse. Elteren, déi dramatesch Situatiounen erliewen, an och Enseignanten, déi ëm Hëllef ruffen. An dat ass jo och d'Ursach, eng vun den Ursachen, dass d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Grondschoul ebe virgesäit, dass mer Services ressources schafen, déi an der Schoul kënnen intervenéieren, déi och en Diagnostic kënne maache bei deene Kanner, déi an der Schoul sinn. Och fir den Elteren dee Wee ze erspieren, dass se vun enger A.s.b.l. a Centre mussen bei deen anere lafen, fir dass een hinne seet, wéi hinne ka gehollef ginn.

Dofir, d'Services ressources ronderëm d'Schoul ausbauen, dat ass een Objektiv.

Hei ass vill vum SCAP geschwat ginn. De SCAP huet eng Pionéieraarbecht gemaach, zu Zäiten, wou nach keen iwwer ADHS zu Lëtzebuerg geschwat huet. Ech wollt deenen Initiateuren dovunner wierklech mäi Respekt soen an an hirem Numm alleguer der Madame Everling, déi jo am Fong den ADHS hei zu Lëtzebuerg zum Thema gemaach huet an déi de Porteparle vun den Iwwerleungen ass.

De SCAP huet eng Konventioun mam Ministère de l'Éducation nationale. Et ass net Rieds, dass d'Famille dee sollt iwwerhuelen. Mir haten eng Réunioun mat der Madame Jacobs. Si ass och guer net interesséiert, fir deen onbedéngt ze iwwerhuelen. Well et ass e Service, deen zur Schoul gehéiert an dee ronderëm d'Schoul intervenéiert.

Ech hunn och d'Subventiounen, déi d'Regierung dem SCAP gëtt. Déi ass vum Joer 2000 op d'Joer 2010 - et huet ee sech ameséiert, fir dat auszerechnen - 842,97% an d'Luucht gaangen. Dat ass eng Progressioun, wéi wéineg Budgetartikel se hunn. Dat waren am Joer 2000 63.700 Euro an dat sinn der elo 536.800 Euro, déi mer Subventiounen dem SCAP ginn.

De SCAP beschäftegt eng ronn zéng Leit an huet ganz vill Dokter, déi och bei hinnen intervenéieren, fir den Diagnostic ze stellen. D'Zukunft vum SCAP: Ech verheemlechen och net, dass ech dem SCAP d'Offer gemaach hunn, fir si ze integréieren, ze iwwerhuelen am Ministère, dass dat e Service wär, deen a mengen Aen zu der Offre scolaire gehéiert. Ech muss awer soen, dass déi Proposition net op fruchtbare Buedem gefall ass.

De SCAP gëtt organiséiert vun engem Conseil d'administration, deen och verschidde, ganz prezis Vuen huet, sou dass mer an deenen Diskussiounen net weiderkomm sinn. Wat awer net heescht, dass een net muss Leit, déi eng Formation hunn, déi also kënnen och ähnlech Servicer ubidde wéi déi, déi am SCAP ugebuede ginn, dass mer déi solle rekrutéieren fir d'Équipe multiprofessionnelle ronderëm d'Schoul.

De Moment huet de SCAP jo, wéi gesot, Antennen am Land, an et sinn am Joer 2009 ronn 500 Kanner vum SCAP en charge geholl ginn an iwwer 4683 Séancen, dat si jo Consultatiounen, mä et sinn awer och Gruppen, fir ze hëlfe, Training an esou weider.

Derniewent gëtt et dann aner Associatiounen, déi aktiv sinn, an och eng Associatioun, déi sech ganz vill ëm d'Eltere këmmert. Dat ass „Spontan“. Dat sinn also eigentlech Erweessener, déi als Kand ADHS haten, déi et nach ëmmer hunn, mä déi ebe mat de Symptomer eens ginn an déi eng ganz interessant Elterenaarbecht



maachen an och eben eng Hëllefstellung si fir Elteren, déi Kanner hunn, déi ADHS-Symptomer opweisen.

Ech deelen d'Ausso vu menge Virriedner, dass et ganz wichteg ass, dass an der Formation initiale Wëssen iwwer Lernbehënnerungen an eben och iwwer ADHS vermëttelt gëtt. Dat stoung och an deem Profil, deen de Ministère vun der Éducation nationale ausgeschafft hat, de Profil vum Enseignant, deen an der Uni ginn huet: Wat hätte mir gär, dass e Schoulmeeschter, eng Léierin un Initialformatioun matbréngt?

Ech muss soen, dat ass no villen Aussoen net esou ëmgesat ginn an der Formatioun, déi op der Uni Lëtzebuerg viru véier, fënnf Joer ugelaft ass. Mir sinn awer elo erëm an de Gesprécher, well d'Uni jo envisagéiert, an net nëmmen envisagéiert, mä drun ass, d'Formatioun ze reforméieren op Basis vun deene Feedbacken, déi se kritt huet, fir dann ebe verstärkt dës Dimensioun mat eranzehuelen.

Wat d'Formation continue ugeet, verstinn ech dem Här Adam säi Problem, dass en d'Formatioun net erëmfonnt huet um Site vum SCRIPT. Ech hunn et nämlech och gesicht an hunn et net fonnt. Dunn hunn ech den Téléfon geholl an dunn hunn ech gefrot: Wéi ass dat mat där Formatioun?

Et gëtt Formation continue ugebueden am SCRIPT fir d'Enseignanten, an - dat ass nei - mir hunn eng Zesummenaarbecht mat der Famille, och fir Éducateuren, déi an de Maisons relais schaffen.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Dat ass geheim!

(Interruption)

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Also, wahrscheinlech si mir zwee net esou begaabt, fir um Internet ze surfen, fir dat erëmzefannen!

► **Plusieurs voix**.- Aaahhh!

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Ech géif dat elo mol esou formuléieren.

(Interruptions)

Also, déi Formatioun lafe wéi all Joer. Mä derniewent huet d'Édiff speziell Formatioun fir déi Leit, déi an de Centres, also an de Servicer vun der Édiff schaffen an de CPOS huet och speziell Formatioun fir Leit, déi an de SPOSen an am CPOS schaffen.

Ech hunn och d'Lëscht vun den Inscriptiounen. Ech muss allerdéngs soen, dass déi Formatiounen, déi sech allgemeng un d'Enseignanten adresséieren, dass do elo net een immense Rush an den Inscriptiounen ass, fir esou Formatiounen unzehuelen. Dat ass da meng Schold, well mir d'Ét Joer gesot hunn, et gëtt verschidde Formations prioritaires. Dat ass elo d'Émsetzung vum neie Gesetz, esou dass ech soen, mir hu jo een immensen Zouwuess u Formation continue, dass déi Leit sech dann elo fir d'Éischt an déi Formatioun aschreiwten.

Da gëtt et e ganze Koup Leit - och zu Lëtzebuerg -, déi sech mam Sujet vill nieweschäftegen an och Artikelen schreiwten, notamment an Zeitunge vun Enseignanten. Ech hunn een Artikel vum Här Nicolay, deen 2010 an enger Zeitung erschéngen ass, vun de Gewerkschaften, a wou en am Fong ganz vill nützlich Tuyau gëtt, fir ze soen, wann ech Kanner mat ADHS oder Lernbehënnerung an der Schoul hunn: Wat kann ech maachen am Unterrecht?

Well dat eent ass, déi Kanner extra ze betriegen. Dat anert ass, wa se integréiert sinn an der Schoul, mussen natierlech och déi Leit, déi all Dag mat hinnen ze dinn hunn, déi keng Spezialiste sinn, déi mussen och eng Struktur an der Schoul halen, schafen, fir dass d'Kanner eens ginn. A wann Der déi Saache liest, da sot Der am Fong, dass dat all Kand zeguttkënn.

Dat heescht, dass ee kloer Strukturen huet an der Schoul, dass ee Pause mécht, dass een de Kanner erlaabt, vun Zäit zu Zäit

sech ze bewegen. Well mer jo wëssen, dass d'Gehir da besser duerchblutt ass an dass et da besser weidergeet. Dat sinn also ganz einfach Saachen, déi ee ka maachen, fir deene Kanner, déi liicht de Symptom hunn, d'Liewen an der Schoul méi einfach ze maachen.

(Interruption)

Och do gëtt et eng ganz Rei Formations continues, déi dat ubidden.

An da kënnt d'Fro vun de Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg keng Äntwert fannen op hir Beschoulung. Do wollt ech awer déi maßlos Iwwerdréiwung, déi hei ugefouert ginn ass, ofhuelen. Normalerweis gesäit eis Prozedur vir, dass e Kand, wat Schwieeregkeeten an der Schoul huet, wou signaléiert gëtt, gëtt en Diagnostic gemaach an da gëtt an der Commission d'inclusion scolaire e Plan individualisé de prise en charge. Do sinn dann d'Moosnamen dran, déi mam Kand gemaach ginn, fir dass et kann an enger normaler Schoul integréiert ginn.

Wann da méi grouss Problemer opstinn, da ka gefrot ginn, dass d'Kand an eng Spezialschoul kënnt. An all déi Demandé mussen duerch d'Commission nationale goen, fir eng Autorisatioun ze kréien, dass se an d'Ausland ginn. An ech hunn de Chiffer elo net genau am Kapp, mä dat sinn der ronn 190. Mir sinn also wäit vun deene Chifferen ewech, déi hei avancéiert gi sinn.

Ech fannen dat der nach ëmmer vill, déi duerch d'Commission médico-psychopédagogique nationale ginn. An do ass dann och eng Prise en charge vum Ministère, deen dann also d'Schoulkäscht fir déi Kanner do iwwerhëlt.

Ech sinn domadder d'accord, dass mir mussen méi Strukturen hei zu Lëtzebuerg schafen. Mir sinn och do an Aarbechtsgruppe mat dem Ministère vun der Santé a mam Ministère vun der Famille amgang doriwier ze diskutéieren an ze plangen. Eng Rei kleng Internater gëtt et, nottamment zu Woltz. Et sinn der nach zwee vum Ministère de la Famille a Planung. De Ministère vun der Éducation nationale stellt dann d'Enseignanten, fir an déi Centres kënne ze goen.

Mä ech kann dem Här Bauler elo net e präzisen Timekalenner ginn, well do jo och Ressourcen financières a Ressourcen humaines mat erafléissen. Mä ech wëll just hei nach eng Kéier versécheren, dass mer eis der Problematik bewosst sinn, dass mer och der Détresse, dem Misär vun de Leit wëlle begéinen an dass mer dofir zesumme kucke weiderzekommen an deenen dote Froen.

Dat war et vu mir. Villmools Merci, Här President.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- An ech soen der Madame Minister e grouse Merci. An domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo wëllt nach dozou Wuertstellung huelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Jo, Här President, just fir e puer Präzisiounen oder e puer Informatiounen ze ginn, déi vun eenzelnen Deputéierten opgeworf gi sinn an Zesammenhang och mam Remboursement oder Netremboursement vu Medikamenter.

Fir d'Éischt emol feststellen, dass déi medikamentös Behandlung e Standbeen ass, mä just ee Standbeen ass vum Traitement vun deene Problemer. Dass déi richteg Approche eng multidisziplinär ass, wou d'Medikament, wann et néideg ass, seng Roll ze spillen huet, mä déi Zesummenaarbecht zwëschen deene verschidde Acteuren an deenen eenzelne Ministère och extrem wichteg ass. An do si mer zënter enger Rei vu Joren op enger gudder Schinn. Ënner anerem och fir d'Santé mentale a senger Ganzheetlechkeet bei de Kanner besser kënne ze assureieren an och op Problemer, déi optauchen, zesumme kënne ze reagieren.

Wat d'Medikamenter ugeet, ass et laang esou gewiescht, dass just ee Medikament rembourséiert ginn ass, dat ass de Ritalin. De Ritalin ass ee vun där éischter Generatioun. Do hannendru ass dann en ähnlech Medikament mat méi Laangzäit-

wirkung - dat ass eigentlech Ritalin retard, heescht Concerta - op de Maart komm, awer zu Konditiounen, déi zimlech exorbitant waren.

Mir hu laang gesicht, fir eng Alternativ ze fannen. Déi ass fonnt ginn, an an der Zwëschenzäit gëtt en alternativt Medikament am Retard - Medikinet - rembourséiert, wou och eng ganz Rei vu Kanner drop ëmgestige sinn.

Eng zweet Fro, déi gestallt gi war, dat ass déi vun der Schoulmedezin, wéi et weider mat der Reform vun der Schoulmedezin geet.

Dir wësst, dass mer e Règlement grand-ducal fir wesentlech Ännerungen an der Prise en charge bei der Schoulmedezin op den Instanzewe ginn haten, de Conseil d'État eis awer gesot hat, dass d'Base légale, fir dat Règlement a Kraaft ze setzen, ongenügend wär. De Conseil d'État huet awer direkt reagiert an eis eng Propos gemaach, wéi mer d'Gesetz kéinten adaptéieren, fir dat verbessert Règlement kënne ze verofschidden.

D'Santéskommissioun ass am Moment amgang mat der Analys vun deem klengen Projet. Opgrond vun deem Gesetzesprojet kënne mer d'Reglement, dat wesentlech Ännerungen an der praktescher Ausféierung vun der Schoulmedezin wäert bréngen, a Kraaft setzen. Mir wäerten an deenen nächsten zwee Méint prett sinn, fir dat ze maachen.

Voilà, dat waren déi zwou Hauptfroen, wou ech zousätzlech Informatiounen wollt ginn, mat nach eng Kéier ënnerstrach: Dat Medikament ass een Element; déi multidisziplinär Approche ass déi eenzeg richteg Approche, fir op déi Problemer hei kënne anezoen.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci, Här Gesondheitsminister, fir déi Präzisiounen. Den Här Colombero fillt sech nach eng Kéier erausgefouert.

► **M. Jean Colombero** (ADR).- Jo, ech wollt nach reagieren op d'Éducatiounsmnistesch. Ech hat e Chiffer genannt, 5.000 ginn an d'Ausland, Madame Minister, net 190. An deene leschte 15 Joer si 5.000 Kanner an d'Ausland gaangen, an d'Belsch a Frankräich, an Däitschland. Dir refuséiert lech ëmmer, fir déi Chifferen ze publizéieren.

(Interruption)

Sou. Sot wann ech gelift elo d'Wourecht. Dat kënnt vum SCAP.

(Interruption)

De SCAP huet dat de Spezialisten iwwermëttelt. Et si 5.000 Kanner déi lescht 15 Joer, an net 190, wéi Dir elo gesot hutt.

► **M. le Président**.- Gutt, elo kritt nach ganz schnell eng Kéier d'Madame Ministesch d'Geleeënheet, fir dorobber ze äntwerten.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Ech wollt soen, dass et déi lescht Chiffere sinn, déi mer elo an der Kommissioun haten. Ech hunn effektiv net zesummegezielt iwwer 15 Joer. Esou hat Dir dat jo och net presentéiert. Zweetens wollt ech soen - ech sinn net gutt, fir Chifferen ze verhalen -, mä am Rapport d'activité vum Ministère vun der Éducation nationale ziele mer op, wéi vill Kanner an d'Ausland an d'Schoul ginn, wéi vill an der Belsch, wéi vill an Däitschland, a wéi vill a Frankräich, an et ass also net esou, dass mir déi Chifferen do géife hell verheemlechen. Dat wollt ech just hei als komplementär Informatioun ginn.

► **M. le Président**.- Merci, Madame Ministesch. Elo ass awer d'Diskussioun definitiv ofgeschloss, an elo komme mer als nächste Punkt op d'Chamberskonte vum Joer 2008. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo nach kee Riedner ageschriwwen, ausser natierlech dem Här Carlo Wagner a senger Qualitéit als Rapporteur. Duerfir kritt dann och elo den honorabelen Här Carlo Wagner d'Wuert.

3. 6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008

Rapport de la Commission des Comptes

► **M. Carlo Wagner** (DP), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi all Joer ass et un der Chamber, fir hir Konten ënnert d'Lupp ze huelen. D'Analys vun der Kontabilitéit 2008 gouf vun der Spezialkommissioun des Comptes, geméiss dem Artikel 164 vun eiseem Règlement interne, duerchgefouert. Als President vun där Kommissioun hunn ech haut d'Éier, lech d'Zuele vum Exercice 2008 virzeleeën.

Mir hunn en Aktiv an e Passiv vun 19,6 Milliounen Euro ze verbuchen. Dat ass eng positiv Differenz vun dräi Milliounen par rapport zum Exercice 2007. Bal 20 Milliounen Avoiren, dat ass eng net négligeabel Zomm, déi am Hibleck op der Sich no neie Bürosraimlechkeete fir d'Chamber kéinte vun Notze sinn, wann et heescht, schnell um Immobiliemarché ze handeln.

D'Dotatioun aus dem Statsbudget fir d'Joer 2008 louch bei 27,6 Milliounen, dat ass e Plus vun enger Millioun Euro par rapport zu 2007. Allgemeng ass eng relativ Stabilitéit um Niveau vun de Fraisen tëscht 2007 an 2008 feststellen, do sinn effektiv keng spektakulär Ënnerscheeder feststellen. Bei der Rubrik „Députés“ leie mer liicht ënnert de Chiffere vun 2007, mat 9,8 Milliounen Euro par rapport zu 9,9 Milliounen dat Joer virdrun. Et handelt sech hei gréisstendeels ëm Charges fixes, selbstverständlech, déi aus den Dispositiounen vum Wahlgesetz ervirginn, wat erkläert, dass hei och keng riseg Ënnerscheeder kënne kommen.

D'Käschten, déi an der Rubrik „Institutions parlementaires internationales“ opgeléicht goufen, weisen mat 618.000 Euro e Minus vu ronn 26.000 Euro par rapport zum Exercice vu virdrun. Do ass haaptsächlech bei de Frais de route et de séjour gespuert ginn, ee Posten, deen de Gros vun dëser Rubrik ausmécht.

Ënnert d'Rubrik „Groupes politiques“ falen d'Crédits de fonctionnement an awer och d'Acquisition de matériel informatique vun deenen eenzelne Fraktiounen a Sensibilités politiques. Hei wäert et och kee wonneren, dass mat eppes Klenges iwwer zwou Milliounen d'Fraisé keng grouss Schwankunge kannt hunn.

D'Personalkäschte vum Joer 2008 leie bei eppes méi wéi sechs Milliounen Euro. Dat ass e Plus vu 430.000 par rapport zu 2007. Dës Hausse erkläert sech ënner anerem duerch d'Ästelle vun insgesamt aacht Beamten, wat sécherlech gutt ugeluechte Sue sinn, well d'Chamber op gutt Personal ugewisen ass, an dat zumools bei steigendem Aarbechtswolumen, deen op eis Chamber regelméisseg duerkënn.

D'Rubrik „Administration“ dann, wou alleméiglech Fraisen, wéi zum Beispill Locatioun, Entretien, Restauratioun oder soss Servicer an Acquisitiounen drënnerfalen. Och hei ass näischt Wesentlech geschitt zwëschen 2007 an 2008. Hei sinn am Exercice 2008 Facturë vu ronn 5,6 Milliounen Euro bezuelt ginn, sief dat fir Informatik oder fir d'Loyeren. Ech kommen dann zur leschter Rubrik, déi vum Compte rendu, wou mer Frais de publication et de distribution hu vun eppes méi wéi enger Millioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech net méi laang waarde loossen an Är Spannung zu Enn bréngen. D'Spezialkommissioun souwéi de Réviseur d'entreprises Deloitte waren der Meinung, dass d'Konte vun der Chamber an der Rei wieren. D'Spezialkommissioun recommandéiert dann och selbstverständlech, d'Konte vum Exercice 2008 ze approuvéieren, an ech gi mam gudden Beispill vir, an ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- An ech soen dem Här Rapporteur Carlo Wagner Merci. Et ass kee Riedner, dee sech nach ageschriwwen huet, esou datt ech dervun ausginn, datt domadder d'Diskussioun ofgeschloss ass.

Sou wéi den Artikel 164 vum Chamberreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwer d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet, an déi folgende Wuertlaut huet:



Résolution

La Chambre des Députés, vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2008 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

Vote sur la résolution

Ass d'Chamber domadder averstanen, fir par main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Ech bieden déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn, an d'Resolutioun ass domadder ugeholl.

Sou wéi den Artikel 164 vum Chamberreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergerecht.

Mir kommen dann elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, an zwar d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2008. Hei hu sech bis

elo schonn ageschriwwen: den Här Thiel, den Här Wagner an den Här Braz. An als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes

Discussion générale

M. Lucien Thiel (CSV).- Här President, Merci. Ech ka ganz kuerz sinn. Mir si ganz domat d'accord, wat do festgestallt ginn ass. Et ass eng gutt Saach, datt mer d'Cour des Comptes, virun allem d'Personal, d'Spëtzepersonal vun der Cour des Comptes alignéiere mat deenen aneren Aariichtunge vum Stat. Et ass nëmme gerecht an équitabel, datt mer dat maachen, an duerfir kann ech den Accord vun der CSV zu dësem Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann ass als nächste Riedner den Här Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner (DP).- Merci, Här President. Ech muss soen, mir hu jo eng Resolutioun hei virleien, déi vu sämtleche Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Et ass

also och an der Kommissioun vum Contrôle de l'exécution budgétaire ganz genau nogekuckt ginn, esou dass ech mengen, dass mer där Saach kënnen trauen. Ech ginn dann och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

M. le Président.- Den Här Félix Braz.

M. Félix Braz (déi gréng).- Déi gréng Fraktioun gëtt och hiren Accord, an ech schlësse mech de Wiederer vun den zwee Virriedner un.

M. le Président.- Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, an esou wéi den Artikel 158 vum Chamberreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet, an déi folgende Wuertlaut huet:

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que „les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2008, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels“;

vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué lors de la réunion du 1er février 2010,

approuve les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes.

(s.) Anne Brasseur, Félix Braz, Lucien Clement, Félix Eischen, Lucien Thiel.

Vote sur la résolution

Ass d'Chamber domadder averstanen, par main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmme?

(Assentiment)

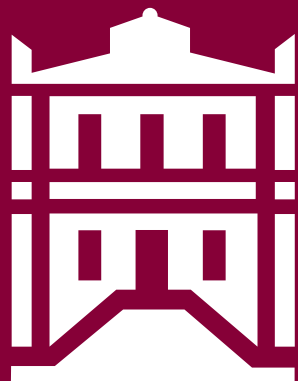
Da bieden ech déi, déi mat der Resolutioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn, an domadder ass d'Resolutioun ugeholl.

Esou wéi den Artikel 158 vum Chamberreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des Comptes weidergerecht.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir de 16., 17. an 18. Mäerz.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.42 heures)



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung

live an integral

An der Stad um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen Kanal S29

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

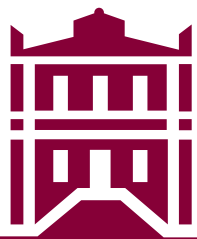
An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nospelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. 6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes

- Déclaration de recevabilité

3. Ordre du jour

- M. le Président

4. Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise

- M. Xavier Bettel, M. François Biltgen, Ministre de la Justice, M. Xavier Bettel (question complémentaire), M. François Biltgen

5. Heure de questions au Gouvernement

Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Jean-Paul Schaaf - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. André Bauler - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Raymond Weydert - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances

- M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances

Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Alex Bodry - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

- M. Eugène Berger - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias

Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Lucien Clement - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

6. Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul»

- M. Claude Adam, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Claude Adam (question complémentaire), Mme Mady Delvaux-Stehres

7. Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée»

et

Question N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée»

- M. Claude Adam, M. Ben Fayot, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

8. Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010

et

Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques

- Exposé: M. Henri Kox

- Discussion générale: M. Fernand Etgen

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé (propose une version modifiée de la motion 1), M. Henri Kox (donne son accord à la version modifiée)

- Vote sur les motions (motion 1 modifiée adoptée, motion 2 adoptée)

9. 5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail

- Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: Mme Vera Spautz

- Discussion générale: M. Ali Kaes, M. André Bauler, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann

- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

- M. le Président (informe que le vote est personnel et qu'une majorité qualifiée est requise)

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle

- M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Fernand Kartheiser (question complémentaire), M. Claude Wiseler

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Hâr President.

► **M. le Président.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010

6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010

3) La pétition N°297 «fir e mënschefrëndlecht Wunnen an Uertschafte mat Liewensqualität» a été déposée en date du 10 mars 2010 par la Ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer.

2. 6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 11. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech hei em d'Proposition de loi N°6115 vun der Madame Viviane Loschetter, eng Ofännerung vum Wahlgesetz fir eng Paritéit vun der politescher Representatioun vu Männer a Fraen.



Schéisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; dann d'Question avec débat N°8 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolution vum der Schoul „Eis Schoul“; dann d'Question avec débat N°9 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolution vum „Neie Lycée“; dann zwou Motioune vum Här Henri Kox iwwert d'OGMen; dann de Projet de loi 5942, eng Ofännerung vum Code du Travail nom Modell 1; de Projet de loi 5798, en Accord iwwert d'Schafe vun engem europäesche Loftraum, och nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6107 iwwert d'Gestiuon vun den Zuchinfrastrukturen nom Modell 1; an da schlussendlech, fir de Programm ofzeschleissen, d'Question avec débat N°7 vum Här Fernand Kartheiser, iwwert d'Gëlle Fra.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer, éischstens, de Projet de loi 6072, eng Duebelbesteuerungskonvention tëschent Lëtzebuerg an 20 anere Länner nom Modell 1; dann de Projet de loi 6037, eng Ofännerung vum Pressegesetz och nom Modell 1; de Projet de loi 5849, eng Konvention géint d'Folter nom Basismodell; de Projet de loi 6001, e Protokoll iwwert d'Cour de justice Benelux nom Basismodell; de Projet de loi 6074, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle och nom Basismodell; de Projet de loi 6106, eng Konvention mat Indien iwwert d'Sécurité sociale nom Basismodell; a schlussendlech d'Question avec débat N°6 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Ambassaden, déi a Lëtzebuerg zougemaach ginn.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Deklaratioun vun der Madame Kooperatiounsministesch iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschléssender Debatt.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir hunn elo nach virun der Froestonn un d'Regierung d'Question urgente N°507 vum Här Xavier Bettel iwwert den Nout-telefon, dee vun der kathoulescher Kierch agefouert ginn ass fir Affer vu Pädophilie. Den Här Xavier Bettel huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

4. Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President, dass Der mer d'Geleeënheet gitt, fir déi Fro hei direkt dem Justizminister kënnen ze stellen. En ass och Kultusminister, dat heescht, en huet och déi duebel Kap, déi hei concernéiert ass. Ech hunn nämlech den Artikel gelies, Här President, de Samschdeg am „Lëtzebuurger Wort“, en Interview vum Vicaire général Mathias Schiltz - an ech zitieren -, wou et justement iwwer Fall vu Pädophilie jo am Ausland gaangen ass a wéi et dann zu Lëtzebuerg wär:

„Doch haben wir für alle Fälle am Donnerstag im Domkapitel beschlossen, eine Ansprechperson für eventuelle eingehende Hinweise und Klagen einzusetzen. Sie soll von einer multidisziplinären Arbeitsgruppe unterstützt werden, der sowohl weibliche als auch männliche Psychologen, Juristen, Mediziner, Theologen, Kirchenrechtler und so weiter angehören. Die Namen der genannten Personen und die Adresse der Anlaufstelle werden soweit möglich im Lauf der kommenden Woche veröffentlicht. Darüber hinaus streben wir eine Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft, dem Familienministerium, der Menschenrechts-

kommission, der Ombudsfrau für Kinderrechte und so weiter an.“

Här President, fir mech ass dat heiten e gravé Präzedenzfall. Firwat? Wann e Fait pénal do ass, ass et net un enger Organisation, egal wéi eng et ass - an ech mengen, et ass och am Intérêt vun der Kierch, dass dat kloer gesot gëtt -, eng Hotline ze kreieren, déi selwer vun hir organiséiert gëtt. Esou steet et op jidde Fall am Artikel. Wa Fait-pénalen do sinn, dann ass et un enger Police oder un engem Parquet, eng Enquête ze maachen, an net un enger Organisation, esou wéi ech dat elo just virdu beschriwwen hunn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dofir si verschidde Froen, déi sech stellen, Här President. Gëtt et eng Base légale, fir dass ee kann am Fong eng Décharge vum Parquet oder vun der Police un enger Institution wéi d'Kierch ginn? Ech ka mer dat net virstellen an ech mengen, de Justizminister ka mer do net Onrecht ginn.

De Problem ass och, mir kréien da gesot, dass eng Fra dann do beim Bistum wier, déi déi Plainten, esou wéi dat jo och hei gesot gëtt... Ech soen nach: „Hinweise und Klagen einzusetzen“. Dat heescht, dass déi Fra d'Plainten unhëlt. Wat ass där hire Statut? Huet se de Secret professionnel? Bleift dat tëschent där Persoun? Déi zweet Fro ass: Wat sinn d'Obligationen, déi déi Persoun huet? Ginn déi Faiten direkt un de Parquet dénoncéiert? Gëtt dat net gemaach?

Ech muss lech just soen, Här President, dass mer net dierfen e Système extrajudiciaire hei kreieren, esou wéi bei verschidene Leit elo d'Impression opkomm ass. Ech géif dat net gutt fannen. An ech mengen am Intérêt vun der Kierch, am Intérêt vun eiser Justiz zu Lëtzebuerg soll den normale Wee vun der Justiz gëllen, dee vun der Police an dee vum Parquet.

Ech hu vill Schwieregkeeten, dass mer hei op eng Kéier en Téléphone, eng Hotline kreiere vun enger Organisation, déi iwwer Faiten, déi hir eegen Institution concernéiert, duerno mandatéieren, fir do Léisungen ze fannen. Ech wier dofir frou, Här President, fir d'Position vun der Regierung ze kréien, an der Qualitéit, wéi gesot, vum Här Biltgen, deen als Kultus- a Justizminister déi duebel Kap huet, fir eis hei eng Äntwert kënnen ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Bettel Merci. An elo kritt den Här Justiz- a Kultusminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Här President, ech wäert herno nach eng Kéier dorop zrëckkommen, dass ech lech eng Kéier d'Konstitution vun der Regierung matdeelen, well verschidde Froen un déi falsch Ministere gestallt ginn. Déi heite Fro adresséiert sech un de Justizminister. Si ka sech net un de Kultusminister adresséieren, wann ee weess, wéi bei eis d'Relatiounen zwësche Kierch a Kultus gestalt sinn. De Kultusminister ass net Chef vun de reliése Gemeinschaften. Do hu mer verfassungsrechtlech Bestëmmungen dozou.

Wa mer elo kucken, em wat et geet, eng ganz Partie vu Virfäll, déi an der Vergaangenheet och schon iwwerall waren, wou vill Tabu war, vun deenen haut méi geschwat gëtt, wou et em Kanner geet, a wou et a ville Fäll och hei bei Kierchen em Abusé vun Amtspersounen par rapport zu Mannerjährege geet, déi zum Deel - ech kommen nach eng Kéier dorobber zrëck - scho laang zrëckleien, huet een dräi Volleten an där Diskussioun.

Deen een ass effektiv dee strofrectlechen; deen zweeten ass deen disziplinarrechtlechen; deen drëtten ass deen zivilrechtlechen, deen och eppes mat den Affer ze dinn huet.

Ech hu virdu gesot, vun esou Fäll notament, déi, déi elo kéinte bekannt ginn, kënnen der ganz vill staark zrëckleien an effektiv och scho verjährt sinn. Och dat dierf een net vergiessen. Et ass net vun ongeféier, wou mer virun e puer Méint, dat war nach just virun de Wahlen, am Afferchutzgesetz eng Dispositioun drageschriwwen hunn, dass bei Mannerjähren

d'Verjähung eréischt ufänkt, wa se groussjähreg sinn. Esou wäit zum Strofrectlechen.

Wann elo eng Organisation, ob dat d'Kierch oder eng aner ass, seet: „Mir bekëmmere eis och em d'Affer.“ -, dann huet dat emol an éischer Linn eppes mat deem zivilrechtliche Volet ze dinn, nämlech deem, sech em d'Affer ze bekëmmere. Mir ginn net midd, an ech wäert och muer souwuel an der Chamberskommission wéi an enger öffentlecher Konferenz soen, wéi wichtig et och an Zukunft ass, dass mer eis méi em d'Affer bekëmmere. Well d'Affer sinn och nach ëmmer Affer, och wann zum Beispill d'Strofdot scho verjährt ass, wat ganz oft kann de Fall sinn, elo wou Saache kënnen un d'Dageslicht kommen, déi net komm sinn.

Den zweete Volet ass den disziplinarrechtlechen. All Organisation, ob se dem Privatrecht oder dem öffentleche Recht ënnerläit, muss parallel respektiv ënnergeuerdnet zum Strofrect och disziplinarrecht kënnen virgoen. Si muss also och bei sech selwer virun der Dier kieren.

Dat geschitt bei all Privatpatron. Iwwergens ënnerläit d'Kierch och dem allgemenge Privatrecht. Dat geschitt iwwergens och - dat soen ech heibannen, well ech dat ëmmer erëm op Béierdëschgesprécher héieren - beim Stat, déi och a nämlech net esou, wéi oft op de Béierdëschgesprécher gesot gëtt, dass beim Stat ni eppes géif geschéien.

Notamment bei Fäll, wou et em Kanner gaangen ass, notamment an der Schoul, kënnt et regelméisseg zu Disziplinarprozesser beim Stat, déi och bis ganz staark geahnt ginn. Nach kierzlech ass et do zu enger Entloosung komm.

Da si mer beim Strofrectlechen. Natierlech ass et ganz kloer, an do ass de Code pénal ganz kloer, respektiv de Code d'instruction criminelle, den Artikel 23, dass do de Parquet derfir zoustänneg ass.

Wann also elo iergendeng Organisation, déi fäert, dass et an hire Reie kann zu Strofdote komm sinn, Affer do sinn, wann déi sech elo em déi Affer bekëmmert, dann ass dat keng Substitioun a virun allem keng Entmuechtung vum Parquet, well - an ech mengen, och dat steet an där Deklaratioun, esou wéi ech se gelies hunn -, et ass wéi an der Vergaangenheet. Also muss et och sinn nom Gesetz, soss géife souwuel d'Kierch als Personalité morale wéi och déi Leit, déi fir d'Kierch schaffen, sech perséinlech haftbar maachen. A Strofdoten, déi hinne kënnen als Strofdot opfalen, mussen dem Parquet genannt ginn. Dat ass ganz einfach d'Rechtssituatioun, an do gëtt et och näischt drun ze deuten.

Dofir fannen ech déi Initiativ vun der Kierch éischer eng positiv Initiativ, emsou méi, wou jo vill de Problem ass, dass déi Leit, a besonnesch wann et scho méi laang zrëckläit; haut gëtt méi driwwer geschwat, haut ginn déi Fäll vläicht éischer gemellt op deenen eenzelnen Instanzen. Wou mer och haut schon Hotlinien hunn, mengen ech, ass et awer och wichtig, dass do Instanzen, wou kann an hire Reien eppes schifgaang sinn, och eng Ulaftell bréngen, wou d'Leit net fäerten dohinner ze goen.

Dat ass jo oft d'Gefor. Dat hunn ech och ëmmer erëm matgemaach a menger aktiver Zäit als Affekot, wann ee Leit gesot huet, elo gi mer bei d'Police - nach méi wéi bei de Parquet, bei d'Police -, dass d'Leit Angscht haben, iwwerhaupt eppes ze dénoncéieren, well se gesot hunn: „Do geet jo näischt weider.“

An deem Sënn mengen ech, dass dat eng gutt Initiativ ass, déi hei geholl gëtt, déi sech net dierf - an ech mengen och net, dass dat wäert sinn, soss géif hei d'Strofrect verletz ginn - dem Parquet substituieren, mä au contraire dem Parquet zouschaffen, a fir de Rescht dat maachen, em dat et haaptsächlech geet, nämlech sech em d'Afferen ze bekëmmere an och d'Afferen ze entschiedegen. Et wär gutt, wann d'Afferen och ouni strofrectlech Saachen och vill méi géifen entschiedegt ginn. Mä dovunner wäert ech lech muer e bësse méi erzielen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, wann Der erlaabt?

► **M. le Président.**- Här Bettel, mir sinn zwar elo net an der Prozedur vun der Question avec débat. Et war eng Fro, an déi ass beäntwert ginn. Jo?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, et ass just e Problem. Den Här Minister huet gesot, dass déi Institution eng Obligation hätt, d'Affär weiderzeginn. Wou steet dat? Eng Obligation légale huet e Statsbeamten, do si mer eis ganz eens. Mir si ganz averstanen, dass et eng Obligation morale gëtt, e Fait ze dénoncéieren. Am Code pénal... Jo, mä am Code pénal ass et do eng Obligation?

A wat ass, ech hunn och d'Fro gestallt, Här President... Wéi ass et mam Secret professionnel vun där Persoun, déi Informatiounen kritt? Wat geschitt do? An dann: Ass de Minister wierklech der Iwwerzeugung, dass d'Kierch déi beschot Organisation/Institution ass, fir sech am Fong mat Leit vun där Institution em Victimé vun hir ze këmmere?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Zu deem leschte Punkt muss ech jo aver e bësse de Kapp rëselen. Engersäits gëtt ëmmer gesot, notamment vis-à-vis vun der Kierch, et géif alles ënnert den Dësch gekiert ginn. Dee Moment, wou en oppenen Appell ass - a wann et en oppenen Appell ass, mengen ech, ass en net do, fir eppes ënnert den Dësch ze kieren -, gëtt gesot, et därer keen oppenen Appell geschéien. Esou dass ech scho mengen, dass dat eng propper Attitud ass, fir och selwer bei sech virun der Kierch virun der Dier ze kieren.

Also, mir hunn... Ech soen dat, och beim Stat gëtt et där dote Fäll. An et ass ganz wichtig, dass een do mat Zäite ka reagéieren an dass een net d'Aen zoomécht. An ech mengen, an deem Sënn fanne mir et éischer gutt, dass d'Kierch hir Verantwortung do iwwerhëlt.

Wat de Rescht ubelaangt, ass et nach eng Kéier ganz kloer, dass et awer wuel effektiv d'Ministres des cultes keng Statsbeamte sinn am Sënn vum Term. Vu dass et awer nach eng ganz Partie aner Bestëmmunge gëtt vu Verdunkelung an esou weider, mengen ech nu wierklech, dass hei d'Gesetzgebung esou outilléiert wär, dass näischt kéint virkommen.

An ech mengen nach eng Kéier, wann hei gewünscht wär vun där Organisation, fir eppes ënnert den Dësch ze kieren, dann hätt se net deen doten Appell gemaach. Dofir, nach eng Kéier, ech mengen net als Justizminister, dass hei géif eppes schifgoen. Au contraire, mengen ech, dass et vläicht gutt ass, dass vläicht och Saache bekannt ginn. A virun allem dat Wichtigst ass, nach eng Kéier, dass een net nëmmen de Code pénal kuckt, mä dass ee virun allem d'Victimé kuckt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Justizminister.

5. Heure de questions au Gouvernement

Den nächste Punkt ass eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Opposition. Als éischt hu mer d'Fro N°37 vum Här Jean-Paul Schaaf un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Reform vum Secondaire. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt eng kuerz Fro stel-

len zu der Reform vum Secondaire a Seconde technique. En ambitieuse Projet, fir dee mer, mengen ech, en général d'Ministesch musse félicitéieren, fir deen an där Form virgeluecht ze hunn. En Dokument, dat jo elo, mengen ech, zur Diskussioun steet.

E puer Froen a Suergen, déi sech jo do-bausse gemaach ginn, déi betreffe virun allem de Stellwäert vun der franséischer Sprooch, dee jo esou interpretéiert gëtt, datt elo déi franséisch Sprooch hannert déi englesch an enger Sproochhierarchie gestallt gëtt, wann een dat emol esou bal kann ausdrécken.

Ech wollt just dozou e puer Froe stellen, virum Hannergrond och vun der Tatsaach: Laut Statistik ginn am Enseignement secondaire 87% vun de Schüler, déi de Seconde ofschléissen, weiderféierend Studië maachen, 60% vun den Diplomierten aus dem Seconde technique an nach 43% vum Technicien. An do gesäit een aus de Chiffere vum Ministère eraus, dass an d'Belsch an a Frankräich zesumme 40% ginn ass, also an e franséischsproocheg Land. A Lëtzebuerg selwer gi 25% hir Studië maachen an an Däitschland 20%.

Esou datt sech virun deem Hannergrond d'Fro an d'Suerg einfach opdrängt, fir ze soen: Ass d'Ministesch sécher, datt eigentlech den Accès zu der Uniformentation net a Fro gestallt ass duerch de Status, deen eigentlech elo déi franséisch Sprooch risquéiert ze kréien, well een déi jo ab Deuxième net méi muss maache respektiv souguer ab Onzième am Technique?

Déi zweet Fro ass, ob et eng Inzidenz gëtt op den Accès zu der Fonction publique, well mer jo haut wëssen, dass d'Examen, fir an d'Carrière vun der Fonction publique eranzekommen, Examen sinn, déi e grouse Stellwäert op d'Sprooch leeën.

An dat Lescht ass vläicht déi einfachst Fro. Dat ass déi vun der Prozedur. Et wär gutt, nach eng Kéier kënnen ze soen, wéi dee Projet sech op der Zäitschinn eigentlech elo virubeweegt.

Voilà! Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Schaaf Merci, an elo huet d'Madame Erziehungsministesch d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Ech muss wahrscheinlech hei elo e Mea culpa maachen, well ech hu jo an der Educatiounskommissioun de Projet vun der Reform vun den ieweschte Klassen a Lycéeën virgestallt. A wahrscheinlech war ech do net kloer genuch, soss bräicht den Här Schaaf déi Froen hei elo net nach eng Kéier ze stellen. Ech äntwerten awer ganz gär dorop.

Wat d'Franséisch ugeet, ass et net esou, dass d'Franséisch säi Stellwäert verléiert. Zwou Saache wollt ech dozou soen.

Éischtens, wat de classesche Lycée ugeet, ass et elo schon esou, dass op de Sektione B, C, E, F d'Schüler kënnen eng Sprooch op der Première ewechloossen. Bis op d'Deuxième hu se dräi Sproochen. Op der Première kënnen se eng Sprooch ewechloossen. Dat bleift esou an där Dominante Sciences a Mathématiques mat dem Énnerscheid, dass mer soen: Et muss jiddwereen Englesch am Premièresexamen maachen, aus der Iwwerleeung, dass ganz vill wëssenschaftlech Literatur op Englesch ass.

An der Dominante Langues, do ginn déi dräi Sproochen bis op Première enseignéiert. Dat ass also keen Énnerscheid mat haut.

Dann, wat de wesentlechen Énnerscheid ass, vläicht am Technique, dass do am Régime technique d'Division technique générale - dat ass eng Dominante Sciences an Technologie - op der Treizième nëmme méi eng Sprooch géif enseignéiert ginn; als Fach. An dat wär d'Englescht, woubäi ech awer muss soen, dass d'Langue véhiculaire an deenen anere Fächer jo ëmmer Däitsch a Franséisch ass.

Et ass also esou, dass déi Villsproochegkeet an eise Schoulen op jidde Fall erhale bleift. An eppes, wat nei proposéiert ass - an ech wëll erënneren, dass dat hei en Document d'orientation ass, dat jo fir d'Consultation an de Public geet, wou ech gären hätt, dass e groussen Débat doriwuer ass -, nei ass, et ass op der Quatrième am classesche Lycée, wou d'Spezialisatioun jo lues ugeet, dass mer do soen: All Schüler muss op der Quatrième eng Matière d'excellence wëhlen.

Eng Matière d'excellence, also ee Fach, wat een op méi engem héijen Niveau mécht. An dat ass entweder Mathematik oder Franséisch. An do maache mer net eng Optioun op. Vun de Sproochen ass et Franséisch. Et kann een och déi zwou Matières d'excellence huelen.

Firwat huele mer do Franséisch? Précisément aus där Suerg an aus där Iwwerleeung, dass Franséisch eis administrativ Sprooch ass. Dat heescht, wann ee wëllt de Concours beim Stat maachen, da muss ee gutt Franséisch kënnen. Mir hätt jo gären, dass eng besser Maîtrise vum Franséischen ass, dass ee sech also do muss décidéieren an entweder Mathé oder Franséisch, wéi gesot och déi zwee, kann huelen.

Dat ass also, dass déi Angscht do, dass Franséisch géif u Wäert an un Importenz verléieren an der Schoul, jiddefalls net am Document d'orientation esou formuléiert ass. An dofir fannen ech et och wichtig, dass mer dat dann diskutéieren.

Also, ech wëll elo net an de leschten Detail goen, wat alles am Régime vum Techniker virgesinn ass. Dat ass jo net concernéiert vun der Reform vun den ieweschte Klassen. Dat gehéiert zur Reform Formation professionnelle, mä och do: Allegueren déi Leit, déi an enger Carrière méi administrative a commerciale sinn, mussen déi dräi Sproochen bis zur Tréizième maachen. Well wann ech zu Lëtzebuerg wëll am Büro Commerce/Gestioun goen, da brauch ech déi dräi Sproochen.

Dann, wat den Timing ugeet, just de Rappel: Dat steet och am Document d'orientation. D'Dokument ass virgestallt ginn, geet an d'Consultation. Dann huele mer d'Avise an, an et ass virgesinn, dass also net d'Année parlementaire, déi kéint, mä déi duerno - dat heescht '12, '13 -, dass dann e Projet géif déposéiert ginn, vun deem ech da frou wär, wann en och kéint hei an der Chamber verabschit ginn. Dat wär also de Kalenner.

Merci.

(Interruption)

Meng Zäit ass ëm.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Erziehungsministesch Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°38 vum Här André Bauler un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Evolution vun de Bauaarbechte vum Clierfer Lycée. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. André Bauler (DP).**- Här President, ech wollt dem Här Minister vun der nohalteger Entwécklung a vun den Infrastrukturen folgend Fro stellen.

A senger Äntwert op meng Fro vum 13. August 2009, wéi den Zäitplang vun den Ofrappaarbechten um Site vum zukünftege Clierfer Lycée géif ausgesinn, hat den Här Minister geäntwert, datt des Aarbechte bis Enn 2009 ofgeschloss wäeren. Elo ass et awer esou, datt bis haut nëmme e kleng Schapp ofgerappt ginn ass an dass de Gros vun den Infrastrukturen nach ëmmer dosteet.

Dofir wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Firwat konnt den d'Démolitionsaarbechten net wéi geplangt ofgeschloss ginn? Huet dat mat de schlechte Wiederkonditiounen ze dinn? Oder awer mam Terrain selwer, dee sanéiert muss ginn? Wéi wäit ginn duerch des Verzögerung all déi aner Aarbechten a Planunge fir de Lycée zréckgeworf? Wéini sollen d'Démolitionsaarbechten ofgeschloss sinn? A

schlussendlech wëll ech nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir den Här Minister ze froen, ob an de Planunge fir de Clierfer Lycée och eng Schwämm an en Internat virgesi sinn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Bauler Merci, an elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Et ass ëmmer ganz schwéier, wann een avertéiert kritt, datt een eng Fro gestallt kritt iwwert de Clierfer Lycée an dann hannendrun zéng Details-froen mat genauen Datum, wéini wat fir een Typ vu Chantier wéini muss ugefaangen an ofgeschloss ginn. Et ass schwéier, vun alle Chantieren alles am Kapp ze hunn. Ech probéieren dat also esou gutt ze beäntweren, wéi ech dat elo en mémoire hunn.

Dat Éischt fir ze soen, datt dee Chantier, deen Der ugeschwat hutt vun der Démolition vun den CTIs-Halen, vläicht e wéineg Retard huet. Ech weess net genau de Grond. Ech huelen un, datt et wahrscheinlech mat de Wiederkonditiounen ze dinn huet. Ech ka just soen, datt déi Démolition elo amgang ass an datt se och an där normaler virgeplangter Zäit wäert lafen.

Weider leeft och nach op deem Chantier, datt mer déi Campagne vun dem Monitoring hydrologique, deen op laang Zäit geplangt ass, fir ze kucken, wéi um Site genau ka gebaut ginn. Datt dat och eng Etüd ass, déi amgang momentan ass, wou se elo an der fënneter Campagne sinn, an datt mer duerno, wa mer déi Etüd hunn, och genau kënnen déi Décisiounen huelen, déi mer brauchen, fir op deem Site do weiderzuekommen.

Op där anerer Säit ass den Architekt, dat wäert Der, designéiert an d'Pläng vun dem APS, déi si momentan amgang gemaach ze ginn. Dir hat mech sengerzäit och an der Question parlementaire am August gefrot, wéini dee Projet definitiv kann ugoen.

Ech hat lech sengerzäit geäntwert, dat selwecht, wat ech lech elo äntwerten, vu datt mer momentan amgang sinn, déi finanziell Programmation vu sämtleche Bauprojeten ze maachen, ass dat eng Äntwert, déi ech nach net ka ginn. Déi ech kann an deem Moment ginn, wou mer déi Programmation iwwert déi nächst Joren en définitif fir all Bauten ofgeschloss hunn a genau wëssen, a wat fir enger Reienfolg an a wat fir enger Vitesse mer déi eng an déi aner kënnen maachen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat Der gefrot hutt, dat ass: Wat ass den Inhalt, de Programme de construction vun deem Lycée, dee momentan fir 670 Schüler vum Cycle inférieur geplangt ass, mat Ausweitungsméiglechkeeten eventuell? Elo de Programme de construction vu 25 Klassen, siwe Spezialsäll, sechs Ateliers, Administratiounssäll, Bürouen, Salles de conférence, Cabinet médical, eng Structure d'accueil, eng Sports-hal mat zwou Unitéiten, eng Piscine fir de Lycéesbesoin, en Terrain multisports vun 30 x 18 m à l'extérieur an eng Surface totale brute vu 16.500 m² mat engem Volume de construction brut vu 95.000 m³. Souvill ech hei liesen, ass déi Piscine eng gebrauchbar fir d'École intercommunale vu Reiler an den Accueil pour le public. Dat ass momentan, wat de Programm virgesäit. Ech denken, dat äntwert op Är Fro.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- De Präis ass... Pardon, Här President. Dat hat ech elo vergiess. De Präis ass approximativ 60 Milliounen Euro, momentan geschat.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Merci. A mir kommen elo zu der Fro N°39 vum Här Claude Haagen, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert de Bau vun engem Fußballstadion an engem Akafszenter zu Léiveng. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Här President, deen neie geplangte Fußballstadion a besonnesch den designierte Site huet an deene leschte Méint a besonnesch an deene leschten Deeg fir vill Diskussiounen gesuergt. Mat deem Projet ass elo och d'Diskussioun entstanen vun enger Surface commerciale, déi do och soll mat integréiert ginn.

Nodeems d'Madame Minister vun de Classes moyennes a vum Tourismus geschter op der Tëlee praktesch een Accord ginn huet, ënnert der Konditioun, datt,...

► **Une voix.**- Aha!

► **Une autre voix.**- Très bien!

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- ...wann dës Surface commerciale gebaut géif ginn, et eng komplementär Offer misst sinn, wollt ech den zoustännegen Innenminister froen, souwéi den zoustännegen Nohaltegkeetsminister: Ass dës Projet IVL-konform? An ass en am Aklang mat deene véier Projete vu Plans sectoriels, wéi se d'lescht Joer vun der Regierung virgestallt gi sinn? Ass dës Projet, wou de Site mengem Wëssen no an enger Grünzon klaséiert ass, an enger ausgewiesener Iwwerschwemmungszon?

(Interruptions)

► **Une voix.**- Héichwaassergebitt!

► **M. le Président.**- Also, elo huet ganz eleng den Här Haagen d'Wuert. Mir lauschteren elo dem Här Haagen no.

(Interruptions)

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Ech denken, datt ech d'Fro gestallt hunn. Ech denke jo, datt mer dann eng Äntwert drop kréien.

Drëtters: Géif d'Ubannung un d'Autobunn verbessert ginn, a wie géif dës Onkäschte bezuelen? An am Fall vun der Realiséierung vun deem Projet: Ass eng Ubannung un den Zuch geplangt?

► **Une voix.**- Aha!

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Ech soen lech Merci.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Haagen Merci, an elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister, fir op déi Fro ze äntwerten.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech wëll déi Diskussioun, déi an deene leschten Deeg gefouert ginn ass, wéi wann et eng independent Diskussioun wär, déi kee Passé hätt, vläicht e wéineg profitéiere vun deene puer Minutten, déi ech hunn, fir se awer och an déi rezent Geschicht eranzesetzen; well si huet jo och eng Virgeschicht a si huet och schon eng Rei Événement, déi an deene leschte Jore geschitt sinn.

Éischtens wëll ech drun erënneren, datt virun e puer Joer d'Regierung am Kader vun dem Wëllen, e Fußballstadion ze bauen an dat an engem PPP-Bau - dat heescht mam „public private partnership“ -, gesicht huet, wéi een dat kéint maachen, an déi Zäit d'Fro gestallt ginn ass, fir e sougenannten „outlet mall“ mat engem PPP-Fußballstadionbau ze verbannen.

Sengerzäit sinn dunn eng ganz Rei Implantatiounsterraine gesicht ginn - wa meng Souvenire gutt sinn, waren dat der zwielef un der Zuel -, fir ze kucken, wat fir ee fir deen Typ vu Konstruktioun géif kënnen entsprechen. An do waren d'Kritären haaptsächlech evidentereis en Disponibilitéitskritär op där enger Säit an op där anerer Säit och all Méiglechkeeten, fir den Accès ze gestalten op den Terrain, datt en zefridde stellend kéint gemaach ginn. Dat war deen éischten Deel vun der Geschicht.

Zweeten Deel vun der Geschicht - kennt Der lech och nach all erënneren -, deen awer och eppes heimadder ze dinn huet: Dat war déi ganz Diskussioun, déi mer



virun eppes méi wéi engem Joer haten, iwwert dee ganze Site Wickreng, wou e grouse Shopping-Center, Kommerz-Center gebaut ginn ass. A wou sengerzäit kloer an däitlech aus landesplaneresche Grënn gesot ginn ass, datt am Fong deen Center net op Wickreng géif passen.

Dat huet d'Regierung esou gemengt, an dofir ass och eng ganz Diskussioun zu deem Zäitpunkt lassgaangen. Zu deem Zäitpunkt - wou ee muss soen, wann ee sech gutt erënnere kann, kee rechtliche Moyen do war, kee rechtliche Moyen fir iwwert d'Gesetz den Outlet-Center zu Wickreng ze empêcheren - ass eng Diskussioun mat dem Propriétaire, mam Promoteur lassgaangen, fir ze kucken, ob eng Léisungsfindung do wär. Just fir eng Kéier ze soen, a wat fir enger Virgeschicht mer eis hei fannen.

Dunn ass am Kader vun Diskussiounen eng Verknüpfung vun dem Projet Léiweng gemaach gi mat dem Projet Wickreng. An ech wëll och iwwert de Projet Wickreng eppes soen, an da wëll ech iwwert de Projet Léiweng eppes soen, fir ze soen, wou mer haut dru sinn.

Éischtens, de Projet Wickreng. Wann een elo kuckt, wat haut geplangt ass, wat haut um Dësch läit, nach net public, mä an deenen nächste Wochen héchstwahrscheinlech, wann et méi affiniert ass, och wäert public ginn, da muss ee soen, datt haut zu Wickreng méi en ugepasstene Projet do ass, wéi dat sécherlech virun engem Joer do war. Haut hu mer e mixen Zonage, deen zu Wickreng gebraucht gëtt, wou souwuel Artisanat wéi Logement wéi Büro wéi Zones commerciales dohinner kommen, vill méi kleng Zones commerciales, net an esou gebauter Form, wéi dat initial geplangt war, deen also wesentlech besser an de Raum haut passt, wéi dat an deem Projet virun de Fall war, an deen och déi ugebruechten Zentralitéit vun deem Raum zwëschen deenen zwee städtesche Raim och korrekt abënt.

Et ass also hei mat, mengen ech, néidegem Amooss geschaff ginn, wuelwësend soen ech awer hannendrun, datt de Stat hei net alles op deem Zonage do ze soen huet, well mer hei och vill mat der Gemengenautonomie ze doen hunn. Dat ass dat Éischt, wat ech wollt iwwer Wickreng soen.

Elo si mer oder ass amgang dee leschte Schlëff un dem Masterplang geluecht ze ginn, zu Wickreng, deen am Abrëll soll fäerdeg sinn. Hei muss de PAG..., de Zonage vum PAG sécherlech ugepasst ginn. Mä et kënnt sécherlech net, souwäit ech dat momentan ka gesinn, zu enger Netto-Erweiterung vum Bauperimeter.

Fir Léiweng: E puer Saachen, déi ech och wëll soen. Déi Zäit ass d'Déisioun geholl ginn, e Projet d'ensemble ze maachen. Futtball, Outlet an déi Surface commerciale, déi da vum Wickrenger Projet derbäikomm ass.

Dat, muss een haut soen, ass, wann een d'Fro vun der IVL-Konformiteit stellt, da muss ee wëssen, datt den IVL e Konzept, eng Konzeptkaart ass, déi duerch déi sougenannte Plans sectoriels soll affiniert ginn. Datt deen Emplacement zu Léiweng net contraire ass zu de Plans sectoriels, sou wéi se haut als Avant-projet bestinn, net contraire zu de Plans sectoriels. Och net contraire zum Plan paysage, wou en agestuft ass als Espace d'action paysager urbain. Wat heescht, datt keng Prescriptiounen drop leien, datt eng Rei Recommandatiounen drop leien. An déi haaptsächlech Recommandatioun, déi drop läit, dat ass déi, datt op d'Abindung an d'Landschaft soll opgepasst ginn.

An da muss een och elo d'Realitéit kucken, wou deen Terrain hei läit. Deen Terrain läit tëschen dem Zuch, tëschen der Autobunn, tëschen der Tankstell a vis-à-vis vun engem gréisseren Hoteldkomplex.

De Site hat an deem Sënn Punkten, déi correspondéiert sinn, éischtens, datt en net konträdiktöresch war zu de Plans sectoriels; zweetens, datt en ugebonnen ass un d'Eisebunn, un d'Autobunn, datt et och un déi gréisst Duerchgangsachs um Land ugebonnen ass an datt d'Gréisst vum Terrain appropriéiert war.

Wat d'Émwelt ugeet: Dat ass och eng Fro, déi Der mer gestallt hutt. Do ass et kloer, datt haut eng Étude d'impact amgang

ass, déi momentan nach net ofgeschloss ass, déi am Fréijoer wäert ofgeschloss ginn; déi kann eréischt am Fréijoer ofgeschloss ginn. Well och d'Fauna, déi do ass, och muss am Fréijoer gekuckt ginn.

Wann déi dann ofgeschloss ass, da mussen den Här Schank an ech, déi responsabel si fir d'Émwelt, kucken, ob dat émweltméisseg autorisabel ass respektiv, wann et autorisabel ass, wat fir eng Kompensatiouns-moossnamen da gegebenfalls mussen gestallt ginn.

Datselwecht gëllt fir de Masterplang. Dee Masterplang ass amgang ausgeschaff ze ginn. Dee wäert ronderëm Ouschtere fäerdeg sinn. Da muss d'Regierung e kucken. Da muss d'Gemeng e kucken. Da muss ee kucken och, wat fir eng Entrée fir den Individualverkéier, fir den öffentleche Verkéier mussen geholl ginn. Eng Zuchabannung op der Beeteburger Streck ass méiglech, ass awer dann eréischt sënnvoll, wann déi nei Beeteburger Streck do ass. Well dat gëtt eis d'Méiglechkeet, op der aler Beeteburger Streck wierklech e gebrauchbaren Halt ze maachen, dee schwieereg ass ze realisieren, wann déi Streck nach net nei ass. Och dat wëll ech eng Kéier kloer soen.

An da muss mat de Promoteuren, och wann dee Masterplang besteet, dann négociéiert ginn, fir ze kucken, wie wat fir eng Käschten do iwwerhëlt. Well et ass ganz kloer, datt de Stat och dee ganze Käschtepunkt net kann, net wëllt op där doter Plaz droen.

Ech mengen, dann hätt ech all déi Froe beäntwert, déi Der mer gestallt hutt.

Ech soe Merci.

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Merci, a mir kommen elo un d'Fro N°40 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert de Programm Scolaria. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Schonn zënter 2002 maachen d'Gemengen d'Schoulorganisatioun mat Hëllef vum Programm Scolaria. Méi rezent sinn déi Volète vum Scolaria, déi d'Léierpersonal mat Donnéeën iwwer seng Klassen a seng Tâche soll fidderen.

Ech hunn déi lescht Deeg vun enger ganzer Rei vu Feeler, déi an deem Programm opgetaucht sinn, erzielt kritt. Zum Beispill bescheinegt de Scolaria-Programm enger jonker Léierin, déi Décharge-Stonnen hält, eng Tâche hebdomadaire vu 70 Stonnen. Ee Schoulmeeschter a mengem Alter hat eng Tâche hebdomadaire vu 36 Stonnen am Scolaria stoen, a wat bei mir eng ganz Rei nostalgesch Gefiller ervirbruecht huet, war, datt ech matgedeelt kritt hunn, datt mäin Numm och nach mat enger Stonn Décharge als Coordinateur de cycle an enger Schoul opgetaucht ass, wou ech virun zéng Joer eng Kéier geschafft hunn.

(**Interruptions**)

Wat bei mir nostalgesch Erënnerungen eropgeruff huet, huet awer bei deene Leit, déi mat deem Programm ze dinn hunn, déi domat beschäftegt sinn, éischer lenger provoziert.

Niewent dem allgemenge Gefill, datt et ëmmer méi bürokratesch Aarbechten an der Schoul gëtt, ass et nëmme menschlech, datt kee wëllt déiselwecht Aarbechten zwee- oder dräimol maachen.

An an deem Kontext meng Froen un lech, Madame Minister: Sinn déi Problemer, déi mir verzielt gi si mam Programm Scolaria, allgemeng am Land opgetrueden? Wéi sinn déi Problemer ze erklären, vu datt jo schonns jorelaang mat deem Programm geschafft gëtt? Wéini sinn déi Problemer behuween?

D'Wichtigkeet vun der Levée vun deenen Donnéeën gëtt jo wierklech net bestridden, vu kengem. Wéi fiabel sinn eis Programm? Riskéiert déi feelerhaft Statistik en Afloss ze kréien op d'Berechnung zum Beispill vum Contingent de leçons, déi an deenen eenzelne Schoulen elo ustinn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam an elo kritt d'Wuert d'Madame Erzéiungsministesch.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här President, et ass richtig, dass säit 2002 um Scolaria geschafft gëtt. De Scolaria ass eng Datebank a soll en Instrument si fir méi eng rationell a méi eng effikass Gestuon, souwuel wat d'Organisation scolaire ugeet wéi wat d'Gestiuon vun de Schüler an der Primärschoul ugeet.

Et ass net richtig, dass säit 2002 d'Schoulorganisatioun mam Scolaria gemaach gëtt, well - wéi den Här Adam jo elo richtig gesot huet -, nach ëmmer Feeler am Scolaria sinn. A wann dat vill lenger provoziert bei Enseignanten, da kann ech soen, och bei mir.

(**Interruption**)

Well den lenger, dee kënnt jo bis bei mech erop. A wann Dir mech frot, bis wéini déi Feeler am Scolaria behuween sinn, da wär ech immens frou, wann ech lech dorobber kéint äntwerten, well ech stellen déi Fro all Woch oder op d'mannst all Mount eng Kéier, an ech kréien ëmmer gesot: „Dat geet elo besser.“

Ech sinn also hoffnungsvoll, dass dat och elo besser geet, an ech kann lech just soen, de Scolaria ass natierlech tributaire vun deenen Donnéeën, déi déi verschiden Intervenanten an Acteuren eraginn. An am Scolaria, dat ass jo eng grouse Organisatioun, wou mer mat de Services informatiques vun de Gemenge jorelaang driwwer diskutéiert hunn a geschafft hunn, an ech stellen ëmmer fest, dass mer awer nach Feeler ëmmer erëm virkommen. An duerfir kann ech just eng Berouegung ginn: De Kontingent natierlech ass...

D'Berechnung vum Kontingent, op wat geschitt déi? Déi geschitt natierlech op deenen Donnéeën, déi mir kréie vun de Gemengen iwwert d'Schoulorganisatioun. Normal ass et, dass mer déi dann emol am Scolaria huelen, well mer jo awer en deiert Instrument do hunn, vun deem mer hoffen, fiabel Donnéeën ze hunn. An duerfir schécke mer déi dann nach eng Kéier zréck an d'Gemeng, dass se eng Kéier vérifiéiert, an eng Kéier bei den Inspekter, dass deen dat och vérifiéiert, fir dass mer nëmmen net falsch Donnéeën hunn, fir de Kontingent ze berechnen.

Mä, wéi gesot, ech kann lech just soen, dass vill dru geschafft gëtt an ech och zouversichtlech sinn, mat all de Feeler, dass dat awer fir d'nächst Schouljoer besser funktionnéiert.

Also ech wëll just richtigstellen, dass eréischt d'Joer fir d'Éischt de Scolaria operationel ass. Et ass ganz laang dorunner geschafft ginn. A wann ech d'Erfahrung kucke vun ähnlechen Entreprises, de Fichier „Élèves“ huet och relativ laang gedauert, bis e fiabel war, sou dass ech awer d'Hoffnung net opginn, dass e geschwënn - hoffentlech - funktionnéiert.

Merci.

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Erzéiungsministesch Merci a mir kommen elo zu der Fro N°41 vum Här Raymond Weydert un den Innenminister iwwert den Ofwaassersystem. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Raymond Weydert (CSV).** - Jo, Här President, Kolleginnen a Kollegen, mir sinn eis alleguerten eens doriwwer, datt d'Waasserkadegesetz vum 19. Dezember 2008 e wichtegt Gesetz ass, fir datt mir d'Qualitéit vun eise Gewässer bis 2015 an och doriwwer eraus kënnen a mussen verbesseren. Dofir gesäit d'Gesetz vir, datt ee fir d'Autorisatioun vun engem Plan d'aménagement particulier am Domän vun der Waasserentsuergung muss strikt tëschen dem Reewaasser an dem Ofwaasser trennen. Mir ass bewosst, den Trennsystem ass noutwendeg, fir d'Kläranlagen net onnëtz mat Oberflächewaasser ze belaachten a fir hir Capacitéiten a Grenzen ze halen. Ech gesi mat der Obligatioun vum Trennsystem och kee gréisere Problem, wann et sech ëm ee PAP vun

engem neie Lotissement handelt, dat nach muss erschloss ginn.

Grouse Problemer gesinn ech awer dann, wann et sech ëm ee PAP handelt am Ortinneren, dat heescht bei sougenannte Baulücken oder a Quartiers existants. Do hunn déi meescht Kanalisatiounsreseauë keen oder nach keen Trennsystem an d'Reen- an d'Ofwaasser ginn zesummen an engem Rouer ofgefuert. Hei een Trennsystem aféieren, ass meeschtens mat engem gewaltege Käschtenopwand verbonden, verdeiert d'Bauplazen a verlaangt oft kilometerlaang Leitungen ze verleeën.

Derbäi kënnt, datt bei engem Trennsystem och nach verlaangt gëtt, datt een opene Becke muss gebaut ginn, fir datt d'Gemenge kënn kontrolléieren, ob wierklech kee Schmotzwaasser an den Oberflächewaasserkanal erafléisst.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

Huet de Minister Zuelen, wéi vill PAP dese Problem beleen? Wat fir eng Mesurë gesäit de Minister vir, fir dese Problem ze léisen? Wier et net méiglech, eng Période transitoire virzugesinn, bannent där d'Gemenge Zäit hätten, hir Kanalisatioun den Ufuerderunge vum 2008er Gesetz unzepassen? A wa jo, wéi laang kéint esou eng Period sinn?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Raymond Weydert. An elo kritt d'Wuert den Här Innenminister.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 gesäit effektiv vir, dass een näischt kann, keng Ofwässer kann aleeeden a Flëss oder a Baachen, ouni dass een eng Genehmegung huet. Dat ass e Faktum, an do komme mer net derlaanscht. Dat ass den Artikel 23.

Gradesou e Faktum a gradesou eng Tatsaach ass awer och déi, dass déi meescht Gemengen an eise Land praktesch nëmme mat Mëschwaasserkollekteren oder Mëschwaassersreseauë funktionnéierend sinn. Besonnesch d'Gemeng Esch oder d'Stad Esch an d'Stad Lëtzebuerg, déi hunn do nawell relativ scho vill am Trennsystem gemaach. Och aner Gemenge punktuell, mä mir sinn do an enger neier Logik, déi et wierklech nach net vill hei an eise Land gëtt.

Duerfir stellt déi Iddi, fir Trennsystemer hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, Problemer. Problemer, déi awer Sënn maachen. Well elo ass et jo esou, dass d'Waasser, wann et reent, da leeft dat Reewaasser zesumme mam Ofwaasser an eis Flëss an eis Baachen. An dat ass ee Grond, firwat dass mer esou schlecht Badegewässer hei am Land hunn. Dat ass och ee Grond, firwat nëmme 7% vun eisen Iwwerflächegewässer ee gudden Zoustand hunn. Nun, d'Direktiv seet jo awer, mir misste kucke bis 2015, 2021 an 2027, dat sinn déi dräi Deadlines, fir bis dohinner e gudden Zoustand ze kréien. Mir müssen also dee Problem léisen.

Zwou Méiglechkeeten. D'Solution de choix ass déi, fir d'Ofwaasser an d'Reewaasser ze trennen. Dat ass déi bescht Léisung. Mä subsidiäresch ginn och vill Gemengen an de System, dass se am Fong geholl sougenannte RÜBe bauen, e Regenüberlaufbecken, wou dann, wann et vill reent, da leeft dat éischt Schmotzwaasser, dee Schmotzstouss, dee gëtt dann do opgefaangen zesumme mam Ofwaasser, dat staark belaaht ass, an da gëtt dat lues a lues an d'Kläranlagen eragefuert, soss géifen d'Kläranlagen emgoen. Okay, dat ass d'Realitéit.

Eng aner Réalitéit ass awer och déi - an déi versiche mer hei zu Lëtzebuerg a ville Beräicher, besonnesch och am Émweltberäich, ëmzesetzen - vun där sougenannter „meilleure technologie possible“. An déi sollt och hei spillen. Aus deem Grond eraus hu mer am Fong geholl an d'Gesetz schreiweloos eben, fir déi Trennsystemer anzeféieren. Well duerch ëmmer méi



Flächeversiegelung kréie mer ëmmer nees méi Waasser, wat an eis Flëss leeft, zousätzlech Waasser, an et muss ebe gedrosselt ginn. Duerfir déi Strategie, déi mer elo amgang sinn ëmzesetzen.

Déi huet sech effektiv am Joer 2009 esou artikuliert, dass mer am Ganze 50 Dossieren erakritt hu vu sougenannte PAPen, Teilbauungspläng, déi am Fong geholl autoriséiert hu misse ginn, dovun bal 40% a Quartiers existants, Baulücken an esou weider, a 60% waren nei Quartieren. Ech kann lech soen, dass d'Verwaltung an all deenen Dossiere ganz pragmatisch virgaangen ass. Dat heescht, wéi Der selwer sot, bei neie Quartieren ass et kee Problem. A bei anere Quartieren ass et sécherlech problematesch.

Mä elo ass et awer net esou, dass kilometerlaang nei Réseauë musse gebaut ginn, wann elo eng nei Résidence kënnt. Dir hutt elo e Quartier existant, do kënnt eng nei Résidence. Ma da sot zu deenen, wa se erausfueren: „Maacht zwee Réseauen, zwee Réier fir eraus, een, wou Der d'Reewaasser opfänkt; een, wou Der d'Ofwaasser opfänkt.“ Da loosst Der se zwar de Moment an de Mëschkanal lafen, mä deen Dag, wou dann d'Gemeng décideiert, en Trennsystem ze maachen, dann ass ee prett. Dat heescht „step by step“, cas par cas. Sou wëlle mer dat ugoen.

Dat heescht, et ass een net forcéiert, wann een elo hei eng Cité baut an do ass d'Klärnlag, do ass d'Cité existante, fir dann do alles esou ze maachen, dass dat dann do misst bis dohinner fäerdeg gemaach ginn. Dat ass net de Fall. Duerfir gëtt punktuell...

(Hilarité)

Dat ass e Problem mam Waasser och.

Duerfir ginn déi Problemer punktuell uginn, fir dass justement déi, géif ech soen, Käschtexplosioun, déi Der fäert, an zu Recht fäert, dass déi net entsteet.

Mir hunn och en Internetsite bei der Verwaltung, wou Der en ausféierlecht Dokument fannt, wéi déi Saachen ugaenge kënnen ginn. Fir mech si Flexibilitéit a Pragmatismus hei Schlüsselwierder an déi musen ugewannt ginn. Et muss kloer Regele ginn. An duerfir brauche mer och keng Iwwergangszäit. Well mer gi jo elo all Fall eenzel un a kucken, dass et net ze deier gëtt. Sou dass ech mengen, dass et gutt ass, dass Der déi Fro hei gestallt hutt, dass d'Leit wëssen dobaussen, dass d'Gemegepappen a -mamme wëssen, wéi et ass. A mir versichen do eng Hand mat unzepakken, fir dass mer eben déi propper Gewässer kréien an deenen nächste Jorzénge. Voilà.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Innenminister. An elo komme mer zur nächster Fro, der N°42 vum Här Fernand Kartheiser un d'Chancéglichheetsministesch iwwert d'Subsiden. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, stellt lech emol vir, et géif iergendeen am Land hei op d'Iddi kommen, fir eng Bibliothéik ze grënnen mat Bicher nëmmen iwwer Männer oder mat Bicher, déi nëmme vu Männer geschriwwen wäeren. Do wäere mer eis jo sécher all eens heibannen, fir ze soen, dass dat eng ganz schlecht Iddi wär, dass dat eng Form vu Sexismus oder Diskriminatioun wär.

(Brouhaha)

Mä dat ass awer méiglech, wann...

An da géif dann deen, deen esou eng Bibliothéik grënnt, dee géif dann och nach wëlle Subside vum Stat kréien!

Mä dat ass awer méiglech, wann een hei am Land wëllt eng Bibliothéik grënnen mat Bicher nëmmen iwwer Fraen oder déi vu

Frae geschriwwen goufen, wéi et beim Cid-Femmes de Fall ass. Do kritt déi Organisatioun vum Fraeministère ronn 300.000 Euro Subsiden. 293.945,98 Euro...

(Interruption)

...fir Fonctionnements- a Personalkäschten. An no deenen Zuelen, déi mir hunn, ginn an déi Bibliothéik am Joer 938 Persounen, dovunner eng ganz Rei Schüler, déi sech jo net kënnen wieren.

(Brouhaha)

Also sinn et 678 Fräiwëlleger, déi dohinner ginn, wou mer emol net wëssen, wéi dacks jiddweree gezielt gëtt, deen do erageet.

Also kënnen mer feststellen, dass an Zäite vu sozialem Ofbau hei am Land, an an Zäiten, wou vill aner Bibliothéike batter néideg finanziell Mëttele bräichten, all Visiteur vum Cid-Femmes mat ronn 17.500 Frang oder 434 Euro subventionéiert gëtt. Dat ass natierlech eng stolz Zomm.

Meng Fro un d'Madame Fraeminister ass also dofir: Wéi kann esou eng Dépense iwwerhaupt justifiéiert ginn? Ass dat net Sexismus? An hätte mer net besser, einfach déi Bestänn vum Cid-Femmes an och d'Musekssammlung vum Cid-Femmes an d'Nationalbibliothéik ze iwwerféieren, wou déi Saache méi bëlle a besser kënnen gemaach ginn?

A fir dat net ze vergiessen, wëll ech och nach soen, dass de Cid-Femmes eng Organisatioun ass, déi sech am Abléck ganz staark derfir asetzt, fir e stroffräit Ermuerde vun nach net gebuerene Kanner ze erméiglechen. An et ass ganz komesch ze gesinn, dass d'CSV esou eng Organisatioun esou massiv subventionéiert.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. An elo kritt d'Madame Chancéglichheetsministesch d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt emol fir unzefänken awer einfach allgemeng dorop hiweisen, dass et vläicht awer interessant wär, wann ee moies déi Question-parlementairen do gestallt kritt, wéi déi heiten, dass ee vläicht dat e bësse méi prezis kéint formuléieren. Dir schreift, Dir géift mer eng Fro stellen «relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg». Dat ass relativ vag. Ech hu mech och gutt drop preparéiert a Säiten a Säiten hei hunn ech matbruecht, an ech zielen lech dat och elo alles, Här Kartheiser.

(Brouhaha et hilarité)

Well do stinn och nach aner Saachen drop...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Madame Minister, wann Der net kënnt op déi Fro do äntwerten...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.** - Ech géif nawell gär weiderfueren...

► **M. le Président.** - Neen, hei, elo huet ganz eleng d'Madame Ministesch d'Wuert, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann d'Madame Minister net kann op déi Fro äntwerten, dat verstie mer.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.** - Dach, d'Madame Minister äntwert op déi Fro.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da kann d'Madame Minister d'Äntwert noreeche.

► **M. le Président.** - Jo, elo lauschtere mer emol der Madame Ministesch no, Här Gibéryen.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.** - Wann Der mer géift nolauschteren, Här Gibéryen, da géift Der dat och héieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir lauschteren no.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances.** - Also, ech ginn elo direkt op dat an, wat den Här Kartheiser elo gesot huet. Ech wäert awer duerno allgemeng op d'Subsiden agoen.

Zum Cid-Femmes géif ech lech einfach emol proposéieren, dass Der eng Kéier géift bis laanschtgoen. Ech war nämlech selwer mer dat ukucken. An do ka jiddweree

een, jiddweree kann do eragoen, souguer Dir, Här Henckes, an ech géif lech et och roden, well do sinn nämlech ganz interessant Bicher.

Zum Beispill sinn do Bicher, wouraus ervirgeet, dass et ganz wichteg ass, dass mer zum Beispill och derfir suergen, dass mer méi eng grouss Paritéit erëm kréien am Enseignement. Wat Jonge brauche fir Virbiller, fir sech gesond ze entwéckelen. Ech wëll lech wierklech drop hiweisen, Här Kartheiser, dass et net nëmme Fraebicher sinn. Duerfir géif ech soen, gitt eng Kéier laanscht luussen, et ass derwäert!

En plus huet de Cid-Femmes d'lescht Joer am Kader vum...

(Interruption)

...Girls day a vum Boys day am Ganze 483 Meedercher an 171 Bouwen encadréiert. Et si Bicher do, CDen, Partitiounen. Also ech géif mengen, Dir sollt wierklech roueg eng Kéier dohinner laanscht kucke goen.

Mä elo allgemeng zu den Associatiounen, an ech mengen, dat dierft lech interesséieren. Dat misst jo Äre Kolleg, den Här Gibéryen, lech scho gesot hunn, well deen hat nämlech d'lescht Joer eng ganz detailléiert Lëscht gefrot, wou eis Subside géifen iwwerall higoen. Ech huele jo net un, dass Der elo all Kéiers, wa mer eng Heure de questions hunn,...

(Interruption)

...dann eng Kéier do op déi Montanté wäert agoen.

(Interruption)

Jo, ech wëll elo net nach eng Kéier dowéinst heihinner sëtze kommen, ne? Duerfir liquidéiere mer dann elo emol déi Fro fir haut.

Also, mir gi Subsiden un zwou Zorte vun Associatiounen. Éischtens emol déi Organismen, déi en faveur vun der Promotion vun der Condition féminine schaffen a vun der Égalité des femmes et des hommes. An do musst Der wëssen, wéi een do virgeet. Dat kënnen och Männerorganisatiounen maachen, just zu Ärer Informatioun. Déi Associatiounen, déi ginn eng Demande era mat enger Motivatioun, fir e Subsid unzefroen. Dee Subsid, dee muss ëmmer am Zesummenhang mat dem Libellé vum Artikel sinn. An zwar stoung bis elo, bis Enn 2009 dran: «promotion de la condition féminine, égalité entre les femmes et les hommes»

Vun dësem Joer un hu mer en neie Kritär derbäi: De Projet muss zu der Ëmsetzung, zu der Ënnerstëtzung vum Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes bäidroen, well mer einfach d'Zivilgesellschaften wëlle mat an dat Ganzt abannen.

De Subsid gëtt eemol am Joer ausbezuel, de Montant hänkt ëmmer vum Budget of, vun der Unzuel, déi mer erakréie vun Demanden, an och vum Projet selwer.

Et ass awer e Fait, dass mer bis elo just Demandé kritt hu vu Fraenorganisatiounen. Duerfir wär mäi Wonsch dann hei ausdrécklech, dass Männer, wa se wierklech d'Gefill hunn, dass se benodeelegt sinn, sech zesummesetzen a sech genauesou organiséieren wéi Fraen an ons dann och an deem dote Kontext eppes eran ufroen.

Déi zweet Zort vu Subsiden, déi mer ginn, dat sinn d'Subsiden, wou de Stat bäidréit bei all de Centres d'accueil, déi mer hunn, an de Services pour femmes. Do sinn déi gréisst iwwert d'ASFT-Gesetz geregelt, wou natierlech an der Konventioun dann d'Personalkäschten ofgedeckt ginn an esou weider.

An da ganz interessant, de Service „Richt eraus“, dee jo déi Täter, déi doheem gewalttätig sinn, opfänkt. Och deen ass iwwer Konventioun geregelt. Do muss ech awer op dëser Plaz soen, dass mer dee misste personalmëssig opstocken, well wann déi nei Gesetzgebung kënnt, do wäerte mer verlaangen, dass den Täter sech automatesch an och obligatoresch mat deem Service a Verbindung setzt.

Voilà, also, esou wäit dann zu de Subsiden, Här Kartheiser. Ech géif lech awer trotzdem nach eng Kéier wäermstens un d'Häerz leeën, lech eng Kéier bis an de Cid-Femmes ze déplacéieren. Et ass derwäert, et ass ganz interessant.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Chancéglichheetsministesch. An elo komme mer zu der Fro N°43 vum Här Alex Bodry un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Douanesposten un der franséisch-lëtzebuergescher Grenz. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eng Fro stellen zum Grenziwwergang op der Autobunn Diddeleng-Zoufftgen. An deem Zesummenhang hu véier Lëtzebuerger Buergermeeschteren an de Verrieder vun de franséische Grenzgemenge vun der Communautéit vu Cattenom e Bréif geschriwwen gehat de 14. Dezember d'lescht Joer, also virun dräi Méint, un de Lëtzebuerger Bauten- an Transport..., Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler, an deeselwechte Bréif ass och gaangen un d'franséisch Sait un d'Häre Borloo a Bussereau, fir op eng onhaltbar Situatioun hinzeweisen, déi all déi Leit kennen, déi Dag fir Dag sech Richtung franséisch Grenz bewegen, besonnesch zu de Spëtzenzäiten.

Et heescht u sech eng Autobunn, déi iwwerlaascht ass, haaptsächlech och an de Spëtzenzäiten doduerjer, dass dee Grenziwwergang schlecht géiert gëtt, dass do zu engem gudden Deel op eng Spur eigentlech verengt gëtt an dass also dat net esou fluide leeft, wéi dat zum Beispill op der Autobunn Richtung Arel ass zur belscher Sait hin.

Dat féiert dozou, dass dausende vun Autoen dann iwwer Schläichweeër duerch déi Lëtzebuerger an déi franséisch Grenzuertschaften zéien, wat zur verständlecher Exaspératioun vun deene Leit gefouert huet, déi do wunnen, respektiv zu Sécherheetsproblemer féiert.

Eleng d'Erhiewungen, déi gemaach si ginn am Joer 2008, an déi Zuel ass sécherlech nach eropgaangen, weisen, dass op där Autobunn do um Grenziwwergang eng 60.000 Autoen am Dag an der Moyenne passéieren, an dovunner eng 10% eleng an deene puer Spëtzenstonnen! Et ass also en enormen Opkommes, wat do ass.

Bis elo hunn ech zumindest als ee vun de Signatairé keng Äntwert kritt vun der Lëtzebuerger Regierung. Ech war awer iwwerrascht an erstaunt, frou och zum Deel, ze liesen aus de Lëtzebuerger Medien, dass déi dote Fro zwar net schréfflech behandelt ginn ass mat deenen, déi d'Fro eigentlech opgeworf hunn, mä dass an enger Wahlversammlung vun der UMP a Louthringen déi zwee Premierministere...

► **Plusieurs voix.** - Wow! Abee jo!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...- et ass also e ganz wichtege Punkt - déi Fro öffentlech an hire Rieden opgeworf hunn, den Här Juncker fir d'éischt, an den Här Fillon duerno,...

(Interruption)

...an do schéngt et, wann ech dat esou héieren, schéngt den Androck, op jidde Fall bei deene Leit, déi do bei där Wahlveranstaltung vun dem Här Sarkozy senger UMP derbäi waren, gewiescht ze sinn, wéi wann dat géif an d'Rei goen, wéi wann déi Fuerderung notament, dass dee Grenziwwergang, déi Douanesinfrastruktur, déi Douanesposten, déi do sinn, géifen ofgerappt ginn, dass mer mat deem e gutt Stéck zumindest géife weiderkommen.

Ech hat net déi Chance, fir bei der Wahlveranstaltung vun der UMP derbäi ze sinn.

► **Une voix.** - Oh, Dir hutt eppes verpasst!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - De Succès schéngt jo och, wann ech d'Wahlresultat vum éischen Tour kucken, net enorm gewiescht ze sinn...

(Brouhaha général)

Mä op jidde Fall wär ech awer frou, wann hei d'Chamber géif eng Äntwert kréien op déi dote Fro.



Si mer virukomm an där dote Fro? Bougéiert huet notament déi franséisch Säit. Ech weess, dass haaptsächlech déi franséisch Säit de Problem duerstelt. An et kann een domadder rechnen, dass eng Verbesserung vun der Situatioun op deem Grenziwwergang do kënt an eventuell och déi Grenzhaier do géife verschwanden.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Hilarité**)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

(**Brouhaha général et hilarité**)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci...

(**Brouhaha**)

► **M. le Président.** - Sou, elo lauschtere mer alleguerten hei dem Här Nohaltegkeetsminister no!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Eng ganz kuerz Äntwert op déi Fro.

Éischtens ass et kloer, dass vun der Lëtzebuerger Säit keng Opposition do ass, fir d'Fluiditéit vum Trafic op där Autobunn, déi effektiv iwwerlaascht ass, esou schnell wéi méiglech méi fléissend ze maachen duerch eng aner Gestaltung vun deene Grenzhaiercher. Dat hu mer jo selbstverständlech op deenen aneren zwou Autobunnen, ob dat elo déi däitsch oder d'belsch Säit ass, gemaach. Eis schwiift och vir, dass mer datselwecht kéinte maachen op der Diddelenger Autobunn.

Et ass esou gewiescht, dass bis elo Diskussiounen waren, well déi Grenzhaiercher, esou wéi se elo do sinn, mat deem Aménagement, esou wéi en do ass, nach déi eng oder déi aner Kéier gebraucht ginn, wa vun der franséischer Douane Kontrolle gemaach ginn op eiser Säit, dass dofir d'Installatiounen nach heiansdo gebraucht ginn. Dofir ass op Lëtzebuerger Säit amgaang gekuckt ze ginn, wéi een ähnlech Kontrolle kéint maachen, andeem een den Aménagement awer fir déi aner Zäit - a meeschtens si jo keng Kontrollen - esou aménagéiert, dass dee Moment kann d'Fluiditéit vun dem Trafic da korrekt lafen.

Soubal mer dat elo ausgeschafft hunn, huele mer erëm Kontakt mat de franséischen Autoritéiten op, wou jo elo schéngt de politesche Wëllen ouni Problem do ze sinn, fir an déi Richtung weiderzegoen, fir deen do Problem schnellstens an de Grëff ze kréien.

Nach eng Kéier: Fir eis ass et wichteg, dass op där heiter Autobunn, wéi op all deenen aneren, d'Fluiditéit vum Verkéier garantéiert ass, an domat am Fong och méi Sécherheet ass, well d'Sécherheet ass ëmmer méi grouss, wann d'Fluiditéit op den Autobunne méi grouss ass.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Elo komme mer zu der Fro N°44 vum Här Eugène Berger un de Kommunikatiounsminister iwwert d'Notze vun „Open-source-Programmer“ an den Administratiounen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Et ass effektiv eng Fro zu de sougenannten Open-Source-Software. Vläch eng kleng Erklärung: Dat ass Software, déi vun der „Internet community“ entwéckelt ginn ass als Alternativ zu deene geleeftge Produiten, déi op de PCen oder op den Apple-Computeren benotzt ginn. Déi Software ass och normalerweis esou gebaut oder esou entwéckelt, dass se kompatibel ass mat „Windows“-Systemer oder deene bekannte Systemer, a si huet och ähnlech Funktiounen wéi déi bekannten „Office“-Applikatiounen, déi mer alleguerte kennen.

Déi Open-Source-Software huet virun allem ee groussen Avantage: Si ass gratis,

dat heescht si kascht näischt. Mir wëssen awer och elo op där anerer Säit, dass beim Stat och iwwerall Computere stinn, dass also beim Stat a bei de Verwaltungen och Programmer benotzt ginn. An duerfir hunn ech verschidde Froen dozou: Éischtens ass et esou, dass beim Stat haaptsächlech dann déi klassesch Produiten, déi ee muss bezuelen, benotzt ginn.

Ech wëll elo net hei direkt froen, wéi vill se kascht hunn, all déi Programmer. Ech mengen, dat ass vläch eng Fro, déi elo schwéier ze beäntweren ass. Mä ech wier awer frou, wann de Minister vläch eng Kéier spéider an enger Kommissioun kéint Opschloss doriwwer ginn.

Wéi ass d'Prozedur, fir déi Lizenze fir déi net gratis Software ze kafe beim Stat? Gëtt dat zentral gemaach, oder mécht do all Verwaltung, all Ministère dat eenzel? A kéint een do net an déi Richtung goen, dass een dat géif dann zentral kafen, fir do de Präis dann och ze verhandele fir déi Lizenzen?

Virun allem ass awer meng Fro déi: Wier et net méiglech, beim Stat och verstärkt an Zukunft op eben déi Open-Source-Software do zréckzegräifen an dat dann an de verschidde Verwaltungen a Ministère dann och an d'Computeren ze setzen? Domadder kéint een dann effektiv och Sue spueren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An elo kritt d'Wuert den Här Kommunikatiounsminister.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Merci, Här President. Ech wollt aganks dat soen, wat ech virdu schonn ugekënnegt hat, nämlech, dass et vläch gutt wier, obwuel et haut kee Problem ass, mä wann Der géift nokontrolléieren an de mëndleche Froestonnen, wou jo net ëmmer all Minister ugemellt ass, dass d'Froen och un dee Minister géife gestallt ginn, deen och effektiv d'Kompetenz dovunner huet. De Kommunikatiounsminister huet net d'Kompetenz zu deenen dote Froen. Mä vu dass e kompetent ass, wäert en lech awer äntweren.

(**Hilarité**)

D'Kompetenz zu deene Froen huet de Fonction-publiques-Minister an d'Schoulministesch, déi mer hei grenzenlos d'Veutraue mécht, dass ech fir si ka mat äntweren.

Dat ass natierlech eng ganz technesch Fro, an den Här Berger huet elo verschidde Konzepter einfach an een Dëppe gehäit. Et muss een en Ënnerscheid maachen, engersäits tëschent den Exploitationssystemer an anerersäits tëschent den Applikationssystemer. D'Exploitationssystemer, wat ass dat? Ma dat ass, dass de Computer iwwerhaapt funktionéiert. Och do hu mer zwou Saachen, wou mer mussen ënnerscheeden, wat mer maachen: Dat eent ass de Serveur, an dat anert ass de Computer selwer, de PC oder de Laptop, wéi mer et nennen.

Wa mer d'Serveuren huelen, stelle mer fest, dass souwuel beim CTIE wéi och bei dem - wéi heescht dat an der Éducation nationale? - Centre de technologie de l'éducation, bei de Serveure ganz vill mat „Linux“ geschafft gëtt. Zum Beispill, wann ech elo d'Schoul huelen, ass zum Beispill de „Firewall“ doriwwer gemaach ginn. Och den Inventaire, de Kalenner iwwert d'Congée sinn all iwwer „Linux“ do gemaach ginn, well alles, wat bei der Schoul, nach eng Kéier, mat Internet funktionéiert, do fanne mer ganz staark Linux erëm.

Bei dem CTIE am Allgemenge fënnt een, e bësselchen zu gläichen Deeler, „Novell“, „Windows“ a „Linux“. Allerdéngs, wat och do erëm eng Kéier déi zentral Applikatiounen beim CTIE ubelaangt, ass et esou, dass scho 37%, nämlech 140 vun de Serveuren, op „Linux“ baséiert sinn. Dat ass also, wat d'Systèmes d'exploitation ubelaangt, wat bei de Systèmes d'exploitation d'Serveuren ubelaangt.

Bei de PCe selwer ass effektiv, an dat ass net nëmme, mä virun allem an der Schoul de Fall, eng relativ grouss Uwendung vum „Windows“. Dat huet eng ganz Partie vun Ursachen. Déi éischt Ursach ass déi, dass dat nach ëmmer e Windowsystem ass, deen een am meeschten

iwwerall fënnt. Nun ass et esou, an ech schwätzen hei fir d'Enseignanten, dass ganz vill Enseignanté jo och e Computer doheem hunn, wou se drop schaffen, an dass se do och ganz oft Windows hunn, esou dass dat emol zwou Ursache si fir de PC selwer. Dat ass elo fir d'Exploitationssystemer.

Vun den Applikationssystemer, d'Software, déi mer applizéieren, do fënnt een dann natierlech zum Deel „Linux“ erëm. Et huet een awer net alles iwwer „Linux“. Et gëtt eng ganz Partie Saachen, notament fir d'Schoul, wou een net de „Linux“ direkt huet, wou ee muss iwwer „Microsoft“ fueren. Datselwecht zielt och fir d'Bureautique. Allerdéngs ass et esou, wat de Centre des technologies de l'information de l'État ubelaangt, dass do ëmmer méi Logiciellë gebraucht ginn, zum Beispill d'Publikatioun vun de Siten, Internetstatistike vum Accès Internet, den Audiostreaming, d'Kaarten, déi mer maachen, d'geographesch Kaarten, d'Messengerie électronique gëtt zum Deel iwwer Linuxsystem gemaach, grad wéi nach eng ganz Partie aner Logiciellen, wat de Guichet ubelaangt, esou dass mer ëmmer méi och Open-Sources fannen.

Et ass och esou, dass, wat d'Formatiounen ubelaangt an der Schoul, d'Techniciens en informatique an électronique ëmmer och iwwer „Linux“ ausgebilt ginn, esou dass mer och do, wat d'Ausbildung ubelaangt, alles do mat eranhuelen.

E lescht Wuert wëll ech nach soen zu dem Fait, dass Open-Sources gratis wieren. Dat ass nëmme bedéngt wouer, well, an dat gesi mer an där ganzer informatescher Welt, jiddwereen ëmmer versicht iwwer Contrats de maintenance - och déi, déi éischer an den Open-sources sinn - och do awer erëm zu Suen ze kommen, esou dass alles, wat gratis ass, heiansdo awer eppes kascht. D'Haaptsach ass, et ass net ëmoss.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kommunikatiounsminister. An elo komme mer zu der Fro Nummer 45 vum Här Lucien Clement und den Nohaltegkeetsminister iwwert de Plan général de gestion des déchets. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech dem delegéierten Nohaltegkeetsminister eng Fro iwwert de Plan général de gestion des déchets stellen.

Här Minister, Dir hutt den 11. Mäerz 2010 desén neien nationalen Offallplang virgestallt, deen deen ale Plang aus dem Joer 2000 ersetzt. Desén neie Plang beschreift d'Prinzipie vun der Offallgestioun an definiert och ënner anerem déi verschidde Type vun Offäll. Des Weidere weist deen neie Plang d'Méiglechkeeten op, wéi ee mat deene verschidde Offäll kann ëmgoen. Wéi kann ee se eliminéieren? A wéi kann ee se, wat jo wëschenswäert wier, och nach valoriséieren?

D'Fro, déi ech wëll stellen, bezitt sech awer ganz spezifesch op de Bauschutt, déi sougenannte Déchets inertes. D'Lagerunsapacitéite sinn elei amgaang erofzegoen a mir hätten nach maximal fir dräi Joer Reserven hei.

Duerfir meng Fro: Wéi gedenkt Dir, Här Minister, oder respektiv wéi gedenkt d'Regierung des Problematik unzegoen, fir elei déi noutwendeg Viraussetzungen ze schaffen, fir mëttel- a laangfristeg nei Deponien ze autoriséieren, respektiv déi bestehend Deponien oder bestehend Déchergen auszebauen?

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Clement Merci. An elo kritt d'Wuert den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, fir d'éischt wollt ech soen, dass mir an éischer Linn natierlech ëmmer kucken: Wou kann ee Preventioun maachen? Offallvermeidung soll vir stoen, och beim Bauschutt. Dat heescht scho bei

der Konzeptioun vu Bauprojeten, souwuel vu private wéi öffentleche Promoteuren, soll drop gesat ginn, dass esou mann wéi méiglech Bauschutt ufält. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Duerno setze mer op Recyclage, dat ass kloer. Am Moment ginn, wann een dee ganze Volume hëlt vum Bauschutt, ëmmerhi 40% recycléiert; dat heescht concasséiert, wann dat Beton ass, wann dat Steng sinn, an de Buedem, ob dat elo Lehm oder Gapp ass, dee muss natierlech déposéiert ginn.

De Moment ass et esou, dass insgesamt nach ëmmer vill gebaut gëtt - do kann ee sech jo driwwer freeën - virun allem och am Süden, wou ganz vill éischer Lehm-gapp ufält, dee mer mussen déposéieren.

An dann, déi lecht Jore si manner Autorisatiounen erausgangen, fir riets a lénks Remblaien ze maachen, fir ze évitéieren, dass d'Landschaft no an no banaliséiert gëtt. Dat heescht, och doduerch falen nach ëmmer relativ vill Quantitéiten un.

Dat, wat mer amgaange sinn ze maachen, ass natierlech de Réseau vun de regionale Bauschuttdechargen, entspreichend dem Plan sectoriel, deen Der jo kennt vun den Décharges pour déchets inertes, éischtens, de Réseau ze erhalten an auszebauen. Dir wësst, dass mer néng Regiounen an deem Plan sectoriel virgesinn hunn. Ech ginn net op all déi Regiounen an.

Ech wollt just soen, dass mer am Osten amgaange sinn, respektiv um Enn vun der Prozedur ukomm sinn a kucken, wéi eng Siten datt mer dann am Endeffekt kënnen do zréckbehalen. Am Westen ass et esou, dass mer nach amgaange si Propriétéitsverhältnissen ze klären, ënner anerem zu Stroossen. Préizerdall, Foulscht si mer amgaangen och en Accès ze maachen, fir datt mer déi Capacitéite kënnen notzen.

An da vläch nach, fir op de Südwesten anzegoen: Do hate mer viru Kuerzem, den 1. Februar, déi 13 Gemengen aus dem Südwesten zesummegeeruff, fir d'Prozedur ze erklären, wéi mer virginn. An Dir wësst, dass mer dat ganz „bottom up“ wëlle maachen, am Dialog mat de Gemengen, fir datt mer do méiglechst gutt virukommen.

Mir sinn - loosst mech dat nach zum Schluss soen - natierlech op d'Bereitschaft vun de Gemengen ugewisen. An et ass viru gesot ginn, eis Capacitéite si limitéiert. Dat ass ganz kloer. Mir kommen zwar elo de Moment, hunn ech d'Impressioun, ganz gutt virun. Näischtdestotrotz mussen et d'Gemenge sinn, déi bereet sinn, och d'Bauschuttdeponie bei sech zouzeloosen, soss fuere mer an een Enkpass.

An dann, dee leschte Saz, fir ze soen, dass mer och amgaange sinn déi Konventioun, déi aus dem Joer '91 mat dem Secteur professionnel staamt, nei ze maachen. Och do si mer am permanenten Dialog mam Secteur professionnel, mat der Recyma, a kucken, fir déi Déchergen esou ze exploitéieren an auszebauen, wéi mer et brauche fir d'Zukunft.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Elo komme mer zu der leschter Fro fir de Mëtteg am Kader vun der Froestonn, nämlech d'Fro Nummer 46 vum Här Camille Gira un den Innenminister iwwert de Präis vun Waasser. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Merci, Här President. Den 1. Januar 2011, wou d'Gemengen obligéiert sinn, e käschtendeckende Waasserpräis ze froen, réckelt ëmmer méi no. A wat deen Datum méi no réckelt, wat d'Gemengen ëmmer méi nervös a méi onsécher ginn, well et ganz kloer u Consigné feelt.

Si hu wuel zwou Circulaire kritt am November, Dezember vum Innenminister,



wou awer net alles erkläert ass. Fir de Rescht liesen se haaptsächlech deelweis onkohärent Informatiounen an der Press. Am „Lëtzebuurger Bauer“ konnt ee liesen, d'Regierung hätt de Bauere versprach, dass en Eenheitspräis iwwert d'ganz Land géif kommen. Dovu weess keng Gemeng eppes. Wat heescht dat? Soll dat an der Gemeng da kompenséiert ginn? Soll dat national kompenséiert ginn?

De Minister huet an Interviewe gesot, dass déi geographesch Ennerscheeder kéinten national kompenséiert ginn. En huet eis och an der Chamberskommissioun eng Pist gewisen, déi mir zum Beispill als Gréng kéinte mat deelen. Dovu weess de Commun des mortels vun de Buergermeeschteren an de Schaffen, wa se net d'Éier hunn an der Intéieurskommissioun ze sinn, och nach näischt. Et gétt nach aner Onkloerheeten.

En huet an engem Interview gesot, e gestaffelte Waasserpräis wier net méiglech. Dat weess awer och nach keen offiziell an enger Gemeng. An ech kéint déi Lëscht vun deenen Onkloerheeten, déi nach dobaussen existéieren, nach weiderféieren. Offiziell weess och nach keng Gemeng, dass d'Taxe de rejet net 19 Cent ass, mä 15, an esou weider an esou fort.

Donieft kënnt, dass eng Rei Gemengen d'lescht Joer Délibératioune geholl hunn, fir sech lues a lues dem käschtedeckende Präis unzepassen, well se d'Leit net op ee Coup wollte mateneen huelen. Do sinn der elo vill, déi während Méint schonn hir Délibératioun net erëmkritt hunn, awer keng schrëftlech Positioun kritt hunn, weder eng Approbatioun nach e Refus. Och do kann ee just an der Zeitung liesen, anscheinend wäeren der do vill derbäi, déi net konform sinn. Wéi eng Gemeng sinn dat?

An ech mengen, dat ass kee gudden Zoustand. Et gétt esou lues Zäit, wa mer wëssen, dass d'Approbatioun vun enger Délibératioun, besonnesch wa se bis bei de Grand-Duc muss goen, eng gewëssen Zäit an Usproch hält. Da wier et awer dréngend noutwendeg - dréngend! -, dass sämtlech Gemenge kéinten hir Délibératioune virum Summer huelen, soss fäerten ech, dass mer an d'Labrente kommen, fir eis den 1. Januar 2011 konform ze setzen.

Dofir meng Froen, Här President: Wat gedenkt den Innenminister ze maachen, fir dass méi Kloerheet dobaussen entsteet? En hat eis versprach, an der Commissioun esou séier wéi méiglech eng Circulaire ze maachen u sämtlech Gemengen, wou all déi Aspekter, déi ech ugeschwat hunn, géifen ee fir alle Mol gekläert ginn. Ech wollt froen: Wéini kréien d'Gemengen endlech déi Circulaire, fir dass mer kënnen a Rou - an ech wëll dat betounen: a Rou - iwwert dat heikelt Thema do schwätzen an eis Responsabilitéit an de Gemengen iwwerhuelen?

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. Elo kritt den Här Innenminister d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro, déi den Här Gira hei opwerft betreffend dem Waasserpräis an eise Gemengen, ass eng wichteg Fro. An et ass eng Fro, wou och muss kommunikéiert ginn. An deem Sënn sinn ech d'accord mat deem, wat den Här Gira gesot huet.

Wou ech manner d'accord sinn, dat ass, dass e wëllt an de Raum stellen, dass dem Minister seng Démarche net kohärent war. Ech mengen, mir sinn hei an enger Problematik, déi schwierig ass, déi komplex ass, wou ee muss ee Schrëtt nom anere maachen, wat Neiland ass, wou mer mussen Erfahrung kréien.

An eis Démarche war emol déi... Ech gesi keng aner, déi mer hätte kënnen maachen. Mir hu fir d'éischt zesumme mat de Fachleit aus dem Waasserberäich eis ee Modus Vivendi ginn, eng Methodologie ginn, fir de Käschtepunkt auszerechnen vum Dréngwaasser a vum Ofwaasser.

Dee Moment, wou mer déi Methodologie haten, hu mer de Gemengen déi matgedeelt. Dat war relativ spéit, dat muss ech zouginn. Mä dat ass eben esou komplex gewiescht. Déi sinn net besser weiderkomm; dat war awer nach d'lescht Joer. Do hu mer zu de Gemenge gesot: Gitt eis bis, mengen ech, de 15. November Äre Käschtepunkt, well et jo esou ass, dass de Waasserpräis an der Gemeng muss d'Spiegelbild si vum Käschtepunkt.

Dat muss net eent zu eent ëmgesat ginn, well den Artikel 12, Alinea 4 vum Waasser-gesetz jo d'Méiglechkeet gétt ze moduléieren. Ech huelen dat Beispill, wat et gutt erkläert: Ech huelen d'Gemeng Wëntger. Déi ass 118 km² grouss; an déi Gemeng, wou ech wunnen, déi ass 11,8 km² grouss. Dat ass Péiteng.

Wann déi eng zéngmol méi grouss ass wéi déi aner, ass sécherlech de Réseau méi deier an där Nordgemeng wéi zu Péiteng. An do fannen ech et net anormal, wann dann d'Gemengeresponsabele soen: „Mir rechnen een Deel vun deem Käschtepunkt eraus; dat huele mer op eis Gemengekeess. Mir invoquéieren do des raisons géographiques, an dann huele mer dat.“ An doduerch gétt dann de Waasserpräis méi bëlleg. E gétt net eent zu eent ëmgesat par rapport zum Käschtepunkt.

Esou Iwwerleeunge kann een a ville Beräicher maachen. An esou Iwwerleeunge sinn och scho vill gemaach ginn. An et sinn och scho vill esou Iwwerleeungen erkläert ginn.

Am Land waren e puer Regionalversammlungen, wou mer versicht hunn de Gemengeresponsabele, déi am technesche Beräich schaffen, ze erklären, wéi een dat Ganzt soll rechnen. A mir hu festgestallt, dass verschidden Approbatioune gutt - wéi géif ech soen? - dem Esprit vum Gesetz entsprechen, anerer manner gutt. Oder ech kann et och esou soen: Verschiddener si virbildlech, an doraus kann ee „lessons learned“ maachen, an anerer sinn et manner.

Duerfir hu mer decidéiert, net méi spéit wéi haut, also scho vill éischter... An dat war no där leschter Chamberssitzung. Do hat ech gesot, mir géifen no Ouschteren, well elo ass gläich Ouschtervakanz, e Workshop maachen, wou mer all Gemengeresponsabele vum Land, all Responsabele invitéieren an derduerch kucke, wou Problemer sinn, wéi mer kënnen eng optimal Ëmsetzung vun deem schwierige Waassergesetz hei zu Lëtzebuerg maachen.

Dee Workshop, dee soll am Fong geholl da kucken, wéi d'Taxëreglementer opgestallt sinn. Dee soll da „guidelines“ ginn, fir an deenen nächste Méint dann eben eng Methodologie ze kréien, och am Ëmsetze vun deem Ganzen, déi déiselwecht ass, fir dass mer eis do ebe gesetzeskonform bewegen.

Elo scho kann ech soen - an dat wëssen déi Leit, déi sech fir d'Gesetz interesséiert hunn -, dass e gestaffelte Waasserpräis net méiglech ass. Et kann ee just decidéieren zwëschent der Industrie, zwëschent der Landwirtschaft an zwëschent den normale Stoten, dem normale private Beräich.

An an deem Beräich selwer kann een net moduléieren. Do muss een dem Ursacherprinzip no, oder dem Consommateur-utilisateur an dem Utilisateur-payeur no, deeselwechte Präis rechnen. Also si gestaffelt Waasserpräisser, wéi et zum Beispill Woltz wëllt aféieren, net méiglech. Ech hunn deenen och scho matgedeelt, dass dat net geet.

A mir kucken och elo, wéi gesot, an deenen nächste Wochen: Workshop an dann eng Circulaire. An da muss dat kloer sinn.

Wat och elo kloer ass, dat ass, dass de Präis, wéi Der gesot hutt, Här Gira, vun der Taxe de rejet nëmme 15 Cents ass, an net 19. Dat ass esou, do gétt jo gekuckt, wat an ganze Land benotzt gétt vun Ofwaasser, oder ofgi gétt. An da gétt gekuckt, wéi vill Verschmutzung dat ausmécht, an doraus entsteet dee Präis. Dee Präis vu 15 Cent, dee brauch och eréischt applizéiert ze ginn an deen därerf och eréischt 2011 applizéiert ginn.

Well et ass jo esou, elo gétt gekuckt: Dat ganz Joer 2010: Wéi vill ginn eis Flëss verschmutzt? Doraus kréie mer e Gesamt-

präis, an doraus ergëtt sech dann e Käschtepunkt fir déi eenzel Gemengen an och fir déi eenzel Bierger. Dat ass eng aner Problematik. Ech wëll net dorop agoen.

Duerfir ass et och elo manner wichtig, ob deen elo do war oder net do war; déi 15 Cents. Mir wëssen et elo. An ech sinn och iwwerzeugt, wa mer wierklech wëllen all un engem Strang zéien a wierklech wëllen des schwéier Problematik vun der Waassergesetzgebung hei zu Lëtzebuerg optimal ëmsetzen, da muss mer all un engem Strang zéien.

Mir ginn de Maximum als Ministère an och als Verwaltung. An deemnächst wäerten dann déi Veranstaltung sinn, déi ech gesot hunn: e Workshop an duerno dann eben déi Circularen, déi un d'Gemenge gemaach ginn, fir hinnen ze weisen, wéi se et da solle maachen, dass déi Informatiounen, déi de Moment vläicht net ëmmer richtig verstane ginn, da richtig verstane ginn.

Dat ass dat, wat ech heizou wollt soen. Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Domadder ass d'Froestonn eriwuer.

Mir kommen elo zu der Question avec débat Nummer 8 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolution vun der Schoul „Eis Schoul“. Dem Auteur vun der Fro sti fënnf Minutten Zäit zou fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vun Minister, seng Zusatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

6. Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche „Eis Schoul“

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Trotz Kritik un dem mangelnde politesche Courage bei der Schafung vun der École de recherche „Eis Schoul“ waren déi Gréng der Meenung, dass déi positiv Aspekter bei Wäitem géifen iwwerweien. An esou hat ech och an der Sitzung vum 30. Abrëll 2008 mat Freed den Accord vun der grénger Partei zu deem Gesetz ginn an der Équipe pédagogique mat hire Schüler a Schülerinne vill Satisfaktioun an Erfolleg an „Eis Schoul“ gewënscht.

Mir haten zu deem Moment och gemengt, dass mer „Eis Schoul“ net als Modell fir d'ganz Land geséien, mä dass et awer misst méiglech sinn, dass d'ganz Land vun där neier Schoul géif léieren.

An deem Sënn, Här President, an och well mer hu misse feststellen, dass net all gutt liddi vun der Madame Minister bis zu engem gudden Enn gefouert gétt - ech erënneren un de Pilotprojet „École en mouvement“ -, erlaben ech mer haut, annerhalleft Joer nodeems „Eis Schoul“ hir Dieren opgemaach huet, lech, Madame Minister, ze bieden, d'Chamber iwwert d'Evolution vun der École de recherche an d'Bild ze setzen.

Well d'Zäit uerg begrenzt ass, sinn et haut virun allem dräi Aspekter, déi eis interesséieren, déi ech och ugedeit hat a menger Ufro.

Éischtens, den aldeegleche Funktionement vun der Schoul. Ganz interessant ass de Rapport d'activité 2009 vum Comité d'école, deen an enger éierlecher an transparenter Form eng Rei Problemer a Schwierigkeeten opféiert.

Den éischte Volet vu Problemer dréint sech ëm Koordinatioun, Informatioun, Décisionsstrukturen an d'Zesummenaarbecht an den Équipes multiprofessionnelles. Mir haten vun Ufank un no engem Direkter gefrot. De President vum Comité d'école huet elo seng hallef Tache op eng ganz Tache erweidert kritt. Ass dat e Schrëtt zum Direkter hin? Ass dat eng Regelung, déi och fir aner Schoulen a Fro kënnt?

En zweete Volet vu Problemer dréint sech ëm d'Aggressivitéit an der Schoul, d'Surveillance an d'praktesch Ëmsetzung vum Prinzip vun der Inclusioun. Gruppe vu 36 Kanner sinn op Gruppe vun zwielef bis 18 Kanner reduzéiert ginn. Wat heescht dat zum Beispill fir de jorgangsiwwergräifen-

den Unterrecht, well dat jo awer e Kärstéck vum Projet ass? Wéi grouss sinn déi Problemer am Beräich vun der Zesummesetzung vun de Gruppen, an och am Beräich vun der Disziplin, Madame Minister?

Natierlech ass an „Eis Schoul“ och scho bis elo ganz vill Positives geleescht ginn. An dat stelle mir net a Fro, ganz am Géigendeel. Grad just, well déi gréng de Projet vun Ufank un ënnerstëtzt hunn, fille mer eis verpflichtet, och nozefroen, wéi et eisem Projet geet.

Den zweeten Aspekt, deen och aus eiser Ufro erausgeet, ass d'Fro no der Hëllef an der Ënnerstëtzung, déi de Ministère fir dese Projet bereetstellt. Wéi wäit kann, därerf de Ministère hei agräifen? Kann an därerf hien eng aner Roll spillen, wéi finanziell an eventuell logistesche Moyenen zur Verfügung ze stellen? Entsprechen déi finanziell an/oder personell Moyene vun der Pilotschoul de Bedürfnisser?

An engem Artikel am „Lëtzebuurger Land“ vum 12. Mäerz 2010 steet: „Mady Delvaux-Stehres habe sogleich das Heft in die Hand genommen und mit drastischen Maßnahmen gedroht, sollten die Sicherheitsdefizite anhalten.“ Wat sinn déi Defiziter? Wat kéinten drastesch Moosname sinn?

En drëttes fir eis och ganz wichtegen Aspekt ass de Volet Recherche vun deser Schoul an d'Implikatioun vun der Uni Lëtzebuerg. Am Artikel 1 vum Gesetz iwwer „Eis Schoul“ steet: «L'école collabore étroitement avec un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État où il a son siège, dénommé par la suite „institution universitaire“, ceci conformément aux dispositions de l'article 16 ci-dessous.» An am Artikel 16 steet ënner anerem, dass des Zesummenaarbecht ganz vill Beräicher betrëfft, iwwert d'Qualitéit vum Enseignement, d'Recherche bis hin zur Publikatioun an Diffusioun vun Erkenntnisser, an iwwer eng Konventioun mam Ministère geregelt gétt.

Mir wäere frou, fir Detailer iwwert des Zesummenaarbecht ze héieren. Si Leit vun der Uni beoptraagt, dat heescht konkret bezuelt, fir d'École de recherche ze begleeden? Huet de Comité scientifique seng Aarbecht schonn ugefaang? Ass och eng Kéier mat Publikatiounen ze rechnen?

Madame Minister, haut géllt an der Pädagogie d'Thees, dass een aus Feeler ganz vill léiere kann. Feeler, déi een eventuell gemaach huet, muss een net verstoppen, solle fair an oppen diskutéiert ginn an hëllef eppes Guddes nach besser ze maachen. Dat misst besonnesch fir „Eis Schoul“ gëllen, an net just fir d'École de recherche, mä fir all eis Schoulen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Elo kritt d'Erzéiungsministesch d'Wuert, fir op déi Fro ze äntworten.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. D'École de recherche, wat och eng École à pédagogie inclusive ass, suscitéiert e groussen Intérêt. Et war och e groussen Intérêt, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass. A si charakteriséiert sech jo duerch dräi Saachen.

Éischtens ass se eng Ganzdagsschoul, wat u sech e Modell ass, dee mer ënnert där Form nach an der Jean-Jaurès-Schoul an der Primärschoul zu Esch hunn. An dann hu mer eng Ganzdagsschoul am Postprimaire; dat ass den „Neie Lycée“. Dat ass also ee Volet, ee Stéck vun der Particularitéit.

Dann ass et eng Schoul, déi d'inclusiv Pädagogik wëllt praktizéieren. Dat ass déi eenzeg Schoul, déi sech dat un de Fändel geschriwwen huet. Ech ka mech un Diskussiounen iwwert d'Reform vun der Grondschoul erënneren. Et ass gesot ginn, dass all Schoul dat esou misst zu Lëtzebuerg maachen.

Inclusiv Pädagogik heescht, dass ee seet: Mir huelen alleguer d'Kanner an hirer Heterogenitéit an, am Fall vun „Eis Schoul“, 10% Kanner a besoinen spécifiques an der Schoul op, déi mat deenen anere Kanner zesumme beschoult ginn.

An dann dat drétt Extrat un „Eis Schoul“, dat ass, dass et eng École de recherche ass, wou also eng Partnerschaft mat der Uni ass, fir Recherche iwwert d'Praxis an der Schoul ze maachen.

Den Här Adam freet mech iwwert dräi Saachen, iwwert de Schoulalldag. Ech wëll net verheemlechen - an ech mengen, ech hunn näischt ze verheemlechen an där Schoul -, et ass wéi an all Schoul, déi nei ufänkt, schwéier, fir Leit nei zesummeschaffen ze loosse. Dat ass eng Expérience, déi ech bei all de Schoule gemaacht hunn. Et ass eng nei Équipe, déi sech fënnt, och wann déi hei Équipe sech eigentlech fräiwëlleg fonnt huet a bal zwee Joer Zäit hat, fir sech dorobber ze preparéieren.

Mir stellen och fest, wéi bei de Ganztagsschoulen am Ufank, dass et net einfach ass, Leit vu verschiddenen Ausbildungsprofilen zesummeschaffen ze loosse. D'Schoulmeeschteren, also d'Enseignanten, an op där anerer Säit dat méi socioéducatiivt Personal, d'Éducateur-gradués an d'Éducateurs: Déi Problemer, wéi ech soen, déi hu mir an all Ganztagsschoul begéint. Ech wëll dat och net iwwerdramatiséieren.

Dat ass e Prozess, wou d'Leit sech mussen zesummeffannen an hir Verantwortung och zesummen iwwerhuelen, well oft d'Tendenz besteet, ze soen: „Hei ech“ Oder loosse mer soen, den Enseignant seet: „Ech maachen den Deel Schoul, an déi aner solle sech ëm dee ganze Rescht këmmen.“ An u sech brauch een an deenen Équipes en Zesummespill, wou zwar jiddweree seng Verantwortung iwwerhëlt, mä awer an der Équipe zesumme gedeelt gëtt.

Déi Problemer, ginn ech ganz éierlech zou, déi sinn an „Eis Schoul“. Se sinn nach net behuuewen. Ech sinn awer zouversichtlech, dass dat méiglech ass.

Dann ass en zweete Problem, dee sech stellt, net nëmmen an „Eis Schoul“, mä awer och an „Eis Schoul“, dat ass dee vun der Aggressivitéit a vun der Gewalt bei de Kanner. Mir haten, dat ass och gewosst... Et war een Accident an der Paus mat engem Kand, wat um A verletzt ginn ass, wat ech ganz, ganz dramatesch fannen.

An doropshin sinn ech och intervenéiert an der Schoul, well fir mech ass et wichteg, dass ee senge Schwierigkeete Meeschter gëtt. Mä wann d'Sécurité vun de Kanner net méi garantéiert ass, da mengen ech, dass de Ministère gefuerdert ass an och de Minister, fir ze soen: Also, esou net.

Ech wollt eppes zur Gewalt an de Schoule soen. Ech hunn elo an deem leschte Joer vill Kontakter mat Grondschoulen, mat de Presidenten, mat den Inspekteren, hat ech elo... Ech hunn den Tour gemaach duerch all d'Arrondissementen. An eppes, wat mech immens erfieert, dat sinn déi Berichter, déi ech kréie vu kleng Kanner an der Spillschoul, an enneschte Klassen an der Primärschoul, déi immens gewalttätig sinn, also, déi ganz Klassen älttischloen, déi d'Personal, d'Joffer schloen, déi aner Kanner schloen.

An dat ass net méi en isoléierte Phänomeen. Ech muss soen, dass ech perséinlech ëmmer Problemer hat, mir virstellen, dass e klengt Kand esou aggressiv a violent kéint sinn.

Ech kréien awer elo aus alle Schoulen..., et gëtt keng... Ech wëll lech soen, dass et sécher keng Gemeng am Land gëtt, wou dee Phänomeen net de Fall ass.

Ech hunn dann... Ech denken, dass dat, dat ass jo en Appel au secours vun de Kanner. Wa kleng Kanner esou aggressiv sinn, dann ass dat jo net, well se..., dann ass et, well se net anescht kënnen. Déi hu Comportementsschwierigkeeten. Ech hunn och Kontakt geholl mat de Pedopsychiatere, mat all anere Leit an ech mengen, mir sinn zesummen amgaangen, mam Ministère de la Famille a mat der Santé, dass mer net nëmmen de schoulesche Volet do mussen kucken, mä och deen therapeutischen. Dass een deene Kanner muss eng Hëllefstellung ginn a se zäitweis eventuell aus der Schoul eraushuelen.

Do muss een natierlech och mat de Famillje schaffen. An ech wëll soen, dass dat net déi mannst Schwierigkeet ass, well ee jo do d'Famill muss mat abannen. Well déi

Kanner si jo net nëmmen an der Schoul, mä sinn och an anere Lieuen an dat ass also ganz komplex.

Mä ech denken, dass mer Strukture brauchen, wou souwuel déi schoulesch wéi deen therapeutische Volet fir déi Kanner do gerecht zesummesat ginn. Well d'Äntwert ka jo net sinn, dass mer ee Kand ustrécken an da soen, fir dass en den Unterrecht net stéiert. Deem Kand muss och gehollef ginn.

Dat ass also een Aspekt vun der Gewalt, dee mech immens erfieert, wéi gesot net nëmmen an „Eis Schoul“, mä och an „Eis Schoul“.

Wat ech awer positiv wëll soen iwwer „Eis Schoul“, dat ass, dass mer immens motivéiert Enseignanten hunn. Vun allen Elterengesprécher kréien ech gesot, dass d'Schoulmeeschter, d'Léierinnen, d'Éducateurs immens gutt sinn. Si si kompetent, si setze sech vill an, mä, wéi gesot, si hu Problemer fir sech zesummen ze organiséieren. An dat ass och d'Ursach, firwat mer du gesot hunn, a villen Diskussioun mam Comité, fir ze soen, mir mussen déi Tächen anescht opdeelen.

Da wëll ech nach soen, dee leschte Punkt, deen opgeworf ginn ass, dat ass de Rôle vun der Uni Lëtzebuerg. Mir hunn e Partenariat mat der Uni. Et soll Recherche op der Uni Lëtzebuerg gemaach ginn. An dat geschitt zum Deel, ech wëll soen, net esou wéi et am Gesetz virgesinn ass. Et sinn zwee Léiergruppen, déi an der Recherche mat „Portinno“ derbäi sinn. Awer et ass..., de Moment gëtt d'Gesetz net esou exekutéiert, wéi et soll, well och op der Uni nach eng Persoun soll rekrutéiert ginn, déi nach ëmmer net rekrutéiert ass, fir an der Recherche an „Eis Schoul“ ze intervenéieren.

Also ech wëll hei soen, et ass viles positiv, mä et ass net alles esou, wéi ech mer virstellen, dass et soll sinn. An dofir hunn ech gemengt, dass ech och als Ministère, als Persoun misst intervenéieren. Well ech halen drop, éischtens, dass d'Gesetz agehale ginn an, zweetens, dass d'Sécherheet vun de Kanner an der Schoul garantéiert ass. An dofir hunn ech och eng Persoun extra dermat betreit, fir - niewent dem Inspekter, deen et jo gëtt - „Eis Schoul“ ze begleeden.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Erziehungsministesch.

(Interruption)

Neen, Dir hutt zéng Minutten. Dir hätt nach e bëssen Zäit gehat. Wëllt den Här Adam nach eng Fro nostellen?

(Interruption)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech wollt just nach eng Kéier zur Wichtigkeet, d'Madame Minister huet mer drop geäntwert, mä ech kommen net ganz op meng Käschten. Et ass effektiv de Rôle vun der Uni, Madame Minister. Dir hutt gesot, an dofir war dat jo och explizit a menger Fro dran, de Rôle vun der Uni ass a mengen Aen e ganz wichtige Rôle. Et ass eng École de recherche. An Dir hutt selwer eigentlech elo gesot, dass d'Gesetz net richtig... Wéi eng Moyenen hutt Der, fir dass awer d'Gesetz agehale gëtt an datt d'Uni wirklech dann déi Aufgab iwwerhëlt, déi se am Gesetz eigentlech misst?

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Elo muss een awer mol kloerstellen...

► **M. le Président.** - Madame Erziehungsministesch.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Ech wëll eng Kéier kloerstellen, wat, wann ech soen, d'Gesetz gëtt net agehalen: D'Uni ass e Partner vun „Eis Schoul“. A jiddweree, deen an der Schoul intervenéiert, mécht, wat een nennt, Recherche-action. Dat heescht, d'Enseignantë maachen eng Reflexioun iwwert dat, wat se an der Schoul erliewen, am Partenariat mat der Uni. A fir dass déi Aufgab ka richtig gemaach ginn, muss d'Uni nach ee Chercheur fräistellen. Deen ass net do.

Ech hunn elo der Uni widderhuel gesot, si sollen een nach rekrutéieren. Si sinn nach amgaang eng Procédure de recrutement ze maachen, fir een ze fannen. Deen, dee se elo rekrutéiert hunn, hunn ech gesot,

war ech net d'accord - dat wëll ech och hei soen -, fir deen ze huelen, well dat ass nämlech d'Mamm oder de Papp, ech weess et net, vun engem Kand, wat an „Eis Schoul“ scolariséiert ass. An ech fannen et net gutt, wann een als Elteren vun engem Schüler aus „Eis Schoul“ zu gläicher Zäit eng Begleitung a Recherche mécht iwwert déi Schoul. Ech wëll dat net. Ech wëll dat och kloer soen. Dat heescht, dofir hunn ech der Uni gesot: „Wann ech gelift, da sicht en aneren.“

Elo dat Zweet: D'Uni Lëtzebuerg ass net do, fir d'Evaluatioun vun „Eis Schoul“ ze maachen. Well nämlech, vu dass si e Partner sinn, gi si jo eigentlech mat evaluéiert. Dat ass also net eng Roll, déi si kënnen spillen.

Ech hu mer och Iwwerleeunge gemaach zu der Situatioun „Eis Schoul“, wat jo awer eng ganz extra Schoul ass. An ech soen: Wat hätt ee kënnen anescht maachen? Ech mengen emol éischtens, dass et besser gewiescht wär, wa mer net mat der ganzer Totalitéit vun de Schüler ugefaangen hätten. Also, datt mer déi Schoul progressiv opgebaut hätten. Well mir gesinn, dass mer eigentlech bei deene kleng Schüler, déi nei an déi Schoul kommen, net vill Schwierigkeeten hunn. Dass mer awer bei de Schüler, déi schonn aus anere Schoulen an d'Schoul eriwwekkomm sinn, gréisser Schwierigkeeten hunn. Ech erkläre mer dat och vläicht mat engem komplizéierte Parcours vun de Kanner. Vläch ass och beim Rekrutement net gutt genuch gekuckt ginn: Wéi eng Zort Kanner rekrutéiere mer?

Obschonn, wëll ech soen, an der Jean-Jaures-Schoul, déi och mat der ganzer Totalitéit vun de Klassen ugefaangen huet, do ass et gaangen. Während an „Eis Schoul“, muss ech soen, dass mer immens vill Kanner hunn, déi schonn e schwéiere Parcours scolaire hanneru sech haten, wéi se an „Eis Schoul“ komm sinn. Dat huet d'Saach sécher net méi einfach gemaach.

An dat Zweet, wat ech mer als Fro stellen, wou ech awer keng Äntwert hunn, wou ech alt mat Unisproffen driwwer diskutéieren, dat ass, ob et, wann ee Recherche mécht an eng Schoul, dann huet d'Recherche de Schwéierpunkt vun der Recherche, an d'Schoul huet emol als éischt Missioun, fir ze funktionéieren, ob et net méi richtig ass, ze soen, fir d'éischt soll eng Schoul funktionéieren an dann hu mer Zäit fir d'Recherche.

Dat ass eng Fro, déi ech mer stellen a wou ech verschidden Äntwerte kréie vun den Experten. Mä dat ass sécher, fir hei alles op den Dësch ze leeën, déi Froen, déi ech mer zu deem Projet-pilote stellen. Woubäi ech awer ëmmer erëm wëll ënnersträichen, dass all déi Leit, déi an „Eis Schoul“ an an aus ginn, den Enseignanten eng immens Motivatioun certifiéieren an och ganz vill Kompetenz. An dass eigentlech d'Äntwert op déi Froen an déi Problemer, déi sech stellen, déi sinn an der Équipe. Si hunn all d'Ressourcen, fir kënnen hir Problemer selwer ze léisen. Mä si sinn an engem schwéiere Prozess, well se vu bausen a vu banne sech mussen organiséieren a strukturéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Erziehungsministesch. Da kéime mer elo zu der Question avec débat Nummer 8 - Pardon! -, Nummer 9 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolution vum „Neie Lycée“ an uschléissend zur schréftlecher Fro Nummer 492 vum Här Ben Fayot iwwert d'Reorientatioun vun de Schüler aus dem „Neie Lycée“.

Dem Auteur vun der Fro sti fénnef Minutten Zäit zou, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn hei zéng Minutten zou. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

7. Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée» et

Question parlementaire N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée»

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. D'Gesetz vum 25. Juli 2005 iwwert d'Schafung vun engem Lycée-pilote, deen och haut nach ëmmer den Numm „Neie Lycée“ dréit, obschonn et nach vill méi nei Lycées gëtt wéi de Pilotlycée, seet a sengem Artikel 18: «Le fonctionnement du lycée-pilote fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Madame Minister, och hei: déi gréng hate mat vill Begeescherung de 5. Juli 2005 d'Gesetz iwwert dese Lycée gestëmmt a gemengt, mat deem Pilotprojet kéim frësche Wand an den Enseignement secondaire.

Mir haten et begréisst, datt den „Neie Lycée“ vun Ufank u mat der Uni Lëtzebuerg sollt zesummeschaffen. Mir hate schonns 2005 gesot, et wier wichteg, datt d'Erkenntnisser vum „Neie Lycée“, d'Erfolger an d'Mësserfolger op enger breeder Basis sollten diskutéiert ginn an zu Konsequenze fir den „Neie Lycée“ féieren, awer och een Afloss op dee ganzen Enseignement secondaire sollten hunn.

Wat de frësche Wand fir den Enseignement secondaire ugeet, sou si mer e bëssen enttäuscht vum Pilotprojet. Mir haten eis méi Diskussiounen op breeder Basis erhofft. Mir ginn nach ëmmer dervun aus, datt d'Leit am „Neie Lycée“ eng gutt Aarbecht maachen. Mir bedauern, datt déi Aarbecht net méi diskutéiert gëtt. Bis elo hu mir nach keng Reformléitche aus der Richtung „Neie Lycée“ ze spiere kritt; mä dat ka sech jo nach ëmmer änneren.

Duerfir meng Froen un d'Madame Minister: Wéi wäit sinn déi wichteg Grondpfeiler, op déi de Pilotlycée opgebaut ass, Ausgangsbasis fir eng Schoulreform? Konkret: Am Secondaire hu mer haut praktesch nëmme méi Horaires aménagés. Dat heescht, den Unterrecht ass an der Woch vun 8 bis 14 Auer kompriméiert.

Ech zitieren den Direkter vum „Neie Lycée“ Jeannot Medinger aus engem Artikel vum Wort vum 14. September 2009: „Dieses System ist weder politisch noch pädagogisch zu rechtfertigen. Man muss bedenken, dass im ganzen Land die über Zwölfjährigen nachmittags sich selbst überlassen sind.“

De Pilotprojet ass eng Ganztagsschoul. Féiere mer am Kader vun der Reform vun Enseignement secondaire eng Diskussioun iwwert d'Ganztagsschoulen oder loosse mer dat si fir bei der Reform vun der Grondschoul?

Am Pilotlycée schaffe ronn 60 Proffen a 50 sougenannt Spezialisten, Kënschtler/Handwerker. Schaffen des Equipen zefridde stellend? Loosse mer esou Spezialisten an déi aner Schoulen eran? Wéi hu sech déi nei Aarbechtszäite fir den Enseignant bewährt?

Mir diskutéiere scho laang a vill iwwert de Sprochenunterrecht an eise Schoulen. Och hei geet den „Neie Lycée“ nei Weeër. Englesch schonns op Septième, an den Direkter vum „Neie Lycée“ kritiséiert, datt an der regulärer Schoul d'Fächer auserneegsprengt ginn. An engem Sproochecours léiert ee keng Sprooch, et verbessert ee se just, mengt hien. Gi mer eis hei Impulser siche bei der Reform vum Sprochenunterrecht?

Och an der eminent wichtiger Fro vun der Evaluatioun geet den „Neie Lycée“ nei Weeër. Wat kënnen mir vun deenen nei Weeër léieren an an déi regulär Schoul iwwerdreien? Wou loosse mer léiwer d'Fanger dervun?

De Lycée-pilote ass déi eenzeg öffentlech Schoul am Land, wou et keng Dualitéit Re-

lious- a Moralunterrecht gëtt. Huet den allgemenge Wäerterunterrecht vun dëser Schoul Modellcharakter fir d'ganz Land oder net?

Mir hate virdrun am Kader vun „Eis Schoul“ iwwert d'Disziplin geschwat. Ech hunn de Règlement d'ordre intérieur vum „Neie Lycée“ gelies. Interessant, och a besonnesch fir e Pilotprojet: «Le port de casquettes est défendu à l'intérieur du bâtiment. Il est défendu de courir à l'intérieur du bâtiment. L'apport et la consommation de sucreries, de boissons sucrées sont interdits. Il est interdit de mâcher du chewing-gum pendant les cours et les études.», an esou weider. Et wier bestëmmt interessant, och emol esou Punkte bei enger Schoulreform matzediskutéieren.

Madame Minister, am Gesetz vum 2005 steet net, et dierft ee keng Evaluatioun viru fënnf Joer maachen. Mir sinn der Meinung, datt besonnesch elo, wou d'Debatt iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire ugekierpt ass, eng Evaluatioun vum Pilotprojet eng dréngend a wichteg Entreprise ass, vun där mir eis wichteg Erkenntnisser fir déi ganz Reform vum Enseignement erwaarden.

An engem Artikel vum „Tageblatt“ vum 25. Abrëll 2009 stellt den honorabelen Här Fayot fest, datt et roueg ginn ass ronderëm den „Neie Lycée“. Mir fannen, datt et ze roueg ginn ass.

Den Här Fayot huet nach geschriwwen: „Erste bruchstückhafte Evaluationsergebnisse der Uni Luxemburg zeigen positive Ansätze. Es ist keine Eintagsfliege, kein Alibi-Projekt mit modernistischem Anstrich, vielmehr ein notwendiger und verantwortungsvoller Schulversuch, der von außen begutachtet und geprüft wird.“

Déi „bruchstückhafte Evaluationsergebnisse“ sinn an eisen Aen effektiv extrem bruchstückhaft. Madame Minister, mir gleewen dat alles, och wat den Här Fayot do schreift, gären. Mir wieren allerdéngs esou lues frou, wa mir eise Glawe mat Fakten ennermauert kréischen.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. An elo kënn den Här Ben Fayot, fir och seng Fro ze stellen.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech hunn déi schréfflech Fro gestallt, well ech mer geduecht hunn, dass den Här Adam ganz bestëmmt interesséiert wär un e puer Fakten. An dofir wollt ech vun der Madame Minister e puer einfach Fakte wëssen.

Mir hu jo constatéiert, dass den „Neie Lycée“ bis 2008 Kanner opgeholl huet an 2008 déi éischt Kanner eriwuer an déi aner Lycéeën gaange sinn, an och 2009 bis 2010 weider Kanner an déi bestehend Lycéeën iwwersiedelt hunn.

An dofir wollt ech ganz einfach froen, elo fir d'éischt emol: Wéi vill Kanner aus dem „Neie Lycée“ sinn, no deenen dräi Joer, an de Secondaire général iwwergaangen, a wéi vill sinn der an de Secondaire technique gaangen? Dat ass den éischten Deel vu menger Fro.

Da géif et mech interesséieren, wéi dann d'Schoulresultater vun deene Schüler, déi aus dem „Neie Lycée“ komm sinn, an deene bestehende Lycéeën, also souwuel am Enseignement secondaire général wéi am EST, sinn. Ob een do constatéiert huet, dass déi Schoulresultater besser, méi schlecht, oder besonnesch ervirzehiewe wäeren. An och, wéi déi Kanner sech an deene Lycéeën erëmfonnt hunn. A wat mech och géif interesséieren, dat ass, ob esou Resultater, wann ee se da konstatéieren, och gebraucht ginn, fir eventuell a weidere Reformen utiliséiert ze sinn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Fayot, an elo kritt d'Wuert d'Unterrechtsministerin, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la For-**

mation professionnelle.- Merci, Här President. E puer Fakte fir d'éischt. Am Joer 2008, Summer 2008 waren déi éischt Schüler vum „Neie Lycée“ op Neuvième respektiv op Cinquième. Déi, déi op Cinquième waren, déi konnten nach ee Joer bleiwen, well jo de Lycée autoriséiert war, och nach d'Quatrième classique ze organisieren. Déi sinn also net orientéiert ginn.

Déi, déi op Neuvième waren, EST, déi si virun e Jury komm a sinn orientéiert ginn an déi verschidden Ordres d'enseignement. Dat ass jo eng extra Prozedur, well am „Neie Lycée“ jo ouni Punkten evaluéiert gëtt an dofir e Jury zesummekënnnt vu Proffen aus anere Lycéeën. An déi kucken dann d'Piéchen, d'Produktiounen, d'Dossiere vun de Schüler an orientéieren. Dat waren also lauter EST-Schüler. Vun deenen 42 Schüler, déi dunn op eng Dixième an en anere Lycée orientéiert si ginn, 2008 - déi waren dann 2008-2009 op der Dixième -, do hunn der 39 hir Klass reusséiert, also dräi net.

Dat ass en Taux de réussite vun - ech hu mer dat rechne gelooss - anscheinend 93%. An dee kann ech vis-à-vis setzen an der Moyenne. Op der Dixième hu mer en Taux de réussite vun nëmme 70%, also all Sektoun nach manner. Et ass also e ganz héijen Taux de réussite, wat also weist, dass déi Kanner sech gutt integréiert hunn an déi aner Schoulen.

Fir d'Joer 2009, do si ronn 60 Schüler EST orientéiert ginn an aner Lycéeën, well den „Neie Lycée“ jo keng iewescht Klassen am Technique offréiert. Do kann ech lech elo d'Resultater nach net soen, well mer am Concomitant jo ëmmer mat Semestere fueren a well mir dann normalerweis waarde bis den Mäerz, also bis Enn Mäerz, bis mer d'Resultater hunn, fir da Statistiken ze maachen. Mä soubal wéi ech déi hunn, géif ech déi norechen.

D'Echoen, déi ech krut: Et ass eng gutt Integratioun geschitt. Si mussen sech natierlech ëmstellen an deem éischte Joer, wou se an d'Schoule kommen; an dat, wat ech lech hei soen, ass och net wëssenschaftlech begrënnt. Normalerweis wonnere se sech iwwert d'Passivitéit vun de Schüler an deenen anere Lycéeën, well si jo eigentlech gewinnt ginn, ganz aktiv Initiativen ze huelen an aktiv ze participéieren.

Wann ech elo d'Fro vum Här Adam iwwert d'Evaluatioun vum Neie Lycée, wéi ech éischens soen, dass d'Gesetz virgesäit, dass no fënnf Joer e Rapport d'Evaluatioun do ass. Mir sinn elo am fënnfte Joer. D'Uni Lëtzebuerg ass vun Ufank un amgang a begleet den Neie Lycée vun dem éischte Joer un. A mir wäerten dee fäerdege Rapport..., en hätt, wann ech de Kalenner kucken, missen de Summer do leien.

Ech wollt awer hei, an ech hunn der Uni och dat Signal ginn, vu dass mer am Enn des Joers 2010 d'Resultater vu PISA kréien, an dat ass jo dann déi éischt Kéier, wou Schüler aus dem „Neie Lycée“ bei PISA matgemaach hunn. Dofir hat ech gemengt, mir géifen d'Resultater vu PISA mat ofwaarden, fir déi mat an de Rapport ze verschaffen, well do ass jo net nëmme e Questionnaire dran, mä do sinn och Resultater vun Épreuves dran. Dass dat eis e Bild gëtt, dat méi komplett zur Evaluatioun bäidréit.

Et ass, seet den Här Adam, roueg ginn ëm den „Neie Lycée“. Fir mech ass dat een Element vum Succès. Well wann et nämlech net géif gutt funktionnéieren, da sinn ech sécher, dass et net roueg wär ronderëm den „Neie Lycée“.

Et ass fir mech... Ech ginn oft dohinner. Ech hunn och ganz vill Kontakt mat der Schoul. Ech stelle fest, dass dat ganz gutt funktionnéiert. Éischens hu si och no Ufankschwierigkeete sech Reglementer ginn, mat deene se ganz gutt liewen. Si bréngen et fäerdege, d'Participatioun vun hire Schüler ganz grouss ze halen. D'Stagiaren, déi am „Neie Lycée“ forméiert ginn, hunn exzellent Resultater an de Concoursen; wat jo ëmmer gesot ginn ass, vun anere Schoulen: „Déi aus dem «Neie Lycée», déi packen de Concours net.“ Si hunn au contraire exzellent Resultater.

A verschidden Elementer, wou mer gesinn, dass se am „Neie Lycée“ spezifesch sinn, déi hu mer och an d'Diskussioun „Reform Lycée“ iwwerholl, notamment den Tuto-

rat, dee generaliséiert ass am „Neie Lycée“, wou Équipes réduites... Well si mat Équipes réduites schaffen, wat de Kontakt zwëschent den Enseignanten an de Conseils de classe och vill méi einfach mécht. Well eng Équipe e puer..., nëmme dräi, véier Klassen huet, da kann ee vill méi flexibel sech organisieren an d'Kanner hu manner Intervenanten.

Den Travail personnel: Een Element, wat elo proposéiert gëtt. Dat ass iwwregens net nëmme am „Neie Lycée“. Et ass och am Bac international, wou jo d'Schüler ugehale gi fir..., also perséinlech Aarbecht ze maachen.

Si hunn eng exzellent Zesummenaarbecht mat den Elteren, wat natierlech och do-robber berout, dass déi Elteren disponibel sinn, fir dohinner ze kommen. Do kréien ech heiandsdo gesot, dat wär bal ze vill, wat do géif verlaangt ginn.

Sou dass ech wéll soen, dass ech mengen, dass dat gutt fonctionnéiert. Mä ech wéll dat awer net aus menge subjektiven Aussoen hei beleeden an d'fir hätt ech gären dee Rapport, deen eis dat dann alles dokumentéiert.

Wann den Här Adam seet, dat schwappt net iwwer op déi aner Schoulen, da wéll ech awer och ganz kloer soen, dass d'Tâche vun den Enseignanten am Neie Lycée eng aner ass wéi vun den Enseignanten an den normale Lycéeën. Si sinn 30 Stonne präsent an der Schoul. Dat ass e Modell, deen ech mer ka ganz gutt virstelle fir alleguerten d'Schoulen, mä ech wéll awer soen, dass deen net op eng grouss Begeeschterung bei den Enseignanté stéisst an dass dat eng vun den Ursaachen ass, firwat déi aner Schoule sech wäit ewech hale vun deenen Experienze vum „Neie Lycée“ a soen: „Jo, do solle si da maachen, mä dat ass net fir eis.“

Dat ass e Sujet, deen ech e puermol mat de Gewerkschaften diskutéiert hunn a wou ech, muss ech soen - och muss ee seng Feeler zouginn oder seng Schwächen -, ech sinn do net weiderkomm. An ech mengen, et huet jo och kee Wäert, dauernd géint Wandmillen ze lafen. Ech waarden op d'Evaluatioun, och fir ze kucken, wat dann déi Elementer sinn, déi wierklech, dass mer kënnen dat weisen.

Ech wéll och soen, dass den „Neie Lycée“ begleet gëtt vun engem Comité d'évaluation et d'innovation pédagogique. Dat si sechs, nee fënnf, fënnf Universitätsprofesseren, déi zweemol am Joer an den „Neie Lycée“ kommen, déi dann och zwee Deeg do bleiwen, mat de Leit diskutéieren, Questionnaire maachen. Dat sinn d'Madame Kirch, d'Madame Poteaux an de Guy Chouraqui vun der Uni Stroossbuerg. Dat ass de Jean-Patrick Connerade vum Imperial College London an dat ass den André Giordan vu Genève an dann ass et de Baudouin Jurdant, Paris VII. Déi hu mer och gefrot, dass déi géifen e Rapport iwwert déi fënnf Joer „Neie Lycée“ maachen. An dat alles zesumme kréie mer Enn des Joers.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Erzéiungsministerin. Här Adam, ech mengen, déi Äntwert war komplett, sou datt et net méi noutwendeg ass, datt Der nach eng Kéier d'Wuert ergräift.

(Brouhaha)

Duerfir kéime mer elo zu der éischter Motioun vum Här Henri Kox iwwert d'OGMen. Här Kox, Dir hutt als Auteur vun der Motioun d'Wuert.

8. Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010

Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la réautorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vi-

gueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques

Exposé

► **M. Henri Kox (déi gréng), auteur.**- Här President, Merci. Ech erlabe mer déi zwou Motiounen gläichzäitig ze behandelen, well se u sech och datselwecht behandelen, awer un ënnerschiddlech Leit da gerichtet sinn. Déi éischt Motioun ass un de Lëtzeburger Gouvernement oder d'Regierung adresséiert, déi zweet ass éischter un d'Kommissioun adresséiert.

Dir wësst, den 2. Mäerz sinn zu Bréissel an der Kommissioun nei Variatiounen vun OGMen autoriséiert ginn. Dat eent ass eng Gromper, Amflora vun der Sociétéit BASF, an dräi MON 863, also u sech Maisorten, déi och autoriséiert gi sinn, fir an Europa kënnen zougelooss ze ginn. Dëst ass u sech eng Première säit Laangem, dass erëm OGMen zougelooss gi sinn op europäeschem Niveau, wat mech och, net nëmme mech, mä allgemeng stutzeg mécht, insbesondere wat d'Form ugeet, wéi déi zougelooss goufen.

Och wat de Fong ubelaangt, gëtt et nei Erkenntnisser, déi ganz kloer weisen, dass d'OGMen net dat halen, wat se versprochen. Éischens ass dat fir den Hunger an der Welt ze stëllen. Mir wëssen alleguerten, déi meescht OGMen oder praktesch 100% vun den OGMen ginn ugeplant fir éischer Biokraaftstoff an zweetens och als Déierefudder, fir éischer eis europäesch Konsumgewunnechten ze decken.

Wat d'Form ubelaangt, ass et éischer e Skandal, wéi hei virgaange ginn ass. Et war keng Diskussioun an der Kommissioun. Et gouf eng schréfflech Erklärung just vum Santéskommissär, deen heimadder d'Prozedur ageleet huet, ouni dass hien déi sécher wëssenschaftlech Erkenntnisser hat, wëssend, dass insbesondere bei der Gromper ganz kontrovers diskutéiert doriwwer gëtt, besonnesch well se eng Resistenz opweisen op Antibiotique géint d'Tuberkulose, wat u sech e grouss Problem duerstelt.

Et waren awer net nëmme, soe mer, d'Ëmweltgewerkschaften, déi sech geäussert hunn, mä och Dir, Här Minister. Ech zitieren lech aus der „La Voix“ vum 3. Mäerz: «C'est de la provocation.», wou Der selwer drop hiweist, dass et net richtig ass, wat d'Kommissioun do ennerholl huet, dass et och net richtig ass, wéi se eppes iwwerginn, nämlech en eestëmgen Accord tëschent den Ëmweltministeren, dee virun zwee Joer geholl ginn ass, nämlech dee seet, dass, éier nei OGMen sollten zougelooss ginn, fënnf Kritäre sollten agehale ginn.

Dat ass, éischens, den Impakt op d'Ëmwelt soll ënnersicht ginn; zweetens sollen déi sozioekonomesch Ursaache vun esou Autorisatiounen nach méi déif gräifend ënnersicht ginn, insbesondere och wat d'Expertisen ubelaangt oder wat d'Transparenz vun deenen Experten ubelaangt. Och do ass et alles anescht wéi richtig. Oft sinn déi ganz no zu den entspreche Firms, déi esou Produkter wëllen aféieren.

Dann natierlech, wat ganz wichteg ass fir déi biologesch Landwirtschaft, awer net nëmme fir déi biologesch, och déi konventionell, nämlech d'Veerseuchung mat OGMen an dem Geseems. Dat heescht, wann een esou Planzen duerno wéllt ausbréngen, dass déi net verseucht si mat genmanipuléierten Organismen.

Mir wëssen alleguerten, dass Lëtzebuerg sech an der Vergaangenheet, an och des Regierung, géint insbesondere den Ubau hei a Lëtzebuerg staarkgemaach huet, géint d'OGMen. Mir wëssen awer och, dass mëttlerweil zu Bréissel iwwer 70 ënnerschiddlech OGMen nach an der Prozedur drop waarden, fir genehmegt wëllen ze ginn. Mir wëssen, dass och de Principe de précaution u sech an och wat d'Konsumenten ubelaangt sollt agehale ginn.

All dat, wat ech hei elo explizéiert hunn, huet eis dozou verleet, eng Motioun dann entsprechend un d'Lëtzeburger Regierung ze stellen, fir ze froen insbesondere, dass déi Kulturen, dat weess ech, hei net sollten ugebaut ginn. Mir hu jo do e



Koexistenzgesetz, wat eenegermoossen d'Strooss wäert halen.

Mä et soll een awer och nach zwee weider Voleten ënnersichen, nämlech dat ass d'Transformatioun an de Verkaf vun esou Produkter. Well do si mer hypokritesch. Engersäits verbidde mer, et hei unzesetzen, wëllen et awer nach weider hei an eiser Fudderindustrie benotzen. An et gëtt es hei a Lëtzebuerg och agesat. Dat fanne mer, dass dat och sollt ugaange ginn a probéiert ginn, dat ze ënnerbannen.

Dann natierlech, dass Der weiderhin zu Bréssel lech opposéiert, fir weider Autorisatiounen zouzeloossen. An insbesondere, dass dat, wat virun zwee Joer am Conseil ugeholl ginn ass vun den Ëmweltconseilen, nämlech déi Eestëmmegkeet, dass déi fënnf Kritären, déi ech virdrun erkläert hunn, och nach eng Kéier ënnersicht ginn.

Dann zu där zweeter Motioun, déi u sech inhaltlech praktesch déiselwecht ass, awer do gi mer eist Mësstraue vis-à-vis vun der Kommissioun. Nämlech d'Aart a Weis, wéi virgaange ginn ass hei an deem Dossier. Et ass keng Einbahnstraße. D'Europäesch Kommissioun kann net sech einfach esou iwwert d'Konsumente vun Europa ewechsetzen. Mir wëssen, dass 70%, wann net 80% vun den europäesche Konsumenten, also vun der Populatioun vun Europa, géint d'Uwendung vun OGMen an Europa ass. An dat solle se zur Kenntnis huelen.

Si sollen och zur Kenntnis huelen, och sämtlech Kommissären, a mir fannen dat och e Skandal, dass eng Lëtzeburgerin, eng lëtzebuergesch Vertrieederin, sech och do iwwer all lëtzebuergesch Gepflogenheeten ewechsetzt a sech hannert de Barroso stellt, fir esou Praxissen nach weider ze toleréieren. Mir fannen, dass dat net an der Rei ass. A mir fannen, dass d'Lëtzeburger Chamber sech aus sollt drécken dorëm, dass mer dat net wëlle weiderhin akzeptéieren, dass mer net wëllen akzeptéieren, dass OGM-Produkter weiderhin autoriséiert ginn, wann net eng ganz Rei vu Kritären iwwerpréift ginn.

Mir wëllen och dofir d'Lëtzeburger Regierung opfuere, am Numm vun der Chamber, déi Motioun weiderzerechen an dëst dann der Europäescher Kommissioun zum Ausdrock ze bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Kox als Auteur vun deenen zwou Mo-

tioune Merci. Ech géif wëlle froen, ob soss nach een zu enger oder zu deenen zwou Motiounen hei wëllt Stellung huelen. Wann dat net de Fall ass, géif ech vläicht dem...

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Jo, dach.

► **M. le Président.**- Ah, den Här Etgen wëllt nach Stellung huelen.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn hei mat zwou Motiounen konfrontéiert, wou bäi där enger, där zweeter, mer et mat engem duebelen ongewinnnten Invite ze dinn hunn. Deen «invite... à inviter», wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, sech op europäeschem Niveau duerchzesetzen.

An der Substanz geet et bei deenen zwou Motiounen ëm d'Verhënnerung vun enger Mise sur le marché vun neien OGMen, nottamment der Amflora-Gromper. Et ass net fir d'ëischt a wahrscheinlech och net fir d'lescht, datt probéiert gëtt, eng OGM-Variant op de Marché ze bréngen an esou Zougank an onser Landwirtschaft ze kréien. Et gëtt Gott sei Dank ee grouesse Konsens bei eise Baueren a bei eise Consommateuren, fir op OGMen ze verzichten. Eng Opfaassung, déi vun deene meeschte politesche Responsabele gedeelt gëtt, zumindest hei am Land.

Ech erënneren hei och un de Wahlprogramm vun der DP, wou mir eis kloer positionéiert hunn: „Keine genmodifizierten Organismen in der Landwirtschaft. Die DP steht der grünen Gentechnik sehr skeptisch gegenüber und spricht sich klar für das Vorsorgeprinzip aus. Solange es keine wissenschaftlichen Beweise dafür gibt, dass GMOs keine schädlichen Auswirkungen auf Mensch und Natur haben, darf es nicht zu einer Nutzung von genmodifiziertem Saatgut in Luxemburg kommen. Dem gegenüber sollte verstärkt in die Forschung und Entwicklung von resistenteren Getreidesorten investiert werden und die diesbezüglichen Haushaltsmittel aufgestockt werden.“

Et ass awer esou, datt d'Skepsis par rapport zu den OGMen net europawäit gedeelt gëtt, an dat spigelt sech an der Attitüd vun der Kommissioun erëm, wou d'OGM-Befürworter schéngen d'Iwwerhand ze behalen. Sou wéi den Här Kox, hätte mir eis och méi Courage vun der Lëtzeburger EU-Kommissärin, der Madame Reding, gewünscht.

(Interruption)

Als DP hale mir um Principe de précaution fest, woubäi d'Kritiker vun deemselwechten, virun allem déi grouss Konzernner, soen, datt deen net kann éiweg duerhalen, fir OGMen ze verbidden.

Wéivill a wéi eng Etüde musse gemaach ginn, bis ee kann esou definitiv soen, datt keng Gefor méi besteet? Wéini ass de Principe de précaution iwwerschratt? Am Fall vun der Amflora-Gromper soen déi eng, déi néideg Etüde wäre gemaach, déi aner net. Déi Fro wäert sech bei all OGM stellen.

Mir halen och un engem anere wichtege Prinzip fest, an dat ass dee vun der «libre circulation des biens et des marchandises». Dat heescht, datt, wann een OGM an Europa, sief et an egal wéi engem Land, bis um Marché ass, kënne mer als Lëtzeburger esou OGM-Grenzen net zoumaachen. Souwisou kennen d'OGMen, wéi all Zort vu Som, déi sech jo kënne eleng déplacéieren, keng Grenzen.

Dat mécht d'Problematik jo och esou schwierig. Och wa mer geschlossen als Lëtzeburger Landwirtschaft, Gemengen oder Land soen, mir wëllte keng OGMen, hei vir a Rheinland-Pfalz oder an der Province de Luxembourg es awer ugeplant gëtt, dann dauert et net méi laang, bis mer d'OGMen op eise Felder an op eise Stécker hunn. An da stellt sech de Problem vun der Fräiheet an dem Wëlle vum eenzelne Bauer, dee keng OGMen bei sech wëllt. Da stellt sech de Problem vun der Koexistenz vun der bio-konventioneller an der OGM-Landwirtschaft. Sinn OGMe bis am Circuit, da gëtt et u sech keng Garantie méi fir eng OGM-fräi Landwirtschaft.

Et handelt sech also ëm eng extrem komplex Fro, an et ass wierklech Virsiicht gebueden, well wann den Deckel vun den OGMe bis opgemaach gëtt, da kann ee villes net méi réckgängeg maachen. Duerfir solle mer wierklech all Précautiounen huelen, ier mer dee Schratt do maachen.

An dësem Sënn ënnerstëtze mer déi zwou Motiounen voll a ganz.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Wann da soss kee méi hei wëllt Stellung huelen, géif ech dem Gesondheits-

minister d'Wuert ginn, well dee wëllt ganz bestëmmt dozou Stellung huelen.

(Interruptions diverses)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir verdaut dat net, he?

(Interruption)

De Pokal ass méi schwéier ze verdauen, ewéi d'OGMen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Ech hoffen, e läit lech net um Mo.

► **Une voix.**- De Moment net.

(Interruptions diverses et hilarité)

► **M. le Président.**- Sou, elo komme mer hei zu den OGMen. Här Gesondheitsminister, loosst lech net aus der Rou bréngen a sot eis, wat Är Positioun zu deene Motiounen ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si wéi ëmmer d'Rou selwer...

(Hilarité générale)

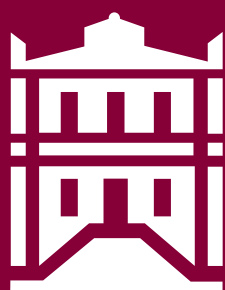
► **Une voix.**- Abee jo!

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- ...an ech si ganz dankbar fir déi Geleeënheet, fir d'Positioun vun der Lëtzeburger Regierung an deene leschte Joren zu der OGM-Problematik erëm eng Kéier kënne an Erënnerung zu ruffen.

Et ass esou, dass Lëtzebuerg zënter Joren am Lager vun deene Länner ass, déi de Principe de précaution net nëmme mat Wierder applizéiert hunn, mä duerch konkret Décisiounen. Mir waren also ëmmer bei deene Länner, déi entweder Neen oder, ben, jiddefalls an deene leschte Joren ëmmer mat Nee vis-à-vis vun der Zouloosung respektiv der Neizouloosung vun OGM-modifizéierte Céréalë gestëmmt hunn, dat souwuel an de Comité wéi och an de Conseilen. Dat war bis elo de Conseil Agriculture respektiv den Environnement. Dat gëtt an Zukunft méi staark wéi an der Vergaangenheet de Conseil Santé.

Mir hunn net nëmme bei europäeschen Ofstëmmungen dorop opgepasst, dass de Principe de précaution agehale ginn ass, mä och an eiser Lëtzeburger Gesetzgebung, wou mer d'Koexistenzgesetz esou streng wéi et méiglech war gestalt hunn.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Mir hunn awer och zweemol, innerhalb vun zéng Joer, d'Clause de sauvegarde invoquéiert, eng Kéier ënnert mengem Virgänger, a fir d'lescht den 23. März 2009, wou mer d'Clause de sauvegarde vis-à-vis vun dem MON 810 invoquéiert hunn. Dat heescht, mir hunn op Bréssel gemellt, dass mer en Uplanzverbuert géifen déciéieren.

Mir hunn dat opgrond vun neien Etüden, zum Deel, mä och opgrond vu Schwäizer Etüde gemaach, an eis Argumentatioun war esou gutt, dass déi däitsch Kollegee sech op déiselwecht Etüde baséiert hunn, fir e puer Wochen no eis och d'Clause de sauvegarde ze zéien. Déi Clause de sauvegarde, déi steet bis haut. Wéi laang, wësse mer net, mä do ass och munches ënnerwee gewiesch.

Doriwwer eraus hunn d'Kollegee Landwirtschafts-, an an dësem Fall besonnesch d'Environnementsministeren Enn 2008 duerchgesat, dass déi wëssenschaftlech Basis, déi ëmmer dängt fir nei OGMen zouzeloossen, iwwerkuckt soll ginn an dass se soll méi laangfristeg ausgeluecht ginn, well déi Haaptreprochen, déi een am Moment bei der Zouloosung vun OGMen mécht, dat ass, dass déi Period, wou studéiert gëtt, ze kuerz ass, fir dass een all Suerge ka lass sinn. Dat heescht also, do ass Bewegung an d'Spill erakomm. Et war Bereedschaft op alle Säiten, fir déi Phas Etüden nei ze konzipéieren.

Doriwwer eraus waren zënter dem Akraftsetze vum neien Traité net all Detailler kloer, wéi dann elo d'Genehmigungsprozedur ënner Bedeelegung vun deenen eenzelne Länner soll ausgesinn. An ech muss soen, dass ech iwwerhaupt net améiéiert war, dass eng vun deenen éischten, wann net déi éischt seriö Décioune, déi vun der neier Kommissioun komm ass, déi war fir eng Rei vun OGM-modifizéierte Gidder zouzeloossen.

► **Une voix.**- Do kënnen mer dem Här Barroso Merci soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Den Iwwerraschungseffekt ass hei voll zum Droe komm. An enger Situation, wou jiddweree bereet war, op d'Genehmigungsprozedur zréckzekommen, ass hei e Schnellschoss gemaach ginn. Lëtzebuerg huet dat och kloer esou an deene Gremien ze verstoe ginn, wou mer bis elo konnten doriwwer diskutéieren. Mir sinn direkt a Kontakt och getruede mat gläichgesënnte Länner, ënner anerem Frankräich, ënner anerem Éisträich, déi erwägen, fir och an deem heite Fall d'Clause de sauvegarde ze zéien. Mir wäerten also och hei d'Evolutioun genee verfollegen an eis mat deene Moyenné wieren, déi mer hunn.

Ech fannen, dass och déi Décioune, déi d'Kommissioun elo geholl huet, ondemokratesch ass, well se dem Wëlle vun engem ganz groussen Deel vun de Populationen an enger ganzer Rei vu Länner net Rechnung dréit. D'Kommissioun dierf sech also net wonneren, wann op ëmmer méi Plazen d'Skepsis vis-à-vis vun esou Décioune méi grouss gëtt.

An ech mengen, hei zu Lëtzebuerg huet déi dote Positioun sech doran dokumentéiert, dass eng ganz Rei vu Gemengen, dass eng ganz Rei vun Associatiounen sech an der Initiativ „Lëtzebuerg OGM-fräi“ zesummegeschloss hunn a sech mat eis zesummen derfir setzen, fir d'Groussregion OGM-fräi ze halen. Do hu mer ganz gutt Diskussiounen mat eisen Nopeschlänner, mat deenen enge besser, mat deenen aneren net esou gutt.

Der langen Rede kurzer Sinn: D'Regierung kann, an ech schwätzen do net nëmme fir mech selwer, mä fir den Nohaltegkeetsminister, den delegéierten Nohaltegkeetsminister an de Landwirtschaftsminister, mat deene mer just zu deem Zäitpunkt, wou d'Kommissioun am stillen Kämmerlein hir Décioune preparéiert huet, eis Positioun affinéiert hunn an och an deenen nächsten Deeg d'Regierung wäerte mat eiser Positioun konfrontéieren, och eis Kommissarin uschreiwen, fir hir eis Positioun kloerzemaachen an deem heiten Dossier, fir dass se net ka soen, si hätt net gewosst, wéi mir stinn.

Ech sinn och ganz dankbar iwwert déi Positioun vum Här Etgen,...

(Interruptions)

...well se sech ganz positiv vis-à-vis vun där neier Positioun vun der däitscher Regierung distanzéiert. Déi däitsch Regierung, déi war bis elo ëmmer op eiser Linn, mä mam Wiessel huet se sech op eemol am Lager vun den OGM-frëndleche Länner erëmfonnt, dat heescht, dat op d'Kopp gehäit. Ech sinn also ganz frou, dass dat hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass.

Ech wollt dann och de Wëlle vun der Regierung hei matdeelen, déi Motiounen unzuhuelen, wat de Fong ugeet, mä dem Auteur eng Rei vun Ännerunge proposéieren. Ech hat d'Geleeënheet, scho kuerz mam Här Kox ze schwätzen. Ech wollt proposéieren, fir an där éischter Motioun de fënnefte Paragraph erauszeloossen, an dem leschte Paragraph op der éischter Säit vun der Motioun 1 och d'Referenz op d'Lëtzebuurger Positioun ze maachen, well et ass net esou an deem heiten Dossier, dass Lëtzebuerg sech net démarquéiert hätt vis-à-vis vun der Kommissioun.

Ech wollt och proposéieren, fir an dem éischte Paragraph vun der Säit 2 d'Transformatioun an d'Vente op der Säit ze loosse. Och wa mer eist Méiglechste solle maachen, ass et net d'selwecht ze behandelé wéi d'Uplanzung. Well wa mer hei géifen eng Interdictioun unilateral déciéieren, wat d'Vente ugeet, dat wier eng Entrave à la libre circulation, an do fuere mer ewech, ouni dass mer eng Chance hunn.

Da wollt ech och op eis bishereg Positioun an deem zweete Paragraph insistéieren an da proposéieren, dass mer net „mettre sous pression“ schreiwen - well „mettre sous pression“, dat ass nach kee Resultat -, mä ech wollt proposéieren, dass mer alles maachen, fir d'Kommissioun ze iwwerzeegen, dass se dat soll maachen, wat mir fir richtig fannen.

An där zweeter Motioun hunn ech keng Propositiounen ze maachen. Déi puer Tippfeeler, déi hu mer schon zesummen ausgemaach.

Ech wollt just als Konklusioun soen, dass mer deen heiten Dossier ganz seriö wäerte suivéieren, an och déi Décioune wäerten nofolle loosse, déi der Kommissioun solle weisen, dass se hei net alles iwwert de Kapp vun enger Majoritéit vun de Länner dierf maachen. Och wann et net ëmmer eng Majoritéit qualifizéiert ass, kann et net sinn, dass ee Majoritéiten einfach esou ignoréiert oder se par surprise iwwerstëmmt.

Dat gesot, soen ech lech villmoos Merci, dass Der mer nogelauschert hutt.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister. Wann ech richtig verstanen hunn, proposéiert en eng Rei vu Modifikatiounen, wat déi éischt Motioun betrëfft. Ech géif do den Här Kox als Auteur froen: Kann den Här Kox déi Modifikatiounen esou akzeptéieren?

► **M. Henri Kox (déi gréng), auteur.**- Bon, ganz kuerz. Mir hätten natierlech gewënscht, dass dee fënnefte Paragraph och nach géif dostoe bleiwen, verstinn awer verschidde Retizenzen, fir dat dann net esou eendäiteg do ze soen. Awer no den Ausféierung vum Här Minister, dass e Bréif vun der Regierung fir d'Kommissioun ënnerwee wier oder an der Preparatioun, a wou och dorobber higewise gëtt, dass d'Aart a Weis, wéi se virgaangen ass, veruerteelt gëtt, kënnen mer dat akzeptéieren. Mir verstinn och, dass Lëtzebuerg an der Vergaangenheet dat och esou gemaach huet an den allgemengen OGMen - déi Verbesserung -, dass niewent Italien, Éisträich, och Lëtzebuerg relativ séier sech hei insbesondere bei de Grompere bemierkbar gemaach huet, fir Clauses de sauvegarde ze maachen.

Bei der Transformatioun a bei der Vente, och do hu mer e bësse Problemer domat, verstinn awer och, dass mer de Moment vläicht net déi juristesche Handhab hunn, fir dat kënnen esou ze maachen. Mir mengen awer, dass mer do eng Debatt hei a Lëtzebuerg och sollte lassbriechen, an dass mer probéieren och do nach eng Kéier ze intervenéieren mat iergendenger Form vu weidere parlamentareschen Initiativen.

Am zweeten Tret „à continuer à s'opposer“ hate mer ausgemaach, fir dat do eranzemaachen, a selbstverständlech wäerte mer „mettre sous pression“ dann ersetzen duerch „convaincre“, esou dass mir déi Propositionen vum Minister unhuelen an doduerch déi Motioun nach eng Kéier wëllen esou déposéieren.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- *considérant que lors du Conseil Environnement du 4 décembre 2008, les Ministres de l'Environnement de l'UE adoptèrent à l'unanimité cinq actions prioritaires pour mieux encadrer l'évaluation et l'autorisation des OGM, notamment le renforcement de l'évaluation des impacts environnementaux des OGM, la prise en compte des facteurs d'appréciation socio-économiques et l'amélioration du fonctionnement de l'expertise scientifique;*

- *constatant que la nouvelle Commission européenne a autorisé en date du 2 mars 2010 quatre variétés d'OGM: la pomme de terre «Amflora» de la société BASF, ainsi que trois croisements de variétés de maïs transgéniques (MON863xMON810, MON863xNK603 et MON863xMON810xNK603) de la société Monsanto;*

- *estimant que, contrairement aux affirmations du Commissaire européen à la Santé et la Politique des Consommateurs John Dalli, tous les aspects scientifiques et notamment les réserves émises quant à la sécurité n'ont pas été largement pris en compte concernant ces autorisations;*

- *rappelant que le Programme gouvernemental mentionne que «Le Gouvernement entend affirmer le principe de précaution en matière d'OGM et soutiendra les initiatives „Luxembourg et Grande Région territoires sans OGM“»;*

- *rappelant qu'en date d'aujourd'hui plus de 70 variétés d'OGM attendent leur autorisation ou réautorisation dans l'Union européenne;*

- *consciente qu'une majorité de la population luxembourgeoise est opposée aux OGM;*

- *affirmant la primauté du principe de précaution en matière de santé et de protection des consommateurs;*

- *constatant que l'Italie et l'Autriche ont immédiatement annoncé leur intention d'interdire la culture d'«Amflora» et que la France attendra l'avis du Haut Conseil des biotechnologies pour arrêter sa position;*

invite le Gouvernement

- *à user de tous les moyens disponibles pour interdire ou rendre impossible la mise en culture au Grand-Duché de Luxembourg des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010;*

- *à continuer à s'opposer à toute autorisation d'OGM avant la conclusion satisfaisante des cinq actions demandées à l'unanimité par les États membres en décembre 2008;*

- *à soutenir une réforme de la procédure d'autorisation et d'évaluation des OGM pour qu'elle prenne aussi en compte les effets sanitaires et environnementaux à moyen et à long terme, de même que des facteurs socio-économiques;*

- *à se coordonner avec d'autres États membres afin de convaincre la Commission européenne et l'Autorité Européenne pour la Sécurité des Aliments (EFSA) pour qu'elles respectent un moratoire sur l'autorisation et la réautorisation d'OGM jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation et d'évaluation renforcée.*

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.**- Gutt, ech mengen, da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Motiounen kommen. Mir kënnen dat par main levée maachen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Fir d'éischt déi éischt Motioun, déi also ëmgeännert gëtt.

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn.

Vote sur la motion 2

Wien ass mat der zweeter Motioun vum Här Kox d'accord?

Dat schéngt mer en ähnlecht Resultat ze sinn.

Domadder wieren déi zwou Motiounen à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5942, eng Ofännerung vum Code du Travail. D'Riedezeit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Kaes, Etgen, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Vera Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. 5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **Mme Vera Spautz (LSAP), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzestext, iwwert dee mir haut diskutéieren, huet eng relativ laang a beweegte Virgeschicht. Well dat deene meeschten ënner lech awer hei bekannt ass, wëll ech just nach ganz kuerz op déi Haaptpunkten zréckkommen. Méi detailléiert Informatiounen kënn Dir gären a mengem Rapport noliesen.

Viru gutt 14 Joer hunn d'Europaparlament an de Conseil eng Direktiv gestëmmt, där hir Ëmsetzung an nationaalt Recht fir vill Wirbel an Diskussiounen gesuergt huet. D'Entsenderichtlinie, wéi se besser bekannt ass, huet esou munchen vill Kappzerrbriechen bereet a soll dann haut endlech, no vill Hin an Hier, a lëtzebuergesch Recht ëmgesat ginn. Mä fänke mer vir un.

D'Entsenderichtlinn vun 1996 war virun allem eng Richtlinn, fir den europäesche Bannemaart ze förderen, an dëst duerch eng fräi an onageschränkten Zirkulatioun vun Dëngschtleeschtingen. Wien awer fräi Bewegung a grenziwwergräifend Dëngschtleeschtinge seet, dee muss awer och derfir suergen, dass all Salarié, dee vu senger Firma fir eng gewëssen Zäit an d'Ausland detachéiert gëtt, en haarde Kär vun Dispositiounen garantéiert kritt, wat seng Aarbechtszäiten, säi Congé, e Minimum Salaire, d'Sécherheet op der Aarbecht an esou weider ugeet. All Salarié soll an all EU-Land esou gutt wéi méiglech geschützt sinn a vun deene fundamentale Prinzipien a Rechter vum Sozialstat profitéieren.

D'Direktiv gëtt en „noyau dur“ vu Regelen un, vun deenen all detachéierte Salarié profitéieren muss. Si léisst de Memberstaaten awer verschidde Fräiheeten, wat d'Ausdehnung vun dese Regelungen ugeet, soulaang dës zu Gonschte vum Salarié, „d'ordre public“ sinn an den Traité respektéieren.

Een Équilibre ze fannen, deen d'Barriären am europäesche Bannemaart ofbaut, eng fräi Zirkulatioun vun den Dëngschtleeschtingen garantéiert, an awer gläichzäiteg déi fundamentale Prinzipien vum Sozialrecht berücksichtegt, war eng grouss Erausforderung fir eis.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'lëtzebuergesch Regierung huet dës Direktiv am Dezember 2002 an en nationaalt Gesetz ëmgesat a gouf fënnef an en halleft Joer drop, den 19. Juni 2008, vum Europäesche Gerichtshaff op verschidde Punkte verklot. Eist Gesetz ass als net konform zu der Direktiv ugesi ginn. Den Europäesche Gerichtshaff huet d'Gesetz als ze protektionistesche agestuufft. D'Interpretatioun vun der Notion „d'ordre public“ wier vill ze large, an en plus géif d'Gesetz Hürde fir de fräie Bannemaart opriichten a wier duerfir net am Sënn vum communautaire Gedanken.

Loosst mech ganz kuerz op déi verschidde Ukloppunkten agoen. D'Gesetz vun 2002 huet virgesinn, dass all Betrib nëmme déi Salariéen op Lëtzebuerg detachéiert, déi e Contrat de travail écrit kënnen virweisen. Weider géifen déi detachéiert Aarbechter eisen Dispositiounen, wat d'Reglementatioun vum „travail à temps partiel“ an „travail à durée déterminée“ ugeet, ënnerleien.

Laut dem Europäesche Gerichtshaff sinn dës Dispositiounen souwisou duerch fréier

Direktive garantiert an duerfir am Pays d'envoi och kontrolléiert. Si stelle laut dem Europäesche Gerichtshaff just onnéideg Komplikatiounen fir d'Entreprises détachantes duer, wat dann erëm géint de Prinzip vun der Déngschtleeschungsfräiheet geet.

Een anere Kritikpunkt waren d'Dispositionen, déi sech op d'Kollektivvertrag bezéien. Den Europäesche Gerichtshaff emfénnt et als net rechtméisseg, dass Lëtzebuerg d'Aarbechtskonditiounen vun de Kollektivvertrag op all Salarié, ob détachéiert oder net, wëllt ausdehnen.

Éischtens hunn d'Memberstaten, laut der Direktiv, just d'Erlaabnes, d'Aarbechtskonditiounen, déi an deene Kollektivvertrag festgehale goufen, ze imposéieren, soulaang dës d'obligation générale sinn. Zweetens géif e Risiko bestoen, dass d'Entreprises détachantes forcéiert kënnen ginn, Kollektivvertrag fir détachéiert Aarbechter ze negociéieren während der Zäit vum Détachement. Op deene Punkten dréit de Projet de loi dem Geriichtsuerteel elo Rechnung.

D'Amendement 1 an 2, déi mir gemaach hunn, berouegen d'Befierchtungen, dass eis national Gesetzgebung géif ennergruwe ginn. Duerch dës Amendement kënnen mir eisen „noyau dur“, deem an Artikel L. 010-1 vum Code du Travail steet, ganz intakt halen an him, esou wéi ech och a mengem Rapport geschriwwen hunn, en „caractère intangible“ ginn.

Den Artikel L. 141-1 bezitt sech just op détachéiert Persounen a seet, dass all Dispositions d'ordre public och fir si gëllen, mat Exception vum verschiddene Punkten: Punkt 1 Contrat écrit, 8 den Temps partiel an der Durée déterminée a Punkt 11 Convention collective de travail.

An der Uklo fanne mir ee Schwéierpunkt, deem ech hei wëll besonnesch ervirsträchen a méi genau erklären. D'Gesetz vum Dezember 2002 huet eng automatesch Lounupassung un d'Evolution vun de Liewenskäschten, also eng Indexatioun vun all de Salarié virgesinn. Den Europäesche Gerichtshaff huet dës Disposition net guttgeheescht an argumentéiert, dass d'Méiglechkeet vun der Interventioun vun de Memberstate sech op eng Indexatioun vun de Minimumsalarié limitéiert, a Lëtzebuerg sech net doriwver ewechsetze kënn.

Dës huet natierlech net nëmmen an de Gewerkschaftsmilieue fir vill Opreegung an lenger gesuergt, well den Index hei zu Lëtzebuerg jo als ee vun de Piliere vun der sozialer Gerechtegkeet a vum soziale Fridde géllt. D'Expressioun „sozialen Dumping“ ass oft gefall, well gefaart gouf, dass d'Ennerscheeder téschent den détachéierte Salarié an den nationale Salarié méi grouss géife ginn.

Mir hunn an de Kommissiounssitzunge vill diskutéiert, wéi mer d'Indexatioun vu just de Minimumsalarié kéinten ugoen, fir de sozialen Dumping ze verhënnern an awer der Kritik vun dem Europäesche Gerichtshaff gerecht ze ginn. Déi ufänglech Kritik vun deene verschiddene professionelle Chamberen souwéi vun de Gewerkschaften an der Zivilgesellschaft konnte mir awer gréisstendeels duerch eng detailléiert Erklärung aus dem Wee raumen.

All Salarié, deem elo op Lëtzebuerg détachéiert gëtt, huet deemno d'Recht op e Lounausgläich, wann hie manner wéi de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun oder een, geméiss Kollektivvertrag, verbindleche Mindestloun verdéngt. En plus profitéiert hien och vun den Indextranchen, déi viru sengem Détachement agefouert goufen.

Loosst mech unhand vun dräi konkrete Beispiller erklären a verständlech maachen, wéi dat an der Praxis ausgesäit.

Huele mer un, de Salaire d'origine vun der détachéierter Persoun ass 85, de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun respektiv de geméiss Kollektivvertrag verbindleche Mindestloun ass 100. Da kritt déi détachéiert Persoun während där Zäit vun hirem Détachement zu Lëtzebuerg d'Differenz, dat heescht 15, ausbezult. Wann dann eng Indextranche kënn, déi de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun op 102,5 eropsetzt, kritt den détachéierten eng Differenz vu 17,5 zu sengem originale Salaire ausbezult.

Am Fall wou den Détachéierten e Salaire d'origine vun 101 huet, an de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun respektiv de geméiss Kollektivvertrag verbindleche Mindestloun 100 ass, kritt en näischt. Kënn awer eng Indextranche, déi de Mindestloun op 102,5 eropsetzt, esou kritt de Salarié erëm d'Differenz zu sengem originale Salaire, dat heescht 1,5 ausbezult.

An als drëtten Punkt, wann e Salarié eng Pai d'origine vun 200 huet, de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun respektiv de geméiss Kollektivvertrag verbindleche Mindestloun bei 100 läit, kritt en näischt. Wann eng Indextranche de gesetzlech legale Mindestloun eropsetzt op 102,5, kritt en och näischt, well e jo nach ëmmer wäit driwver läit.

Ob et elo verständlech ass, stellen ech mer wierklech d'Fro. Et ass e ganz technesch Dossier, mä ech hunn awer probéiert, et e bëssen...

(Interruptions)

Eng Upassung vun de klengen Salären un de gesetzleche Mindestloun an och un den Index ass also nëmme gerecht a fördert weder de sozialen Dumping nach kreéiert en eng Ongläichheet téschent nationalen an détachéierte Salarié. Fir awer d'sozial Gerechtegkeet ze garantéieren, dierf och kee Salarié, deem op Lëtzebuerg détachéiert gëtt, manner wéi eise gesetzlech festgehale Mindestloun verdéngen.

En plus wëll ech och ennersträchen, dass dës Direktiv jo virun allem op déi détachéiert Aarbechter a Salariéen ausgeluecht ass. Dat heescht, Leit, déi als qualifizéiert Spezialisten op Lëtzebuerg kommen, verdéngen oft oder meeschtens méi wéi de gesetzlech legale Mindestloun a sinn dann eigentlech net op déi Indextranchen ugewisen.

Hei ass probéiert ginn, eng Léisung auszeschaffen, déi d'Kritik vum Europäesche Gerichtshaff aus dem Wee raumt, gläichzäitig de sozialen Dumping verhënnert an e fräien a kompetitive Bannemarché fördere soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere grouss Punkt, dee vill an heftig diskutéiert gouf, war d'Beschränkung, d'Limitatioun vun der Zäit vum Détachement. Dës war zwar kee vun den Uklopunkte vum Europäesche Gerichtshaff, mä war awer an dem Avant-projet de loi, deem am Dezember 2008 vun deem deemolegen Aarbechtsminister déposéiert gouf, integréiert ginn. Och wa verschidde vun de professionelle Chamberen dës Limitatioun begréisst hunn, esou hunn eng Rei aner Argumenter dach derzou gefouert, dass se elo aus dem Gesetzestext erausgeholl gouf.

Éischtens huet de Statsrot eng Opposition formelle formuléiert, mat der Begrënnung, dass esou eng Limitatioun an der Zäit weder konform zu der Direktiv nach zum Traité ass, a mer esou risquéieren, nach eemol op europäeschem Niveau verklot ze ginn. Déi parlamentaresch Kommissioun huet dës Begrënnung méi genee ënnert d'Lupp geholl an ass zur Konkusioun komm, hir Rechnung ze droen. Dës Limitatioun huet just den zäitleche Facteur a Kaf geholl, fir en Détachement ze definéieren. Dës ass, wéi vum Statsrot gesot, weder vun der Direktiv erlaabt, well déi gëtt keng zäitlech Begrenzung un, nach ass et realistesch.

Eent soll awer kloer gesot sinn: En Détachement soll ëmmer eng exceptionnel Situatioun bleiwen an dierf sech ni an eng normal Aarbechtssituatioun transforméieren. Mä et ass awer ganz wichteg ze betounen, dass den zäitleche Kritär eleng op kee Fall ausschlaggebend ass, fir en Détachement ze definéieren.

Da muss awer och nach dräi Kritären absolut Rechnung gedroe ginn, an zwar der Natur vun den Aarbechte fir en Détachement, der Envergere vun den Aarbechten an och der Zäit. Dës dräi Kritäre maachen den temporäre Charakter vum Détachement méi komplett an och capabel, déi verschidde Situatiounen, déi sech um Aarbechtsmaart bidden, ofzedecken.

Dozou kënn awer och nach, dass d'Gesetz virgesäit, dass d'Entreprise détachante der ITM een Ufanks- an Enddatum vum Détachement souwéi den Objektiv an d'Zil-

setzung vum Détachement matdeelt an esou den Détachement konkret festleet op d'Ausféierung vun enger bestëmmter Aarbecht.

Dann nach zwou lescht Kritiken, wat d'Kontrollprozeduren ugeet.

Den Europäesche Gerichtshaff kritiséiert, dass d'Gesetz vum 2002 virgesäit, dass d'Entreprise détachante all Dokumenter, déi néideg fir eng Kontroll vun der ITM sinn, am Viraus, dat heescht, ier déi détachéiert Persoun hei zu Lëtzebuerg ufänkt mat schaffen, virleeë muss. Laut dem Europäesche Gerichtshaff schränkt dës Disposition d'Liberté de prestation de services an an ass deemno net konform. D'Kommissioun huet dës Disposition geännert. De Gesetzestext gesäit elo vir, dass dës Dokumenter eréischt ab dem Ufank vum Détachement a während deem senger Durée müssen disponibel sinn.

Och geännert, op d'Kritik hi vun dem Europäesche Gerichtshaff, gouf d'Notioun vun engem „mandataire ad hoc“. Dës ass ersat ginn duerch eng „personne physique ou morale“, déi déi néideg Dokumenter bereit huet an zur Zäit vum Détachement um Lëtzebuerg Terrain och wunnt.

Ier ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn, wëll ech awer nach zwou Bemierkunge lassginn, déi mer wierklech um Häerz leien.

An der Europäescher Unioun ass et schwéier, gläichzäitig ee gutt funktionéierende Bannemaart ze schafen, an dobäi déi néideg sozial Sécherheet an de soziale Schutz fir déi schaffend Leit ze garantéieren. Et gëtt héich Zäit, dass déi sozial Valeuren op d'mannst de wirtschaftleche Valeure gläichgestallt ginn an an der europäescher Législatioun ageschriwwen ginn. Dësen Équilibrium ass eng Erausforderung fir d'Europäesch Unioun a fir all hir Memberstaten.

D'Mataarbecht bei dëser Direktiv vun all einzelne Memberstat ass hei awer och gefuerdert. Net nëmmen, dass si d'Direktiv sollen ëmsetzen, mä si spillen och eng wichteg Roll duerno, zumools wat déi national Kontrollinstanzen ugeet.

An do wär ech dann och bei menger zweeter Bemierkung. Zu Lëtzebuerg muss d'ITM sech d'Moyenë ginn, hir Roll als Kontrollinstanz aktiv ze spillen. Dat heescht, si gëtt eng kloer Definitioun vun engem Détachement a kontrolléiert duerch geziilt Stéchprouwen, ob dës Definitiounen agehale ginn. Duerch hir Kontrollaktiounen soll all Versuch vun engem Méssbrauch vum System verhënnert ginn. A wann et dann awer emol de Fall wier, da muss se de Verstouss direkt ennerbanen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen der Madame Spautz och Merci. Als éischte Riedner ass den honorablen Häre Ali Kaes agedroen.

Discussion générale

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt der Rapportrice, der honorablen Madame Spautz, Merci soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet. Ech selwer war a sech an der leschter Legislativperiode als Rapporteur vun dësem Projet genannt a weess also ganz gutt, wéi komplizéiert dës Aufgabe ass, déi d'Madame Spautz elo hat. Ma firwat soen ech dat? Ma och si huet op d'Schwieregkeet vun deem Dossier higewisen, a virun allem, dat den Dossier scho laang schleift an duerfir net manner komplizéiert ginn ass.

Ma dat Ganz ass op d'Joer 2002 zréckzeféieren. D'Gesetz vum 20. Dezember 2002 huet d'Direktiv 96/71 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services a lëtzebuergesch Recht ëmgesat.

Fir de sozialen Dumping awer ze évitéieren, huet dës Direktiv an hirem Artikel 3 eng Rei sozial Grondrechter festgeluecht, déi mussen respektéiert ginn. Et handelt sech heibäi besonnesch ëm d'Aarbechtszäit, esou wéi d'Madame Spautz dat gesot huet, d'Congéien an och ëm de Mindestloun. D'Direktiv erlaabt de Memberstaten awer, de Respekt vu weidere soziale

Grondrechter am Fall vun engem Détachement ze verlaangen, virusagesat, dat dës Rechter zum nationalen Ordre public gehéieren. Dës Dispositions d'ordre public müssen da vu jiddwerengem respektéiert ginn.

Lëtzebuerg huet et a sech deemools ganz gutt gemengt, wéi et den Artikel 1 vum Gesetz vum 20. Dezember 2002 festgeluecht huet, an notamment d'Indexéierung vun de Salären, d'Kollektivvertrag, e schrëftlechen Aarbechtsvertrag an d'Regele vun der Deelzäitarbecht a vun den Zäitvertrag zu den Dispositions d'ordre public vum Lëtzebuerg Aarbechtsrecht gemaach huet. D'Europäesch Kommissioun huet dat awer aneschtens gesinn, andeems si e Recours géint Lëtzebuerg beim Europäesche Gerichtshaff eragereecht huet.

D'Kommissioun huet Lëtzebuerg virgeworf, dat d'Lescht vun den Dispositions d'ordre public aus dem Artikel 1 vum Gesetz vum 20. Dezember 2002 géint de Geescht vun der Direktiv 96/71 géif verstoussen. D'Cour huet der Kommissioun Recht ginn a festgestallt, dat d'generell Indexatioun vun de Salarié keng Exception d'ordre public am Sënn vum Artikel 3 vun der Direktiv ass. Nëmme d'Indexatioun vum Mindestloun ass ënnert dem Artikel 3 vun der Direktiv erlaabt. Doriwver eraus gehéieren d'Kollektivvertrag en général net zu den Dispositions d'ordre public am Sënn vum Artikel 3 vun der Direktiv.

De Gerichtshaff huet awer zréckbehalen, dat Dispositionen aus Kollektivvertrag déclarées d'application générale, déi d'Aarbechtskonditiounen festleeën, sech op d'Salarié détachés applizéieren. Sou datt zum Beispill de soziale Mindestloun souwéi e Loun, deem an engem Kollektivvertrag, deem d'application générale ass, festgeluecht gouf, op d'Salarié détachés uwendbar sinn. Dës brauch awer net spezifesch am Gesetz ze stoen, well dat souwisou aus dem europäeschen Droit an der Jurisprudenz vum Gerichtshaff ervirgeet.

Dofir gouf beschloss, de Punkt 11 iwwert d'Kollektivvertrag vum Artikel L. 010-1 aus dem Code du Travail net un d'Salarié détachés ze applizéieren. De Punkt 11, dat heescht de Respekt vun de Kollektivvertrag, bleift awer weiderhin - an dat ass ganz wichteg - als Disposition d'ordre public am nationale Recht bestoen, just dat dës Punkt sech net, wéi gesot, op d'Salarié détachés uwennt.

Wat d'Dauer vum Détachement ubelaangt - d'Madame Spautz ass och schonn dorop agaangen -, esou hate mer ursprénglech eng Maximaldauer vu 24 Méint virgesinn, déi sech e bëssen un der maximaler Durée vun engem Zäitvertrag orientéiert huet. De Statsrot huet awer ennerstrach, dat dës Disposition och kéint als contraire zum Traité betruucht ginn.

Den europäeschen Droit schwätzt nëmme vun enger Aarbecht, déi temporairement limitéiert ass, ouni awer eng précis Limite virzugesinn. Laut der Jurisprudenz vum Gerichtshaff gëtt déi temporär Natur vun der Aarbecht determinéiert eben duerch d'Dauer - mä net nëmmen duerch d'Dauer -, mä och duerch d'Frequenz, duerch d'Périodicitéit oder duerch d'Continuitéit vun der Aktivitéit. Den Artikel L. 141-1, Paragraph 3 vum Code du Travail gouf an deem Sënn ëmgeännert an d'Referenz op d'Maximaldauer gouf gestrich.

Esou kënnen Aktivitéiten, wéi zum Beispill de Bau vun den Tunnelen op der Nordstrooss, déi sech iwwer Joren zéien, och weider an de Kader vum Détachement fallen. Finalement ass et un der Inspection du Travail et des Mines ze kontrolléieren, ob d'Regele vum Détachement respektéiert ginn.

Ursprénglech huet d'Gesetz vum 2002 gefuerdert, dat, ier d'Aarbecht zu Lëtzebuerg ufänkt, déi concernéiert Entreprise der ITM eng Retsch Informatiounen iwwert d'Salariéen zoukomme léisst. Dës Disposition gëtt elo geännert, an deem Sënn, dat dës Informatiounen och kënnen nom Ufank vun den Aarbechten der ITM matgedeelt ginn.

D'Gesetz vun 2002 huet dann och e Mandataire ad hoc virgesinn, deem seng Pflicht et ass, all déi Informatiounen ze konservéieren a se der ITM op Ufro zougänglech ze maachen.

Den Europäesche Geriichtshaff huet dës Prozedur net akzeptéiert. Den neie Gesetzesprojet gesäit elo vir, datt all déi Informatiounen mussen vum enger speziell dofir designierter Persoun gehale ginn, fir datt d'ITM se dann ufroe kann. Dës Persoun kann och ganz einfach e Salaré op deem Schantje sinn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat bedeit de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, elo konkret fir Lëtzebuerg? Sinn a sech eis sozial Acquisen a Gefor? Bon, ech mengen, ech kann als Äntwert dorobber ganz kloer nee soen, well eben den Artikel vum Code du Travail - dat heescht, den L. 010-1 -, den haarde Kär vun eisen Aarbechtsrecht, a sech net ëmgeännert gëtt.

Fir dem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung ze droen, hu mer all Referenz op d'Salariés détachés aus dem Artikel erausgeholl. Den Artikel gëtt a sengem Fong natierlech net ëmgeännert, just datt natierlech d'Salariés détachés erausgeholl gi sinn. Den Artikel L. 141-1 vum Code du Travail gouf esou ëmgeännert, datt d'Exigence vun engem schrëftlechen Aarbechtsvertrag, d'Reglementation vun der Deelzäit aarbecht a vum Travail à durée déterminée souwuel wéi och individuell Kollektivvertrag sech net op d'Salariés détachés applizéieren.

Wat d'Indexation vun de Salariéen am Kader vum Détachement ubelaangt, esou huet den Europäesche Geriichtshaff sech jo nëmme géint déi generell Indexation, wéi se am Artikel vum Code du Travail virgesinn ass, ausgeschwaten, an net géint d'Indexation vum Mindestloun. Duerfir gesäit den Artikel 141-1 vum Code du Travail d'Indexation vum Mindestloun fir d'Salariés détachés och weiderhi vir.

Wéi et am Rapport richteg steet, an zwar genau Säit 16, applizéiert sech dës Mesure nëmme op den Travailleur détaché, deen a sengem Heemechtsland manner wéi de Lëtzebuurger Mindestloun verdéngt. Am anere Fall nämlech verdéngt den Travailleur détaché einfach dat weider, wat en doheem verdéngt huet. Doriwwer eraus gëtt och net säin Heemechtsgehalt indexéiert, mä just de Lëtzebuurger Mindestloun, deen dem Salaré détaché souwisou zousteet.

Hei huet d'Madame Spautz eng ganz Rei vu Beispiller presentéiert. Et huet kee Sënn, nach eng Kéier déi Beispiller opzezielen. Kloer ass, datt de Geescht ass, datt a sech kee sozialen Dumping geschitt, datt also a sech net den Index direkt spillt, mä ganz einfach eng Erhéijung, ob se elo duerch den Index kënnt, ob se duerch eng Upassung duerch d'Gesetz vum Mindestloun kënnt, oder wéi och ëmmer. Et ass ganz einfach esou, datt, wann e Salaré détaché eben ënnert deem Loun läit an hei zu Lëtzebuerg schafft, muss e ganz einfach un déi nei Situatioun ugepasst ginn.

Deeselwechte Prinzip gëllt am Fall, wou dem Salaré détaché säin Heemechtsgehalt am Ufank méi héich ass wéi de Mindestloun zu Lëtzebuerg, awer duerno eben duerch eng Indexation méi déif läit. Och an deem Fall kritt de Salaré détaché d'Differenz dann zwëschen sengem Heemechtssalare an dem indexéierte Lëtzebuurger Mindestloun ausbezuelt.

Ech mengen, mir hunn also e beschtméigleche Kompromëss zwëschen dem Respekt vum europäesche Recht, wéi d'Cour et interpretéiert, an eisem Droit du Travail fonnt.

Eppes muss ech awer nach ze bedenke ginn. De Conseil d'État huet a sengem éischten Avis vum 24. November 2009 ënnerstrach, datt déi duerch d'Jurisprudenz vun der Cour agefouert Differenzéierung zwëschen den normale Salariéen an deenen, déi détachéiert goufen, souwuel wéi och d'Differenzéierung zwëschen détachéierte Salariéen, déi de Mindestloun verdéngen, an deenen, déi méi verdéngen,

net onbedéngt dem Égalitéitsprinzip vun der europäescher Grundrechtecharta entspriechen.

Ech kann dem Conseil d'État seng Iwwerleeunge gutt novollzéien, well ech mer d'Fro stellen: Wann ee mat esou enger Situatioun op den Europäesche Geriichtshaff geet, fir do de Gläichheitsprinzip anzekloen, ob mer dann net erëm eng Kéier an d'Labrante kommen. D'Fro stellt sech ganz einfach, ob net all Aarbecht, déi hei zu Lëtzebuerg gelescht gëtt, muss zu deeneselwechte Konditiounen, also gegebenenfalls mat enger Indexbranche, bezuelt ginn, esou wéi et jo am Gesetz vun 2002 virgesi war. Hei wäert d'Zukunft eis weisen, ob eisen Text definitiv op feste Féiss steet.

Zu gudder Lescht mengt de Statsrot, datt d'Jurisprudenz vun der Cour eventuell kéint zu sozialem Dumping féieren. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Beräich kënnt eis dowéinst als Parlament eng besonnesch Roll zou. Dir wësst, datt den Traité vu Lisbon eis et erlaabt, de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ze kontrolléieren, an dat an all deene Beräicher, wou d'EU sech Kompetenze mat de Memberstaten deelt.

Zu deene Beräicher gehéiert och virun allem d'Aarbechtsrecht. Mir mussen also am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip eiser Verantwortung gerecht ginn an der EU op d'Fangere kucken. Schliesslech steet an der Clause sociale vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun, datt d'Unioun an der Definitiv vum hirer Politik der sozialer Protektioun Rechnung droe muss.

Dat gesot, wëll ech zu gudder Lescht nach soen, datt d'CSV-Fraktioun dese Gesetzesprojet stëmmt. An ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Ali Kaes och Merci. Deen nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den honorablen Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Sozialdumping, dat ass e Reizwuert, dat kritische Geeschter direkt an de Kapp kënnt, wann ee vun Entreprisë schwätzt, déi zäitweilleg Personal bei eis an d'Land schaffe schécken. Gefaart gëtt a gouf, datt des Leit zu méi déiwe Léin schaffe kéinten, wéi déi Leit, déi hei am Land permanent ugemellt sinn.

Deem ass awer glécklecherweis net esou, well mat dem Gesetz vum 20. Dezember 2002 iwwert den Détachement vun Aarbechter am Kader vun enger Déngschtleeschtung a mam Gesetzesprojet 5942, iwwert dee mer haut ofstëmmen, an dee verschidden Artikelen vum Code du Travail ännert, missten d'Ängscht ronderëm de sozialen Dumping verfléien.

Am Gesetz vun 2002 gouf eist ganzt soziaalt Recht als „d'ordre public national“ deklaréiert. Dir hutt et elo just héieren. Wéi meng Virriedner schonn ënnerstrach hunn, gouf deemools eng ze large Interpretation vum Ordre public national duerchgezunn, eng maximalistesche Transposition vun der Direktiv 96/71; dovunner war jiddefalls den Europäesche Geriichtshaff a sengem Arrêt vum 19. Juni 2008 iwwerzeegt.

„Dir gitt ze wäit“, krute mer vun de Riichter gesot, „Dir hutt dee ganzen Droit iwwerholl.“ De Lëtzebuurger Gesetzgeber wollt dat soziaalt Recht beim Ëmsetze vun deser Direktiv aus dem Joer 1996 stärken. E wollt dem Wonsch vun der deemoleger CSV/DP-Regierung an de Sozialpartner Rechnung droen, déi iwwert dese Wee hir Virstellung vum engem sozialen Europa ënnersträiche wollten.

D'Gesetz vun 2002 ass esou als e wichteg Instrument gesi ginn, fir de sozialen Dumping - deen internen an dee grenzüwwerschreidenden - ze ënnerbannen. Am Esprit vun der Direktiv iwwert den Détachement vun Aarbechtskräfte sollen all Grenzen, déi de fräien Exercice vun Déngschtleeschtung betreffen, esou wéi en am Artikel 49 vun den europäesche Verträge virgesinn ass, ofgebaut ginn. D'Direktiv wëllt awer och eng loyal Konkurrenz an d'Duerchsetze vu Moosnamen, déi de Respekt vun de Rechter vun de Lounbezéier garantéieren.

Als Demokratesch Partei wëlle mir kengeweegs nokucken, datt eist soziaalt Recht iwwert de Wee vu Sociétés détachantes ënnerhiecht géif ginn. Dofir ënnerstëtze mir weiderhin de Prinzip, datt all Salaré vun esou enger Gesellschaft, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, also heihinner détachéiert gëtt, net ënnert dem gesetzlechen oder konventionelle Mindestloun bezuelt däerf ginn, an datt den Index ënner bestëmmte Bedéngungen och fir déi détachéiert Persoun spillt.

Sou wéi meng Virriedner et bemierkt hunn, spillt déi automatesch Upassung vun de Léin un d'Entwécklung vun de Liewenskäschte fir déi concernéiert Employéen, wa si de gesetzleche Mindestloun verdéngen oder wa si e Loun kréien, deen an hirem Secteur, an hirem Branche oder an hirem Beruff als minimale Salairesaz duerch e Kollektivvertrag, deen d'Obligation générale ass, fixéiert gouf.

Erënnere mer nach eng Kéier dorun, datt den Europäesche Geriichtshaff prinzipiell net géint d'Indexation ass. D'Cour wëllt d'Indexation just begrenzen.

Mir begrëssen nodrécklech, datt et mat deesen Adaptatiounen um Gesetz vun 2002 net zu enger Dérive an de sozialen Dumping kënnt. Firmen, déi Personal op Lëtzebuerg détachéieren, mussen wëssen, datt si des Leit net méi schlecht bezuelen däerfe wéi déi, déi schonn hei ugemellt sinn. Géife mer dat zouloossen, géife mer eist eegent soziaalt Recht mat Féiss trëppelen an déi eng géint déi aner ausspillen.

Madame Presidentin, mir kënnen awer ganz gutt domadder liewen, datt déi Leit, déi op Lëtzebuerg détachéiert ginn, an déi e gutt Stéck méi verdéngen wéi déi, déi eng Aarbechtsplaz hei am Land hunn, datt des Leit also net vum Indexmechanismus bënëficiéieren.

Zum Schluss nach e puer Statistiken zum Phenomeen vun den Détachementen. Et gouf mer vun der ITM zougedroen, datt téschent 70 an 80% vun den Détachementen de Bausecteur concernéieren. Et ass och dese Secteur, wou de Risiko vun enger déloyaler Konkurrenz existéiert, an dofir hat d'Chambre des Métiers et als indispensable ugesinn, fir de Champ d'application vun der Transposition vun der Direktiv Détachement op ënner anerem dese Secteur ze begrenzen.

Wirtschaftlech Milieuen hunn och op d'Gefor vun enger déloyaler Konkurrenz an der Baubranche an am Transportwiesen higewisen an ënnerstrach, datt hei d'Kontrollen, déi virun allem d'Sécherheet vun de Salariéen op der Strooss an um Bau, wou jo bekanntlech Risikoposte bestinn a physisch schwéier geschafft gëtt, verstärkt mussen ginn.

2008 goufe 6.647 Betriber hei zu Lëtzebuerg vun der ITM kontrolléiert, déi méi oder manner regelméisseg Salaré wärend enger begrenzter Zäit op Lëtzebuerg schécken. 65% vun dese Firme kommen aus Däitschland, 17% aus der Belsch, 11% aus Frankräich an déi aner 7% aus anere Länner. De Service Détachement vun der ITM huet en Internet-Site agegriicht, fir déi concernéiert Betriber ze empfänken an ze begleeden, bezéiungsweis eng Telefonshotline mat ronn 1.700 Uriff am Joer 2008.

D'Cellule interadministrative de lutte contre le travail illégal organiséiert Kontrollen a kann am Kader vu concertéierte Coup-de-poing-Aktiounen op Chantieren an Entreprisen op bis iwwer 200 Beamten zréckgräifen. 2008, fir e Beispill ze nennen, goufen em déi 40 Aktiounen géint den Travail clandestin, dorënner siwe grouss Aktiounen op Chantieren duerchgezunn. 2008 waren et ongeféier 46.000 Salariéen, déi am Kader vun Détachementen enregistriert goufen, dorënner 12.500 Primo-Déclaratiounen, also Umeldunge vu Salariéen, déi fir d'éischt op Lëtzebuerg ugemellt goufen.

Wéinst der Kris ass de Phenomeen vun den Détachementen zurzäit éischter réckleefeg, wat kaum iwwerraschen dierft.

Madame Presidentin, d'Adaptatiounen, déi mer haut stëmme sollen, féieren also op där enger Säit net zu sozialen Diskriminatiounen, an op där anerer Säit droe si dozou bäi, datt eis Economie mat der néideger Flexibilitéit schaffe kann, zumools wann a verschiddene Branchen Aarbechts-

kräfte gesicht ginn, op déi mer opgrond vun enger spezifescher Qualifikatioun oder aus aneren Urursaachen net ouni Weideres heiheem zréckgräife kënnen.

Entreprisen, déi détachéieren, solle sech an engem gewëssene Mooss un eist soziaalt Recht halen. Si sollen awer net duerch onnéideg administrativ Hemmnisser bezéiungsweis duerch eng protektionistesche Gesetzgebung benodelegt ginn. Denke mer un Héichlounfunktione am Bankesecteur, wou een onnéideg Vérificationsprozedure vermeide soll. Schliesslech riicht en, wéi et esou schéin heescht, kee soziaalt Paradies op en ekonomesche Kierfecht op.

Ech schléissen of, Madame Presidentin, andeems ech der Rapportrice, der honorablen Madame Vera Spautz, fir hiren ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport Merci soen, a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Bauler och Merci. An den nächste Riedner, deen agedroen ass, ass den honorablen Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och e Merci vun eiser Säit un d'Rapportrice Madame Vera Spautz fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport zu deem relativ dach komplizéierte Projet, deen néideg ginn ass opgrond vun engem Geriichtsuerteel vum 18. Juni 2008 vum Europäesche Geriichtshaff iwwert d'EU-Direktiv 96/71, déi den 20. Dezember 2002 hei vun der Chamber an nationaalt Recht ëmgesat ginn ass.

Den Europäesche Geriichtshaff huet décidéiert a sengem Uerteel, datt mer déi Direktiv net korrekt a komplett ëmgesat hätten. Een Uerteel, wat 2008, wéi dat Uerteel erauskomm ass, bekannt ginn ass, hei am Land fir vill Opregung, an ech géif soe mat Recht, gesuergt huet.

Op där enger Säit waren d'Gewerkschafte praktesch alleguer direkt op de Barrikaden, fir no der Analys vun deem Uerteel vu Sozialdumping ze schwätzen, wat d'Konsequenze vun deem Uerteel do ugeet. Et sinn och Betriber, déi vun enger Concurrency déloyale geschwat hunn, deemno wéi een dat Geriichtsuerteel géif interpretéieren a Korrektoren um Gesetz virhuelen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Deemools ass och kritiséiert ginn, an deem Kader, well op eemol dunn och erauskomm ass, datt d'Europäesch Kommissioun eiser Regierung en Avis motivé gefrot huet, an d'Regierung deemools, den deemolegen Aarbechtsminister, net op deem Avis geäntwert huet, wat och vläicht dunn eng vun den Haaptursache war, firwat datt mer iwwerhaapt vun der Europäescher Kommissioun ugesicht si ginn a virun d'Europäescht Geriicht komm sinn.

Wann nämlech vläicht d'Regierung deemools en Avis motivé ginn hätt, wéi se et gefrot gi war, hätt vläicht déi eng oder déi aner Hürd kënnen am Virfeld ofgeschwächt ginn, a mir hätte keen esou een Uerteel kritt.

Et beweist awer, datt och deemools hei gesot ginn ass vun de Gewerkschaften, an ech wëll dat hei ervirsträchen, datt d'Sozialpolitik op europäeschem Niveau ëmmer méi restriktiv vum Europäesche Geriichtshaff géif interpretéiert ginn. Zum Nodeel vum Salaré géif an Europa d'Interpretation vun der Sozialpolitik vum Europäesche Geriichtshaff festgehale ginn. Eng Analys, déi deemools den Aarbechtsminister och gedeelt huet, an dat kann een och an dem Rapport vun der zoustänneger Kommissioun noliessen, datt och deemools den Aarbechtsminister déi Interpretation, déi Entwécklung op europäeschem Niveau mat gedeelt huet.

Da gesäit een also, datt déi Diskussioun, déi mer iwwer Jore féiere vun dem sozialen Europa, wou och d'Rapportrice zum Schluss an enger Bemierkung dorop higewisen huet, datt déi méi wéi jee wichteg ass. Well ee gesäit, datt d'Tendenzen, zumindest wat d'Europäescht Geriicht ubelaangt, éischter méi restriktiv an der Sozial-

politik ginn, ass et ëmsou méi wichteg, datt d'Politik derfir suergt, datt mer Texter, datt mer Traitéën, datt mer Direktive kréien, déi kloer sinn.

An hei ass ee vun de wesentleche Punkten, wa mer zrëckkucken, vu wéini datt déi Direktiv hei ass, vun 1996, wou mer dann 2002 dat éischt Gesetz gestëmmt hunn, elo, 2010, also 14 Joer méi spéit, nach eng Kéier nobesseren, opgrond vun enger Direktiv vun 1996. Da gesäit een, mat wat fir engem Retard d'Konsequenze vun den Direktiven am Fong eréischt um Terrain national bemierkbar ginn.

Ëmsou méi ass et wichteg, datt e Parlament an d'Forces vives de la nation sech am Virfeld vum Ausschaffe vun europäeschen Direktive mat améschen, datt et net kann esou sinn, datt eng Regierung Fonctionnairen, déi dann Uweisung vun enger Regierung kréien, an europäesch Gremië schécken an do d'Direktiven aushandelen, ausschaffen, déi dann iergendwann eng Kéier ugeholl ginn an e puer Joer méi spéit hei an d'Parlament kommen zur Diskussioun an zur Ofstëmmung, wou dann een och nach versicht, eng Interpretatioun dranzeeën, wou ee vläicht och vu senger Ministere gesot kritt, wéi se gemengt wär, déi Interpretatioun, an da geet awer d'Kommissioun op d'Europäesch Gericht, an et verléiert een dann als Land, an et muss een e Gesetz negativ nobesseren, wéi dat haut de Fall ass.

Dat ass net dat Europa, wéi mir eis dat virstellen. Mir schwätze vu engem Europa, wou mer sozial Mindestnorme misste kréien. Dat priedege mir als ADR scho Jorzéngten. Mir ware frou, datt mer virun de leschte Chamberswahlen oder Europawahlen och déi Klack hunn héiere laude vun anere Parteien, datt dat Europa misst méi sozial ginn, datt mer sozial Mindestnorme misste kréien. Mä et muss een awer wëssen, datt all déi Leit, déi och dat virun den Europawahlen d'lescht Joer gesot hunn, am Fong responsabel waren déi lescht Jorzéngten, fir eng Politik ze maachen op europäeschem Niveau, déi als Konsequenz huet, datt mer net sozial Mindeststandarden an Europa kréien, mä datt d'Sozialpolitik ëmmer méi restriktiv ugewannt gëtt.

Et ass also wichteg, datt mer an Zukunft eis am Kader vun der Subsidiarität déi Instrumenter ginn, datt mer als Parlament esou fréi wéi méiglech an déi Diskussioun mat erakommen. An et geet net duer mam Parlament, mä mir mussen och versichen an déi Prozeduren d'Forces vives de la nation, d'Chambres professionnelles mat ze integréieren, well déi dacks méi spezifesch a méi wëssend déi Detailer ënnert d'Lupp huelen, wéi mir et vläicht als Parlament maachen, fir datt esou Feeler - an hei ass e Feeler geschitt - net virkommen, wou mer da spéiderhi Problemer mat der Interpretatioun vun esou enger Direktiv hunn.

Dëst Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, gëtt eng Rei vun Äntwerten op Froen, déi am Gerichtsuerleel festgehale si ginn. Mä et gëtt net all Äntwerten zefridde stellend. Et dierf een, mengen ech, et muss een awer hei bei der Wourecht bleiwen. Dat éischt Gesetz, wat mer gestëmmt hunn, dat war am Fong e Gesetz, wéi mer eis eens waren, datt dat am Aklang steet, datt do eis integral Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung géif respektéiert ginn. An all Schrott, dee mer elo haut hei maachen an nuancéieren, et muss ee ganz kloer soen, wat dat ass, dat ass eng negativ Tendenz vis-à-vis vun eiser Aarbechts- a Sozialgesetzgebung.

Et ass also e Réckschrëtt. Et ass also e sozialen Dumping, dee mer mat deem Gesetz hei maachen, och wann e relativ konnt an engem gewëssene Kader gehale ginn, mä et ass eng Verschlechterung vis-à-vis vum éischte Gesetz. An dat éischt Gesetz war gutt, also ass dat heiten e Gesetz, wat zum Deel e sozialen Dumping aféiert.

Wann hei gesot gëtt, datt den Index oder den Ausgleich géif bezuelt gi vis-à-vis vu Mindestloun oder Léin, déi a Kollektivvertrag wieren, mä Léin, déi driwwer wieren, géifen net bezuelt ginn, dann ass dat sozialen Dumping. Dat muss een esou gesinn. Dat si Léin, déi laut eiser éischter Gesetzgebung, déi mer haten, indexéiert hätte misse ginn an déi elo net méi indexéiert ginn. Da kann een also net vun enger Verbesserung schwätzen, dat ass eng Verschlechterung.

A wa mer hei am Land an deene leschte Wochen a Méint a Joren ëmmer mat Recht diskutéieren, datt eng gläich Aarbecht och gläiche Loun misst kréien, wa mer schwätze vu Gehälter téschent Männer a Fraen, datt déi missten d'selwecht sinn, da kann et net sinn, wa mer Leit hunn, déi hei an d'Land schaffe kommen an déi méi verdéng wéi eise Mindestloun oder wéi dat als Minimum an de Kollektivvertrag virginn ass, datt mer da soen, deen Deel, dee brauch dann net indexéiert ze ginn, well se verdéng jo méi wéi hei als Minimum virgesi war. Wëssend, datt mer och hei am Land Leit hunn, déi méi verdéng wéi de Mindestloun, déi méi verdéng wéi d'Mindestnormen an de Kollektivvertrag, an déi duerfir awer och den Index op hirem ganze Loun zegutt hunn.

Eng weider Fro, déi enorm wichteg ass bei deem Gesetz, Här President, dat ass wéi mer et méiglech kréien, fir am Fong och déi Gesetzer, och wann dat hei elo gestëmmt gëtt, wéi mer déi Kontroll kënnen garantéiert kréien. Dat ass ee vun de schwierige Punkten. Mir hunn engersäits e Gesetz. Mir hunn och Obligatiounen vun der Informatioun. Mä si mer à même, mat eise Verwaltungen dat och deementsprechend bis wierklech effikass an de leschten Detail kënnen ze garantéieren, datt mer dat uerdentlech kontrolléiert kréien?

Här President, mir als ADR stinn ëmmer kritesch der europäescher Politik entgéint, wat d'Sozialpolitik ubelaangt. An hei ass e Beispill, wéi mer och erëm iwwer eng europäesch Direktiv forcéiert ginn, ee Stéck vun eisem soziale Recht hei zu Lëtzebuerg mussen ofzebauen. Well wa mer net missten ofbauen, da wier eist Gesetz, eist éischt Gesetz, richtig gewiescht.

Mir wäerten als ADR kengem Projet zoustëmmen, deen eis vun Europa octroyéiert gëtt, deen als Konsequenz sozialen Ofbau hei zu Lëtzebuerg no sech zitt, an duerfir stëmme mir och géint dese Projet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci, an als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, Euphorie ass wierklech net ubruecht bei där Gesetzesännerung haut. «Un pas en arrière, non seulement pour la législation sociale nationale, mais aussi pour l'Europe sociale», huet d'Arbeiterkammer an hirem Avis deemools zu deem Gesetz geschriwwen.

Firwat e Réckschrëtt? Mä well eis Législatioun zur Indexupassung, dat ass elo just scho gesot ginn, well eis Législatioun zur Deelzäitarbecht, well de Prinzip vu gläichem Loun fir gläich Aarbecht duerchlächert gi mat deenen Ausnahmen, déi hei fir Salarié virgesi sinn, déi aus anere Länner bei eis détachéiert ginn. Am universale soziale Recht sinn Ausnahmen ëmmer geféierlech, well se d'Dier oppmaache fir eng Aushielechung vun deem universale Recht, wat da riskéiert zu engem Schwäizer Kéis ze ginn.

Et ass richtig, dass des Gesetzesmodifikatioun zrëckgeet op en Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff. Et ass iwwerregens net dat eenzegt an déi dote Richtung. Dat Uerteel beriff sech op eng Direktiv, wou zwar an de Considérant vun der sozialer Protektioun Rieds geet, awer wou dann Décisiounen, déisiounskräfteg Bestëmmung vum der Direktiv ënnert dem Primat vun der fräier Konkurrenz stinn, esou wéi de Geriichtshaff et jo dann och interpretéiert huet.

Et muss een awer och drun erënneren, dass déi Direktiv vun eiser Regierung deemools mat decidéiert ginn ass. Et wär emol interessant nozekucken, wien deemools den Aarbechtsminister war. Ech mengen, et ass deen, deen haut eise Paradäis wëll ëmbauen, wann ech richtig mech kann erënneren.

Mäi Vote bezitt sech also net nëmmen op dëst Gesetz, mä op d'europäesch Sozialpolitik an d'Politik vun eiser Regierung um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Bei der Diskussioun iwwert den Europavertrag, do hutt Der eis geschwäert vum där neier Sozialklausel, un déi och haut den Här Ali Kaes nach eng Kéier erënnert huet. Mä wann dat seriö gemengt wär, da

misste jo eigentlech all d'Direktiven, déi sech op déi Vertrag virdu beruff hunn, aligueren elo op hir Sozialverträglechkeet iwwerpréift ginn, also och déi do, a wann noutwendeg geännert ginn. An da misste jo eng ganz Rei vun neien Direktiven ausgeschafft ginn, déi wierklech eng sozial Entwécklung vun der Europäescher Unioun garantéieren. Dovunner ass awer bis elo nach näischt oder net vill ze gesinn.

Awer souguer am Kader vum bestehenden europäesche Recht, soen d'Salariatschamberen, hätte mer et kënnen besser maachen. Zum Beispill wat d'Indexupassung betrëfft, hätte mer et kënnen maache wéi an der Belsch, wou se ënnert deenselwechten europarechtliche Konditiounen et fäerdeg bruecht hätten, déi gesamt, global, integral Indexupassung och am Kader vum Détachement ze halen. Firwat? Well se sech beruff hunn op d'Strofgesetz, op d'Strofrecht, a well natierlech an der Belsch, esou wéi bei eis, wann eng Indexupassung net gemaach gëtt, dee betreffenden Employeur sech da strafbar mécht. An dorobber hunn d'Belsch sech dann anscheinend beruff, fir déi Indexupassung ofzesécheren.

De Statsrot schreift zu deem Gesetz, «la solution proposée», also dat, wat an där Proposition de loi, an deem Projet de loi hei steet: «La solution proposée s'en prend néanmoins à des règles de droit impératives, instituées pour garantir les mêmes droits sociaux pour tous.»

Dat eleng geet duer als Argumentatioun, firwat dass ech Äert Gesetz net ka stëmmen.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, ech wäert emol ufänken, andeem ech der Madame Rapportrice, vu datt mer dat jo elo esou nennen, villmoos Merci soe fir deen extrem ausféierleche Rapport, fir déi ganz prezis Explikatiounen, fir dee laangen Historique, prezisen Historique, an och deenen aneren Intervenanten, déi eigentlech all Aspekter vun deem Projet hei belicht hunn. Ech kommen also net op all Detail nach emol zrëck. Ech mengen, si sinn hei en long et en large explizéiert ginn an och vu Verschiedener vun lech kritiséiert ginn.

Den Détachement ass en effet eng ganz sensibel Affär. Säit dem Ufank. Mä den Détachement, muss een awer och verstoen, ass eng Saach, déi en Deel ass vun engem Europa vun der fräier Zirkulatioun, vun engem Bannemaart, deen ebe funktionéiert oder funktionéiere soll a wou et ebe keng Grenze solle ginn.

Et ass natierlech fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat trotz allem e groussen Deel vu senger Produktioun muss iwwert d'Grenzen ausféieren, ëmmer e bësse speziell, wa mer op eemol ufänken, fundamental un deem Prinzip vun engem fräie Bannemaart an Europa rüttelen ze goen. Ech sinn awer och d'accord, datt déi Fro vum Détachement eng wesentlech Fro betrëfft, dat ass déi vum sozialen Europa an de Risque vum sozialen Dumping.

An deem Kontext ass jo vu verschiddene Riedner gesot ginn, datt déi Direktiv Détachement net e Blanc léist, wat déi sozial Dimensioun ubelaangt. Et ass net esou, datt gesot gëtt, et gëtt just eng Dimensioun an Europa, dat ass déi vum Marché intérieur, an de Rescht, dat concernéiert net.

Wat nun awer ee muss feststellen, dat ass, datt mat der Zäit, an ech muss och e bësse soen, mam Élargisme, déi Dimensioun vum Marché intérieur, déi Dimensioun vun der libre Circulation, déi Dimensioun och vun engem Europa, wat sech haaptsächlech orientéiert huet op der Liberalisatioun, datt déi sozial Dimensioun e bëssen ënnert d'Rieder komm ass.

Duerfir stellt sech déi Fro, Détachement op där enger Säit eng noutwendeg Fräiheet, Servicer kënnen iwwert d'Grenzen - déi et jo am Prinzip net méi gëtt, déi et awer am Sozialfeld nach gëtt - ze ginn, ouni domat awer déi sozial Modeller, déi sozial Uerdnungen, déi an de Staten existéieren, aus den Aangelen ze hiewen. An do ginn ech jiddwerengem Recht, deen e kritesche Bléck op dat soziaalt oder dat ongenügend

soziaalt Europa gehäit huet. Ouni Zweifel ass do villes verpasst ginn. An et ass e Retard an deem sozialen Europa ouni Zweifel do.

Ech sinn awer verwonnert, datt grad déi elo hei vu sozialem Europa schwätzen, vu soziale Kompetenz schwätzen, wou ech ëmmer gemengt hunn, datt se emol fir d'éischt Europa géifen op den nationalen, besonnesch an deem Europa déi national Kompetenz wëlte virun allem akzentuéieren.

Datt se déi Constitutioun, an Dir kënnlech erënneren, Här Gibéryen, Dir waart jo Member vun der Konventioun, wou mer iwwert déi sozial Dimensioun geschwat hunn, wou et drëm gaange wier, effektiv...

(Interruptions)

...déi sozial Kompetenzen ze stäerken, wou et drëm gaangen ass, fir déi Charta vun de soziale Rechter wierklech an dem Traité ze verstärken a wou, wéi den Här Hoffmann elo rappeléiert huet, et em eng sozial Klausel gaangen ass. Am Endeffekt hutt Der decidéiert, datt dat alles net gutt wier, an Dir hutt proposéiert et ze rejetéieren.

Bon, d'Lëtzebuerger waren net d'accord. Anerer sinn do e bëssen op de Laim gaangen. Duerfir ass natierlech déi sozial Dimensioun vläicht net esou séier gaangen, wéi een dat hätt kënnen erhoffen.

Elo muss ech soen, datt den Débat iwwert den Détachement an d'Evolutioun och vun där Direktiv net komplett an Europa eriwwer ass. Ech hu festgestallt, datt den Här Barroso zum Beispill virum Europaparlament annoncéiert huet, oder zumindest virun engem Deel vun de Membere vum Europaparlament, e wier d'accord, fir déi Direktiv op de Métier ze huelen, an e wier och d'accord, fir ze kucken, wou effektiv Faillë wieren am System, Faillen an deem sozialen, an där sozialer Komponent vun där Direktiv.

Ech kann op jidde Fall dem Här Barroso soen, datt ech honnertprozenteg en dann ënnertstéizt wäert an datt ech och wäert kucke mat anere Kollegen am Conseil vun de Ministres du Travail an zu Bréssel, fir datt den Här Barroso dat do Versprechen net esou séier vergësst.

Ech muss och soen, déi europäesch Gewerkschaftler sinn amgaang ze kucken, wou effektiv déi Direktiv do ka verbessert ginn a wou se effektiv kann an deem Sënn komplettéiert ginn, fir datt all Risque vun Dumping social a priori ausgeschloss ass.

Dee Projet hei, ech mengen, et ass awer gesot ginn, stellt elo net eng Gefor fir de soziale System hei zu Lëtzebuerg duer. Wann et drëm geet, gewësse Kontrollen ze simplifizéieren an net se a priori ze maachen, wat, loosse mer dat soen, e bëssen engem protektionisteschen Hannergedanken entsprecht, mä ze soen, mir kënnen déi Kontrollen och a posteriori, wann de Chantier installéiert ass, wann e funktionéiert, maachen, fir ze kucken, ob da wierklech och all Donnéeën do sinn, da kann een net soen, datt dat de Lëtzebuerger Sozialmodell aus den Aangelen hieft.

Wann ech soen, den Ordre public, dee kann nëmmen da funktionéieren, wann déi Leit och wierklech a gewëssenen Domänen ënnert d'sozial Gesetzgebung, ënnert den Droit du Travail vu Lëtzebuerg falen, dann heescht dat domat net, datt se alle Willküren exposéiert sinn. Well mer jo awer och nach dovun ausginn, datt déi Leit jo aus europäesche Länner kommen, wou et och sozial Gesetzgebung gëtt, wou et och en Droit du Travail gëtt.

Et ass natierlech regrettabel, datt a grouse Länner, notamment Nopeschlänner, et kee soziale Mindestloun gëtt. Wou ebe Leit fir fënnf oder sechs Euro d'Stonn schaffen. Dat ass eng Faillë am europäesche System. Do sinn natierlech eng Rei vu Regierungen onverständlech, well se sech géint zum Beispill en europäesche Mindestloun wieren.

Mä mäi lescht Wuert iwwert den Index. Ech mengen, mir sinn alleguete frou mam

Index a mir wëllen en och protegéieren. Mä hei ass den Index absolut net a Fro gestallt. Den Index kritt jiddwereen, deen zu engem Lëtzebuurger Loun hei zu Lëtzebuerg schafft, sief dat de Mindestloun, sief dat de Loun, deen an engem Kollektivvertrag fixéiert ass.

Schafft en awer zu engem auslännesche Loun, deen iwwert dem Lëtzebuurger Loun ass, an, Här Gibéryen, Dir hutt gesot, da wier et jo eng Ongläichheet, well dee misst jo dann, wann e muss gläichgestallt gi mat deene Lëtzebuurger, déi hei schaffen, eigentlech säi Loun erofgesat kréien op den Niveau vun deenen.

(Interruption)

Dach, dat hutt Dir gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Hei schaffe Leit, hunn ech gesot, och hei am Land schaffe Leit, déi iwwert dem Mindestloun verdéngen, an och hei am Land schaffe Leit, déi iwwert de Mindestloun, déi an de Kollektivvertrag sinn, leien.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat sinn ëmmer nëmme Mindestloun. Mä d'Leit, et sinn awer vill Leit, déi méi verdéngen wéi dat, wat an de Kollektivvertrag ass. A si hunn och dee ganze Loun hei am Land indéxiert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- D'accord. Mä hei ass eng Persoun, déi ass net definitiv hei am Land installéiert. Dat sinn iwwerengs ganz relativ marginal Fäll. Ech mengen, hei sinn Zifferen genannt gi vun Détachementen. An de Gros vun deene Leit, déi schaffen op Chantieren, déi schaffen also mat Léin, déi entweder dem Mindestloun entsprechen oder Kollektivloun hei zu Lëtzebuerg. Déi leien an hirem Land gewéinlech ënnert deene Lëtzebuurger Léin.

Mä déi Leit, déi hei kommen, an et kann esou Fäll ginn, déi da wäit iwwert de Lëtzebuurger Léin géife leien, déi behalen hire nationale Loun. Dat ass eben d'Philosophie. Déi behalen hire nationale Loun a kënnen also och net enger nationaler Législatioun, dem Index en l'occurrence, deen hei fir jiddwereen, fir all Lëtzebuurger Loun applizéiert gëtt, ënnerworf ginn. Ech mengen, datt een dat, vu datt et sech do ëm héijer Léin handelt, elo net direkt kann als Ofbau vum Lëtzebuurger Sozialstat ugesinn oder qualifizéieren.

Ech wëll also soen, dat hei Gesetz musse mer stëmmen, well mir sinn obligéiert, europäesch Recht ze respektéieren. Dat ass ganz sécher. Mir kënnen dat awer och stëmmen, géif ech soen, well mer sécher kënnen sinn, datt dat heite Gesetz net d'Lëtzebuurger Sozialrecht, de Lëtzebuurger Droit du Travail beschiedegt.

Ech mengen, mir kënnen roueg sinn, datt d'Rechter vun de Leit, déi hei schaffen, préservéiert sinn. A mir wäerten och all Kontrolle weiderféieren. Et ass jo net esou, datt mer keng Kontrolle méi däre maaachen. Et si just d'Modalitéit vun deene Kontrollen, déi geännert sinn, an ech kann lech versécheren, datt d'ITM hiren Aufgab, déi Saachen ze kontrolléieren, zwar ex post, datt d'Obligatioun, och um Chantier all d'Donnéeën iwwert d'Léin an iwwert déi Leit, déi do um Chanter schaffen, musse disponibel gehale ginn, datt déi Obligatioun honnertprozenteg wäert respektéiert ginn. Voilà.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Aarbechtsminister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dese Projet a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5942 ass uegheoll mat 55 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschette.

Ont voté non: MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5798, en Accord iwwert d'Schafe vun engem europäesche Loftraum. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuert ass. De Vote par procuration ass also bei deemem Projet net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo ageschriwwen: den Här André Bauler. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

10. 5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord multilatéral vun der EU, zesumme mat Albanien, der fréierer Republik Jugoslawien, déi haut Mazedonien heescht, Bosnien-Herzegowina, Bulgarien, Kroatien, Irland, Montenegro, Norwegen, Rumänien, Serbien an d'UNO-Vertriedung vun Kosovo hunn den 9. Juni 2006 en Accord ënnerschriwwen, fir en Espace aérien commun europäen ze schreiwen. Deemools ware Bulgarien a Rumänien nach net Member vun der EU. Dat ass an Zwëschenzäit geschitt. Mä den Accord an de Protokoll musse ratifizéiert ginn, sou wéi dat och den 9. Juni 2006 ënnerschriwwen ginn ass.

Den 31. Oktober 2007 huet den deemolegen Transportminister, den Här Lucien Lux, de Projet de loi déposéiert. Den 23. September 2009 sinn ech an der Kommissioun vum Développement durable zum

Rapporteur genannt ginn. Den 2. Februar 2010 huet de Statsrot säin Avis ofginn, an an der Sitzung vum 24. Februar hu mir de Projet analyséiert an den Avis vum Conseil d'État consultéiert. An der Sitzung vum 10. März hu mir de Rapport eestëmmeg uegheoll.

Wat gesäit deen Accord vir? Et geet ëm d'Grënnung vun engem eenheetleche Loftraum an der EU, Espace aérien commun europäen, kuerz den EACE genannt.

Deen Accord baséiert op zwee Hauptpunkten: Éischtens, dass mir innerhalb der EU iwwerall déiselwecht Normen a puncto Sécherheet kréien - a wann ech soe Sécherheet, mengen ech souwuel Sécurité wéi Sûreté -, d'Konkurrenz, d'Sozialpolitik an d'Rechter vum Konsument an der Luftfahrtbewegung.

Deen aneren zweete Pilier ass nei Méiglechkeeten ze schafen, fir der Luftfahrtindustrie an engem Loftraum vu 35 Länner an iwwer 500 Milliouen Awunner d'Méiglechkeet ze ginn, ze expandéieren.

De Statsrot ënnersträicht a sengem Avis, dass mir mat deem Accord Souveränitéit, wéi den Artikel 37 vun der Constitution et seet, ofginn, an dofir musse mer och dese Projet de loi, wéi de President et vir d'Gesot huet, um Artikel 114 mat der qualifizéierter Majoritéit stëmmen.

Am Numm vun der Kommissioun bieden ech lech, deemem Gesetz d'Zoustëmmung ze ginn. Ech ginn op alle Fall vun deser Säit aus d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Spautz Merci. Entre-temps huet den Här Bauler och décidéiert, näischt méi weider zum Projet de soen, well den Här Rapporteur ganz komplett war. Ech ginn och dovun aus, datt de Minister näischt méi dozou ze soen huet, sou datt mer elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt mer eng Majoritéit vun zwee Drëttel brauchen an de Vote par procuration net erlaabt ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass errecht. De Vote ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 5798 ass uegheoll mat 49 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5798 est adopté par 50 voix.

Ont voté oui: MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler et Raymond Weydert;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschette;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer elo de Projet de loi 6107 iwwert d'Gestioun vun den Zuchinfrastrukturen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri, Bausch, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

11. 6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen elo virläit, ass eng Ännerung vum Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Infrastrukturen vun der Eisebunn. De virleiende Projet ass de 27. Januar vum Minister Claude Wiseler déposéiert ginn. Nëmme fënnf Deeg méi spéit, den 2. Februar 2010, huet déi héich Kierperschaft, de Statsrot, hiren Avis ofginn. De 24. Februar sinn ech zum Rapporteur gestëmmt ginn, a mir hunn de Projet de loi an den Avis vum Statsrot analyséiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Projet hei kënnen mir d'Kreditter fir d'Installatioun vun engem automatesche Stoppsystem vum Zuch an eng Vitessekontroll um Eisebunnréseau verwierklechen. D'Sécherheet op der Eisebunn ass enorm wichteg. Dat schrecklecht Accident an der Belsch hätt mat deem System, deen mir op dem Lëtzebuurger Réseau wëllen hunn, verhënnert kënnen ginn. No den Accidenter an der Belsch virun néng Joer an deene schwéieren Accidenter an den 90er Joren um Houwald an zu Lëtzebuerg-Hollerech, genau wéi no der Katastroph vum Zouffgen 2006, ass et wichteg, nach méi séier all Sécherheitsmesuren ëmzesetzen. Mir maaachen dat an deemem Projet elo.

Et ass déi néngt Ännerung vum Gesetz vum 1995, wou mer ënner anerem am Juni 2003 festgehale hunn, dass mer Duebelgleisegkeet maache vu Péiteng an d'Stad; am Dezember 2003 ënner anerem de Recordement vum Kierchberg a vum Findel; am Abrëll 2004, wou do festgehale ginn ass fir Belval-Usines a Belvaux-Mairie auszubauen; déi zwee Gleiser um Nordkapp vun der Stater Gare am Abrëll 2004; d'Bréck op der Linn Lëtzebuerg-Klengbetten, fir nëmme déi Projeten nach eng Kéier ervirzestrichen.

De Projet vun haut, den Dispositif Arrêt automatique an de Système de contrôle de vitesse. Am November 1999 hat de Verwaltungsrot vun der CFL décidéiert, op den ETCS-System ëmzeklappen, an den 1. März 2005 ass de Projet pilote gestart ginn. Am Moment si 60% vum Réseau dorop ausgeriicht. Bis Enn 2011 soll de ganze Réseau prett sinn.

Ech wëll awer betounen, dass no der Phas vum Projet pilote Adaptatiounen um Netz an an de Virstellungen, wéi een dat ka verwierklechen, geännert gi sinn, well méi Signaler do sinn, méi Contrôles de commande a méi Signalisationspunkten. De Réseau gëtt elo operéiert.

Wat de Fierpark, d'Maschinen ubelaangt, esou muss jiddwereen, deen op de Lëtzebuurger Réseau wëllt fuere kommen, seng eege Maschinne kompatibel maachen, fir op dem Réseau kënnen aktiv ze sinn.

A sengem Avis vum 2. Februar 2010 erënnert de Statsrot un all seng Remarquen, déi e bei de vorhergehende Projete gemaach huet, well e seet, dass de Projet lues awer sécher, well dat hei schonn déi néngt Verlängerung ass, onliesbar gëtt. Eng aner Remarque war eng Propos, den Ufank vum éischte Paragraph ze änneren. Demem Virschlag war d'Kommissioun nokomm.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir musse opgrond vun der ugespaanter Situatioun vun de Statsfinanze spueren a Prioritéit setzen. D'Regierung setzt hir Prioritéiten, a mat deemem Projet setzt se hir Prioritéit a Richtung Sécherheet. Mat Ärer Zoustëmmung zu deemem Projet investéiere mir an d'Sécherheet vun de Voyageuren a vum CFL-Personal. Et ass wichteg, dass mir dat maachen. D'Eisebunn ass nach wie vor dat sécherst Transportmëttel op der Welt. A mir musse derfir suergen, dass et nach ëmmer méi sécher gëtt an dass et nach ëmmer zu manner Accidenter kënnert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech zielen op Är Zoustëmmung an ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!



► **M. le Président.**- Ech soen dem Rapporteur Marc Spautz Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger age droen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Hien huet schonn all déi technesch Detailer hei explizéiert, an ech wäert net weider dorobber agoen. Ech wéll virun allem ervirsträchen, datt et hei ëm d'Sécherheet vun der Eisebunn geet an ëm d'Sécherheet vun de Passagéier, déi den öffentlechen Transport benotzen. Dat muss fir eis eng Prioritéit sinn a bleiwen, am Intérêt vun der Integritéit vun de Bierger.

Letztendlech ass et och eng Fro vun der Attraktivitéit vum öffentlechen Transport.

► **Une voix.**- Très bien.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Wat dee méi komfortabel ass, wat en awer och méi sécher ass, wat dat en zousätzlechen Atout ass fir eis Bunn a wat dat en zousätzlechen Atout ass, fir datt mer iergendeng Kéier dann op eisen „modal split“ 25/75 vläicht kënnen kommen. Duerfir ënnerstëtze mir och all Efforten, déi an d'Sécherheet vum öffentlechen Transport investéiert ginn. Do soll een net spueren.

Hei sinn an der Vergaangenheet schonn eng Rei Initiative geholl ginn, ugefaange beim ehemolegen Transportminister, dem Henri Grethen, dee schonn ab dem Joer 2000 d'Ëmsetzung vun deem europäesche System ERTMS/ETCS an d'Weeër geleet huet. Mëttlerweil sinn déi technesch Optrüftung bei der CFL konstant weidergedriwwen ginn. Mir zu Lëtzebuerg hunn hei, muss ee soen, en héije Sécherheitsstandard erreicht. Et ass scho gesot gi viru vum Rapporteur, datt esou tragesch Accidenter wéi zum Beispill an der Belsch hei net méi méiglech sinn. Dat ass gutt esou. An duerfir hu mer och all Intérêt, fir datt déi Programmer weidergefuert ginn.

Duerfir brauch een zousätzlech Finanzementer, déi musse getäteg ginn. Ech géif och, oder Dir verstitt, datt ech opgrond vun deene kuerze Konstellatiounen, déi ech hei gesot hunn, datt Der kënnst novollzéien, datt also meng Fraktioun och wäert hei mat zwou Hänn deem Accord respektiv deem Projet de loi den Accord ginn.

Et bleift awer, dat ass scho meng lescht Remarque, e fundamentale Problem bestoen. Well am internationale Schinneverkéier gëtt et eng Rei, ech géif scho bal soen, eng Multitude vu verschiddene Sécherheitsstandarden oder -systemer op där enger Säit. Op där anerer Säit ass et awer esou, datt mer hei zu Lëtzebuerg vill Échangé mat deene Réseauen hunn. Mir sinn e klengt Land. Et fuere ganz vill eis Maschinnen an d'Belsch, Däitschland a Frankräich, an ëmgedrëit kommen hir Lokomotiven heihinner, an do passt net ëmmer alles openeen, déi verschidde Standarden. Do bleift also e Reschtrisiko bestoen, och mat all deenen Efforten, déi mir hei maachen.

Duerfir ass et absolut noutwendeg, datt mer och, esou wäit et méiglech ass, kucken eng Léisung vun deem Problem op europäeschem Niveau ze fannen. An datt do och d'Regierung weiderhin alles wäert maachen, fir eng Harmoniséierung esou schnell wéi méiglech vun deenen europäesche Sécherheitssystemer ze errechen.

Dat gesot, Merci, a wéi gesot, mir ginn den Accord zu deem Projet de loi.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéll ech dem Rapporteur Marc Spautz Merci soe fir säin exzellente schréiftlechen a mündleche Rapport. D'Sécherheet, Här President, kennt keng Kompromësser an deemno och keng Finanzéierungsvirbehalter, wéi et elo grad scho gesot ginn ass. Duerfir approvouéiere mir als LSAP dese Projet vu ronn 37 Milliounen Euro ohne Wenn und Aber.

Här President, fir international konform ze sinn, huet de Verwaltungsgrot vun der Eise-

bunn 1999 decidéiert, um Lëtzebuenger Eisebunnréseau flächendeckend den europäeschen unerkannten ERTMS an ETCS, den European Train Control System, ze installéieren, a Kombinatioun mat deem sougenannte GSM-R, GSM for Rails, fir d'automatesch Kontroll vun der Vitesse vun den Zich kënnen ze kontrolléieren. Heibäi geet et kloer drëm, dass all Zuch bei roudem Signal korrekt ofgebremst a virun der rouden Luucht, fir et emol einfach ze soen, zum Stoe kënnst, a viru. Dat ass ganz wichteg, wéi mer elo leider an der Belsch jo konnte gesinn. Duerfir wéilt ech vläicht e bësse méi am Detail eng Kéier de System erklären.

Deen europäesche System ERTMS/ETCS ass, wéi gesot, en automatesche Vitessekontrollsystem, deem direkt agräift, wann de Konduktor, am CFL-Jargon de Mécanicien vum Zuch virun engem roude Signal net oder net richteg reagéiert. Fir d'Sécherheet ze garantéieren, dass et also net zu Kollisiounen vun Zich kënnst, ass de Lëtzebuenger Eisebunnréseau a Secteuren ënnerdeelt, wou an all eenzel Secteur am Zuchbetrib sech ëmmer nëmme een eenzegen Zuch befannen dierf. Am Ufank an um Enn vun all Secteur steet ee Signal, wat ëmmer op rout steet.

Fir dat ze illustréieren, zitéieren ech vläicht am beschten e Beispill. Huele mer d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten-Arel. Deen éischte Secteur, dee geet, wann Der zu Lëtzebuerg aus der Gare erausfuert, vum Quai bis op Hollerech. Da kënnst als zweete Secteur d'Streck vun Hollerech op Bartreng. Deen drëtten Secteur ass dann d'Gare Bartreng, an da geet et viru vum Bartreng op d'Mamer Streck an esou weider. Geet e Streckeselector iwwer méi eng laang Distanz a Fonctioun vun der zougeloosener Vitesse, kann den ënnerdeelt ginn.

Dat gëtt einfach gemaach, fir dass d'Streck méi eng héich Capacitéit huet, fir d'Zuchfolg also méi schnell ze kréien, fir dass d'Stellwierk en Zuch ka méi séier vun engem Secteur an deen anereren erafuere loosse. Dat heescht, dann ass den Zuch dann an der Entrée, wou säin Haaptsignal, wéi gesot, ëmmer op rout steet. Dat kann dann op gréng gestallt ginn, fir an dee Secteur eranzefueren. Dat Haaptsignal kann och vu rout op zweemol giel gestallt ginn, wat heescht, dass den Zuch mat reduzéierter Vitesse circuléiere kann.

Här President, wann een elo weess, dass en Zuch bis zu 1.500 Tonne Gewicht kann hunn hei zu Lëtzebuerg, bei enger maximaler Vitesse vun 140 km/h fuere kann, da brauche mir, fir en Zuch un d'Halen ze kréien, eng Distanz vun 1.200 Meter, also 1,2 km, déi sougenannt „distance d'arrêt“. Well d'Visibilitéit vun 1.200 Meter jo quasi ni op enger Streck anzegesinn ass, steet virun all Secteurssignal, fir et emol esou ze soen, deem sougenannt Haaptsignal, nom Reglement den „signal fixe principal“, e sougenannte Virsignal, en „signal fixe avancé“, mat anere Faarwendpositiounen, déi ech lech elo hei erspueren, op enger Distanz vu genau där Distance d'arrêt vun 1.200 Meter virum Haaptsignal, fir et dem Zuchkonduktor ze erlaben, virun deem Haaptsignal un d'Stoen ze kommen a säi Secteur, wou en also eleng ass, net ze dépasséieren.

Wann een elo nach weess, huele mer nach eng Kéier d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten, dass op där zweegleeseger Streck an deenen zwou Richtunge pro Gleis signaltechnesch, am Jargon „banaliséiert“ gefuer ka ginn, da gëtt dat méi komplizéiert. Am Prinzip gëtt an d'Belsch, Richtung Belsch, lénks gefuer; op Beetebuerg, op Waasserbëlleg an op Ettelbréck, ëmmer vu Lëtzebuerg aus gekuckt, riets gefuer. Dir kënnst lech jo gutt virstellen, dass also op enger Streck mat zwee Gleiser, déi also banaliséiert an zwou Richtunge gefuer ka ginn, vill Haaptsignaler a Virsignaler op enger Streck stinn, déi den Zuchkonduktor alleguerten natierlech ze respektéieren huet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Dass do mënschlech Feeler - an duerfir soen ech dat - am alldeeleche Verkéier net auszuschléisse sinn, ass kloer, an duerfir muss den Zuchkonduktor eng automatiséiert Hëllef kréien.

► **Une voix.**- Ouh?

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Dat ass an enger éischer Phas vun engem vun der Lëtzebuenger Eisebunn selwer entwéckelten automatesche Bremssystem, dem sougenannte Memor II+, agefuert ginn op dem gesamte Réseau vun der Eisebunn a war am Joer 2004 komplett installéiert.

Här President, et geet elo drëm, en europäeschen agréierte Bremssystem ze installéieren, fir dass net zulescht den internationalen Échange, déi sougenannt Interpénétratioun vun Zich - wéi et elo grad schonn ugeklongen ass -, international unerkannt, geschéie kann.

Technesch funktionéiert den automatesche Bremssystem, den ETCS, éischstens, iwwer fest installéiert Balisen, wéi se genannt ginn - dat sinn d'Kontrollkëschten, déi an der Mëtt vum Gleis leien op fest definéierten Ofstänn vun der Streck -, an dann zweetens, iwwer een an all Zuch - an ech betounen: an all Zuch - installéiert Kontrollorgan, wou, wann den Zuchcontroller net op dat entspreichend Signal, wat en op der Streck begéint, direkt korrekt reagéiert, wou dann den Zuchkontrollsystem automatesch aspréngt an domat d'Sécherheet vun eisen Zuchconvoié garantéiert.

(Interruption)

Fir eng optimal Transmissioun stëschent dem Zuch an dem respektive Stellwierk ze garantéieren, geschitt den numériséierten Transfert vun den Donnéeën - Telefon, wann Der esou wéllt - iwwer e speziell konzipéierte GSMs-Réseau, de GSM-R, GSM for Rails, deem iwwer speziell installéiert Funkantennen, déi laanscht d'Strecken installéiert sinn, vum Zuch op d'Stellwierk an erëm zrëck garantéiert ass.

De sougenannt automatesche Kontrollsystem ETCS, kombinéiert mam garantéierte Funktransmissiounssystem, dem GSM-R, gëtt ënnert dem Numm ERTMS zesummegefaasst an ass genau dat, wat europäesch gefuerdert ass. An domat kann ech d'Lëtzebuenger Eisebunn nëmme félicitéieren, fir déi visionär a richteg Décisioun schonn am Joer 1999...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat wor den Här Lux!

(Interruptions diverses)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Es werde Lux.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- ...fir déi visionär a richteg Décisioun schonn am Joer 1999 geholl ze hunn an et domat erlaabt, am Joer 2017 komplett duerch de Memor II+ ze ersetzen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Negri Merci, an elo kënnst den Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech géif mengen, technesch wär dat meescht elo gesot, nom Här Negri senger Interventioun.

(Hilarité)

Ech wéilt just duerfir e puer méi politesch Saachen awer nach soen, déi een an deem Projet hei awer duerchweegs ka soen.

Mir hunn hei eigentlech e Paradebeispill, datt mer... Mir si jo hei am Eisebunnberäich och am Kontext vun enger Liberaliséierung, déi elo virum Ofschluss ass, och am Voyageur, a mir hunn hei e Paradebeispill eigentlech, datt d'Europäesch Unioun, wann een dann dee ganze Liberaliséierungswahn, dee virherrsch an der Europäescher Unioun, iwwerhaapt matdréit, datt alles hannerwir ugepaakt gëtt.

Mir wäerten elo hei zu Lëtzebuerg e ganz performante Sécherheitssystem aféieren, deem den Här Negri am leschten Detail elo grad erkläert huet, dee mer och begréisen. Duerfir stëmme mer och de Projet mat; dat wéll ech direkt soen.

Mä mir hunn awer eng Situatioun, datt mer den do Sécherheitssystem, dee jo eng Kéier sollt en europäesche ginn, fir datt mer eenheetlech Standarde kréien, eigentlech an deene wéinegste Länner hunn. Dat heescht, a Frankräich an an der Belsch a ronderëm eis an Däitschland gëtt et ganz ënnerschiddlech Systemer.

Dat huet zur Konsequenz, datt zum Beispill dat eenzel Fuermaterial, déi eenzel

Fuerparke vun deenen eenzelne Réseauen, wa se da wéille pénétréieren op Nopeschréseauen, oft musse mat dräi, véier Systemer ausgerüst ginn, wat e Käschtepunkt ass. Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, wou eigentlech da jo duerch d'Liberaliséierung, wat jo den Haaptatout soll sinn, ee ka vu Lëtzebuerg, ech weess net, ënnen erof a Südfrankräich oder souguer bis a Spuenien fuere, wann et muss sinn, mä awer d'Systemer als solches guer net op deene Standarde sinn, an dat deementsprechend zimlech deier, net nëmme zimlech deier gëtt, mä och zimlech komplizéiert ass.

An dat ass erëm eng Kéier ganz typesch, wéi d'Europäesch Unioun virgeet. Mir liberaliséieren emol einfach monter drop lass, stellen eis guer keng Froen, wat fir eng Konsequenzen datt dat fir déi eenzel Réseauen huet, zum Beispill hei dann an dem Eisebunnréseau. An heirunner erënnert viles mech, éierlech gesot, och un dat, wat am Stromsecteur geschitt ass, wou mer en ähnlechen Duercherneen an e Chaos dee Moment hunn op europäeschem Niveau an nach laang net wäerten derduerch sinn, och an deem heite Kontext.

Dat ass äusserst bedauerlech. An ech weess och net... An der Kommissioun hate mer eng länger Diskussioun doriwwer. Et weess och keen esou richteg, wéi mer oder wéi séier mer wäerten doraus erauskommen.

Et bleift awer elo d'Situatioun, datt mer, wéi gesot, an och am Voyageur kënnen op aner Réseau pénétréieren an och anerer heihinner kënnen gefuer kommen, an deementsprechend dat awer natierlech och ëmmer eng Rei Froe wäert stelle fir d'Sécherheet. Bon, mir kënnen natierlech... Esou wéi et elo ass, ass et jo virgeschriwwen, datt een natierlech deem Sécherheitsstandard muss entsprechen, wann een an dat Land erafiert. Mä dat wäert äusserst komplizéiert ginn.

Duerfir wäerte mer nach munch Iwwerraschung erliewen, och am Kontext vun der Liberaliséierung vun den Eisebunnréseauen, ausgehend heivun. Deen heite Projet als solches, wat elo den nationale Réseau ubelaangt, fanne mer selbstverständlech natierlech eng gutt Saach a mir wäerten et och duerfir matstëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Elo kritt nach den Här Henckes d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, och vun onser Säit aus ons Remerciementer un de Rapporteur, den Här Spautz, deen ons hei ganz vill interessant Informatiounen ginn huet. Et geet effektiv hei ëm méi Sécherheet am Schinneverkéier. Mä et geet och drëm, datt mer sollen haut den zousätzlechen Devis stëmmen. An do muss ech soen, datt mer an deem Dossier awer där nawell eng etlech gesinn hunn.

Den 1. Abrëll 2000 koum en éischten Devis. Dunn den 1. Abrëll 2001; den 1. Abrëll 2002. Du koum d'Gesetz vun 2003. Wann ech alles zesummegerechent hunn, misste mer elo gläich un der nengter Adaptatioun vun Devis sinn. Do muss ee sech heiansdo d'Fro stellen, och wann een den Text gesäit, ob et net besser wier, mir géifen ee fir alle Mol en aktualiséierte Montant festhalen zu där Zäit, wou mer d'Gesetz stëmmen.

Dofir ass och meng Fro, ob deen Devis, dee mer elo haut virleien hu vu 37,2 Milliounen... Do schéngt et en Devis ze sinn: actualisé au 1^{er} avril 2008. Ech weess awer net, ob et net besser wier, ons ze soen, ob dat elo den Devis ass op den heitegen Dag oder op den 1. Januar 2010, fir datt mer weinstens en connaissance de cause wësen, wat dann de genaue Montant ass, dee sech finalement an dem Budget wäert erëmfannen.

Dann hunn ech eng zweet Fro an deem Kontext. Dat ass, datt, wéi oft widderholl gëtt, d'Europäesch Kommissioun hei géif finanziell bäistieren. Just, ech weess net, ëm wéi vill. Oder am Prozentsaz, ob dat

adaptéiert ass. Dat steet am Rapport vun der Kommissioun. Et steet och am Exposé des motifs. Dofir wär ech och nawell frou ze wëssen, ob dat esou ass, an och ob dee Montant gegebenenfalls kann adaptéiert ginn op dee Montant, dee mer haut stëmmen.

Eng drëtt Fro, déi sech an deem Kontext stellt, dat ass, datt d'Aarbechten anscheinend fir 2011 elo solle fäerdeg ginn. Ech wollt de Minister froen, ob deen Délai och elo kann en vue vun haut, an net en vue vun deem Ablack, wou de Projet de loi déposiert ginn ass, respektéiert ginn. Well schlussendlech ass jo awer d'ganz Zil, wat mer mat deem Gesetzesprojet wëlle respektéieren, datt mer méi Sécherheet an onsem Schinneverkéier kréien, datt mer doduerjer och natierlech d'Attraktivitéit vum Schinneverkéier vergréisseren.

Dat gesot, kënne mer mat deene puer Froen, déi mer do gestallt hunn, awer mat deem Projet hei d'accord sinn, well mer der Meenung sinn, datt eng Prioritéit muss komme fir méi Sécherheet am Schinneverkéier. Mir gesi bei deenen Accidenter zu Zoufften an och an der Belsch, wéi wichteg et ass, datt een op deem Gebitt do nei Weeër a méi sécher Weeër geet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech bleiwen hei, well et dauert...

(Interruption)

Also selbstverständlech stëmme mir dee Projet hei wéinst der Erhéijung vun der Sécuritéit op eise Eisebunnsnetz. Ech wëll awer och nach eng Kéier betounen, dass et absolut noutwendeg wär, dass mer op d'mannst an der Europäescher Unioen en eenheetleche standardiséierte System hätten, well, ech mengen, soss awer déi Sécherheet net honnertprozenteg kënnt garantéiert ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An nodeem déi verschidden Intervenanten esou detailléiert waren an hiren Ausféierungen, mengen ech, kann de Minister sech relativ kuerz halen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Mä well ech d'Wuert bei deem Projet virdrun net krut, wollt ech elo awer profitéieren, fir dem Här Spautz zweemol Merci ze soe fir dee gudden Rapport, deen e fir dese Projet an dee virdru gemaach huet. Mir hunn do gutt a schnell gemeinsam geschafft, mengen ech.

Da sinn hei nach eng Rei Diskussiounen opkomm, Froen opgeworf ginn, wou ech wëll kuerz dorobber agoen. Dat Éischt, dat ass déi vun deene verschiddenen Adaptatiounen, déi den Här Henckes opgeworf huet.

Ech mengen, dat muss een awer lüchteschtesch hei kucken, well mir hunn et hei mat engem Gesetzesprojet ze dinn, wou am Artikel 10 sämtlech Projeten, déi d'CFL en fin de compte an deene leschte Jore gemaach huet, dra beinhalt sinn. An all Kéiers, wa mer do Adaptatiounen gemaach hunn, da war dat fir deelweis en anere Projet bäizefügen. Dat ass also net onbedéngt eng Adaptatioun op deem, wat mer haut adaptéieren. Sou eefel Adaptatiounen, jo, mä dat sinn awer total aner Projeten, déi an den Artikel dragesat gi sinn.

Elo kann ee sech d'Fro stellen, de Conseil d'État huet dat och gemaach, ob een net déi Projeten dann als eenzel Gesetzgebung kéint maachen. Da géif dat, wat Der elo gesot hutt, net kënne falsch interpretéiert ginn.

Mir hunn awer gemengt, fir d'Visibilitéit vum Text wär et gutt, wann Adaptatiounen all Kéiers pro Projet géife gemaach ginn. Dat, wat hei also gemaach gëtt, dat ass eng Adaptatioun op deem Projet vun der Sécuritéit, dee bis elo 25 Milliounen ronn hat, deen elo 12 Milliounen bäikritt, op 37 Milliounen eropgesat gëtt. An déi

Adaptatioun, wann ee weess, wéi de Wëssensstand ufanks 2000, 2001, 2002 war, fir déi Rechnunge sengerzäit ze maachen, ass awer näischt, wat anormal ass, well einfach awer esou vill geännert huet an Zwëschenzäit, well awer déi Kenntnisschen, d'Importatioun vun deem hei System wesentlech méi prezis analyséiert konnte ginn an der Zäit, sou datt ech hei déi Adaptatioun eppes, wat an der logescher Evolutioun vum Dossier ass, fannen.

Wat elo den Délai ugeet, do hunn ech zur Gewunnecht, datt mer net onbedéngt d'Délaien elo als definitiv an doudsicher considéieren, well all Bautendélai huet mer nach gewisen, wann ech eng Ausso hei, haaptsächlech wann ech se bei lech maachen, si se normalerweis net richtig. Mir hunn hei grouss Richtlinnen, wéini mer déi Délaien do kënne maachen, a wat fir eng Richtung dat ka goen. Ouni datt ech awer d'Hand an d'Feier leeën, datt et Stéckpunkt zu deem Datum fäerdeg ass.

Dann hutt Der gesot vun dem Bäileeë vun der Europäescher Kommissioun. Wa mä Souvenir do richtig ass, dann ass dat fir 4 Milliounen Euro gewiescht als Plaffong vun de Subsidien, déi mer kënne kréien, ohne Gewähr elo. Dat si meng Souveniren, déi mer dat esou soen. Mä da gesitt Der och do méi oder wéineger d'Proportiounen, déi hu missen agehale ginn.

Voilà. Dat waren déi puer Froen, déi hei évoquéiert gi sinn. Iwwert d'Liberalisatioun loosse ech mech elo net an, op déi Proposen, déi den Här Bausch gesot huet. Just déi eng Remarque dozou: Mir sinn natierlech als klengt Land relativ ugewise, datt och eis Kommunikatiounen mat dem Ausland, mat dräi Nopere fonctionnéieren. Mir sinn drop ugewise, datt déi Sécherheitssystemer vun deenen Zich, déi erakommen, respektiv vun eisen Zich, déi erausginn, dann nach op déi Netzer ugepasst ginn.

Dat ass net ëmmer evident fir d'CFL, fir dat ze gewährleisten. Dat brauch vill Aarbecht. Et muss een och déi noutwendeg Soinen, déi noutwendeg Garantien draginn. Ech mengen, dat maache si och ouni Zweifel.

An déi Décisioun, déi dann '99 geholl ginn ass, déi vum Minister Grethen, vum Minister Lux an dann och vu mir selwer confirméiert ginn ass, fir sengerzäit dee System erauszewielen, deen europäesch recomandéiert ginn ass, mengen ech, war haaptsächlech fir Lëtzebuerg einfach déi eenzeg Décisioun, déi konnt geholl ginn, quitte datt et en deiere System ass. Mä et ass awer een, deen eis Zukunftsperspektiven an dem europäesche Raum gëtt.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir déi Zoustëmmung, déi dese Projet krut.

► **M. le Président.**- Merci och dem Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6107 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Raymond Weydert), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen (par M. Eugène Berger), Paul Helming (par M. André Bauler), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweet Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Als leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour hu mer elo nach eng Question avec débat N°7 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Gëlle Fra. Dem Auteur vun der Fro sti fënnf Minutten Zäit zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

12. Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Regierung zitt hir Legitimitéit net nëmme aus dem Resultat vun demokratische Wahlen. Si soll sech och aschreien an eng Traditioun, si muss e Respekt virum Stat a sengem Vollek weisen, deen iwwer e formelle Respekt virum den Institutionen erausgeet.

Zu deem Respekt zielt och eng wierdeg Erënnerung un d'Leide vun enger Natioun. Un déi Affer, déi des Natioun bruecht huet, fir a Friden an a Fräiheet ze liewen.

D'Gëlle Fra huet eng besonnesch Plaz, net nëmme an eiser Geschicht, mä an den Häerzer vun de Lëtzeburger. Fir dat ze erkennen an ze verstoen, brauch en historesch Wëssen, mä nach méi Empathie a moralesch Gréisst. Nëmme deen, deen d'Leide vun de Krichsaffer kann nofillen an novollzéien, kann hiert Udenken éieren. Nëmme deen, deen d'Geschicht als moraleschen Opdrag fir d'Zukunft gesäit, dee seng Inspiratioun an der Verantwortung fénn, fir vergaangent Onrecht ni méi nei entstoen ze loosse, kann och deen déiwe Sënn vun engem nationale Monument verstoen.

E Monument ass méi wéi dat Konschtwierk, wat et markéiert. Et huet seng eege Symbolkraaft. Et genéisst e Schutz, dee méi ass wéi eng rechtlech Garantie. Well säi Schutz staamt aus enger kollektiver Iwwerzeugung vu ganz ville Leit. De Wëllen, ni dat ze vergiessen, wat geschitt ass. De Wëllen, fir deem, wat ee sech eigentlech net ka virstellen, awer eng dauerhaft a sichtbar Präsenz an eiser Métt ze ginn.

Duerch e Monument erënnere mir eis un dat Schrecklech vu gëschter a mir vernäipen eis mat déiwem Respekt an Dankbarkeet virum all deenen, déi alles gewot an alles ginn hu fir dat Land, an deem mir haut liewen, fir eis a fir d'Generatiounen vu muer.

E Monument entéiert een net, well et verletz een domat d'Séil vun all deenen, déi wëssen an déi verstinn. Wien e Monument entéiert, hält och deenen d'Chance, déi iwwert de Wee vum Nodenken iwwer e Monument nach kéinten a wéilte bäiléeieren.

E Monument ass keen Dekor fir e Pavillon, kee Maskottche fir eng Ausstellung, kee kommerzielle Gadget. D'Fro stellt sech, ob deser Deeg net och eis Gesetzler verletzt goufen. D'Gesetz verbitt d'Violatioun an d'Profanatioun vun engem Monument, dat zu Éiere vun eisen Doudegen opgericht gouf. Kee steet iwwert dem Gesetz. A besonnesch am Émgank mat eise Monumenter a mat eiser Geschicht soll d'Regierung dat gutt Beispill weisen an net selwer, wann och vläicht net de Buschtaf, mä op d'mannst awer de Geescht vum Gesetz verletzen.

Dee Frevel, deen elo geschitt, gëtt all deene Recht, déi scho fréier dat Monument net géiert hunn. E gëtt all deene Recht, déi eis Gesellschaft net op moralesch Wäerter wëllen opbauen, mä nëmme

materiell Wäertvirstellung kennen. E gëtt all deene Recht, déi nëmme wëlle Rechter hunn a keng Flichten, emol net den Devoir de mémoire: déi Pflicht, déi si géif drun hënneren, fir nëmme an der Verantwortungslosigkeit, an der Iwwerflächlechkeet an am Haut ze liewen.

D'Regierung hält déi Gëlle Fra ewech a si verletzt domat eis Séil, eis Erënnerung, eis Gefiller, eis mënschlech Dimensioun.

(Interruption)

Déi mannste goufe virdru gefrot, an emol net d'Anciens combattants. Déi, déi fir eist Land gekämpft hunn.

(Interruptions)

Net déi, deenen hir Communautéit am meeschte gelidden huet, an och net déi, déi d'Vollek an deem héijen Haus verrieden.

Vill Leit, vläicht déi meeschte Leit am Land sinn dergéint. Vill sinn der entsat, mä alles dat kann déi net stéieren, déi souwisou mengen, d'Land géif hinne gehéieren.

(Interruption)

Keen anert Land stellt en nationaalt Monument am Tempel vum Kommerz op. Aneerer brénge Konschtwierker. Eis Regierung bréngt d'Agendnien vun hirer Gefillslosigkeit.

Eng Regierung, déi d'Kroun vun deem wahrscheinlech wichtigsten nationale Monument fir kommerziell Zwecker an d'Ausland bréngt, stellt méi a Fro wéi nëmme sech selwer.

Et geet der Regierung dobäi net ëm Fräiheet a Friden a China, och net ëm Symbolik fir Mënscherechter, soss hätt si jo och kënnen zum Beispill 2005 den Dalai-Lama empfänken, wéi deen hei op Besuch wor.

Neen, just nëmme fir e kommerzielle Pavillon ze dekoréieren, gëtt eist nationaalt Monument a China bruecht an aus soss kengem Grund. All aner Behauptung ass einfach net wouer. Eng onbehollef Reaktioun op d'Kritik, en nodréigleche Konstrukt, fir manner schlecht dozestoen.

Wéi d'Regierung wëllt den nächsten 10. Oktober decidéieren, dat froe mir si an deenen nächsten Deeg schrëftlech. Dann, den 10. Oktober, ass d'Gëlle Fra zu Shanghai, an nodeem, wat gesot gëtt, och eise Grand-Duc.

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, Dir misst zum Schluss kommen a vläicht och emol Är Fro stellen, gell.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech kommen direkt dozou.

► **M. le Président.**- Dir hutt eng Question avec débat hei ugefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President, fir mech drun ze erënneren; ech maachen dat.

Op eise nationale Commémoratiounsdag ass zu Shanghai eng kommerziell Journée luxembourgeoise. D'Entéierung vun der Erënnerung huet ënnert deser Regierung Method.

Ech wollt den Här Juncker froen, Här President, firwat d'Regierung hiren Accord fir esou eppes konnt ginn, a firwat d'Anciens combattants net gefrot gi sinn. Ech stelle fest, den Här Juncker huet sech deem Débat entzunn. Dat seet ganz vill iwwer e Mann, dee vläicht sech fir Europa interesséiert, awer net méi vill fir eist Land.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Sou, elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech kann déi Ausféierungen iwwert de Sënn vun de Symboler an d'Kraaft vun de Symboler hei deelen. Ech kann awer net déi Ausféierungen hei deelen an d'Interpretatioun, déi den Här Kartheiser an déi ganz Operatioun hei gëtt. Ech wëll dofir eng Rei Punkte ganz einfach a ganz simpel duerstellen. Domat d'Stellungnahm vun der Regierung.

Also, ech verstinn, datt den Här Kartheiser léiwer den Här Statsminister héieren hätt. Leider konnt deen net hei sinn. E muss sech also mat mir begnügen, fir d'Äntwert ze ginn.

(Interruption)



Wéi de Commissaire, den Här Goebbels, Responsable fir d'Ausstellung, mat där Iddi bei d'Regierung komm ass, muss ech éierlech soen, war deen een oder deen anere vun eis och erstaunt, deen éischte Moment, iwwert déi Iddi, wéi vill Leit d'ailleurs dobaussen, déi net richtig verstane hunn, wat de Sënn vun deem wär, wat hei proposéiert ginn ass.

Mä ech muss awer hannendru soen, bei weideren Erklärungen, beim Kucken iwwert dat Konzept, wat zu Shanghai géif gemaach ginn, beim Iwwerleeën iwwer wéi mer déi ganz Operatioun kéinten upaken, huet schlussendlech awer deen hei Mouvement sech als e sënnevolle Mouvement erausgeschéit, an huet d'Regierung och dozou hiren Accord ginn. Net awer, ouni de Commissaire ze beoptragen, mat deenen Associatiounen ze schwätzen, wéi de Comité de la Résistance, déi déi Sensibilitéit, déi hei an deem Monument beinhalt gëtt, och am beschte kënnen verstoen an zum Ausdruck bréngen.

Ech wëll, éier ech dorobber zrëckkommen, awer nach e wéineg d'Konzept erklären, wat zu Shanghai gemaach gëtt a wat iwwerhaupt zu Shanghai presentéiert gëtt, well et kann een net just, wa mer déi Operatioun zu Shanghai kucken, wat do gemaach gëtt, iwwert d'Monument vun der Gëlle Fra schwätzen, mä einfach gesinn, datt se sech an e ganze Kontext vun deem, wat dohanne presentéiert gëtt, soll erschreien. Dofir dat ganz Konzept, e puer Wuert doriwwer. D'Fro: Wat si mer amgang zu Shanghai ze maachen a firwat?

Déi éischt Fro, dat ass: Firwat gi mer iwwerhaupt als Lëtzebuerg op Shanghai a bauen e Pavillon zu Shanghai fir sechs Méint? An do ass d'Antwort awer relativ kloer. 1,3 Milliarde Leit, déi a China wunnen, Evolutiounszuelen, déi eis weisen, wat de Wuesstum vun deem Land ass,...

(Interruption)

...an datt et sécher ass, datt ee muss och als Lëtzebuerg, och als klengt Land, als klengt europäesch Land, eng Präsenz a China hunn. Dat schéngt mer evident ze sinn. Mir mussen do präsent sinn, wou 185 respektiv 190 Länner decidéiert hunn, och dohinner ze goen, wou 70 Milliounen Visiteuren erwaart ginn an deene sechs Méint. D'ailleurs ass et säit 1851 déi 24. Participatioun vu Lëtzebuerg un esou enger Weltexpo.

Déi Décisioun, wëll ech d'ailleurs soen, ass hei an der Chamber och geholl ginn, fir do präsent ze sinn. Déi ass à l'unanimité geholl ginn...

(Interruption)

Dach! Et steet och zur Diskussioun, well dat zu engem ganz globale Konzept gehéiert, eigentlech präsent ze sinn, an ech probéieren dat elo nach ze erklären. Déi ass à l'unanimité hei an der Chamber geholl ginn, fir e Pavillon dohannen ze bauen.

Da stellt sech déi zweet Fro. Wa mer decidéieren, mir ginn dohinner, da muss ee sech d'Fro stellen: Wéi gi mer dann dohinner? Wat maache mer do? Wat weise mer do? 70 Milliounen Visiteuren op sechs Méint. Mir erwaarden an deem Pavillon zwéischen 30.000 a 50.000 Visiteuren den Dag, déi dohinner kommen.

An ech muss soen, dat ass awer eng rar, eng ganz rar Geleeënheet, fir eist Land ze weisen, dobaussen, an enger Welt, an engem Deel vun der Welt, wou Lëtzebuerg

net bekannt ass. An engem Deel vun der Welt, wou, wann ee vu Lëtzebuerg schwätzt, net jiddwereen direkt weess, wie wat wou mer sinn, a wou et gëllt sech ze weisen,...

(Interruption)

...wou et gëllt, och seng Identitéit ze weisen, an allen hire Facetten. Wie si mer? Wat si mer? Wat ass eis Originalitéit? Wat bedeiht mer als Land? Wat ass eis Geschicht? Wat sinn eis Relatiounen mat China? Wou et och drëm gëllt, de Geescht ze markéieren zu deem, wat mir als Lëtzebuerg sinn a wat mer representéieren. Dat ass och net ëmmer einfach dohannen, wann 185, 190 Länner sech presentéieren. Wa mer als Noperen d'Engländer hunn, d'Italiener hunn, d'Hollänner hunn, déi hir Pavillone just niewent eis bauen. Mir hunn aner Moyene wéi si.

Dofir hu mer eis och gutt iwwerluecht, wéi baue mer dee ganze Pavillon do op, dee mer maachen, wat weise mer do. A mir hu gesot, mir musse Lëtzebuerg Saache weisen. Mir musse weisen, wie mer sinn, eis Identitéit iwwert dee Pavillon duerchblécke loosse. Mir hunn dat Ganz aus Stol gebaut, deen hei vu Lëtzebuerg Entreprisé gemaach gëtt. Mir hunn dat Ganz aus Holz gebaut, wat mer extra vu Lëtzebuerg hei geholl hunn, fir och ze weisen, wat mer kënnen, fir och do eis Identitéit ze hunn. Mir hu gekuckt, datt mer e besonnesche Pavillon hunn, deen duerch seng Form opfällt, deen och e wéineg erënnert un dat Land, kleng, mä schéin, vill Holz, vill Gréngs, also och e wéineg eis symboliséiert an där Form, déi en huet.

En heescht „Small is beautiful too“ als Pavillon dohannen, einfach och fir ze weisen, fir och do eis widderzespigelen, fir eis Identitéit eriwwekze. E probéiert eis Geschicht duerstellen. E probéiert och eis Industrie selbstverständlech ze weisen, a mat eiser Industrie eisen Dynamismus, dee mer hunn. E probéiert och eist Land iwwert den Tourismus attraktiv ze maachen. Dat si jo alles keng negativ, keng schlecht Saachen. Dat ass, wéi mer eis wëllen duerstellen an enger Welt, déi eis net kennt, an dat fannen ech en extrem wichtige Aspekt vun deem Ganzen.

Mir hunn och probéiert iwwer aner Moyenen opzefalen, fir ze weisen, wat mer sinn. Mir hu probéiert, déi Éischt unzufänken, de Pavillon ze bauen, well dat eis vill bruecht huet dohannen, well et eis an d'Diskussioun bruecht huet, well et och deene Leit dohanne gewisen huet, datt mer eppes kënnen, datt mer schnell sinn, datt mer effikass sinn. Mir hunn déi Éischt ugefaangen, dee Pavillon ze bauen.

Mir hunn och e Präis kritt schonn elo fir dee Bau, dee mer maachen, wat e Stolbaupräis ass. Och dat ass wichtig. Mir hunn net vill Atouten, fir dohannen opzefalen. Mir probéiere se also all auszenotzen. Mir hunn e Präis kritt, wat eis dohannen eng relativ Renommée an de Kresser gemaach hunn.

Mir hunn och nach aner Präisser kritt, wéi mer de Chantier geféiert hunn. Mir hunn nach Präisser kritt fir d'Sécherheit um Chantier. Kleng Saachen, ginn och zou. Mä alles Saachen, déi eis dobaussen, déi eis zu Shanghai, déi eis a China eng besonnesch Plaz ginn hunn, déi eis weise gelooss hunn, wat mer kënnen a wéi mer Dossieren ugin.

Mir hunn och dowéinst relativ vill schonn an der chineescher Press Reportage kritt, an der koreanischer, an der spuenischer,

an der amerikanescher, am „Newsweek“, zum Beispill, wou mer duerch eise Pavillon ernimmt gi sinn, gewise gi sinn. Mir probéieren also alles dat, wat mer sinn, eis Identitéit doran ze leeën, ze weisen, fir deene Leit, déi nëmmen e puer Minutten an eise Pavillon kommen, och an enger kondensierter Form eis, eist Land duerstellen an ze weisen, wat a wéi mer sinn.

An et ass an deem Gedanken, wou déi ganz Aktioun vun der Gëlle Fra och e richtige Sënn mécht, well se domat an dat ganz Konzept erapasst. Si representéiert sécherlech Lëtzebuerg zu engem Deel. Si representéiert sécherlech eis Geschicht zu engem Deel, an dee Symbol, deen den Här Kartheiser elo hei beschriwwen huet, ass sécherlech dodran. Dat ginn ech och zou. Dofir ass dat Monument jo, oder déi Statue hei vun der Gëlle Fra jo och esou interessant an och esou kräfteg als Ausso. A genau dofir, well se esou kräfteg ass, well se Symbol vun eis ass, well se Symbol vun eiser Geschicht ass an eis representéiert, huet se eng Plaz an enger Expositioun, wou just eis Geschicht dat Wichtigste ass. Bei engem Land, wou d'Symboler wesentlech sinn, wou d'Symboler extrem wichtig sinn, symboliséiert se sécherlech en Deel vun eis.

Eng Kopie dohinner schécken, wéi gesot ginn ass, verschidentlech, mengen ech, hätt déi ganz Symbolkraaft vun deem, wat mer wëlle weisen a maachen, erausgeholl.

An dann ass natierlech déi Sensibilitéit, vun där Dir do schwätzt, déi ech jo och verstinn. Dofir huet d'Regierung och de Commissaire gefrot, datt, éier mer eng Décisioun géifen huelen, mer eis géifen un déi Associatioun wenden. An ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zrëck, wat mer géintwert kruten. Mä et ass fir mech evident, datt déi Sensibilitéit do extrem, extrem wichtig ass.

Ech wëll lech déi Extraité kuerz virlesen aus engem Bréif, deen de Robert Goebbels mer weiderginn huet, vum Comité directeur pour le souvenir de la Résistance. Et ass méi e laangen Extrait, mä ech mengen, datt ech en awer gär virlesen, well en awer passt op dat, wat hei gesot ginn ass. Mir kréie geschriwwen:

«La présentation dans le pavillon luxembourgeois d'une statue symbolisant les affres de la guerre sera un puissant témoignage en faveur de la paix. Et si nos autorités et toute la population reconnaissent dans la „Gëlle Fra“ le symbole de l'aspiration de la paix et si elles réservent à ce symbole la place d'honneur dans le pavillon luxembourgeois, elles contribueront par ce geste d'une signification très forte à maintenir la mémoire du passé et du dévouement de ceux que le monument du souvenir doit honorer.»

Le Comité directeur pour le souvenir de la Résistance se rend compte que des voix critiques s'élèveront contre la présence de la „Gëlle Fra“ dans le pavillon luxembourgeois et contre son enlèvement du piédestal. Il n'a cependant trouvé aucun argument qui lui semble fondé objectivement. L'exposition publique de la statue pourrait elle gêner alors que le monument du souvenir est par destination un monument public et qui constitue probablement l'un des sites les plus fréquentés et photographiés du pays? L'absence de la statue de sa place attitrée laissera un vide, certes. Mais elle ne dérangera pas pour autant le contexte du monument du souvenir, dont la statue n'est que l'une des composantes. (...)

Ech loosse e wéineg aus vum Text. «Faudra-t-il vraiment rappeler que pendant les décennies d'après-guerre le monument défiguré et amputé de la statue n'a continué pas moins à être le monument dans lequel se reconnaissent ceux qui avaient fait la résistance armée dans les armées alliées? (...)

En guise de conclusion...», ech hunn do erëm e kleng Passage ausgeloo, «...le CDSR a retenu que la présentation de la statue dans le pavillon luxembourgeois à l'exposition universelle ne constituera pas une dénaturation de la statue ou du monument du souvenir, mais qu'elle sera devant un public nombreux une expression puissante des idéaux défendus par ceux dont le monument du souvenir est destiné à faire perdurer le souvenir. La présenta-

tion de la statue de la „Gëlle Fra“ comme figure de la paix n'est ni une manipulation du monument du souvenir ni un dénigrement de la statue elle-même.»

Ech soen dat net, dat seet de Comité directeur pour le souvenir de la Résistance.

An ech soen, wann déi ganz Operatioun elo hei fäerdeg ass, wann d'Gëlle Fra erëm zrëck ass, do, wou se schlussendlech awer higeheiert, gehéiert dat hei och zu engem Deel zu hirer Geschicht, mécht dat Symbol, dat se huet momentan, mengen ech, nach méi staark a contribuéiert dann och zu der staarker Symbolik an der Zukunft, déi d'Gëlle Fra nach ëmmer wäert fir eis hunn. Et ass dat, wat ech wollt dozou soen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Den Här Kartheiser huet nach eng Kéier d'Recht, ganz kuerz, well en huet eigentlech scho seng Zäit iwwerschratt, ganz kuerz nach eng Kéier eng zweet Fro nozestellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech soen lech Merci. Ech soen och dem Här Minister Wiseler Merci fir seng Explikatiounen. Ech hunn net vill Zäit, mä Merci awer, datt Der mer d'Geleeënheet fir, fir nach eng Kéier kuerz ze schwätzen.

Wat ech wëll wësse vun der Regierung, ass, ob si sech dann engagéiert, wann d'Gëlle Fra dann hoffentlech erëm ganz zrëck ass hei am Land, se awer dann definitiv do ze loosse, wou se ass, a se dann net vun Ausstellung zu Ausstellung ze bréngen, mat deem Argument, dat wor jo schonn eng Kéier gemaach ginn. Mir hätten awer wéinstens gär d'Garantie, datt d'Gëlle Fra dann awer ëmmer do bleift, wou se higeheiert: op der Place de la Constitution als Deel vum Monument du souvenir.

Merci.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Also, ech mengen, déi Diskussioun wëll ech elo haut net féieren, well déi Décisioun läit en définitive net bei mir. Selbstverständlech gehéiert en définitive déi Gëlle Fra dohin, wou se war, wou mer se erofgeholl hu fir déi Méint. A schlussendlech wäert se och dohinner kommen.

(Interruption)

Déi Fro wëll ech net beäntweren, well dat net meng Kompetenz momentan ass.

(Brouhaha)

Ech hunn lech elo eng Fro beäntwert, déi d'Präsenz vun der Gëlle Fra zu Shanghai ass. Ech mengen, déi ass relativ kloer an daitlech. Déi ass relativ kloer an daitlech als Antwort gewiescht. Dat, wat nach hannendru kënn, dat ass, datt mer evidenterweis, mä dat ass just technesch, och profitéiere vun där Geleeënheet, fir evidenterweis dat Monument eng Kéier ze iwwerkucken, fir et frësch ze maachen a fir et dann erëm méi schéin, wéi et war, op de Sockel no der Revisioun zrëckzestellen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschtenen.

► **M. le Président.**- Merci dem Minister. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.15 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerg Journal, Zeitung vum Lëtzebuerg Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

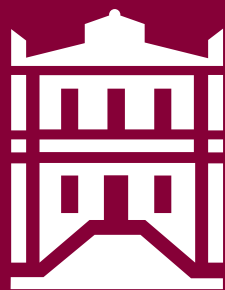
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

www.
chd.lu

**Sommaire des séances publiques N^{os} 21, 22 et 23**

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés	page 275
Communications	page 275
6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»	page 275
Ordre du jour	pages 275-276
Dépôt de deux motions par M. Henri Kox	pages 276-277
Débat d'orientation sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays	pages 277-284
Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la pauvreté des jeunes	pages 284-292
6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser	pages 292-293
Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la scolarisation et l'encadrement des enfants atteints de l'ADHS (Attention-Déficit/Hyperactivity Syndrom)	pages 293-296
6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008	pages 296-297
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes	page 297
Communications	page 298
6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes	pages 298-299
Ordre du jour	page 299
Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise	page 299
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	pages 299-300
- Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	page 300
- Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	pages 300-301
- Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	page 301

- Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	pages 301-302
- Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances	page 302
- Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	pages 302-303
- Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias	page 303
- Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	page 303
- Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	pages 303-304
Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul»	pages 304-305
Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée»	
et	
Question N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée»	pages 305-306
Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010	
et	
Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques	pages 306-308
5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail	pages 308-312
5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006	page 312
6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire	pages 312-314
Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle	pages 314-315



**CHAMBRE
DES DÉPUTÉS**

**d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un**

**d'Chamber online op
www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0314	Claude Haagen	Plan sectoriel «Lycées»
0339	Jean Colombera	Paiement d'allocations familiales à des personnes non affiliées
0347	Jean Colombera	École spécialisée pour enfants autistiques
0349	Jean Colombera	Revalorisation des forêts
0350	Jean Colombera	Transport scolaire spécialisé
0351	Jean Colombera	Audition d'enfants souffrant d'un handicap
0364	Robert Weber	Chantier de la maison de soins ALYSEA à Crauthem
0367	Ali Kaes	Infrastructure mise à disposition du service incendie et sauvetage de l'Aéroport de Luxembourg
0369	Camille Gira	Dépassement de la valeur limite pour les émissions de NO _x
0371	Marcel Oberweis	Prévention et dépistage du cancer colorectal
0372	Mill Majerus	Novabus
0375	Robert Weber	Accord «Lux 2011»
0376	Marcel Oberweis	Pâturage extensif des bovins de races dites «rustiques»
0379	Marcel Oberweis	Recherche dans le domaine des biotechnologies
0384	Jean Colombera	Nombre de médecins généralistes au Luxembourg
0386	Jean Colombera	Prévention du diabète
0392	Jean Colombera	Manque de personnel chez les Ponts et Chaussées
0395	Lucien Clement	Centrale nucléaire de Cattenom
0399	André Bauler et Fernand Etgen	Expositions «The Family of Man» et «The Bitter Years»

Question 0314 (14.12.2009) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant le Plan sectoriel «Lycées»:

Lors de l'élaboration du Plan directeur sectoriel «Lycées», le pays a été divisé en quatre «pôles d'enseignement», un inventaire des lycées publics existants a été dressé et les besoins futurs concernant ce type d'infrastructure ont été calculés sur la base d'une estimation de l'évolution du nombre d'élèves par région.

L'article 15 du règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le Plan directeur sectoriel «Lycées» prévoit la création d'un groupe de travail interministériel chargé de l'organisation pratique du contrôle continu du plan directeur sectoriel. À ces fins, il informe le Conseil de Gouvernement au moins une fois tous les deux ans de la mise en œuvre du plan directeur sectoriel.

Selon l'article 14 du règlement grand-ducal précité, le contrôle continu du plan directeur sectoriel a entre autres pour objet l'analyse et l'évaluation de l'évolution de la démographie scolaire et de la création de capacités scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quand est-ce que le groupe de travail interministériel a remis son dernier rapport au Conseil de Gouvernement?

- Concernant le pôle d'enseignement Nord, l'évolution de la dé-

mographie scolaire réellement constatée correspond-elle aux estimations à la base du plan directeur sectoriel? Si non, dans quelle mesure les projets d'infrastructure ont-ils été adaptés?

- Monsieur le Ministre pourrait-il dresser une liste des lycées publics existants et en projet dans le pôle d'enseignement Nord, des capacités et du nombre d'élèves actuels et mettre ces données en relation avec les estimations récentes de l'évolution de la démographie scolaire? Pour permettre une vue d'ensemble, Monsieur le Ministre pourrait-il compléter cette liste par un état des lieux concernant la mise en œuvre des projets de modification ou de réaffectation de bâtiments existants, ainsi que des projets de construction en cours en indiquant les dates prévisionnelles de la fin des travaux respectifs?

- Vu la complexité et, en partie, l'interdépendance des différents projets et l'intérêt public qu'ils présentent, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de désigner une personne de contact pour le pôle d'enseignement Nord qui pourrait à tout moment renseigner les différents acteurs intéressés, dont notamment les autorités communales, sur la mise en œuvre des projets prémentionnés?

Réponse (18.3.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Le dernier rapport du groupe de travail interministériel Plan directeur sectoriel «Lycées» a été remis au Gouvernement en conseil en date du 20 janvier 2009.

Le nombre d'élèves qui résident dans les communes du «pôle Nord» et qui fréquentent un établissement scolaire post-primaire public ou privé suivant les programmes officiels du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est de 9.164 élèves en 2010.

Ce chiffre a augmenté de 1.999 élèves entre 2002 et 2010.

Les élèves du «pôle Nord» inscrits dans un lycée à l'étranger ou dans un lycée qui ne suit pas les programmes officiels du Ministère de l'Éducation nationale sont estimés à environ 500 élèves en 2009/10.

Le chiffre avancé par le Plan directeur sectoriel «Lycées» concernant l'évolution projetée entre 2000 et 2010 est de 2.388 élèves. Ce chiffre est extrapolé de la projection de l'évolution de la population du STATEC et concerne tous les élèves ayant leur domicile dans le «pôle Nord» qui fréquentent un établissement scolaire secondaire au Luxembourg ou à l'étranger.

Les estimations à la base du Plan directeur sectoriel «Lycées» sont donc confirmées.

Le nombre d'élèves (résidents du «pôle Nord») fréquentant un établissement scolaire du «pôle Nord» est de 7.236 élèves en 2010. Il a augmenté de 1.412 élèves entre 2001 et 2010.

LYCEE	capacité d'accueil	effectifs 2010
Atert-Lycée Rédange	1.200	655
Lycée classique de Diekirch	1.950	2.044
Lycée du Nord à Wiltz	1.500	1.403

Lycée technique agricole	500	601
Lycée technique d'Ettelbruck	1.200	1.259
Lycée technique hôtelier «Alexis Heck»	300	294
Lycée technique pour professions éducatives et sociales	240	253
Lycée technique pour professions de santé - Nord	200	205
Centre national de la formation professionnelle continue - Ettelbruck	100	143
Nordstad-Lycée	600	631
Grand Total	7.790	7.488

Le Atert-Lycée a ouvert ses portes en 2008.

Les travaux de réaménagement et d'agrandissement du Lycée classique de Diekirch et du Lycée du Nord à Wiltz ont été achevés en 2009.

Les élèves du Nordstad-Lycée et du Lycée technique pour Professions de Santé sont logés dans des structures pavillonnaires.

Les infrastructures du Lycée technique agricole, du Lycée technique pour Professions de Santé et du Lycée technique d'Ettelbruck ont été complétées par des structures pavillonnaires.

Question 0339 (21.12.2009) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le paiement d'allocations familiales à des personnes non affiliées:

La Caisse nationale des prestations familiales souffre d'un manque de personnel. Ce fait a été incriminé également par le Médiateur. Ainsi semble-t-il que dû à des défaillances d'organisation résultant entre autres de ce manque de personnel 32 millions € d'allocations familiales ont été payées de trop à des per-

Projets de construction de nouveaux lycées dans le «pôle Nord» capacité d'accueil supplémentaire créée par année dans le «pôle Nord»

Lycée	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Neie Lycée à Mersch	900			
Lycée technique pour professions éducatives et sociales à Mersch	600			
Lycée technique pour professions de santé - Nord		200		
Lycée technique agricole			200	
Lycée à Clervaux				600
Nordstad-Lycée				800
Total	1.500	200	200	1.400

L'ouverture du Neie Lycée et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales est prévue pour septembre 2011 avec une capacité d'accueil de 900 respectivement de 600 élèves alors que l'ouverture du nouveau Lycée technique agricole est actuellement planifiée pour 2014 avec une capacité d'accueil pour 700 élèves.

Étant donné que ces lycées se caractérisent par leur offre scolaire spécifique, leur zone de recrutement s'étend à l'ensemble du pays.

Le Lycée technique pour professions de santé - Nord devrait ouvrir ses portes en 2012 avec une capacité d'accueil de 400 élèves.

La capacité d'accueil du nouveau lycée à Clervaux sera de 600 élèves.

Quant au nouveau Nordstad-Lycée, il est censé accueillir 1.400 élèves.

Toute demande d'information est à envoyer au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à l'adresse du groupe de travail interministériel chargé du suivi du plan directeur lycées.

sonnes qui, pour différentes raisons, ont abandonné leur travail et ne travaillent plus au Luxembourg, et qui ne sont plus affiliés au régime de la Sécurité sociale luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Comment se fait-il qu'on attribue des allocations familiales à des personnes qui ne sont plus affiliées au Luxembourg?

- Quelles sont les voies entamées pour récupérer ces prestations?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend-il entreprendre dans l'avenir pour éviter ce dysfonctionnement?

Réponse (18.2.2010) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Préalablement, il y a lieu de signaler que le rapport annuel de la Caisse nationale des prestations (CNPF) comprend les comptes d'exploitation de la Caisse. Ces comptes sont approuvés par l'autorité de tutelle sur base d'un avis rendu par l'Inspection générale de la sécurité sociale. Le rapport annuel de la CNPF est public et notamment envoyé sous forme papier à la Chambre des Députés.



Les comptes d'exploitation de la CNPF renseignent, au 31 décembre de chaque année, un solde «débiteurs» de diverses créances que la Caisse possède à l'encontre de différents débiteurs et qui sont à rembourser à celle-ci. Les deux articles du Plan comptable général de la sécurité sociale en la matière, à savoir les comptes N°4100300 (prestations familiales) et N°4100301 (congé parental) de la CNPF prévoient dans leur descriptif: «Les prestations qui font déjà l'objet d'une intervention de l'État sont exclues du déficit annuel pris en charge par l'État.»

Ceci démontre à suffisance qu'on ne saurait parler de «déficit» ni au niveau de la CNPF, ni à charge de l'État. Il s'agit en fait de créances certaines et exigibles, dues à la CNPF et qui restent à récupérer par celle-ci. En effet, conformément à l'article 326 du Code de la Sécurité sociale (CSS), l'État prend en charge l'excédent des dépenses courantes des allocations familiales sur les recettes courantes tel qu'il est arrêté au compte d'exploitation de la Caisse. Or, les montants figurant sur les deux articles du compte d'exploitation de la CNPF ne font pas partie de «l'excédent des dépenses» couvert par le budget de l'État.

Le tableau suivant trace l'évolution d'une année à l'autre de ces comptes et on peut constater qu'il existe une certaine constance, voire même pour les deux dernières années une réduction du coefficient résultant du rapport entre le montant total payé et les «créances» en question, par rapport aux deux années précédentes:

Année	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Variation annuelle du solde débiteur des PF par rapport à l'année précédente	+ 7,70%	+ 5,14%	+ 5,37%	+ 52,50%	+ 10,86%	+ 21,79%
Variations annuelle du solde débiteur du congé parental	- 25,94%	-31,32%	+ 11,98%	+ 47,61%	+ 30,96%	+ 26,59%
Rapport débiteurs par rapport à la dépense totale de la CNPF	1,39%	1,31%	1,66%	1,63%	1,12%	1,06%
Solde débiteur total PF et CP	15.829.081,71	14.730.597,10	14.065.150,43	13.339.558,64	8.750.420,92	7.879.705,65

PF = Prestations familiales

CP = Indemnité de congé parental

À partir de 2008, le boni pour enfant s'est ajouté aux prestations accordées par la CNPF, ce qui explique un léger accroissement en terme nominal du solde, mais en terme relatif, le rapport se réduit par rapport aux années 2006 et 2007.

Le solde des créances, qui n'est nullement assimilable à un «déficit», peut résulter de nombreuses situations qu'on ne saurait énumérer qu'à titre indicatif. Les trop payés résultent de facteurs multiples:

- des circonstances accompagnant la cessation de l'affiliation du travailleur frontalier et surtout de

- la déclaration tardive de la cessation de l'activité des non-résidents par les employeurs ou par les intéressés eux-mêmes s'ils sont indépendants, ainsi que de la fin de l'indemnisation au titre du chômage par l'ADEM,

- l'annulation rétroactive de l'affiliation de non-résidents par le

Centre commun de la Sécurité sociale (CCSS) sur une période parfois importante lorsque le CCSS découvre que la personne a été affiliée à tort,

- l'absence de mécanisme de contrôle automatique au niveau de la chaîne de traitement des prestations familiales du CCSS. En effet, le contrôle des désaffiliations se fait manuellement sur base de simples listings distribués aux gestionnaires et se limite à une fourchette de mois qui fait que les déclarations de fin d'affiliation rétroagissant sur date antérieure à cette période ne sont plus détectées,

- la perception des prestations familiales luxembourgeoises par la mère ou le père séparé du travailleur affilié au Luxembourg, que les juridictions considèrent souvent non responsable du défaut de déclaration, de sorte que la récupération du trop payé s'avère impossible dans tous ces cas,

- du départ à l'étranger des familles résidentes, déclaré ni à la CNPF, ni aux autorités communales, de sorte que ces familles ne sont pas rayées du registre de la population,

- de la reprise du paiement des prestations familiales par un organisme étranger, sans avertir la CNPF qui était préalablement compétente à titre prioritaire. Les prestations sont ainsi payées deux fois. Or, suite à la demande de remboursement de la CNPF, différentes institutions refusent toujours le remboursement de prestations qu'ils ne connaissent pas sur leur territoire, comme la rentrée scolaire.

L'APPAAL (Association des parents de personnes atteintes d'autisme de Luxembourg) a recensé au Luxembourg 160 enfants atteints de l'autisme. Faute de diagnostic précoce beaucoup d'enfants ne sont pas répertoriés.

La seule école spécialisée pour enfants autistiques, située à Leudelange, n'admet les enfants qu'à partir de l'âge de quatre ans, ce qui entrave la prise en charge précoce et réduit ainsi les chances d'un résultat positif.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Pourra-t-on envisager la mise en place d'une ou de plusieurs antennes dans les différentes régions du pays issues de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques pour faciliter l'accès à l'école de ces enfants?

- Quelles mesures pourraient être envisagées pour permettre un diagnostic précoce avant l'âge de quatre ans?

- Est-ce qu'une prise en charge des enfants de un à quatre ans ne serait pas la meilleure solution pour garantir une intégration idéale?

- Une classe spéciale dans toute région disposant d'une éducation différenciée ne pourrait-elle pas résoudre beaucoup de problèmes?

Réponse (17.2.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Il faut distinguer le volet du diagnostic de l'autisme de celui de la prise en charge scolaire des enfants concernés.

membres du personnel des écoles concernées de l'Éducation différenciée.

À l'heure actuelle, le nombre des enfants autistiques signalés à la Commission médico-psycho-pédagogique nationale en vue d'une orientation scolaire ne justifie pas l'instauration d'une classe spéciale pour enfants à diagnostic d'autisme dans chaque centre d'éducation différenciée régional.

Toutefois, un nombre important de membres du personnel des centres d'éducation différenciée viennent de se perfectionner dans le domaine de l'autisme par la participation à une formation continue approfondie.

Les titulaires de classe qui accueillent des enfants autistiques dans un centre d'éducation différenciée ou dans un autre ordre d'enseignement, ainsi que les membres des équipes multiprofessionnelles et les parents concernés, peuvent se faire conseiller par les professionnels de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques.

En principe, la scolarisation d'enfants autistiques dans une école spécialisée proche de leur domicile est donc possible dans le cas où les parents le souhaitent.

Question 0349 (6.1.2010) de M. Jean Colomera (ADR) concernant la revalorisation des forêts:

Der Wert des Waldes in der Wirtschaft und in der Gesellschaft ist

wohl wirtschaftlich als auch umweltmäßig nachhaltig zu unterstützen?

Réponse (20.2.2010) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

Im Waldbereich werden finanzielle Fördermittel zur Unterstützung von Maßnahmen im Bereich der Waldwirtschaft und der Waldökologie angeboten, mittels der beiden folgenden großherzoglichen Verordnungen:

«Règlement grand-ducal du 13 mars 2009 concernant les aides aux mesures forestières en agriculture et en forêt»;

«Règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique».

Außerdem haben die privaten Waldbesitzer die Möglichkeit, die Dienste des „Lëtzeburger Privatbësch“ in Anspruch zu nehmen. Diese Institution, die sich als Aufgabe die Beratung und Betreuung der Privatwaldbesitzer gesetzt hat, wird von Seiten des Landwirtschaftsministeriums unterstützt. Des Weiteren können die Privatwaldbesitzer sich bei einer Waldflurbereinigung durch die Waldflurbereinigungsbehörde beteiligen.

Die Privatwaldbesitzer können, wie die Landbauern, in folgenden drei Maßnahmenbereichen unterstützt werden: direkte finanzielle Unterstützung durch Fördermittel, logistische Unterstützung durch Beratungs- und Betreuungsangebote sowie Stärkung des Wissens durch Weiterbildungsmaßnahmen. In Luxemburg werden in den drei Bereichen Unterstützungsmaßnahmen angeboten.

Bei Grundstückstransaktionen wird der Wert des Waldes durch seinen Vermögenswert bestimmt. Es handelt sich hierbei um eine rein wirtschaftliche Bewertungsmethode, in der ausschließlich die Immobilie „Wald“, das heißt der Wert des Grundstückes und des darauf stockenden Holzes berücksichtigt werden. Diese Methode hat sich beim Grundstücksverkehr durchgesetzt, da sie eine monetäre Bewertung des Waldgrundstückes ermöglicht.

Neben dem rein wirtschaftlichen Wert des Waldes, hat der Wald aber auch noch einen ökologischen und einen sozioökonomischen Wert. Der ökologische Wert des Waldes wird hergeleitet durch die Art und Weise wie der Wald seine Aufgabe als Lebensraum für Tiere und Pflanzen erfüllt. Der Grad der Naturnähe des Waldbestandes und die Seltenheit der vorhandenen Waldgesellschaft spielen dabei eine entscheidende Rolle. Aus ökologischer Sicht ist der Wald bei einer ökologisch nachhaltigen Bewirtschaftungsweise eine sehr nachhaltige Kapitalanlage, da die Erträge des Waldes hauptsächlich aus dem Verkauf des nachwachsenden Rohstoffes Holz bestehen. Der sozioökonomische Wert des Waldes lässt sich herleiten über die infrastrukturellen Leistungen, die der Wald für die Gesellschaft erbringt. Dazu gehören Schutzfunktionen wie Wasser-, Boden-, Luft- und Klimaschutz, aber auch Freizeit- und Erholungsfunktionen. Diese ökologischen und infrastrukturellen Leistungen des Waldes, die von der Gesellschaft oft als selbstverständlich angesehen werden, lassen sich aber nur sehr schwer monetär bewerten.

Es gibt kaum Einflussmöglichkeiten, die dazu führen den Wald wirtschaftlich oder gesellschaft-

Il existe donc une multitude de raisons qui font que la CNPF doit récupérer le montant des prestations familiales indûment payées. Elle évalue globalement le pourcentage à rembourser par les institutions étrangères à 50% du montant total du trop payé.

Annexe: Graphique relatif à l'évolution du solde débiteur.

(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0347 (6.1.2010) de M. Jean Colomera (ADR) concernant l'école spécialisée pour enfants autistiques:

Selon la Classification Internationale des Maladies (CIM 10), les Troubles Envahissants du Développement (TED) incluent l'autisme. L'autisme est considéré comme un trouble du développement neurophysiologique.

Il se manifeste par un certain nombre de signes, mais il s'agit essentiellement d'une difficulté, voire d'une impossibilité de communiquer avec l'entourage. Les symptômes apparaissent avant l'âge de trois ans. Des signes avant-coureurs peuvent même être détectés dès six mois.

Le diagnostic de l'autisme est établi par des médecins psychiatres qui idéalement collaborent avec une équipe pluridisciplinaire de professionnels expérimentés et formés dans le domaine de l'autisme. Le cas échéant, il peut être étayé par les observations faites dans le cadre d'écoles spécialisées de l'Éducation différenciée, voire de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques.

Des mesures de sensibilisation à l'attention du personnel s'occupant d'enfants d'un âge précoce sont envisageables. Toujours est-il que la loi relative à l'obligation scolaire stipule le droit à une formation scolaire pour les enfants de trois ans ou plus, et que les écoles pour enfants à besoins spécifiques sont régies par les mêmes dispositions.

Une prise en charge spécialisée des enfants à partir de un an est assurée sous la responsabilité des instances auxquelles la rééducation et l'intervention précoces sont attribuées, voire aux services compétents du Ministère de la Santé et du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Il est évident que dans le cas où l'intérêt d'un enfant l'exige, les professionnels de ces services travaillent en étroite collaboration avec les

heute bedauerlicherweise sehr niedrig angesetzt. Angesichts der Funktionalität des Waldes in Sachen Klimaschutz müsste das sich ändern.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

- Was gedenkt die Politik zu unternehmen, um den Wald hier im Land zu revalorisieren?

- Welche Unterstützungsprogramme werden heute bereits angeboten?

- Wie können private Waldbauern unterstützt werden? (im gleichen Maße wie die Landbauern)

- Wie kann der Wert des Waldes in der Wirtschaft und in der Gesellschaft neu orientiert werden, damit die Nachhaltigkeit gefördert wird und auf der anderen Seite ein wichtiger Wirtschaftsfaktor „Wald“ entsteht?

- Kann der Wert des Waldes neu bestimmt werden als Grundlage für Bewertungen, zum Beispiel bei Remembrementsprojekten, Expertisen bei Wildschäden, beim Ankauf von Waldparzellen, beim Bau von Straßen durch Wälder?

- Was können der Staat und andere öffentliche Träger tun, um den Waldbau in der Zukunft so-



lich höher zu bewerten. Von Seiten der Wirtschaft sind die Rahmenbedingungen so komplex gestaltet und durch die weltweite Globalisierung beeinflusst, dass die Eingriffsmöglichkeiten für ein kleines Land wie Luxemburg nur sehr begrenzt sind. Was die gesellschaftlichen und ökologischen Leistungen des Waldes betrifft, so sind diese durchaus den meisten Menschen bekannt. Solange wir jedoch in einem wirtschaftlichen System leben, das auf Gewinnmaximierung und Wachstum ausgerichtet ist, wird der wahre Wert des Waldes nicht richtig bewertet werden können.

Maßnahmen zur Unterstützung des Waldes in der Zukunft können sowohl für die Ressource Wald als auch für den Absatz der Produkte des Waldes, wie zum Beispiel den Rohstoff Holz, getroffen werden. Eine detaillierte Beschreibung von Strategien und Maßnahmen zur Unterstützung des Waldes kann im Nationalen Forstprogramm von 2005 nachgelesen werden.

Es gibt sicherlich noch Möglichkeiten der Verbesserung der Waldbewirtschaftung, der Holzbereitstellung, der Wildbewirtschaftung, des Naturschutzes im Wald sowie der Erholungseinrichtungen. Finanzielle Fördermittel, Ausgleichszahlungen, Beratungs- und Betreuungsangebote, Weiterbildungsmaßnahmen, Forschungsprojekte... können hierzu eingesetzt werden. Der Absatz des Rohstoffes Holz kann noch gesteigert werden durch Information und Werbung, durch die Realisierung von konkreten Projekten mit Holz in der Baubranche oder im Energiebereich, durch finanzielle Anreizprogramme, durch den Abbau von rechtlichen und administrativen Hemmnissen, durch die Waldzertifizierung, aber auch durch die politische Lobbyarbeit in der EU und anderen internationalen Gremien.

Question 0350 (6.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **transport scolaire spécialisé**:

En ce qui concerne le transport scolaire spécialisé beaucoup de parents se plaignent régulièrement de dangers encourus par leurs enfants lors du parcours à l'école, comme par exemple morsures de la part d'autres enfants, agressions envers le chauffeur, etc.

Ces circonstances ont amené l'ORK et la Ministre de l'Éducation nationale à plusieurs reprises à intervenir auprès du Ministre des Transports pour qu'une personne d'accompagnement assurant la surveillance des transports de l'éducation différenciée soit prévue.

En outre, la conformité de l'équipement technique des bus (sièges et ceintures) avec les nouvelles dispositions du Code de la route devrait être vérifiée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi il n'y a pas de personne d'accompagnement prévue dans le transport scolaire spécialisé?

- Suite aux plaintes et demandes multiples, le Ministre se chargerait-il de prévoir une personne d'accompagnement?

- Les dispositifs de sécurité seront-ils soumis au contrôle technique suivant l'application du Code de la route?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Monsieur le Député Jean Colombero s'enquiert sur l'organisation et le fonctionnement des transports spécifiques dans le cadre de l'éducation différenciée.

Il échet de préciser tout d'abord qu'au cours des deux dernières décennies, le nombre de foyers, écoles et centres spécialisés a considérablement augmenté ce qui a entraîné une véritable explosion de services de transports spécifiques à assurer, répondant aux critères de qualité fixés en accord avec toutes les instances concernées (responsables des centres, parents d'élèves, etc.).

Aujourd'hui, plus de 250 unités de services de transports spécialisés d'élèves fonctionnent quotidiennement lors de la période scolaire alors que le temps d'un parcours ne dépasse que rarement les 45 minutes.

Le département des Transports prête une attention particulière à la qualité du matériel roulant et à la formation du personnel de conduite. Ainsi tous les transports sont effectués au moyen d'un matériel roulant adapté, répondant aux critères imposés du point de vue de sécurité, d'accessibilité et de confort. À préciser que la plupart des quelque 250 courses régulières sont effectuées par des minibus (inférieur à dix places assises) susceptibles de mieux répondre aux besoins de l'accessibilité indispensable dans le cas d'un service de transport de porte à porte.

Les véhicules accueillant une ou plusieurs chaises roulantes sont, de ce fait, limités dans leurs capacités. Tous les véhicules sont soumis au contrôle technique régulier conformément aux dispositions du Code de la route.

Depuis le début de ces transports (années 1970) jusqu'à aujourd'hui, les chauffeurs des autobus et minibus sont les seuls à accompagner les enfants sur la totalité des parcours aller-retour. Le chauffeur, responsable dans sa mission de conduire et obligé d'y prêter toute son attention, n'est pas en mesure d'intervenir en cours de route en cas, par exemple, d'un malaise d'un enfant, d'un acte d'indiscipline, d'un détachement d'une ceinture, d'une fixation d'un siège ou d'une chaise roulante. Cette situation est d'ailleurs la même également pour tous les transports d'élèves.

La demande d'accompagnement dans certains de ces transports spécifiques, à définir suivant l'état de santé des occupants, est évidemment appuyée par le département des transports.

Ainsi, des pourparlers y relatifs avec le service de l'éducation différenciée sont entamés afin de déterminer les critères des transports à pourvoir d'un accompagnement tout comme les conditions de qualification des personnes appelées à assurer cet accompagnement.

Question 0351 (6.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant l'**audition d'enfants souffrant d'un handicap**:

L'ORK a été saisi à plusieurs reprises par des parents d'élèves à besoins spéciaux, tels enfants autistiques, et par des professionnels du secteur social de difficul-

tés apparues lors de l'audition d'enfants souffrant d'un handicap et étant victimes d'attouchements sexuels.

Il est un fait que ces auditions sont difficiles, les enfants ne pouvant s'exprimer que par des gestes, des dessins ou simplement par des troubles du comportement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que la Police est assistée par des experts formés spécifiquement pour auditionner les enfants à besoins spécifiques en cas de suspicion d'abus sexuels?

- Si ce n'est pas le cas, quelle démarche envisage le Ministre?

- Combien de cas d'enfants à besoins spécifiques ont été victimes d'attouchements sexuels?

- Y a-t-il eu une conclusion favorable dans ces dossiers?

Réponse (1.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Les enquêtes de suspicion d'abus sexuels sur des mineurs sont exclusivement menées par des membres de la section Protection de la Jeunesse du Service de Police judiciaire, spécialement formés en ce domaine. Pour évaluer la nécessité d'un recours à un expert, les enquêteurs cherchent tout d'abord le dialogue avec l'enfant-victime et le cas échéant ses parents ou l'autorité de tutelle.

En principe, l'expert est toujours sollicité dans le cadre d'auditions d'enfants à besoins spécifiques si l'enquêteur le juge nécessaire pour le bon déroulement de l'affaire et surtout pour préserver le bien-être de l'enfant auditionné. Toutefois, le choix adéquat de l'expert rencontre plusieurs difficultés: éviter un expert susceptible d'être considéré comme partie prise, ne recourir à un expert étranger que si ce dernier maîtrise la langue maternelle de l'enfant (par exemple le luxembourgeois).

La Police traite environ trois à quatre cas d'enfants à besoins spécifiques ayant été victimes d'attouchements sexuels.

L'autorité judiciaire conclut les dossiers judiciaires.

Question 0364 (11.1.2010) de **M. Robert Weber** (CSV) concernant le **chantier de la maison de soins ALYSEA à Crauthem**:

Selon mes informations, il y a actuellement un arrêt de chantier sur ordre du Parquet.

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations en rapport avec cet arrêt de chantier?

- Quels sont les motifs de cette intervention du Parquet qui sont à la connaissance du Gouvernement?

- Est-ce que le Ministre peut m'indiquer dans ce contexte si le bourgmestre de la commune de Roeser a délivré une autorisation de construire pour le chantier en question? Si oui, à quelle date?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Ministre est d'avis que cette autorisation a été délivrée en conformité avec les lois et règlements actuellement en vigueur?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les conséquences concernant l'arrêt du chantier par le Parquet et sur la

durée probable que peut prendre une décision judiciaire et administrative en la matière?

Réponse (24.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

En ce qui concerne le possible arrêt de chantier sur ordre du Parquet, il y a d'abord lieu de préciser que l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit que toute construction, transformation ou démolition d'un bâtiment est soumise à l'autorisation du bourgmestre. Et, l'autorisation de construire n'est accordée que si les travaux sont conformes soit au plan ou au projet d'aménagement général et le cas échéant au plan ou au projet de lotissement, de relotissement ou de morcellement, parties graphique et écrite.

Il en résulte que la loi donne compétence unique au bourgmestre d'accorder ou de refuser une autorisation de construire, et que la décision entreprise, qui est par nature une décision administrative individuelle, n'est soumise ni à une tutelle étatique générale ni spéciale.

Le Ministre de l'Intérieur ne peut pas s'immiscer dans cette prise de décision et contrevenir au principe constitutionnel de l'autonomie communale fixée à l'article 107 de la Constitution.

D'un point de vue juridique, seul le bourgmestre, en vertu de son pouvoir de police en matière d'exécution des autorisations de construire, peut décider de l'arrêt de chantier par l'intermédiaire de la Police grand-ducale qui transmettra un procès-verbal au Parquet si l'exécution du chantier n'est pas conforme aux dispositions contenues dans l'autorisation de construire.

En raison des développements ci-dessus, le Ministre de l'Intérieur n'est pas en possession des faits ayant conduit à ce possible arrêt de chantier. Toutefois, pour obtenir une prise de position quant aux faits de l'espèce, il est recommandable de contacter le bourgmestre ou/et le maître d'ouvrage qui peuvent évidemment fournir légalement les informations sollicitées.

Évidemment, les personnes concernées par le possible arrêt de chantier peuvent introduire un recours contre la décision du bourgmestre devant les juridictions administratives.

Quant à la durée probable que peut prendre une décision judiciaire, tout dépend de la complexité de l'affaire et du nombre d'échanges de mémoires.

Question 0367 (12.1.2010) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant l'**infrastructure mise à disposition du service incendie et sauvetage de l'Aéroport de Luxembourg**:

Dans le domaine de la navigation aérienne, plus qu'ailleurs peut-être, la rapidité de l'intervention des pompiers est un critère primordial du succès de leur mission. Pour cette raison, je tiens à soulever que le service incendie et sauvetage de l'aéroport est équipé de véhicules performants et d'autres outils modernes répondant à tous les standards exigés en la matière.

Je regrette cependant de devoir constater que le bâtiment héber-

geant le service incendie et sauvetage de l'aéroport ne répond pas à ces standards. Ce bâtiment n'a jamais été adapté aux besoins en personnel et matériel sans cesse croissants de ce service, de façon à ce que l'aménagement des lieux rende une intervention rapide des pompiers matériellement impossible. Pour ne citer qu'un exemple: les hangars des camions sont si étroits (30 cm entre les fourgons et les murs du garage) que l'accès des pompiers aux camions est particulièrement difficile.

Alors que tout centre d'intervention moderne est équipé d'une sortie autonome pour chaque véhicule de sauvetage, les camions de sauvetage de l'aéroport sont, quant à eux, garés en double file, les uns derrière les autres, de sorte que, pour mobiliser le matériel requis pour une opération spécifique, il faut quasiment déplacer l'ensemble de la flotte. Il s'ensuit que si les camions garés en tête de file étaient immobilisés pour une raison ou pour une autre, le service incendie et sauvetage se trouverait dans l'impossibilité de mener à bien une quelconque opération de secours. Enfin, le matériel de sauvetage est éparpillé partout dans différents lieux de stockage de l'aéroport.

Tous ces éléments sont susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité des voyageurs ainsi que du personnel du service incendie et sauvetage de l'aéroport, sans mentionner les risques légaux et de réputation pour l'aéroport et l'ensemble du pays.

Je félicite le Gouvernement d'avoir prévu dans le plan de conjoncture du 6 mars 2009 de réaliser un nouveau centre d'intervention pour le service incendie et sauvetage de l'aéroport.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- À ce jour, quelles mesures concrètes ont été prises en vue d'une réalisation rapide de ce centre?

- Il est indispensable de réaliser un bâtiment situé à un point central de l'aéroport et permettant d'accueillir non seulement les nouveaux camions d'une largeur supérieure à trois mètres, mais également des ateliers modernes ainsi que l'ensemble du matériel de sauvetage. Le garage doit être aménagé d'une telle manière que chaque camion dispose d'une porte de sortie autonome. Quels sont les plans élaborés en ce sens?

- Est-ce que le personnel du service incendie et sauvetage de l'aéroport est impliqué dans l'élaboration de ce projet?

Réponse (17.2.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député Ali Kaes souhaite avoir quelques informations relatives au projet d'infrastructure pour les besoins du service incendie et sauvetage de l'aéroport.

En 2007, l'Administration des Bâtiments publics a réalisé une étude préliminaire sur base d'un programme de constructions à actualiser. Dans ce contexte, différentes réunions de concertation ont eu lieu aussi bien avec le service incendie et sauvetage de l'Administration de l'Aéroport qu'avec l'Administration des

Ponts et Chaussées, responsable des voies de circulation internes à l'aéroport.

En outre, les réflexions en vue de l'implantation d'un nouveau bâtiment ont pris en compte l'étude urbanistique générale élaborée pour l'aménagement futur de l'aéroport. Cette étude préliminaire a depuis lors été avisée par la Commission d'Analyse critique du Ministère des Travaux publics.

Le département des transports a, d'une part, préparé le dossier conformément aux demandes de l'analyse critique précitée. D'autre part et dans un souci de cohérence de la réalisation des infrastructures pour le site de l'aéroport, il a été décidé de confier dorénavant la réalisation de ces nouvelles constructions à la société Luxairport S.A. Dès finalisation des modalités de financement de ce projet avec le Ministère des Finances, les travaux pourront être lancés.

Question 0369 (12.1.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant le **dépassement de la valeur limite pour les émissions de NO_x**:

Dans le cadre de la directive 2001/81/CE adoptée le 23 octobre 2001, des plafonds nationaux ont été fixés pour les émissions de dioxyde de soufre (SO₂), d'oxydes d'azote (NO_x), de composés organiques volatils (COV) et d'ammoniac (NH₃). Ces plafonds sont à respecter au plus tard dès la fin de l'année 2010 par les États membres. L'objectif de cette directive est de réduire les émissions des polluants transfrontières à l'origine de l'acidification et de l'exposition à l'ozone au sol afin de réduire également l'eutrophisation des sols.

Dans le Rapport 2008 de l'Agence européenne de l'Environnement, les plafonds nationaux des émissions annuelles pour les gaz SO₂, COV et NH₃ sont respectés au Luxembourg. Or, depuis des années, nos émissions d'oxydes d'azote (NO_x) dépassent la valeur limite annuelle de 11 kilotonnes. En 2007, les émissions d'NO_x, bien qu'en baisse, étaient de 13,7 kt. La projection pour 2010 prévoit des émissions de 12,7 kt, donc bien supérieur au plafond à atteindre.

Les émissions de composés organiques volatils (COV) sont projetées à la limite du plafond autorisé pour l'année 2010 (9 kt par an).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quelles mesures votre Ministère entend-il mettre en œuvre pour atteindre en 2010 la valeur limite des émissions de NO_x au Luxembourg?

- De quelle façon votre Ministère entend-il limiter les émissions des autres gaz en question - notamment les COV - afin de ne pas dépasser les plafonds autorisés?

Réponse (20.2.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

L'inventaire des émissions des polluants atmosphériques tombant sous la Directive européenne des plafonds d'émissions

(2001/81/CE) est effectué annuellement par l'Administration de l'Environnement en suivant les lignes directrices du guide de calcul des émissions (EMEP/Cornair air pollutant emission inventory guidebook - 2007) édité par l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE). Le dernier inventaire de ce type a été soumis en avril 2009 à l'AEE.

Il est cependant important à noter que chaque année l'inventaire est revu, amélioré et corrigé selon la disponibilité de statistiques et de données d'activité améliorées, ceci dans le but d'améliorer la qualité et précision des estimations d'émissions. Au courant de 2009 une version révisée du guide de calcul des émissions (EMEP/EEA air pollutant emission inventory guidebook - 2009) a été éditée par l'AEE, sur base duquel l'inventaire luxembourgeois sera calculé à l'avenir. Étant donné que certaines méthodologies et certains facteurs d'émissions ont été revus, le prochain inventaire luxembourgeois sera donc revu et adapté en conséquence.

Les projections pour 2010, mentionnées par l'honorable Député, quant à elles, se basent sur l'inventaire qui a été compilé au courant de 2007-2008 et dont l'année de référence était 2006. Il est clair que ces projections ne tiennent pas compte des effets de la crise financière et économique que nous traversons en ce moment.

Ainsi, les émissions de NO_x pourraient être plus faibles si on diminuait la consommation de charbon dans les installations de combustion industrielles (le four de cimenterie excepté), par une substitution de combustibles.

Attirons toutefois l'attention sur le fait que la projection pour les NO_x suppose la mise en œuvre des unités de dénitrification des fumées des fours à verre. En l'absence de cette technologie, les émissions seraient plus élevées d'environ 1.500 tonnes.

1) Mesures mises en œuvre ou à envisager pour atteindre en 2010 la valeur limite des émissions de NO_x:

a) au niveau de l'industrie: prescription de conditions d'exploitation qui tiennent, en principe, compte des meilleures techniques disponibles. Une substitution du charbon par d'autres combustibles pourrait aussi entraîner une diminution des émissions de NO_x dans le secteur de l'industrie.

b) au niveau du transport routier: l'introduction des aides étatiques lors de l'acquisition de poids lourds avec la norme EURO 5 devrait avoir un effet positif sur les émissions d'oxyde d'azote du transport routier. En effet, de manière générale, on remarque que le marché des nouveaux véhicules réagit préventivement à l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme d'émissions, ce qui fait que lorsque cette norme devient obligatoire, 50% du parc de véhicules luxembourgeois la respecte déjà. Or, dans l'inventaire, ceci est reflété avec un certain retard, car les nouvelles immatriculations ne sont enregistrées sous la nouvelle norme que si celle-ci devient obligatoire.

c) au niveau des ménages: la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, la subvention des installations de chauffages plus efficaces, ainsi que l'obligation du contrôle du dimensionnement des installations en question, ceci par le biais de la directive 2002/91/CE sur la performance

énergétique des bâtiments (règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation), devraient aussi entraîner une baisse des émissions.

D'autres mesures sont envisagées dans le cadre de l'établissement des plans de la qualité de l'air, de la révision de certains règlements, et notamment du règlement grand-ducal du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustibles liquides et gazeux, modifié dernièrement par le règlement grand-ducal du 1^{er} juillet 2008. Dans ce sens, une étude sur les meilleures techniques disponibles est en cours.

2) Mesures envisagées afin de ne pas dépasser les plafonds autorisés des autres gaz en question - notamment les COV:

Comme déjà indiqué plus haut, la projection des émissions de composés organiques volatils se base principalement sur un scénario conservateur - «business as usual» - sans tenir compte des nouvelles tendances dans l'utilisation de peintures plutôt à base d'eau ou d'un taux d'abatement moyen des émissions de COV dans les stations de service probablement supérieur à 60% au Luxembourg, étant donné que l'efficacité de ces installations est régulièrement contrôlée.

Cependant, l'utilisation et la promotion accrues du bois (ou de ses dérivés) comme vecteur énergétique renouvelable et soi-disant propre, du moins du point de vue climatique, peut éventuellement poser problème au niveau des émissions de NO_x et de COV, pour ne parler que de celles-ci (mais sans oublier les particules fines). En effet, la combustion du bois est un émetteur de NO_x et de COV plus élevé que les autres combustibles fossiles (voir tableau ci-dessous concernant des installations dans le secteur résidentiel).

Technologie	Carburant (type)	Facteur d'émission NO _x (g/GJ)	Facteur d'émission COV (g/GJ)
cheminée	solide (charbons...)	60	600
	gazeux	50	20
	biomasse (bois inclus)	50	1.300
cheminée avec une technologie avancée <1MW	bois	90	450
poêle	solide (charbons...)	100	600
	gazeux	50	10
	liquide	50	20
	bois	50	1.200
poêle avec une technologie avancée <1MW	bois	90	250
poêle à pellets <1MW	bois	90	200

source: EMEP/EEA - air pollutant emission inventory guidebook, 2009.

Ainsi des mesures doivent éventuellement être prises dans le futur au niveau de la réglementation, selon l'évolution de l'utilisation du bois de combustion. Dans ce sens, une étude sur les meilleures techniques disponibles est en cours.

Question 0371 (13.1.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **prévention et le dépistage du cancer colorectal**:

Selon l'Organisation mondiale de la santé, un million de personnes dans le monde sont touchées par

le cancer du côlon. Le risque devient appréciable à partir de 45 ans et double ensuite à chaque décennie. Face à un tel fléau, d'importants progrès sont intervenus au cours des dernières années. Le cancer du côlon est la deuxième cause de décès par cancer. Pour mieux lutter contre cette maladie, une détection précoce est capitale.

Touchant indifféremment les deux sexes, le cancer colorectal se soigne bien à condition d'être détecté précocement. En effet, lorsqu'il est détecté à un stade précoce le taux de survie est de 94%. Mais ce cancer est malheureusement encore trop souvent détecté trop tardivement. Or, il faut savoir que le dépistage permet d'identifier la maladie à un stade très précoce de son développement en détectant des polypes avant qu'ils n'évoluent vers un cancer. La coloscopie est actuellement l'examen de référence pour mettre en évidence d'éventuelles anomalies du côlon.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que des données statistiques existent au Luxembourg concernant le dépistage et le traitement du cancer en question? Le cas échéant seraient-elles disponibles à publier?

- Ne faut-il pas lancer une nouvelle campagne nationale afin de sensibiliser tant les médecins que les professionnels de santé et surtout les personnes âgées de plus de 50 ans sur la problématique en question?

- Ne faut-il pas mettre en place un programme de dépistage systématique qui serait organisé par le Ministère de la Santé et qui s'adresserait aux femmes et aux hommes âgés de 50 à 74 ans?

Réponse (26.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

D'après les données de la Caisse nationale de Santé (CNS) pour

Le feuillet «Permis à renouveler, Santé à protéger» est inclus dans le courrier adressé aux personnes de 50 ans et plus (depuis 2010 aux personnes de 60 ans et plus) en vue du renouvellement de leur permis de conduire.

Un projet pilote de détection précoce du cancer colorectal par coloscopie est en planification auprès de la population cible des personnes âgées entre 50 et 51 ans qui résident au Luxembourg.

Ce projet pilote prévoit l'évaluation statistique et épidémiologique, ainsi que le contrôle de qualité du dépistage et des cas positifs diagnostiqués. La sensibilisation et l'information de la population générale et des professionnels de santé en font partie intégrante.

Question 0372 (13.1.2010) de **M. Mill Majerus** (CSV) concernant le **Novabus**:

Selon mes informations, Novabus est un service individuel spécialement offert à des personnes à mobilité réduite qui, en principe, ne peuvent guère utiliser les transports publics usuels et qui sont donc obligées de recourir à un moyen de transport adapté. De par sa nature, ce service est presté sur demande individuelle. À l'essai depuis 2008, il a été mis en place de manière définitive à partir du mois de mai 2009.

Selon les témoignages de personnes concernées, nos concitoyens confrontés à une mobilité réduite apprécient hautement la mise en place du service Novabus qui, contre une participation financière modeste, leur permet de se déplacer sans difficultés au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la

Grande Région ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Après une expérience de deux ans, quelle est l'évaluation du Gouvernement de ce projet innovateur? Dans quelle mesure participe-t-il à la promotion de l'intégration et de la participation sociales et culturelles des personnes confrontées à une mobilité réduite?

- À la demande des bénéficiaires, le Gouvernement envisage-t-il d'étendre, au moins un jour par semaine, l'offre Novabus pour les déplacements dans les villes voisines du Grand-Duché, notamment à Arlon, Metz, Sarrebruck et Trèves? Cette extension permettrait aux personnes concernées de participer à une partie au moins des manifestations sociales

et culturelles qui s'inscrivent dans le cadre de la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région et de QuattroPole.

Réponse commune (18.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le service de transport individuel sur commande Novabus a été introduit le 1^{er} mai 2008, en tant que projet pilote pour la durée d'un an. Pendant cette période, les prix des billets furent de 8 € pour un billet simple et de 15 € pour un billet «aller-retour».

Novabus fut définitivement mis en place après le 1^{er} mai 2009 sur base de contrats de services publics conclus avec chacun des exploitants concernés. Les prix des billets ont été réduits à cette date à 5 € respectivement 8 €.

Le service Novabus promeut l'intégration des personnes en situations de handicap ou à mobilité réduite en leur offrant la possibilité du transport sur mesure, pour n'importe quel besoin ou activité: visite médicale, démarche administrative, loisirs ou culture..., à partir de leur domicile vers la destination demandée à l'intérieur du Grand-Duché. Rappelons que ces transports peuvent être commandés jusqu'à 22.00 heures du soir et même jusqu'à minuit en fin de semaine, et cela 7/7 jours.

En ce qui concerne l'évolution du Novabus, celle-ci a été croissante dès son introduction, ce que montrent les chiffres ci-dessous:

	total coût €	total clients
mai 2008	60.396,47	305
juin	74.618,17	458
juillet	92.491,22	645
août	99.157,09	636
septembre	103.139,33	600
octobre	132.250,34	941
novembre	138.003,13	948
décembre	151.135,69	1.114
janvier 2009	114.830,36	889
février	131.780,43	1.046
mars	161.421,28	1.192
avril	169.583,47	1.275
mai	241.923,55	1.710
juin	256.321,48	2.092
juillet	281.449,20	2.032
août	291.224,68	2.131
septembre	300.637,62	2.509

Au fur et à mesure de son succès croissant, il a cependant dû être constaté qu'il n'a pas été possible ni aux transporteurs ni aux agents du Département des transports de constater ou contrôler le degré d'invalidité d'un client qui commandait un transport Novabus. C'est pourquoi les bénéficiaires du transport Novabus doivent, depuis septembre 2009, certifier leur invalidité en présentant leur carte d'invalidité de type B ou C établie par le Ministère de l'Intérieur. Cette mesure a pu parer quelque peu aux usagers trop abusifs du système Novabus.

Concernant la demande d'extension du service Novabus au-delà des frontières luxembourgeoises, il y a lieu de rendre attentif au fait qu'il s'agit en l'occurrence d'une offre de transport prise en charge (subventionnée) par l'État luxembourgeois.

Une telle intervention de notre État sur le territoire d'autres pays portera d'office atteinte au traitement égal de tous les citoyens à l'intérieur de l'Union européenne. Au vu de la lourde charge que comporte déjà le financement du système Novabus au Grand-Duché, une extension de l'offre sur d'autres villes étrangères ne pourra être envisagée en ce moment.

Question 0375 (13.1.2010) de **M. Robert Weber** (CSV) concernant l'accord «Lux 2011»:

Lors de la séance publique de la Chambre des Députés du 15 décembre 2009, j'ai posé une question orale à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi concernant l'intention du groupe sidérurgique ArcelorMittal de supprimer 10.000 postes de travail en 2010 et des répercussions éventuelles d'une telle intention pour le Luxembourg. Monsieur le Ministre ayant, à l'époque, répondu de ne pas disposer d'informations au sujet du site luxembourgeois, je souhaiterais obtenir des informations complémentaires concernant l'accord «Lux 2011».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1) Quelles dispositions l'accord «Lux 2011» retient-il en matière de suppression d'emplois?

2) Combien d'emplois ont été supprimés dans le secteur de la sidérurgie au Luxembourg du 1.1.2009 au 31.12.2009?

3) Combien d'emplois ont été supprimés dans le périmètre sidérurgique du 1.1.2009 au 31.12.2009?

4) De quelle façon les différents sites sidérurgiques ont-ils été affectés par ces suppressions d'emplois?

5) Combien de salariés et combien d'emplois ont été supprimés en 2009 au sein du «corporate» d'ArcelorMittal?

Réponse (25.2.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En ce qui concerne l'exécution de l'accord «Lux 2011» conclu le 19 décembre 2008, il y a lieu de constater ce qui suit:

1) Le plan «Lux 2011» et ses annexes pour les filiales hors sidérurgie identifient un sureffectif sur les sites sidérurgiques, les tré-

fileries et ArcelorMittal Duderange compris entre 570 (scénario en conjoncture haute) et 660 équivalents temps plein à l'horizon fin 2011 (scénario conjoncture basse), en comparaison à fin 2008.

Doivent s'y rajouter les postes concernés par les objectifs de réduction SG&A dans les entités qui ne sont pas couvertes par les objectifs «industriels» de «Lux 2011», à savoir environ 230 équivalents temps plein administratifs.

Les réductions d'effectifs se font par des réductions naturelles et par recours aux mesures d'accompagnement définies dans l'accord «Lux 2011» et validées par les conclusions de la tripartite sidérurgique du 19 décembre 2008:

- reconduction de la CDR sous les principes applicables au chômage partiel jusqu'au 31.12.2011,

- préretraite ajustement pour 2009 et 2010, préretraite solidarité pour 2011,

- plan de départs volontaires 2009 pour les services administratifs.

2) De telle façon 302 équivalents temps plein ont été réduits entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009.

3) De la même manière et pour la même période 84 équivalents temps plein ont été supprimés dans le périmètre sidérurgique.

4) Les différents sites sidérurgiques ont été affectés comme suit et toujours en équivalents temps plein: ArcelorMittal Differdange - 43, ArcelorMittal Belval - 71, ArcelorMittal Rodange/Schifflange - 34, STFS + 1 et ArcelorMittal Dommeldange - 10.

5) 145 équivalents temps plein ont été supprimés au sein d'ArcelorMittal Corporate en 2009.

Question 0376 (13.1.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **pâturage extensif des bovins de races dites «rustiques»:**

Le pâturage extensif, une méthode d'élevage de bovins impliquant une faible densité d'animaux, présente en théorie un grand intérêt pour la protection de la biodiversité, car les herbivores ne surexploitent pas la végétation naturelle et entretiennent des milieux ouverts. Au Luxembourg, cette forme d'exploitation agricole compte parmi les priorités du «Plan national protection nature 2007-2011», élaboré en mai 2007 par le Ministère de l'Environnement.

Depuis, de plus en plus d'agriculteurs luxembourgeois pratiquent le pâturage extensif en recourant avant tout à des bovins de la race écossaise «Galloway», une race bovine rustique remplissant toutes les conditions nécessaires à ce type d'exploitation agricole. Afin de favoriser l'élevage extensif, les agriculteurs intéressés reçoivent 450 euros par hectare pâturé de la part du Ministère responsable de la protection du milieu naturel.

Le pâturage extensif ne fait cependant pas l'unanimité parmi les écologistes. En effet, pour les responsables du Mouvement écologique, les coûts d'entretien engendrés par le recours à l'élevage extensif sont trop importants et l'apport en termes de biodiversité serait même contre-productif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'agriculteurs pratiquant le pâturage extensif au Luxembourg ainsi que le nombre de bovins de races dites «rustiques»?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser la surface globale de pâtures extensives, la somme totale des primes versées depuis 2007 aux agriculteurs recourant à cette forme d'exploitation agricole ainsi que l'impact financier d'un projet précis d'élevage extensif, à savoir celui des bovins de la race «Angus» pâturant sur une surface de 12 hectares, située entre Walferdange et Steinsel, le long de l'Alzette?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit opportun de profiter de l'année 2010, déclarée année mondiale de la biodiversité par l'Organisation des Nations Unies, afin de faire une première évaluation des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre du «Plan national protection nature», et plus particulièrement de la décision de favoriser le pâturage extensif?

Réponse (18.3.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Le pâturage extensif est un moyen de gestion des réserves naturelles et en général de surfaces du milieu ouvert d'un certain potentiel écologique, qui ne se limite pas à un simple entretien («Pflege»), mais qui permet au contraire la pérennisation d'une production agricole économiquement viable («Naturschutz durch Nutzung», protection de la nature au moyen d'une exploitation extensive). La gestion des réserves naturelles n'est donc plus financée exclusivement par des budgets publics, mais se fonde sur une rentabilité économique propre à travers la commercialisation d'un produit de haute qualité et des économies de taille réalisées, notamment à travers la diminution des dépenses d'investissements (infrastructures et machines), des frais de fonctionnement (dépenses liées à l'usage d'engrais et de carburant) et de main-d'œuvre.

Ainsi, contrairement à ce qui est suggéré dans la question parlementaire de l'honorable Député, les coûts d'entretien liés à l'élevage extensif sont de loin inférieurs à ceux de l'exploitation agricole conventionnelle. Le bénéfice net de l'entreprise agricole pratiquant l'exploitation extensive est par contre au moins égal, sinon supérieur à celui de l'exploitation conventionnelle. Par ailleurs, la confirmation préalable par le service d'économie rurale de la rentabilité économique, sur base d'une étude agricole, est une condition sine qua non à la mise en œuvre de tout projet.

En ce qui concerne les effets sur la biodiversité, il convient de renvoyer à la littérature scientifique internationale attestant des impacts très positifs du pâturage extensif sur la diversification des habitats et la diversité d'espèces animales et végétales. Le monitoring de la biodiversité spécifique réalisé au Luxembourg confirme clairement les expériences acquises à l'étranger.

Actuellement environ 30 exploitants agricoles pratiquent la méthode de l'élevage extensif au moyen d'un pâturage permanent sur une surface totale d'environ

850 hectares. Il convient de noter cependant que, suite à une demande accrue de la part des agriculteurs, de nombreux projets supplémentaires sont actuellement en cours d'élaboration. La densité de bétail se situant entre 0,5 à 1 unité par hectare, le cheptel total des projets d'exploitation extensive est évalué à environ 450 bovins adultes. Actuellement, le subsidie biodiversité pour ce genre d'exploitation agricole s'élève à 350 euros par hectare (sans bordure) respectivement à 420 euros par hectare (avec bordure). Ces mêmes taux s'appliquent au projet précis de la renaturation de l'Alzette à Walferdange, spécifiquement mentionné par l'honorable Député.

En ce qui concerne la question sur une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan national concernant la protection de la nature, j'invite l'honorable Député de consulter le premier rapport de l'Observatoire de l'environnement naturel, présenté le 9 décembre 2009. Ce rapport fait état de l'avancement de la mise en œuvre des mesures du PNP et conclut que la majorité des mesures ou actions sont à un stade d'avancement satisfaisant, laissant présager qu'elles pourront être finalisées dans les délais impartis par le PNP. Par ailleurs, l'Observatoire de l'environnement naturel, regroupant les forces vives en matière de protection de la nature, revendique un renforcement des projets de pâturage extensif, tout en soulignant l'importance d'une diversification des mesures de protection de la nature, notamment par le biais de la mise en œuvre des plans d'action espèces et habitats.

Il est enfin renvoyé aux réponses données aux questions parlementaires que Monsieur le Député avait déjà posées dans le passé au sujet du projet du pâturage extensif le long de l'Alzette à Lorentzweiler-Lintgen et au sujet du projet de pâturage extensif le long de l'Alzette à Walferdange.

Question 0379 (14.1.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **recherche dans le domaine des biotechnologies:**

En juin 2008, l'ancienne coalition gouvernementale CSV-LSAP, représentée alors par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le Ministre de la Recherche et le Ministre de la Santé, avait annoncé la mise en œuvre d'une initiative de partenariat stratégique avec trois instituts de recherche américains spécialisés dans le domaine des biotechnologies. Dans le cadre du partenariat en question, il était prévu d'investir quelque 140 millions d'euros sur les cinq années à venir afin de développer au Luxembourg, en étroite collaboration avec les centres de recherche publics (CRP) Santé, Henri Tudor et Gabriel Lippmann ainsi que celui de l'Université du Luxembourg, un pôle de compétences en médecine moléculaire.

Dans l'accord de coalition de juillet 2009, le nouveau Gouvernement CSV-LSAP réitère sa volonté de poursuivre sa politique d'investissements dans des projets de recherche, permettant de

diversifier l'économie nationale ainsi que de développer un tissu industriel et technologique performant. Ainsi, le Gouvernement entend continuer à encourager et à promouvoir la recherche dans le domaine des biotechnologies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser le montant global que le Gouvernement a investi jusqu'à présent dans le partenariat stratégique avec les instituts de recherche américains spécialisés dans le domaine des biotechnologies?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer les premiers projets concrets qui sont issus de la coopération scientifique entre les centres de recherche publics, l'Université du Luxembourg et les instituts américains susmentionnés? Ne pensent-ils pas qu'il soit opportun de dresser un premier bilan intermédiaire de cette coopération?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement entend conclure davantage de partenariats stratégiques avec des centres de recherche étrangers travaillant dans le domaine des biotechnologies? Combien de fonds publics le Gouvernement envisage-t-il d'investir dans la recherche en question dans les cinq années à venir?

Réponse commune (17.2.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

En application des dispositions des conventions établies entre l'État et respectivement

- le CRP-Santé, porteur du projet de validation de biomarqueurs pour le cancer du poumon, en coopération avec le Partnership for Personalized Medicine (PPM), Phoenix (AZ);

- la Fondation IBBL (Integrated BioBank of Luxembourg) pour le développement d'une infrastructure de biobanque, en coopération avec le Translational Genomics Institute (TGen), Phoenix (AZ); et

- l'Université du Luxembourg pour le développement du Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB), en coopération avec l'Institute for Systems Biology (ISB), Seattle (WA);

un montant global de 49,9 M € a été versé à ce jour aux établissements visés.

Les trois projets distincts qui composent l'initiative n'ont débuté effectivement que fin 2008. Les résultats intermédiaires à ce jour peuvent se résumer comme suit.

Concernant le premier projet, la première phase du volet modélisation économétrique a pratiquement été achevée. Pour ce volet, il s'agissait en l'essence d'établir un modèle de base permettant de simuler l'impact potentiel de biomarqueurs sur le système de sécurité sociale selon les stades de la maladie auxquels ces marqueurs seraient appliqués (par

exemple: détection précoce, décision thérapeutique, etc.). Les résultats de cette première étude seront publiés prochainement.

En ce qui concerne la biobanque, la mise en place de l'infrastructure se déroule dans les délais prévus. Le bâtiment modulaire provisoire qui abritera l'IBBL jusqu'à sa localisation définitive dans le bâtiment à construire pour le CRP-Santé a été achevé en automne 2009 et l'équipement nécessaire est en phase de commande/installation. Sur le plan opérationnel, le projet PPM (collecte de tumeurs pulmonaires) est utilisé comme projet pilote afin de mettre en place les procédures internes et externes nécessaires (collecte des échantillons, consentement des patients, relations contractuelles avec les hôpitaux et le Laboratoire national de santé, autorisations de la Commission nationale d'éthique pour la recherche et de la Commission nationale de protection des données, etc.).

À noter que l'IBBL s'est également impliquée au sein du réseau européen BBMRI (Biobanking and Biomolecular Resources Research Infrastructure). Cette initiative vise à harmoniser les pratiques de qualité relatives à la collecte, le stockage et l'analyse et à assurer le transfert efficace de connaissances et des technologies, notamment informatique, ainsi que de définir, au plan européen, un cadre légal, éthique et financier de référence. Le développement de la biobanque s'appuie d'ores et déjà résolument sur ce cadre de référence.

Concernant le troisième projet, différents éléments du programme de recherche ont été réalisés aux États-Unis, à savoir, d'une part, en avance sur le calendrier, le séquençage complet d'une famille de quatre personnes touchée par la maladie génétique du Miller syndrome en développant de nouvelles méthodes d'analyse génétique permettant pour la première fois de déterminer le taux de mutation entre deux générations chez les humains et, d'autre part, le développement d'essais basés sur la spectrométrie de masse pour l'identification de protéines sanguines spécifiques aux différents organes. Ont notamment été identifiés trois panels de protéines sanguines pour les trois organes sélectionnés, à savoir cerveau, foie et poumon (une centaine de protéines spécifiques aux organes chez les humains et dans le cadre d'un modèle animal chez la souris).

En parallèle le Luxembourg Centre for Systems Biology, dirigé par le Professeur Rudi Balling qui a été recruté dans les délais prévus en 2009, est en voie de constitution auprès de l'Université du Luxembourg et le recrutement de chercheurs - qui seront formés en partie à Seattle et en partie à Luxembourg - est en cours.

À noter que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'est assuré l'assistance d'un groupe d'experts chargés du suivi de l'évolution des activités de recherche en cours. Une première rencontre des experts externes chargés de cette mission a eu lieu en janvier de cette année. Considérant le profil de développement de l'initiative, il apparaît opportun de dresser un premier bilan d'ici un an.

À l'heure actuelle il s'agira de mener à bien l'initiative visée ici et de maximiser les synergies et les retombées possibles sur les plans scientifique, économique et

de la santé publique. Considérant l'expérience acquise, le Gouvernement n'exclut pas d'étendre cette initiative respectivement d'y associer d'autres partenaires étrangers, si une telle démarche s'avère opportune. Toute évolution en ce sens sera néanmoins sujette à une analyse critique détaillée quant à sa valeur ajoutée et à sa solidité en termes de coût prévu/rapport escompté.

Question 0384 (19.1.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant le **nombre de médecins généralistes au Luxembourg**:

Das Luxemburger Gesundheitswesen steht vor großen Herausforderungen. Um diese meistern zu können, ist es unter anderem von großer Wichtigkeit, dass das Gesundheitssystem über eine genügend große Anzahl von Ärzten verfügt. Allerdings scheint es, dass Luxemburg im europäischen Vergleich pro Kopf weniger Ärzte zur Verfügung stehen, als dies in anderen europäischen Gesundheitssystemen der Fall ist.

Was die hausärztliche Versorgung im Land betrifft, so kann man feststellen, dass sich diese im Westen, im Norden und im Osten des Landes schwieriger als in den anderen Landesteilen gestaltet und die dort praktizierenden Allgemeinärzte einem besonderen Versorgungsstress ausgesetzt sind.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie viele Ärzte werden in den nächsten Jahren ihr Studium abschließen?

- Ist dem Minister bekannt, wie viele Ärzte in Luxemburg planen, in den nächsten fünf bis zehn Jahren in den Ruhestand zu gehen?

- Gibt es Nachwuchsmangel in der hausärztlichen Versorgung in Luxemburg?

- Welche Kantone sind statistisch gesehen hausärztlich unterbesetzt?

- Wie sieht der Minister die zukünftige Arbeit der Hausärzte?

- Was könnten generell attraktivere Rahmenbedingungen für die hausärztliche Versorgung in Luxemburg sein?

- Was könnten besondere Anreize sein, um die Allgemeinmedizin zu stärken (zum Beispiel: besondere Unterstützung für Medizinstudenten bei der Wahl des Spezialisierungsfaches „Allgemeinmedizin“)?

- Ist das bestehende Verhältnis von zwei bis drei Spezialisten versus ein bis drei Allgemeinmediziner gesund und soll es nach dem Willen des Ministers so bleiben?

- Wird es zu Verbänden von integrierter Versorgung bei den sich anhäufenden chronischen Krankheiten in Luxemburg kommen müssen?

- Könnte eine engmaschigere Allgemeinmedizin nicht auch die Kliniken entlasten?

Réponse (26.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le programme gouvernemental de 2009 à 2014 met un accent particulier sur l'importance accordée aux soins médicaux de base. À cet égard, il prévoit:

«En vue de garantir à l'avenir une offre de soins de santé de base (médecine générale) dans la plus

grande proximité raisonnable, une programmation des besoins en médecins spécialistes en médecine générale sera entamée, les incitations seront renforcées et des projets pilote pourront être subventionnés. Le projet des maisons médicales sera évalué et adapté aux besoins. Une collaboration accrue avec les communes sera réalisée et de nouveaux modèles de collaboration entre médecins généralistes seront accompagnés par le Gouvernement, notamment dans les régions rurales. Le rôle de guidance du médecin généraliste sera renforcé. Le Gouvernement encouragera la population à choisir son médecin de famille (domiciliation des patients chez leur «Hausdokter».)»

Je me dois de rassurer l'honorable Député que l'offre de soins médicaux de base est tout à fait convenable. Le Luxembourg n'est d'ailleurs pas confronté à une pénurie en matière d'offre de soins médicaux de base. De surcroît, cette offre se répartit de manière équilibrée à travers tout le pays.

Il m'importe par ailleurs de pouvoir continuer à assurer un réseau dense de médecins généralistes sur l'ensemble du territoire. Finalement, une prise en charge optimale au niveau de la médecine de base ne manquera pas de produire ses effets positifs sur le secteur hospitalier en matière d'accroissement des capacités d'accueil.

Aucune pénurie en matière de prise en charge médicale n'est par ailleurs à prévoir pour le moyen terme, alors que quelque 400 étudiants (ressortissants luxembourgeois ou résidents non luxembourgeois) poursuivent actuellement des études universitaires en médecine humaine. Ces chiffres, fournis par le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES), ne concernent pourtant que les seuls étudiants ayant bénéficié d'une aide financière de l'État pour études supérieures au cours de l'année académique 2008/2009.

Étant donné que l'exercice de la profession de médecin n'est pas conditionné par une limite d'âge, mes services ne disposent pas de chiffres concernant les médecins projetant de prendre leur retraite au cours des années à venir.

Question 0386 (19.1.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **prévention du diabète**:

Es gibt eine Reihe von Indikatoren, die darauf hindeuten, dass eine Verbesserung der Versorgung von Diabetes-Erkrankungen erforderlich ist.

So liegt Luxemburg im europäischen Vergleich auf einem recht mittelmäßigen 13. Platz (Euro Health Consumer Index von 2008). Die Studie von Laurence Renard des CRP-Santé zeichnet ebenfalls kein positives Bild.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie waren die Resultate der nationalen Diabcare-Studie, die nie öffentlich zugänglich gemacht wurden?

- Wo steht Luxemburg tatsächlich in Sachen Diabetes-Versorgung? Was sind gesicherte Erkenntnisse? Auf welchen Daten beruhen die vom EHCI aufgestellten Tabellen? Ist dies das reelle Spiegelbild der Diabetes-Versorgung hier in Luxemburg?

- Was sind die bekannten Kerndaten (Outcome results) bezüglich der nationalen Diabetes-Versorgung?

- Wo sind sie synoptisch nachzulesen? (Rapport annuel IGSS, Internetseite santé.lu?)

- Werden weitere Studien über Diabetes unternommen und durch die öffentliche Hand finanziert?

- Was steht in nächster Zukunft an, um die Diabetes-Versorgung in Luxemburg zu modernisieren und Resultate anzustreben, die mit den Resultaten im europäischen Spitzenpeloton mithalten könnten?

- Wie kann verstärkter und gezielter Präventionsarbeit geleistet werden?

- Könnten Bonussysteme für Ärzte und auch Patienten hier helfen?

- Welche Strategie wird hierzulande verfolgt und kurzfristig umgesetzt?

- Wie steht es mit dem nationalen Diabetes-Register?

Réponse (26.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

D'emblée, je voudrais rappeler à Monsieur le Député ma réponse du 16 décembre 2009 à la question parlementaire N°0257 (cf. compte rendu N°7/2009-2010) qu'il m'a posée dans le même contexte.

En résumé, l'étude Diabcare réalisée en 2007 par le CRP-Santé en collaboration avec un groupe de travail interdisciplinaire, a permis de dégager les résultats suivants:

- Prévalence du diabète dans la population résidente au Luxembourg:

- 3,44% en 2000

- 4,12% en 2005.

- Prévalence par groupe d'âge (2004):

0 - 14 ans: 0,11%

15 - 24 ans: 0,30%

25 - 34 ans: 0,55%

35 - 44 ans: 1,35%

45 - 54 ans: 4,17%

55 - 64 ans: 9,41%

65 - 74 ans: 13,8%

75 - 84 ans: 15,09%

85 et plus: 13,66%.

- Répartition des patients diabétiques par sexe:

hommes: 52,2%

femmes: 47,8%.

- Plus de 40% des patients diabétiques ont plus de 69 ans; 0,74% des enfants ont entre 2 et 17 ans.

- 23% des patients reçoivent un traitement insulino-dépendant; 77% reçoivent des traitements non insulino-dépendants.

D'après l'évaluation de la surveillance de la pathologie sur base de l'analyse des contrôles du taux d'hémoglobine glyquée (HbA1c) (paramètre de surveillance métabolique de la maladie à être pratiqué tous les 3 mois), le CRP-Santé a calculé que 25% des patients diabétiques sous traitement n'ont effectué aucune analyse en 2004, tandis que 25% d'entre eux l'ont pratiquée une seule fois et 50% plusieurs fois. Seuls 9% du dernier groupe auraient pratiqué ces analyses de façon trimestrielle (données UCM 2004).

Les données de «European Health Consumer Index» (EHCI) se basent sur toute une série de données officielles, essentiellement d'origine internationale. Au



niveau national, les données proviennent surtout des services relevant des Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale. Les bases de données énumérées dans EHCI sont constituées entre autres par Health For All Database (WHO), OECD Health data, Eurobarometer et Eurostat.

L'évaluation des auteurs de l'EHCI correspond en partie seulement à la réalité luxembourgeoise, alors que certaines interprétations des données ne prenaient en compte ni des facteurs déterminants de prise en charge par la Sécurité sociale, ni des actions de prévention qui sont réalisées depuis longue date par l'Association luxembourgeoise du diabète (ALD), la Maison du diabète et le Ministère de la Santé.

Le Luxembourg ne produit pas encore de manière régulière un rapport sur le diabète au plan national. En dehors des sources déjà citées précédemment, d'autres données se trouvent dans les statistiques annuelles des causes de décès (Ministère de la Santé), ainsi que dans la carte sanitaire et dans certaines études ponctuelles, dont Diabcare.

Il est prévu de programmer ultérieurement des études en collaboration avec le CRP-Santé.

Depuis plusieurs années déjà, le groupe de travail interdisciplinaire, qui est d'ailleurs également impliqué dans les études sur cette pathologie qui sont réalisées en collaboration avec le CRP-Santé, a étudié différents modèles de surveillance nationale du diabète. Dans une prochaine étude l'amélioration de la surveillance des patients diabétiques constituera d'ailleurs une thématique phare.

Au cours des dernières années, beaucoup d'activités particulières se sont développées dans toutes les cliniques du pays, notamment par la formation du personnel de soins, la formation offerte aux patients, ainsi que par un suivi intensif de patients à problèmes spécifiques.

Les activités offertes par l'ALD et la Maison du diabète sont de plus en plus nombreuses. À titre d'exemples, je citerai les écoles pour diabétiques ainsi que les campagnes de sensibilisation, dont bon nombre sont réalisées en étroite collaboration avec mes services.

L'instauration d'un système de bonification des médecins n'est pas de nature à garantir à lui seul l'amélioration d'un système de surveillance. De toute façon, la nomenclature prend actuellement déjà en charge des actes médicaux significatifs dans le cadre de la surveillance des patients diabétiques, telles que la consultation majorée et l'élaboration d'un rapport médical.

Étant donné que le diabète constitue un réel fléau dans notre société, la mise en place d'un registre du diabète serait de nature à renforcer encore davantage la surveillance et la prévention de cette maladie.

Question 0392 (20.1.2010) de **M. Jean Colombara** (ADR) concernant le **manque de personnel chez les Ponts et Chaussées**:

Lors de l'assemblée générale d'un corps de sapeurs-pompiers du canton de Redange, l'instructeur régional s'est plaint du fait que les pollutions se trouvant sur les routes (branches d'arbres, etc.), et dont l'évacuation tombe sous

la responsabilité des Ponts et Chaussées, devaient de plus en plus fréquemment être évacuées par le service des sapeurs-pompiers, les Ponts et Chaussées affichant un manque chronique de ressources humaines.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer cette affirmation?

- Combien d'ouvriers travaillent dans les différentes sections des Ponts et Chaussées?

- Est-ce que cet effectif est suffisant pour effectuer et les tâches habituelles et les tâches imprévues?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert sur un apparent «manque chronique de ressources humaines» auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées (ci-après «l'APC»), suite aux réclamations d'un corps de sapeurs-pompiers du canton de Redange qui a dû évacuer des pollutions se trouvant sur les routes, mission incombant, à leur avis, à l'APC.

L'évacuation des déchets se trouvant sur la voirie de l'État, tels que branches d'arbres, boues, débris et autres, est normalement assurée par les brigades locales des services régionaux de l'APC. Il en est de même de l'entretien régulier des installations de sécurité telles que glissières de sécurité, balises et accotements.

Cependant, en cas d'accidents de circulation, l'enlèvement des taches de mazout ou d'huile sur la chaussée se fait en principe par les sapeurs-pompiers qui sont les premiers sur les lieux des accidents, alors que les équipes de l'APC sont souvent convoquées après l'intervention des équipes de sauvetage, pour enlever les débris sur la chaussée ou pour mettre en place, le cas échéant, une déviation.

En dehors des accidents, en cas de taches de mazout ou d'huile sur la route, la Police fait souvent directement appel aux sapeurs-pompiers, bien équipés pour ce genre de travail, pour intervenir.

À noter dans ce contexte que la collaboration entre l'APC et les sapeurs-pompiers fonctionne parfaitement en ce sens qu'il est d'usage que l'APC mette à disposition des différents corps de sapeurs-pompiers les produits chimiques nécessaires à l'exécution des travaux précités.

Enfin, à noter que l'APC dispose actuellement d'un effectif total de 644 ouvriers de l'État, dont 615 affectés aux travaux de voirie pour assurer aussi bien les tâches habituelles qu'imprévues qui lui incombent.

Question 0395 (20.1.2010) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant la **centrale nucléaire de Cattenom**:

Dans un article paru le 18 janvier, le quotidien allemand «Trierischer Volksfreund» se demande s'il est vrai que les pratiques de la centrale nucléaire de Cattenom augmentent les risques d'incidents, se référant en l'occurrence à un avis de Mycle Schneider, expert nucléaire et lauréat du prix Nobel alternatif.

En effet, Mycle Schneider, consultant international en énergie nu-

cléaire, considère que le risque d'accident pour la centrale - une des installations les plus imposantes du parc nucléaire français et située à proximité de notre frontière - est devenu plus grand. Selon lui, ce risque accru s'explique, en premier lieu, par une technologie mal maîtrisée et dépassée. En second lieu, l'auteur se base sur le fait que l'opérateur entend utiliser des combustibles d'une nouvelle génération, dont la teneur en uranium et en plutonium radioactifs constitue un multiple des quantités présentes dans les combustibles actuellement utilisés. C'est d'ailleurs dans cette perspective que l'EDF a demandé, en 2003, l'augmentation des limites des rejets radioactifs de tritium dans la Moselle. On peut dès lors craindre, de l'avis de Mycle Schneider, que plus de substances radioactives ne soient désormais libérées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que Messieurs les Ministres sont au courant de la problématique évoquée et de la nouvelle approche de l'EDF concernant le changement de barre de combustible atomique?

- Dans l'affirmative, peuvent-ils me renseigner sur les mesures éventuelles envisagées par l'EDF pour protéger les travailleurs, la population et l'environnement des risques radioactifs?

- Messieurs les Ministres préconisent-ils des démarches afin d'assurer la radioprotection?

Réponse (26.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais d'emblée rassurer l'honorable Parlementaire que l'utilisation du nouveau combustible, auquel il fait référence, n'est pour l'instant pas programmée sur le site du Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom.

D'après les informations dont je dispose, l'autorité française de sûreté nucléaire (ASN) a autorisé Électricité de France (EDF) à mettre en œuvre une gestion de combustible à haut taux de combustion (HTC), dite GALICE. L'utilisation de GALICE reste limitée pour l'instant à un seul réacteur de 1.300 MWe qui n'est pas celui de Cattenom.

Par ailleurs, force est de souligner que le combustible de la nouvelle génération ne contient pas de Plutonium. Ce combustible est légèrement plus enrichi en Uranium 235 (4,5% au lieu de 4% dans la gestion actuelle), et la longueur du cycle reste pratiquement inchangée à 18 mois.

Il appartient aux autorités françaises de garantir les mesures à prendre en vue de protéger des risques radioactifs les travailleurs du site de la centrale nucléaire de Cattenom, ainsi que la population et l'environnement.

Lors du renouvellement de l'autorisation sur les rejets du site nucléaire de Cattenom, délivrée par ASN en juin 2004, les valeurs limites pour les rejets radioactifs ont été ou abaissées, ou à l'exemple des rejets en Tritium liquide, sont restées au même niveau qu'auparavant. Si l'on considère en plus que le Tritium est le radioélément le moins radioactif, l'exposition des populations et de l'environnement n'a pas augmenté depuis cette date.

Je voudrais rappeler que la radioactivité au Luxembourg est

surveillée de façon permanente par la division de la radioprotection relevant de la direction de la Santé. Mes services suivront de très près l'évolution de ce dossier.

Question 0399 (21.1.2010) de **MM. André Bauler et Fernand Etgen** (DP) concernant les **expositions «The Family of Man» et «The Bitter Years»**:

Il nous revient que le musée «The Family of Man» installé au Château de Clervaux fermerait ses portes pour ne rouvrir qu'au cours de l'année 2012 afin de permettre un renouvellement de l'exposition inscrite au Registre de la Mémoire du Monde de l'UNESCO.

Depuis 2004 le Ministère projette d'aménager une exposition permanente de la collection «The Bitter Years» dans le Château d'Eau à côté du nouveau bâtiment du CNA à Dudelange.

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0144 de Monsieur Marco Schank du 27 octobre 2004 (cf. *compte rendu N°2/2004-2005*), Madame la Secrétaire d'État à la Culture avait même annoncé que cette exposition pourrait voir le jour en 2007 dans le cadre de l'année culturelle et que les travaux pourraient débuter en 2005.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer le projet de fermeture du musée «The Family of Man» installé au Château de Clervaux?

- Dans l'affirmative, sur quelle période s'étendra-t-elle?

- Quelles raisons expliquent la fermeture du musée en question?

- L'UNESCO a-t-elle été informée de ce projet?

- Quelle place Madame la Ministre de la Culture entend-elle réserver à l'avenir à l'exposition «The Family of Man»?

- Où en est le projet de l'exposition permanente de la collection «The Bitter Years»?

Réponse (4.3.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

Les honorables Députés André Bauler et Fernand Etgen se sont enquis des deux expositions exceptionnelles d'Edward Steichen «The Family of Man» et «The Bitter Years» et témoignent ainsi du grand intérêt qu'ils y portent. Tout en les remerciant, je voudrais leur apporter les réponses suivantes:

ad 1: Il est exact que le musée abritant l'exposition «The Family of Man» sera fermé pour travaux de rénovation et de remise en état.

ad 2: Cette fermeture s'étendra de début septembre 2010 à fin printemps 2012.

ad 3: Le musée doit être fermé pour des raisons évidentes de sauvegarde de la collection. Celle-ci nécessite, après plus de 15 ans d'exposition au public, une consolidation de la restauration réalisée en début des années 90 ainsi que des interventions supplémentaires sur les panneaux d'exposition et explicatifs. Une expertise exhaustive en restauration photographique a été faite.

Un second aspect de la sauvegarde, aspect tout aussi important, concerne une amélioration des salles du point de vue des

conditions hygrométriques et d'éclairage, un renforcement des mesures de sécurité, une politique plus ciblée d'information sur la collection et finalement un rafraîchissement de l'aspect intérieur des salles qui répondront ainsi mieux aux exigences muséologiques d'aujourd'hui.

Aucun changement ne sera opéré dans la composition des thèmes ni dans leur chronologie dans le parcours.

Il est de la responsabilité des pouvoirs publics, à savoir du Ministère de la Culture, du Centre national de l'audiovisuel et du Service des sites et monuments nationaux d'optimiser la sauvegarde de la fameuse collection et de dynamiser ainsi son rayonnement international.

ad 4: L'UNESCO a lancé le Programme Mémoire du Monde afin d'éviter l'amnésie collective et de promouvoir la conservation des collections d'archives et de bibliothèques partout dans le monde et d'en assurer la plus large diffusion.

La Commission nationale pour la Coopération avec l'UNESCO a été informée du projet de fermeture du musée. En agissant comme Comité national de la Mémoire du Monde, elle a transmis cette information au Secrétaire du Programme Mémoire du Monde de l'UNESCO à Paris. En réponse la Commission nationale a reçu la confirmation suivante:

«Si aucune modification n'est faite à la collection, il n'y aura pas de conséquences relatives à son inscription au Registre de la Mémoire du Monde.»

ad 5: L'exposition prestigieuse restera au cœur des activités régionales photographiques et des préoccupations du Centre national de l'audiovisuel. L'institut entend développer une activité supplémentaire de réflexion sur ce patrimoine mondial en créant de meilleures conditions d'accès au savoir pour tous les publics. Il continuera de développer des activités internationales de recherche, comme il l'a fait avec beaucoup de succès dans le passé.

ad 6: En ce qui concerne l'exposition «The Bitter Years», il me semble réaliste de prévoir l'ouverture de cette exposition à Dudelange en même temps que celle du musée rénové «The Family of Man» à Clervaux, donc en 2012.

Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder-an
Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25